

Une autre histoire du développement : L'échec perpétuel

Tome 1 : Le Grand développement 1

Éric Mollard

2021

Une autre histoire du développement

L'échec perpétuel

Tome 1 : Le Grand développement 1

Éric Mollard

No, Ernest, don't talk about action. It is a blind thing, dependent on external influences, and moved by an impulse of whose nature it is unconscious. It is a thing incomplete in its essence, because limited by accident, and ignorant of its direction, being always at variance with its aim. Its basis is the lack of imagination. It is the last resource of those who know not how to dream¹.

Oscar Wilde, *The Critic as Artist*

¹ Non, Ernest, ne parlez pas de l'action. C'est une chose aveugle, soumise à des influences extérieures et mise en jeu par une impulsion dont elle ignore la nature. C'est une chose incomplète en son essence, puisqu'elle est limitée par l'accident, et ignorante de sa direction, étant toujours en désaccord avec son but. Sa base est le manque d'imagination. C'est la dernière ressource de ceux qui ne savent comment on rêve.

Résumé général (3 tomes)

Depuis les années 1960, l'aide aux pays du Sud (pays en développement) a connu des changements majeurs tant dans les institutions (passage au multilatéralisme p.ex.) que dans les modalités d'intervention (ultralibéralisme et participation sociale p.ex.). Malgré cette capacité d'adaptation, le constat est accablant : les pays du Sud les plus développés, tels les pays émergents, ne doivent rien aux programmes internationaux de développement et les pays les moins développés n'ont amorcé aucun démarrage.

Du constat d'inefficacité chronique émergent trois questions. Les deux premières concernent la pérennité de l'inefficacité : d'un point de vue politique, comment un tel dispositif se maintient-il ? Du point de vue conceptuel, sur quel malentendu repose le développement ?

L'inefficacité conduit à examiner depuis le niveau international jusqu'aux terrains les pratiques d'interventions et leurs résultats en même temps que les acteurs et leurs discours. L'aide inefficace tient largement à l'entente entre pays du Sud et pays du Nord, tous plus préoccupés par les moyens mis en œuvre que par des résultats tangibles.

La troisième interrogation concerne les récipiendaires qui, eux, souhaitent des résultats : comment refondre le dispositif de développement pour améliorer l'efficacité des programmes ? Si l'échec est la norme, les rares succès méritent l'attention. Or, des succès d'ampleur nationale ont existé avant la dérégulation mondiale des années 1990. C'est le cas des petits producteurs étroitement encadrés par l'Etat au Mexique et de ceux de Thaïlande en régime libéral avec le succès phénoménal du maraîchage d'exportation.

Ces deux pays montrent la réactivité des paysanneries dès lors que les prix sont incitatifs et les crédits adaptés. Plus précisément, il s'agit moins d'économie que de politique quand les prix sont soutenus et que le crédit est adapté au risque inhérent aux petits producteurs : c'est ce que j'appelle le « Grand développement » (tomes 1 et 2).

Le « Petit développement » est l'innombrable somme des projets locaux (participation sociale, vulgarisation, microcrédits, aides diverses, etc.). L'échec y est chronique par le malentendu paternaliste sur la nature des paysanneries et par l'absence d'intérêt envers le Grand développement. Le Système de développement est l'objet du tome 3.

Avant-Propos

Les paysanneries du Mexique et de Thaïlande furent l'objet de deux synthèses de la part de l'auteur dans les années 1980 et 1990. Elles sont restées inédites suite aux Plans d'Ajustement structurel, la dérégulation du commerce mondial et les crises financières. Des paysanneries bouleversées rendaient en effet obsolètes les leçons du protectionnisme. Or, les paysanneries en 2020 ne se sont pas encore remises de la dérégulation. L'Inde voit régulièrement des manifestations paysannes pour un minimum de protection. Les deux études, qui montraient un succès paysan avant les bouleversements, redevenaient précieuses pour revisiter le développement programmé (voir le glossaire).

L'ultralibéralisme des années 1990, en mettant un terme aux protections et aux aides (hormis pour les producteurs des pays du Nord – ou pays développés), a mis en concurrence directe les agricultures les plus productives avec celles qui n'ont pas les moyens de la course à la productivité. Pour quelques gagnants de la dérégulation, lesquels éprouvent d'ailleurs des difficultés car les prix mondiaux sont à la baisse et de plus en plus soumis à la spéculation, l'ultralibéralisme a créé d'innombrables perdants tant parmi les paysans que pour leurs pays. L'Afrique et les pays pauvres sont particulièrement touchés même si certaines régions profitent de la concurrence. Aussi le Ghana ou la Côte-d'Ivoire continuent-ils à profiter de la rente sur le café et le cacao alors que les programmes destinés à soutenir la production nationale de riz sont condamnés à l'échec par absence de prix incitatifs.

D'innombrables perdants pour peu de gagnants au final permettent d'affirmer l'échec de l'ultralibéralisme. D'ailleurs, tout n'est pas seulement une question de prix quand, après trente ans de laissez-faire, les secteurs industriels n'ont pas décollé. Tout au plus constate-t-on un secteur urbain qui a enflé démesurément grâce à l'importation des conditions d'un moindre coût de la vie, secteur urbain désormais en mesure d'exiger de bas prix alimentaires au point d'être devenu lui-même un moteur de l'ultralibéralisme. Bien sûr, des observateurs ont alerté sur les conséquences néfastes de l'ultralibéralisme tout en estimant que le dispositif d'accompagnement des producteurs agricoles est « un cautère sur une jambe de bois ». Autrement dit, le dispositif du Petit développement est non seulement condamné à l'échec mais aussi cautionne l'ultralibéralisme pour refuser la réflexion au nom de la priorité donnée à l'action.

En termes d'histoire, l'ultralibéralisme pourrait n'être qu'une péripétie (de trente ans tout de même) dans le développement et ses échecs. Déjà les traités romains, carthaginois et chinois d'agronomie de l'antiquité ainsi que ceux arabes du Moyen-âge et occidentaux de la Renaissance permettent de se rendre compte des mêmes recettes dans l'art de cultiver. Cet invariant invariablement repris par des agronomes et les ONG qui appellent à l'intensification agricole prouve leur faible utilisation et, par voie de conséquence, le manque de réflexivité et de questionnement. Le Petit développement enchaîne les modes dont les dernières, l'agro-écologie, les savoirs locaux ou encore la théorie des communs devraient interroger les spécialistes s'ils se rendaient compte que ces références viennent couvrir régulièrement d'un nouveau voile l'impudique échec des normes antérieures. Cet ouvrage dépasse donc la seule notion de dérégulation, ceci pour caractériser un système de développement conceptuellement égal à lui-même depuis longtemps.

Avant de revenir sur l'inefficacité du développement programmé, je tiens à remercier tous ceux avec qui j'ai conduit les études de terrain. Ce sont principalement les universités locales et internationales qui étaient parties prenantes des coopérations scientifiques tissées avec l'IRD. L'IRD comme Institut de Recherche pour le Développement présente la spécificité de l'expatriation des chercheurs, laquelle offre la possibilité de connaître en profondeur le pays d'accueil dans ses terrains et par les collègues universitaires. J'ai résidé huit ans au Mexique en deux séjours, trois en Thaïlande et trois en Côte-

d'Ivoire et participé à des expertises dans d'autres pays. Mes études débutaient invariablement avec les agriculteurs dans leur diversité, le contexte économique et social de la production et les interventions et politiques de développement. Bien évidemment, les propos tenus dans cet ouvrage sont de la seule responsabilité de l'auteur et n'engagent que lui.

Le développement abordé dans cet ouvrage concerne principalement l'agriculture et ne touche qu'incidemment la santé, l'industrie, le tissu urbain, les droits de l'homme et même l'environnement. A l'époque de leur réalisation dans les années 1980 et 1990, l'environnement était balbutiant et n'était pas la dimension essentielle qu'il a prise après la conférence de Rio de Janeiro en 1992 avec le développement durable. C'est une limite pour généraliser certaines leçons tirées des deux études.

Les deux analyses nationales abordent non seulement les agriculteurs et leur famille mais tous les acteurs qui influencent le dispositif du développement jusqu'aux banquiers, chercheurs et opinions publiques du Nord. L'approche est relationnelle, interdisciplinaire et systémique dans une large mesure. Les références bibliographiques sont fournies pour les deux études conduites à l'époque. Concernant les théories du développement, de l'innovation agricole ou des régimes politiques du Sud, elles sont réduites pour ne pas alourdir un ouvrage qui réhabilite une forme de protectionnisme tout en évitant ses pièges.

Index général

Tome 1 : Le Grand développement 1

Introduction générale

Etude de cas : Le Mexique des années 1980

Tome 2 : Le Grand développement 2

Etude de cas : La Thaïlande des années 1990

Conclusion sur le Grand développement

Tome 3 : Le système de développement

Glossaire général

Développement général : théories et réalités des changements de l'humanité

Développement programmé : théories et dispositifs d'interventions au Sud

Grand développement : interventions de nature économique, politique et sociale sur le contexte de production (prix incitatifs, crédits adaptés et plus généralement accès durable au marché).

Petit développement : interventions économiques (subventions sectorielles hors du cadre intégrateur du Grand développement) et locales (vulgarisation agricole). Le Petit développement est traditionnellement condamné à l'échec faute de prendre en compte le Grand développement et faute de comprendre la nature des entreprises dans leur contexte social et politique.

Pays du Nord : Ensemble des pays industrialisés précocement en situation de domination financière et scientifique.

Pays du Sud : Ensemble des pays en développement y compris les pays émergents. L'incorporation du Japon dans les pays du Nord et peut-être de la Chine prochainement souligne que ces deux ensembles sont historiquement déterminés. En termes géographiques, les notions de Nord et de Sud sont bien sûr approximatives. En termes économiques, historiques et politiques (à travers des démocraties pluralistes à contre-pouvoirs et à l'État de droit confirmé au Nord), la spécificité du libéralisme industriel et commercial au Nord existe sans qu'on puisse certifier qu'elle soit durable.

Libéralisme : acceptation des règles du marché avec des adaptations (aides, protection douanière, prix de soutien, etc.).

Ultralibéralisme : Acceptation stricte des règles du marché avec mise en concurrence directe des producteurs dans le monde.

« **Revenu de modernisation** » : Le revenu agricole de modernisation est le revenu minimal nécessaire pour cultiver avec une forte productivité. Des aides gouvernementales sont nécessaires pour que le producteur maintienne sa productivité. L'épargne est insuffisante pour innover mais la faible rentabilité de l'agriculture dissuade tout investissement même si l'entrepreneur en a les moyens.

« **Revenu d'autonomie** » : Le revenu d'autonomie est plus élevé que le revenu de modernisation car il permet une production et une innovation autonomes.

Table des matières du tome 1

Résumé général	2
Avant-Propos	3
Index général	5
Glossaire général	6
Table des matières du tome 1	7
Introduction	11
Objectif de l'ouvrage.....	
Philosophie de l'histoire.....	11
Contour conceptuel	13
Un Petit développement qui se veut grand	14
Ligne directrice de l'ouvrage.....	15
Convaincre le système international de développement	17
Le Mexique des années 1990	18
Remerciements.....	18
Glossaire Mexique	23
<i>LE CONTEXTE AGRICOLE</i>	
<i>Partie 1</i> Économie politique.....	24
I - PERMANENCES ET RUPTURES.....	24
1. Acquis techniques	24
2. Balance commerciale	27
II - ENCADREMENT DE L'AGRICULTURE	27
1. L'enjeu foncier	27
2. Les politiques de modernisation	30
3. Les politiques intersectorielles.....	31
III – DÉBATS SUR L'AGRICULTURE	32
1. Nature du paysan.....	33
2. Ecologie et société	35
3. Politique économique	35
4. Crise et rupture	37
<i>LES ACTIVITÉS AGRICOLES</i>	
<i>Partie 2</i> L'environnement régional : le Bajío	38
I - UN CARREFOUR HISTORIQUE	38

1. L'économie coloniale	38
2. Le développement urbain	39
3. La répartition de la population	39
II - UN SITE FAVORABLE	40
1. Écologie générale.....	40
2. Les trois Bajío	40
III - L'ARCHIPEL URBAIN	41
1. Histoire de la vallée de Zamora.....	41
2. Articulation interrégionale.....	42
3. Des hinterlands réduits	43
IV - LES AGRICULTURES PERIPHERIQUES	44
1. Le développement différentiel	44
2. Géographie des périphéries.....	45
<i>Partie 3</i> Changements techniques et transformations sociales.....	47
I - CONTRAINTES AGRONOMIQUES	47
1. Climat.....	47
2. Géologie.....	49
3. Sols.....	50
II - L'HACIENDA ET SON ECONOMIE.....	50
1. L'impasse socioéconomique	51
2. Les conséquences du système de l'hacienda.....	53
3. Rigidités sociales	54
4. Les perspectives du train	58
5. La polarisation sociale.....	59
III - L'INCERTITUDE AGRAIRE : 1930-1940.....	60
1. Dynamique de la propriété privée	62
2. Dynamique de l'ejido	63
3. La communauté <i>ejidale</i>	65
4. L'ascension sociale	66
IV - LA CONSOLIDATION PAYSANNE : 1950-1960	67
V - L'ESSOR AVORTÉ : DE 1970 A 1990.....	69
<i>Partie 4</i> Les activités en 1990	71
I - ACTIVITES AGRICOLES.....	71
1. Fonctions culturelles et choix économiques.....	72
2. Diversité d'intensification et des pratiques culturelles	75

3. La commercialisation	80
II – LES ÉLEVAGES.....	82
1. Le petit élevage domestique.....	83
2. Les bovins-lait intensifs.....	84
3. Les bovins-viande extensif	84
4. Les chèvres.....	85
5. La diminution du cheptel	87
III - PARTIR POUR L'ELDORADO	88
1. Antécédents.....	88
2. Les stratégies migratoires	90
3. L'impact sur l'agriculture.....	92
IV – Aperçu du désengagement : 1988-1990.....	93
<i>Partie 5</i> La petite irrigation dans la vallée d'Ecuandureo.....	95
I - DISCONTINUITES D'UNE SOCIETE HYDRAULIQUE.....	95
1. Les fondements.....	95
2. La petite paysannerie.....	96
3. Un désengagement devenu nécessaire	97
II - L'ENCADREMENT DE L'EAU.....	97
1. L'administration de l'eau	97
2. L'irrigation par l'eau souterraine	98
3. Les financements	98
III - L'IRRIGATION DANS LA VALLEE	99
1. La gestion des aménagements.....	99
2. Bilan hydrologique de la vallée	100
3. La mise en valeur du lac de Colecio	100
IV - LES UNITÉS DE PRODUCTION IRRIGUEES.....	102
1. L'organisation du travail.....	102
2. Typologie des unités de production irriguées.....	103
V – LA GESTION COLLECTIVE DE L'EAU	104
1. Haut niveau d'organisation et réglementation communautaire.....	104
2. Bon niveau d'organisation d'unités indépendantes.....	105
3. Travaux communautaires, moindre organisation et cultures céréalières.....	105
VI – L'eau du développement	106
<i>Partie 6</i> Agriculture, Politique et Communauté.....	108
I - Géographie de la vallée	108

II - Les communautés.....	109
1. Trois pôles dans la vallée	109
2. Trois groupes de communautés.....	111
3. Trajectoire villageoise	112
MODELE DE DEVELOPPEMENT ET PAYSANNERIE	
<i>Partie 7</i> LE BLOCAGE D'UNE SOCIÉTÉ RURALE.....	115
I - UN BLOCAGE SANS CRISE	115
1. Une mondialisation réussie.....	116
2. L'exutoire de la pénurie	116
3. Dynamique résumée.....	117
II - BILAN DU MODELE DE DEVELOPPEMENT.....	118
1. L'économie incertaine des prix de garantie	118
2. Les performances économiques du modèle	119
3. Les dysfonctionnements politiques	121
Conclusion sur le modèle mexicain.....	122
<i>Partie 8</i> Leçons politiques.....	124
I - ASPECTS DU SYSTEME POLITIQUE	124
1. Organisation sociale.....	124
2. Administration et interventions fédérales	127
II - LES MARGES DE MANOEUVRE.....	129
1. La marge de manœuvre politique.....	129
2. L'encadrement technique de l'agriculture	131
3. La marge de manœuvre technique.....	134
III - ÉPILOGUE.....	137
Conclusion : Le bénéfice d'une paysannerie aidée	138
1. Un modèle original.....	138
2. ...aux dysfonctionnements politiques.....	139
3. ...mais à l'économie reproductible.....	140
Bibliographie citée	141

Introduction générale

Le développement volontariste ou programmé est l'ensemble des aides dirigées vers les pays en développement. Sont inclus les prêts et les dons, conditionnés ou pas, qui visent le développement économique, social et politique du pays récipiendaire. Comme les fonds propres du pays visent le même objectif, le lecteur devine que les notions d'aide extérieure et de financement propre ne sont pas exactement délimitées. On retiendra d'abord le volontarisme du progrès dans ses différentes dimensions et ensuite le partage d'idées sur le développement entre les élites du Sud et les acteurs du Nord, partage qui ne préjuge pas de la correspondance des objectifs poursuivis par les uns et les autres.

Philosophie de l'histoire

Par son volontarisme, un dispositif de changement s'inscrit dans une philosophie qui n'a rien d'évident au regard de l'histoire. Déjà le terme volontarisme écarte les mobilisations sociales, les révolutions et plus généralement ce qui relève de la vie politique. Le développement s'appuie sur des programmes d'experts ou participatifs pour susciter l'adhésion des gouvernements du Sud et ne pas déplaire à l'opinion publique du Nord. Cette dépolitisation devient un problème quand elle fait fi des structures sociales et des dominations qui prévalent dans une société, les détenteurs d'un pouvoir quelconque pouvant s'y opposer s'ils n'y trouvent pas leur intérêt. On pense bien sûr au notable de la région, mais cela peut simplement être le paysan ou le clandestin *free rider* en mesure de faire capoter un programme par l'impossibilité collective à réguler les comportements individualistes.

La question a été abordée aussi par les philosophes qui ont traité de l'histoire et de sa signification. L'ancienneté de la réflexion est attestée par les « Prolégomènes » d'Ibn Khaldoun qui, au XIV^{ème} siècle, scrutait le flux des événements particuliers et la comparaison des nomades avec les sédentaires pour édifier les lois générales de la vie en société, ou par l'« Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain » de Condorcet à la Révolution française. Selon le parti choisi, le volontarisme est condamné ou pas.

Le Développement programmé est la version du désir de changement selon une orientation souhaitée. Il s'inscrit dans une philosophie de l'histoire débattue et jamais close qu'on pourrait appeler le Développement général ou plus simplement l'histoire de l'humanité. Des auteurs de disciplines diverses font remonter les problèmes actuels, les dédouanant en quelque sorte, à l'émergence de la pensée humaine, à l'invention du feu ou à la sortie d'*Homo sapiens* d'Afrique pour montrer comment le régime alimentaire, les pratiques de chasse ou encore l'élan amoureux datent des temps sauvages. D'autres auteurs appuient leur réflexion sur les empires antiques, l'Europe de la Renaissance, les empires états-unien et soviétique, le Japon et la Chine plus récemment pour faire valoir domination, violence, religion, culture et finalement lutte des classes. Pour les premiers, il y aurait une nature humaine et pour les seconds, une détermination sociale ouverte au changement politique.

Les choix intellectuels teintés d'idéologie n'épuisent pas le thème de la nature du changement. Au niveau civilisationnel par exemple, il n'est pas farfelu de s'interroger sur la divergence technique, commerciale et politique entre la Chine et l'Europe à la Renaissance ou encore sur les différences têtues des philosophies allemandes, anglaises et françaises. La composante culturelle peut expliquer l'intérêt ancien d'un Occident expansionniste qui se construit un Sud à son image. Encore faut-il que le comparatisme culturel soit abordé dans ses différentes facettes et ne soit pas rejeté en bloc au nom des dérives d'un culturalisme essentialiste ou ethnocentrique.

Il ne s'agit pas de débiter l'examen du développement par une recension philosophique, mais de souligner une possible faiblesse conceptuelle ou le biais culturel du développement volontariste. Je pourrais débiter avec un intellectuel asiatique pour comprendre comment une forme de conservatisme asiatique s'est adaptée à l'essor économique par le biais du nationalisme et des samouraïs devenus chevaliers de l'industrie². Je me contenterais du classicisme de Bossuet à la fois curieux, soupçonneux et pas révolutionnaire : « Dieu tient du plus haut des cieux les rênes de tous les royaumes ; il a tous les cœurs en sa main ; tantôt il retient les passions, tantôt il leur lâche la bride, et par là remue tout le genre humain (...) C'est ainsi que Dieu règne sur tous les peuples. Ne parlons plus de hasard ni de fortune, ou parlons-en seulement comme d'un nom dont nous couvrons notre ignorance (...) C'est faute d'entendre le tout que nous trouvons du hasard ou de l'irrégularité dans les rencontres particulières³».

Bossuet résume la philosophie (occidentale) en adhérant sans réserve au sens de l'histoire même si cette dernière est inaccessible à la compréhension. Au-delà d'un bien et d'un mal qui nous échappe, il évoque un Dieu « bon » qui garantit que l'histoire va dans le « bon » sens et pas seulement dans sa dimension eschatologique. La Providence n'est pas un hasard et, si elle est une morale, elle est aussi une liberté. Aussi dégage-t-il trois traits essentiels : l'histoire n'est pas une suite de hasards ; la liberté de l'homme est garantie (quand Dieu « lâche la bride ») ; les passions, et non la raison, sont le moteur de l'histoire. La philosophie rejette le pur déterminisme, la pure liberté et le pur hasard. C'est la liberté augustinienne de la vieille liberté occidentale où l'individu n'est jamais totalement soumis au collectif. Même le mystère autour de la Providence dont les plans sont inaccessibles justifie l'idée à la fois d'un progrès et d'une liberté sous le contrôle du collectif considéré comme la base de l'ordre social (et divin). La notion de mystère, et donc de foi, semble inhérente à la liberté occidentale qui va alors s'évertuer à s'émanciper davantage et produire la première la connaissance scientifique. Peut-être devrait-on admettre que la simple énonciation d'une liberté, même garantie de manière ténue par la religion, était bien placée pour accoucher de la science.

Evoquer la déesse de la Fortune, Tyché, va dans le même sens. D'abord, c'est une figure mineure du panthéon grec et on en comprend les raisons, ensuite, chez Auguste Bouché-Leclercq⁴ : « La voilà devenue un être divin juste au moment où elle ne représente plus que la chance, un être dépourvu de sens moral et dont la volonté omnipotente n'a d'autre règle que son caprice. Ce n'est pas tout [...]. Un fatalisme peu différent de l'athéisme doit être la conséquence d'une pareille conception de l'univers ». Depuis Aristote, le hasard a longtemps été rejeté ou circonscrit dans la destinée humaine parce qu'il est capricieux, amoral et fataliste. Il est l'antithèse de la Providence qui, même si on ne la comprend pas, donne un sens à la vie.

L'homme n'est pas le jouet de l'histoire et son refus du fatalisme non seulement garantit sa liberté, mais aussi donne l'espoir d'une vie non soumise ou non absurde. La psychologie culturelle de Bossuet est positive et ouvre l'espace de l'entendement du monde. Cette liberté pour l'action ne signifie pas qu'il ait raison dans les faits, seulement qu'il a raison pour les âmes. Autrement dit, la liberté et le sens

² Seizelet Éric, 2019. « Eddy Dufourmont, Confucianisme et conservatisme au Japon. La trajectoire intellectuelle de Yasuoka Masahiro, 1898-1983 », Presses Universitaires de Bordeaux, 2014, 347 p. In : Revue d'histoire moderne & contemporaine 1 (66-1) : 167-169

³ Discours sur l'Histoire Universelle

⁴ "Tyché ou la fortune: A propos d'un ouvrage récent". Revue de l'Histoire des Religions, vol. 23, 1891, pp. 273–307.

de l'histoire sont deux traits pour ne pas désespérer. Ni Bossuet ni les philosophes n'évoquent une action efficace.

La liberté suppose le désir de modifier le réel qui lui-même s'inscrit dans le refus d'un sens de l'histoire qui échapperait à l'homme. La résistance spontanée au sentiment d'absurdité et la conscience qu'on vaut quelque chose se matérialisent par une philosophie où l'humanité est en route vers un but et que l'Histoire a un sens au-delà des sinuosités, des incompréhensions et du mal. Vouloir agir sur le cours des choses s'inscrit culturellement dans une liberté assujettie à un ordre social, liberté qui est aussi la source du foisonnement des idées (sur l'histoire incluse) filtrées et régulées par l'ordre social. Les philosophies sont une conséquence de la liberté, laquelle a besoin de récits pour lui donner du sens. On pourrait presque avancer que plus la liberté est grande, plus les récits sont importants, même mystérieux et inaccessibles à l'entendement : religion, science puis environnement. C'est d'ailleurs pour le besoin de récits que l'on entend dire « je crois à la science » ou que la croyance dans l'environnement dépasse la simple défense rationnelle de l'environnement. Une liberté culturellement fondée doit se parer d'un attirail psychosociologique. C'est le prix à payer pour refuser la fatalité et la soumission. L'action comme manifestation de la liberté devient centrale et indiscutée au point de ne pas l'évaluer dans son efficacité. La culture de la liberté est si forte qu'elle rend également aveugle aux leçons de l'histoire qui tend à rappeler l'inanité du cours des choses humaines.

Contour conceptuel

Pourtant, un empire s'emploie à améliorer ses forces armées, les transports et... la religion. L'irrigation fut aussi une prérogative d'Etat. Mais deux arguments sapent là encore la notion de liberté. La première est que la survie de l'empire face à ses concurrents passe par des améliorations nécessaires qui n'ont pas besoin d'un dispositif particulier de développement au-delà de militaires et d'espions ou de la mobilisation de la main-d'œuvre pour bâtir des grands équipements. Les pyramides d'Egypte relèvent de la même mobilisation efficace des ressources pour un motif futile sauf à les considérer comme un New Deal économique et social. Les équipements sont utiles et ils le restent aujourd'hui : ils ont donc une place à part dans le développement.

Le second argument contre le développement programmé s'appuie sur le fossé tangible entre le développement escompté et le développement réel. Il ne fait aucun doute que l'imaginaire, les croyances et l'action politique sont décalés avec le savoir et la réalité. Dans la vie sociale, il arrive fréquemment qu'un tiers récupère l'action à son compte : alors que les promoteurs des panneaux solaires peuvent faire valoir leur humanisme, ils font surtout le bonheur des vendeurs, ceci alors que les organisations associatives fustigent, chez elles, le grand capital. De même, ceux-là qui dénoncent le réchauffement climatique et accusent les institutions de manque de conscience font surtout le jeu du populisme. Un capitaine d'industrie comme Elon Musk peut adresser ses remerciements aux militants qui blâment la pollution depuis 40 ans. Sans eux, il n'aurait jamais atteint 500 milliards d'euros de capitalisation boursière. Les militants avaient tout en tête sauf les condottieri. Quand la gauche progressiste a critiqué après-guerre les systèmes autoritaires qui corsetaient la jeunesse et les femmes, elle a aidé à mettre en place le capitalisme "cool" du consumérisme.

Dans la saga intellectuelle et politique de l'action volontaire, le Développement programmé n'est qu'une péripétie du volontarisme qui conduit plus la politique politicienne que les réalités. L'aventure prométhéenne qui privilégie toujours plus l'action au débat, ce dernier étant considéré par les populistes comme stérile, souligne la déraison de celui qui croit à la puissance du changement programmé

Quoi qu'il en soit, l'ambition de cet ouvrage n'est pas philosophique et l'objet d'étude se réduit au développement programmé qui articule des normes négociées aux besoins supposés du Sud. Au niveau conceptuel, le développement programmé conduit à distinguer le Grand et le Petit développement.

Le **Grand développement** consiste à agir sur le contexte productif que constituent les deux éléments majeurs : les prix, qui définissent le revenu et l'attractivité agricole, et l'accès adapté au crédit. Plutôt que de considérer de manière paternaliste le producteur ignorant ou routinier, les exemples abondent où le petit paysan doit être considéré comme un entrepreneur réactif aux prix et innovant⁵. Parler de prix incitatifs revient à inscrire cette démarche d'abord dans le libéralisme et ensuite dans des formes de protectionnisme comme il en existait jusqu'aux années 1990. Les deux succès traités dans cet ouvrage sont issus de cette période.

Le libéralisme fait partie des critiques adressées au développement. Ces critiques font écho à l'ensemble intellectuel et militant auparavant marxiste et aujourd'hui ouvert à l'environnement et aux minorités. Ce courant critique n'est pas dénué de contradictions quand, par exemple, il prend le capitalisme occidental pour cible alors que la Chine non capitaliste montre un très faible intérêt pour l'environnement. De plus, la seule exception non libérale d'un développement réel fut temporaire et durement payée par la population : c'était l'URSS dont l'économie s'est effondrée pour ne pas être concurrentielle faute d'adhésion de la population. Cet ouvrage ne critique donc pas le libéralisme économique, seulement l'ultralibéralisme qui est un défaut de régulation économique. On peut d'ailleurs établir à ce propos un parallèle entre l'emballage de l'Occident en matière économique, voire morale de nos jours, quand le Sud est davantage touché par le manque de régulation politique avec le clientélisme.

Une fois posée la nécessité du Grand développement, je discuterai du **Petit développement**, qui est l'ensemble des interventions sur le terrain sous la forme de subventions ou de programmes éducatifs ou organisationnels. On pourrait imaginer un possible succès si le Petit développement s'appuyait sur des prix et des crédits incitatifs. En fait, l'échec récurrent remonte plus haut que l'ultralibéralisme, ce qui signifie que ce dernier, s'il a une part de responsabilité, n'explique pas tout. Il sera donc nécessaire d'entrer dans le détail des modalités opérationnelles et des erreurs conceptuelles des programmes du Petit développement.

Petit développement qui se veut grand

Alors que les deux succès nationaux étudiés dans cet ouvrage plaident pour le Grand développement, les acteurs continuent à défendre le Petit développement pourtant en échec perpétuel. L'échec est double : par l'absence de prise en compte du contexte socioéconomique (le Grand développement) et par les croyances récurrentes sur les pays du Sud et les paysanneries.

Depuis les années 2000, le Petit développement a reçu des appuis inespérés dont le caractère structurant leur a permis de faire fi des critiques qui lui étaient adressées. Ce fut le réchauffement climatique qui, pour montrer son implication dans l'action, a promu l'intensification agricole, ceci pour ne pas déboiser davantage. Ce fut aussi l'appel à augmenter l'aide alimentaire, que je prends ici comme illustration des permanences du Petit développement. Dans la foulée du Prix Nobel de la paix décerné au Programme alimentaire mondial de l'ONU en 2020, les organismes philanthropiques et des chercheurs ont publié des articles de presse sur la nécessité d'augmenter les dons. Le problème ici

⁵ Chauveau et alii 1999

n'est pas dans les dons, mais dans ce qu'on veut en faire. Un de ces chercheurs explique : « 500 000 articles ont notamment été scannés par une intelligence artificielle avant de passer au filtre de l'analyse humaine – et identifié les principaux leviers d'action pour améliorer la sécurité alimentaire de façon durable : investir dans la formation des petits producteurs agricoles, et en particulier des femmes paysannes, améliorer les techniques d'irrigation, diversifier les cultures, garantir par des mécanismes de protection sociale l'accès de tous à l'alimentation...⁶».

Le Petit développement est fait d'interventions vouées à l'échec. Mais un passé d'échecs ne parvient pas à remettre en cause une légitimité qu'appuient les grands organismes, les chercheurs spécialisés ainsi que les multiples ONG et donateurs privés. Même le bon sens prend appui sur l'énoncé sans cesse repris et pourtant erroné : « ne donne pas la canne mais enseigne la manière de pêcher » (j'y reviendrai). Il n'est donc pas besoin d'intelligence artificielle pour se rendre compte que l'ignorance des réalités du Sud, des paysans et du développement conduit à conclure sur des opérations, pourtant soumises à évaluation (dont je parlerai aussi), en perpétuelle recherche de légitimité sans rien changer sur le fond.

C'est d'ailleurs l'opinion publique qui, désormais, exige le Petit développement en dehors de tout débat au profit de l'action, la seule qui soit digne d'exister. Il est vrai que le débat universitaire s'évertue à mettre en avant l'exploitation des périphéries par un centre occidental, hier industrialisé et aujourd'hui par la seule force des finances ou par la seule repentance coloniale. Excédée par ce type de controverse purement critique, l'opinion préfère l'action. Ce pragmatisme a été couronné par la percée de l'économie comportementale qui enfonce le clou du Petit développement avec des aides directes aux pauvres après reconnaissance des échecs de développement, mais sans prendre la peine de remettre en cause l'ultralibéralisme. Une autre contrainte qu'impose l'opinion publique est d'exécrer ce qui relève du politique. Dans cette configuration, aucune prise en compte des méfaits de l'ultralibéralisme n'est possible et le Petit développement continue à recevoir les financements pharaoniques alors que le Grand développement en aurait besoin.

Ligne directrice

L'étude de deux succès d'ampleur nationale : le Mexique des années 1980 et la Thaïlande des années 1990 montre que des prix attractifs et des crédits adaptés (l'adaptation du crédit à la petite paysannerie diffère selon le degré de libéralisme du pays) sont cruciaux pour le développement. Une approche compréhensive, historique et sociale, souligne les impasses du passé (les haciendas, le protectionnisme outrancier) et les maillons manquants du développement. Les deux exemples caractérisent aussi les conditions sociopolitiques propres au Sud et leur rapport au Nord.

Le Grand développement n'a pas toujours conduit au succès car sont requis non seulement les deux facteurs clé, mais parfois aussi d'autres éléments. Inversement, des pans entiers de développement spontané ont lieu sans encadrement de prix ou de crédit. Pensons à l'Afrique de l'Ouest forestière colonisée par les petits paysans pour produire du café et du cacao. Dans ce dernier cas, les prix de ces denrées étaient attractifs et les pistes d'exploitation forestière ont servi à accéder aux lopins et à vendre sur le marché, alors même que ces pistes étaient loin d'être carrossables toute l'année. Des développements spontanés existent, mais ils sont limités dans le temps. Quant aux interventions locales du Petit développement, leur échec conduit à examiner les conditions requises en termes de Grand développement, c'est-à-dire de prix et de crédits adaptés. Ces conditions sont non seulement

⁶ https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/10/13/pour-eradiquer-la-faim-d-ici-a-2030-les-donateurs-devront-doubler-leurs-depenses_6055778_3244.html

économiques mais aussi politiques voire touchent d'autres dimensions à examiner. La mise en contexte des deux trajectoires nationales ouvre sur de possibles généralisations.

Le schéma général qui doit orienter le Grand développement repose sur la confiance à accorder aux petits paysans, ce que les théories de l'innovation avaient délimité il y a une vingtaine d'années. Cela exclut donc l'idée d'essence paysanne telle que la conçoivent les approches en « économie morale » ou plus généralement culturaliste. Peut-être y a-t-il un particularisme paysan comme des anthropologues ont tenté de le montrer, ce qu'on tentera d'identifier dans les analyses suivantes, mais on ne peut pas parler d'une dimension culturelle avant d'avoir épuisé l'économie. Le paysan est avant tout un petit entrepreneur qui réagit aux prix. Il faut donc analyser l'autoconsommation et les solidarités paysannes comme des faits économiques avant d'en faire une essence, que l'histoire d'ailleurs dément facilement. S'il réagit aux prix et innove, l'économie conduit aussi à ce que le petit entrepreneur ne puisse pas saisir toutes les opportunités commerciales dès lors qu'elles sont risquées. En effet, un risque est non seulement une probabilité d'occurrence, mais aussi une menace d'autant plus sérieuse pour la famille que cette dernière est vulnérable. Non seulement les cultures maraîchères à fort investissement et risque élevé leur sont interdites, mais la seule mécanisation ou encore les crédits de campagne d'une céréale peu risquée sont un casse-tête. La routine est donc une apparence à combattre chez ses tenants culturalistes ou parmi les acteurs du développement.

Les prix internationaux sont bas du fait de l'abondance de denrées, des avantages dont bénéficient certains pays (l'Asie du Sud-est pour le riz, les Etats-Unis pour le maïs et le coton, le lait pour l'Union européenne) et des aides à la production et à l'exportation des pays développés. Ils sont même soumis à la spéculation qui crée des incertitudes sur le revenu escompté et sur la rentabilité des investissements consentis. Tous les producteurs aspirent à un marché stable et rentable. Encore faut-il que le petit producteur puisse faire vivre sa famille. A ce stade, je distingue deux niveaux de prix.

Le premier niveau est le **prix de modernisation** ou d'intensification. Il est nécessaire que le petit producteur soit motivé pour produire pour le marché avec de bons rendements. Le prix de modernisation est celui non pas qui permet la modernisation autonome (voir plus loin le prix d'autonomie), mais qui permet d'entretenir la modernisation acquise par d'autres moyens. Ces autres moyens sont les aides publiques sous forme d'intrants subventionnés et d'équipement parfois donnés (mécanisation, irrigation, assainissement des terres, chemins). Le petit paysan peut alors se moderniser et produire pour le marché, mais son revenu est très faible car l'agriculture n'est pas rentable. Même quand il dispose d'un capital, par exemple issu de la migration, il est réticent à l'investir dans l'agriculture. Politiquement, le paysan dépend des aides, lesquelles sont d'ailleurs délivrées sous la forme clientéliste.

Le second niveau de prix est le **prix de l'autonomie** qui permet au paysan de s'équiper par lui-même et qui réduit la politique clientéliste. Mais si la modernisation autonome est possible, le risque productif reste entier faute d'une capitalisation suffisante. La migration ou la pluriactivité peut apporter le capital nécessaire, car l'agriculture est à peine rentable, mais ce capital ne permet pas de faire face à l'incertitude des prix et à la perte possible des investissements. Ici, le « crédit adapté » est requis.

Le crédit adapté ne peut provenir ni du microcrédit du fait des montants en jeu dans la production, ni du secteur bancaire qui, justement, ne perd jamais parce qu'il se paie sur les familles et leurs terres en cas de difficulté. Pendant longtemps, seule l'usure a permis de passer un mauvais cap, mais la pénalité était également lourde. Le crédit adapté est donc la possibilité de renégocier un crédit voire d'annuler l'encours en cas de problème sérieux. On va voir comment le Mexique autoritaire et la Thaïlande libérale ont tous deux connu des crédits adaptés.

En résumé, le schéma proposé dans cet ouvrage repose sur un minimum de protectionnisme, sur la confiance dans les producteurs considérés comme rationnels et dans des crédits adaptés. Il ne s'agit pas seulement d'économie, mais bien de politique, ceci autant pour les prix de soutien, la confiance dans le petit producteur et dans cette notion de crédit adapté. Le reste : vulgarisation, participation sociale ou toute théorie libérale ou antisystème sont à notre sens des erreurs.

Convaincre le système international de développement

Afin de lancer un développement vertueux, je propose d'ores et déjà trois solutions à tester. Le premier est bien sûr le grand développement comme condition du décollage des paysanneries du Sud, ceci avec des prix d'autonomie pour réduire le clientélisme et avec des crédits adaptés. Je discuterai des problèmes posés par les assurances ou encore les revenus universels. La deuxième piste est de construire enfin une base de données du petit développement avec un suivi des projets dans le temps moyen à long. Il faut en effet établir les projets qui ont fonctionné et en comprendre les raisons. Il faut arrêter les autres. La troisième piste, si le petit développement s'avérait chroniquement improductif, serait de mutualiser les dons pour garantir le Grand développement.

Une quatrième solution est le divorce du Nord et du Sud, comme pour l'environnement vu dans un ouvrage antérieur⁷, pour que le Sud trouve ses propres solutions. Le divorce avec les normes du Nord (en fait négociées avec l'élite du Sud) peut éventuellement bénéficier de l'aide des chercheurs du Nord à condition que ces derniers prennent en compte ni ne jugent le clientélisme. Car les chercheurs sont malheureusement un obstacle au développement, obstacle aussi important que celui des ONG, de l'opinion publique et des organisations internationales car tous ces acteurs font système et partagent plus erreurs et ignorance qu'ils facilitent la controverse et l'opinion divergente.

Face à un système que renforce l'argent des donateurs et que cautionnent chercheurs, ONG et sphère politique du Nord et du Sud (donc les banques de développement et leurs experts), les seules faiblesses sont l'échec et l'impuissance à la prendre en compte sérieusement. En fait, tout tient dans le récit, telle celui de la canne à pêche, qui permet aux acteurs d'oublier le passé (la mémoire n'est pas le fort du système du développement) et de se projeter en permanence dans le futur. Quand on ravive la mémoire des échecs, les acteurs mettent en avant des solutions de rechange sous forme de promesses et de références en cours de test. Il faut donc (ce sera le tome 3 de notre approche) analyser la solidité du système à travers ses parties. On cherchera la source épistémologique du malentendu et la source politique du verrouillage. On peut alors espérer orienter le système vers plus d'efficacité. Jeune chercheur, je pensais qu'il suffisait de fournir un savoir sur les paysanneries et plus tard sur le clientélisme pour influencer les décideurs. Ce fut autant d'échecs et donc d'apprentissages dans la sociologie politique du changement social. Aujourd'hui, ces savoirs ne sont pas suffisants face à un système qui ne cesse de rebondir sur de nouvelles références sans la mémoire des anciennes, au prix de la répétition.

⁷ Une autre histoire de l'environnement

Le Mexique des années 1980⁸

Toutefois, suum cuique, il faut reconnaître l'importance de la "fonction d'encadrement" des moines, de leur politique de remembrement, de l'efficacité de leur faire-valoir direct, de leur souci d'améliorer les communications, les routes, les ponts et les activités commerciales à large rayon.

Fernand Braudel L'identité de la France

Remerciements

En 1988, des chercheurs relevant de disciplines agronomiques et sociales s'associaient pour entreprendre l'analyse d'un système agraire. Une double curiosité animait l'équipe au-delà de l'apprentissage de la multidisciplinarité et de l'espoir de percées théoriques :

1. Comment la Révolution verte des années 1950, où le Mexique avait fait figure de pionnier, avait-elle débordée sur les territoires non irrigués ?
2. Et en quoi l'émigration aux États-Unis modifiait-elle les conditions d'exercice de l'agriculture locale ?

Si ces questions traversent cet ouvrage, elles ont évolué au cours du programme. Le terrain et le questionnement collectif ont en effet le pouvoir de remettre en cause les narrations dominantes qui visent, somme toute, à justifier les moyens du développement.

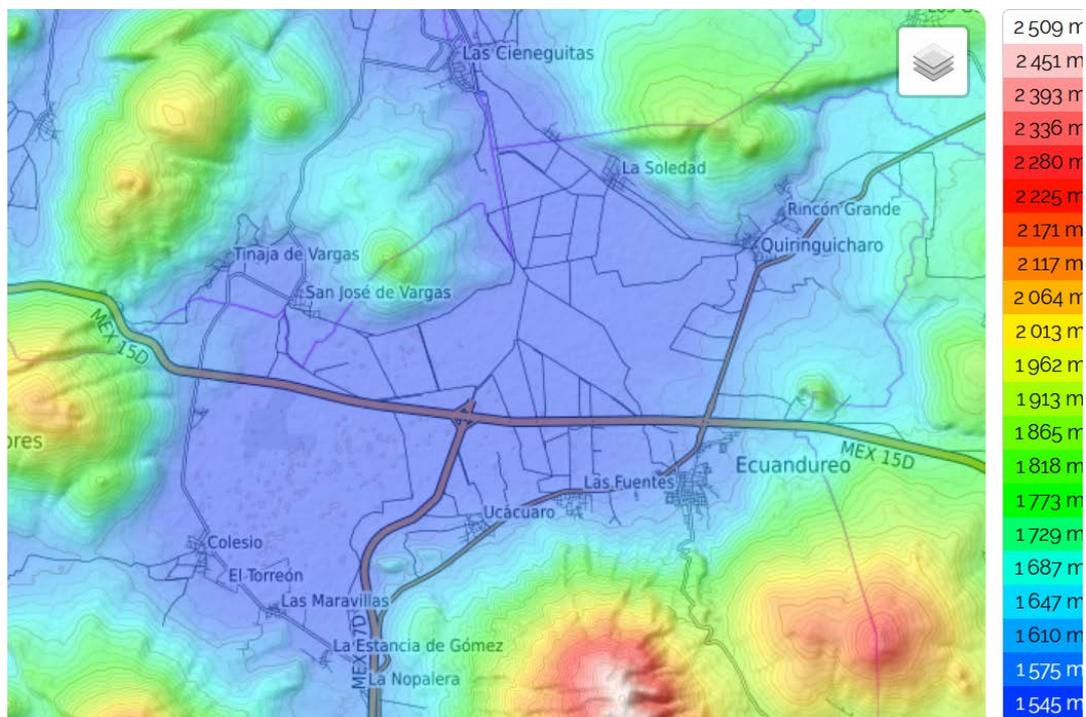
La ligne directrice reposait à l'origine sur l'idée que le comportement technique, social et discursif d'un acteur résulte de sa position relative au sein du système. Selon les répertoires disponibles à une époque donnée, chaque acteur cherche à faire valoir ses intérêts et idées en gagnant du pouvoir. La variété des relations possibles dépasse les seuls rapports de production que des théories exclusives mettaient en avant. Pour l'agriculteur, les décisions dépendent du contexte local et de la politique et de l'économie régionale ou nationale. Les décisions de l'agriculteur dépendent aussi de sa mémoire des incertitudes passées. Le niveau de confiance dans les institutions publiques et dans les contrats avec les acteurs privés est déterminé par une expérience et un partage social.

La migration aux États-Unis n'est pas sans rapport avec l'agriculture qui s'adapte elle aussi à la migration. Plus généralement, le contexte social et économique de l'exploitation détermine des « capacités », c'est-à-dire une capacité à s'adapter non seulement en termes d'opportunités économiques et d'accès aux facteurs de production, marchés inclus, mais aussi au marché foncier et à la force de travail qui permettent à la famille de s'agrandir ou au contraire de partir. L'exploitation est à la fois une entité qui adapte ses moyens de production dans un champ de possibilités jusqu'à disparaître temporairement quand elle donne ses terres en location. La non-exploitation agricole et les grandes exploitations affermées –qui disparaissent quand manque le crédit- sont les deux limites d'une stratégie familiale au centre de laquelle se situe la figure modale de l'exploitation familiale.

⁸ Sur la base du rapport non publié : Le sacrifice inutile du paysan mexicain au libéralisme. Dérégulation économique du Nord, dérégulation politique du Sud. Septembre 1995. Avec la collaboration de Claude Poilly et Octavio Santana Gonzalez.

L'approche systémique permet de raccorder les boucles de rétroaction qui participent à la décision. Cette "connectique" fonctionnelle et interdisciplinaire renouvelle la lecture des systèmes agraires dont le point de départ est l'analyse des pratiques et des fonctionnalités culturelles. L'exploitation agricole est la base d'une lecture de l'économie régionale et politique. La recherche s'est focalisée sur la vallée d'Ecuandureo dans le Centre-Ouest du pays, plus exactement en bordure de la grande région irriguée du Bajío dans l'état du Michoacán (Figure 1). Ce bassin approximativement arrondi d'une vingtaine de km de diamètre avec initialement un lac en son centre est entouré d'édifices volcaniques. Nous l'avons considéré comme un système agraire (ou économie régionale) pour fixer des limites et identifier des flux. Il est alors possible de lui appliquer le raisonnement où chaque niveau - peuplement végétal dans une parcelle, exploitation agricole, système agraire, région agricole, pays, monde - est étudié dans son organisation et dans ses articulations avec les niveaux inférieurs et supérieurs.

Figure 1 : Carte d'Ecuandureo⁹



La discipline agronomique est un point de départ en mesure de questionner avec rigueur d'autres disciplines à d'autres échelles de travail. L'analyse qui débute avec l'élaboration du rendement en parcelles cultivées s'inscrit dans les décisions au jour le jour ainsi que dans les choix annuels des agriculteurs. Cette seule étape a révélé l'inattendu : un même producteur montrait à la fois un faible rendement en maïs et un rendement très élevé en sorgho pluvial. Cette constatation fondamentale permettait déjà de réfuter les politiques qui promouvaient l'enseignement de l'agriculture moderne sur la base du rendement national (faible) du maïs.

En collaboration avec le géographe Octavio Gonzalez, le passage de l'exploitation à la communauté villageoise a renforcé les doutes sur les idées courantes portées sur l'agriculture. L'analyse s'est

⁹ <https://es-mx.topographic-map.com/maps/20zy/Zamora/>

déporté jusqu'à Mexico, la capitale du pays, pour saisir la source des idées à l'origine des politiques agricoles. La collaboration avec les chercheurs du Collège (*Colegio*) universitaire de Michoacán a permis d'élargir le domaine des compétences avec un premier cercle de chercheurs directement impliqués dans la vallée, principalement l'anthropologue Gail Mummert et l'économiste Sergio Zendejas.

Avec feu Mto. Cayetano Reyes, nous avons développé une analyse des relations entre la vallée et les villes proches. Avec Patricia Avila, Estebán Barragán et José L. Seefoo, les relations régionales ont été ébauchées. Je reste redevable à de nombreuses personnes des discussions dans le Colegio de Michoacán, à l'université de Guadalajara (en particulier le Dr. Omar Barrera pour la géographie physique) et à l'Inifap (Institut de recherche agronomique) de Morelia, de Celaya et d'Uruapan (en particulier Martín Arreola et Alberto Hernandez S.).

Je tiens bien sûr à remercier les agriculteurs de la vallée d'Ecuandureo, les agents du gouvernement et l'appui indéfectible de Don Salvador Martinez et de feu Lic. Jorge Chavolla. Je n'oublie pas qu'ils ont passé outre la méfiance qui sévissait envers les agents du gouvernement (auxquels les agriculteurs nous assimilaient) au cours d'une année d'élections présidentielles riches en événements.

Comme une part substantielle de l'explication de l'agriculture locale se situait à Mexico qui étendait son influence via les réseaux politiques jusqu'aux structures familiales, aucun chercheur de l'équipe présent n'était formé à ce type d'étude. La *political ecology* était balbutiante et l'époque en était aux analyses régionales des caciquismes régionaux en lien avec l'écologie culturelle ou la domination de classes sociales. Le Mexique se prêtait alors à ce que j'appelais « l'agronomie politique » où les choix d'un agriculteur sont sous l'effet du régime, clientéliste en l'occurrence. L'agriculture devenait le révélateur des politiques économiques et des politiques politiciennes.

La définition du *système politique* ou du *modèle de développement* reflétait des faiblesses analytiques amendées progressivement. L'avantage fut d'éviter de recourir aux classifications existantes et le défaut fut de démarrer à l'aveuglette. D'ailleurs, le secteur du développement est aujourd'hui encore, en 2020, bien moins propice au conflit et à l'analyse politique que l'environnement clairement conflictuel et passionné. Le développement demeure marqué par le consensus imposé par les pays occidentaux et les élites nationales pour qu'il y ait véritablement débat et controverse. A l'époque, nous nous sommes appuyés sur des définitions approximatives. Le modèle de développement était l'ensemble des principes qui sous-tendent les politiques appliquées au secteur agricole. Ses deux composantes étaient les politiques économiques et la boîte noire dénommée système politique. Ce dernier était structuré par la pyramide des pouvoirs depuis l'anthropologie familiale jusqu'aux niveaux institutionnels et aux partis politiques.

Quand on a commencé à comprendre les décisions techniques, et il a fallu deux années climatiques pour percevoir des variations, le passage au fonctionnement communautaire, à la fois comme unité de décision à tester et échelon des politiques nationales, a débuté avec enquêtes systématiques et entretiens qualitatifs. Les paysages fournissaient un moyen de comparaison et de discussions avec les agriculteurs car l'équipe disposait alors d'un bagage suffisant pour les interpréter. Par exemple, sautaient aux yeux les « dysfonctionnements » communautaires. Dans le village de Majadas et dans d'autres, femmes et hommes traversaient la rue principale sur des pierres en saison des pluies. L'incapacité des villageois à entreprendre le simple pavage rue ou le curage d'un drain ne devait rien à une pénurie de ressources, ni à des conflits. Plus simplement, le village attendait le bon vouloir du gouverneur ou du Président municipal à qui avait été demandé l'ouvrage en question. Le comble de l'individualisme et de l'aberration économique était l'approvisionnement en eau potable du village de

Las Fuentes. Plongeant dans la source aménagée par l'ex-hacienda, une pompe électrique, avec son compteur électrique individuel, était raccordée à une maison particulière. Par conséquent, une cinquantaine de pompes se disputaient les bords du bassin. Alors que le réservoir au-dessus du village était construit, les villageois attendaient de l'État le raccordement collectif.

L'attentisme collectif conduit à évoquer le clientélisme gouvernemental. En absence de sollicitations de la part d'un village, les notables du parti unique se chargeaient de susciter une demande au moment des élections. Dans ce cadre, les villageois dépêchaient auprès du gouverneur une délégation pour solliciter la réfection de l'école, le forage d'un puits, le pavage d'une rue ou l'ouverture d'un chemin. L'âme communautaire n'a sans doute jamais existé dans le Mexique des haciendas, mais le renforcement du clientélisme, concomitant du renforcement de l'État après la Révolution, l'a définitivement damnée. C'est la raison pour laquelle l'État continue à considérer l'ejido comme une communauté coresponsable pour les crédits, les tracteurs et jusqu'aux recensements. Le contresens est total.

L'encadrement du paysan, l'État étant présent à tous les niveaux mais restant ouvert à la concurrence privée, invite à examiner son impact à la fois positif et négatif. L'omniprésence de l'État se concrétisait alors par la multiplication des agences gouvernementales dont certaines expliquent la modernisation agricole (les organismes de crédit et d'assurance) et d'autres traduisent le dérapage clientéliste. Dans les agricultures riches, la gamme technique très large s'étend des avions asperseurs et l'irrigation informatisée jusqu'à l'agriculture à forte composante manuelle comme la culture de la fraise d'exportation. Plus étrange est la grande diversité technique chez les pauvres. Toutes les combinaisons techniques y sont possibles, mêlant cultures manuelles, attelées et mécanisées. Alors que les intellectuels s'interrogent sur les raisons du maintien de conduites non modernes, la vraie question est la mécanisation et la « chimisation » d'une agriculture pauvre, autrement dit son succès. Il faut pour cela résoudre le paradoxe de la coexistence dans la même unité de production des cultures extensives (maïs et pois-chiche) et des cultures commerciales technicisées. Il faut aussi dépasser la contradiction apparente, au niveau du village, de l'absence d'initiatives collectives alors même que les hommes politiques et les intellectuels continuent à croire dans la notion de "communauté". Des paradoxes apparents qui singularisent le "système politique mexicain" restent à expliquer.

Dans la seconde moitié du XXème, le poids de l'électorat rural a fondu à mesure que galopait l'urbanisation, dopée par les mêmes politiques agricoles et foncières. La prééminence des campagnes a disparu même si c'est désormais moins l'électorat que les manifestations sociales qui préservent le poids politique du domaine rural. C'est en 1990 que le modèle a vécu. La gestion de la dette nationale semble alors donner raison aux tenants de la libéralisation qui cherchent à éliminer les protections dont bénéficie le secteur agricole. Les rancœurs accumulées donnent raison également aux citoyens qui voient dans « l'enfant chéri du parti unique¹⁰ », l'ejido, la cause des maux du Mexique. La bureaucratie était devenue un lest et les dérives du système doivent être amendées. Mais aurait-on dû éliminer le système au nom de ses défauts quand on oublie ses avantages ? Comment se fait-il que la seule solution préconisée soit révolutionnaire sans même l'idée d'une approche réformatrice ?

Depuis la Réforme agraire, la paysannerie a été incorporée aux marchés. Le premier sacrifice du paysan fut de se moderniser sans en toucher les dividendes, car il est resté pauvre. Le second sacrifice, au début des années 1990, est d'avoir ôté toutes les protections et les aides dont ils bénéficiaient.

¹⁰ D'après l'ouvrage d'Arturo Warman, 1972

Glossaire Mexique

Ejido : Au Mexique, nom donné, au moment de la Réforme agraire principalement dans les années 1930, au collectif de familles à qui étaient attribués individuellement une terre (qui restait légalement la propriété de la Nation) et collectivement des parcours.

Ejidatario : Ayant-droit de la Réforme agraire appartenant à un ejido. C'est un chef de famille qui a droit à une terre individuelle (par exemple 4 ha irrigués ou l'équivalent en terres pluviales) et accès aux terres communales. Il est membre de droit de l'assemblée ejidale.

Comité ejidal : Organe élu de direction de l'ejido avec président (*comisariado*), secrétaire et trésorier. Il est surveillé par un comité de surveillance également élu et composé par les trois mêmes fonctions.

Bandazo : Changement brutal de politique¹¹.

Ganaderización (*ganado* : bétail) : Débat intellectuel de la fin des années 1980 qui dénonçait une agriculture au service de l'élevage. La culture du sorgho pour les porcs ou du maïs pour le bétail en était le syndrome.

Hacienda, latifundium : Grande exploitation latino-américaine qui a longtemps employée une main-d'œuvre attachée ou servile (les péons).

Indigène : On utilise facilement au Mexique le terme *Indígena* pour caractériser les indiens. C'est le terme utilisé dans l'ouvrage.

Maquiladoras : Atelier ou usine à capitaux étrangers qui bénéficient de l'exonération des droits de douane.

Milpa ou ecuaro : Parcelle de maïs cultivée sur défriche-brûlis dans les parcours de manière extensive (attelage ou à la main ; peu ou pas d'intrants achetés).

Rancho est un terme polysémique qui signifie maisonnée, village, élevage indépendant ou encore dépendances d'une hacienda.

Ranchero signifie éleveur, ceci sans signification culturelle dans la région du Golfe du Mexique alors que dans le Centre-Ouest, il est connoté comme l'éleveur indépendant et catholique dans des régions pionnières et isolées en opposition à l'indigène et au métis (Barragán 1990).

Réforme agraire : La Réforme agraire est la répartition des terres issue du démantèlement des haciendas. Au Mexique, la Constitution l'a incluse dans ses articles en 1917 mais c'est seulement au cours des années trente qu'elle a été effective avec la disparition totale des haciendas au bénéfice des ejidos et des propriétés privées dont l'extension en surface était fixée par la loi.

Révolution verte : La révolution verte est l'augmentation inattendue des rendements agricoles sur le blé dès les années 1950 au Mexique et sur le riz dans les années 1960 en Asie. On l'attribue souvent à la mise au point de variétés à haut rendement dans les organismes agronomiques internationaux.

Sarh : Secrétariat de l'agriculture et des Ressources hydrauliques.

¹¹ Les politistes préfèrent parler de régimes hybrides, dont le *bandazo* est une manifestation (Levitsky et al 2010)

Partie 1 Économie politique

Les choix de l'agriculteur et de sa famille dépendent du contexte de production. J'évoque ici l'encadrement administratif, politique et économique des années 1980.

I - PERMANENCES ET RUPTURES

À la fin du XIX^{ème} siècle, la colonisation du territoire national s'achève. Ses derniers acteurs sont les *rancheros*, des éleveurs venus du Mexique et d'Espagne qui s'installent dans les cordillères reculées. Pourtant, la surface agricole augmente jusqu'aux années 1960 avec l'irrigation des zones arides du nord et des Terres chaudes et la mise en valeur des forêts marécageuses du Tabasco. Plus étonnante est l'extension de l'emprise agricole dans les altiplanos centraux fortement peuplés. Ainsi au XX^{ème} siècle, la surface cultivée dans les vallées de Zamora et d'Ecuandureo croît au même rythme que dans l'ensemble du pays. Il s'agit de terrains gagnés par les agriculteurs aux dépens des zones d'élevage des haciendas et de bas-fonds assainis à travers des programmes gouvernementaux.

1. Acquis techniques

Malgré l'imprécision des statistiques historiques¹², on peut estimer la surface irriguée du pays en 1990 comme se situant entre le tiers et la moitié de la surface en agriculture pluviale (production agricole avec la pluie). L'irrigation, développée par les haciendas, puis dans les grands périmètres gouvernementaux au XX^{ème} siècle, s'est poursuivie à partir de 1970 avec des projets de moins de 100 hectares. L'État privilégiait alors les groupes d'*ejidatarios* alors que les propriétaires s'équipaient avec l'appui des banques privées. Au terme de ce processus, le pays est "plein" au sens où aucune extension des surfaces agricoles ni changement d'affectation n'est possible. Les trois espaces du territoire national sont dorénavant fixés.

- la surface irriguée place le Mexique dans les dix premiers pays dans le monde. L'eau des cordillères alimente les zones arides au nord et de nombreux bassins volcaniques au centre du pays. Après la révolution de 1917, l'État et le parti unique ont étendu l'irrigation avec de grands barrages puis avec les retenues collinaires et les forages profonds. L'intensification agricole y est souvent élevée, surtout depuis la Révolution verte à partir des années 1950.

- l'agriculture pluviale est plus hétérogène car elle occupe les terres irriguées en saison des pluies ainsi que les versants défrichés épisodiquement.

- avec les forêts et le *petén* (forêt basse du Yucatán), les parcours destinés à l'élevage extensif occupent le troisième domaine, qui est le plus vaste. C'est moins la pente que les pierres et l'accès qui posent problème à une mise en valeur agricole. On verra plusieurs types d'amélioration vers la prairie (tel le *pasto Buffle –Pennisetum-* comme on le disait en 1990) sans pour autant espérer l'intensification.

Le maïs est la culture dont la surface est la plus étendue et il était produit jusqu'en 1990 principalement hors irrigation. Sa surface a connu un léger tassement dans les années 1960 avec l'essor des cultures commerciales, sorgho et produits d'exportation. Si le blé couvre l'essentiel des surfaces irriguées, cela est dû à la chute des surfaces en cotonnier à la rentabilité volatilisée avec l'explosion des résistances parasitaires, chute qui a entraîné une réduction notable des produits

¹² Estadísticas Históricas de México, I : 348

destinés à l'exportation. Seules des productions à haute valeur ajoutée comme le melon, la fraise, l'avocat, le café ont maintenu le montant des devises de nature agricole¹³.

Jusqu'aux années 1930, le maïs et le blé des haciendas atteignaient péniblement 6 quintaux par hectare. Dans les années 1950, la modernisation avec variétés améliorées, mécanisation (associées comme on le verra au rattrapage après les désordres engendrés par la Réforme agraire) et crédits adaptés furent les vecteurs du décollage appelé la Révolution verte. Le blé a vu ses performances multipliées par 7 avec un rendement moyen qui se hissait au niveau des pays industrialisés. Pendant la même période, celui du maïs a seulement triplé.

A son introduction dans les années 1960, le sorgho bénéficie d'une intensification poussée et son rendement élevé s'accroît modérément. Personne n'a dit qu'il avait participé à la Révolution verte alors qu'il s'inscrit dans la même dynamique (ce que l'on peut appeler la Révolution verte de deuxième phase). Ses résultats suivent ceux du blé à peu près parallèlement. Seul le maïs voit un redressement tardif à partir de 1976. Le rendement des trois céréales décroche en 1985. Dans une tendance à la hausse, l'évolution des gains de productivité se complexifie à partir des années 1960. L'irrégularité des mouvements relatifs des céréales signale l'importance des prix relatifs et des subventions, les deux sous le contrôle du gouvernement. L'évolution céréalière dépend alors des variations de rentabilité relative et des capacités de substitution entre céréales.

En terres tempérées vers 1500 mètres d'altitude, le blé est une culture d'hiver et, par conséquent, de saison sèche. Irrigué, il alterne avec le sorgho de saison des pluies. Au-dessus de 2000 m d'altitude, le sorgho n'arrive pas à maturité alors que la température est suffisamment fraîche pour que le blé n'échaude pas et soit cultivé en saison des pluies. Quant au maïs, ses innombrables variétés l'autorisent à se substituer au blé et au sorgho quelles que soient l'altitude et la saison. Un changement de rentabilité entraîne donc des réponses régionales spécifiques (Tableau 1). Avant 1990, le maïs prévalait là où l'intensification était difficile à mettre en œuvre ou bien là où l'autoconsommation régnait. C'était le cas du domaine de l'agriculture pluviale.

Tableau 1 : Aptitude à la substitution des céréales dans trois étages climatiques (20° de latitude nord)

	Saison sèche (irrigation en dessous de 1800 m)	Saison humide
> 1800 m	Maïs et blé	
1000 - 1800 m	Maïs et Blé	Maïs et sorgho
< 1000 m	Maïs et sorgho	

L'intensité culturale du maïs est à l'image de la variété des situations depuis les systèmes à jachère longue des cordillères avec usage du bâton à four (*espeque*) jusqu'aux systèmes irrigués (Warman

¹³ Calva 1988, p. 126.

1982). La conclusion est que les progrès enregistrés sur le maïs depuis les années 1940 sont plus spectaculaires qu'il n'y paraît. La moyenne nationale reste basse du fait de l'autoconsommation alors qu'il y a une tendance vers le haut de la gamme technique quand prime la volonté de produire pour le marché.

Des conditions productives découlent des conséquences qui supporteront les hypothèses de cette étude. La première souligne l'exceptionnelle diversité des cultivars de maïs. Une expérience millénaire est aujourd'hui exploitée par la politique économique à travers l'échelle des prix de garantie qui pénalise le maïs. Quand la rentabilité du maïs intensif est plus basse que celle du sorgho intensif, les producteurs privilégient le sorgho. Inversement dans les zones difficiles, l'intensification du maïs est impossible par nature. La faiblesse du rendement national résulte de la faible capacité productive des zones où la substitution et l'intensification sont impossibles, d'une part, et de son autoconsommation là où le sorgho ou une autre culture commerciale sont conduits de manière intensive, d'autre part. La conclusion est claire : la faible productivité du maïs découle du prix relatif des cultures "substituables" dans un pays au potentiel agricole diversifié. La faible productivité du maïs ne résulte pas d'un manque de savoir mais clairement d'une politique économique.

En corollaire, la comparaison du Mexique avec les pays industrialisés souligne l'écart de performances entre maïs (et haricot) et productions commerciales (Tableau 2). Pour le blé et le sorgho, l'équivalence entre pays montre le haut niveau de technicité des agriculteurs mexicains. Rappelons que les petits agriculteurs de vallée sèche, comme à Ecuandureo, atteignent les rendements nationaux pour le sorgho comme pour le blé irrigué.

Tableau 2 : Rendements comparés des cultures de base en 1992. Source : FAO¹⁴

(kg/ha)	Mexique	États-Unis, Canada	Europe Occidentale
Blé	3900	2100	3500
Sorgho	3400	3900	3800
Maïs	1500	6800	5000
Haricot	600	1600	700

Les rendements et la productivité du travail sont portés par les inventions expérimentales et les innovations paysannes. Leur généralisation dépend toutefois de leur adéquation aux objectifs paysans et surtout des prix relatifs. Par exemple, le rapport des prix du blé et du maïs montre que, depuis la Révolution, il n'a cessé de se dégrader. La régularité du phénomène suggère un moteur puissant au-delà des facteurs multiples qui président au choix agricole. Il est probable que les gains de productivité

¹⁴ Les données de la Fao montrent que les performances des céréales depuis 1979 ont moins progressé au Mexique que dans les pays industrialisés.

1979	Mexique	Etats-Unis, Canada	Europe Occidentale
Blé	3900	2400	4500
Sorgho	3600	4500	4700
Maïs	2000	7100	4500
Haricot	700	1700	800

du blé, gains supérieurs à ceux du maïs, y ont contribué. Le déséquilibre dans les volumes produits a été compensé par une diminution du prix relatif du blé, phénomène non démenti lors de la fixation des prix de garantie au tournant des années 1950 et 1960.

Les prix fixent le niveau d'intensification et donc les volumes produits dans le pays. En termes agronomiques, la volonté d'intensifier une production sans prendre en compte les autres cultures bute sur la possibilité du changement de culture. L'amélioration technique d'une culture peut donc conduire, pour l'agriculteur, à changer de culture. L'économie surdétermine l'agronomie trop spécialisée sur une culture ; au Mexique, le politique surdétermine l'économie, ceci avant l'ouverture néolibérale des années 1990.

2. Balance commerciale

Malgré les progrès accomplis, la couverture alimentaire du pays a commencé à se dégrader à partir de 1970. Bon an mal an, le quart des 15 millions de tonnes de maïs nécessaires au pays dans les années 1980 était importé. Toutes les céréales étaient en cause, qu'elles soient destinées à l'alimentation humaine ou animale. Le fait que l'ensemble du secteur céréalier fut touché, c'est-à-dire l'ensemble des produits non périssables suggère le contrôle de l'État qui cherche à bénéficier des bas prix internationaux des céréales pour exporter des produits à haute valeur ajoutée. Le Mexique s'est placé dans la logique des avantages comparatifs avec la possibilité du contrôle des prix. Une configuration polarisée, entre zones riches et pauvres et entre secteurs privé et social, était à même de répondre de manière différentielle aux sollicitations par les prix. Cette configuration est aussi source de rigidités qui rend plus délicate la gestion du secteur.

Parmi les 10 exportations majeures, les productions traditionnelles - coton, pois-chiche et tabac - s'écroulent au profit d'une structure diversifiée : dynamisme de la viande bovine, maraîchage et fruits en consolidation, exportations agro-alimentaires (bière, jus de fruits, tequila).

L'État gère le secteur agricole comme une entreprise : vendre des produits chers et acheter à bon marché les produits de base, en particulier les céréales et les produits animaux qui, comme le lait, sont bradés par la Communauté Economique Européenne. La compression des prix céréaliers incite ceux qui en ont les moyens, *ejidos* irrigués et propriétaires privés, à la spécialisation. La balance commerciale pour l'agriculture est finalement équilibrée, ce au prix d'une réduction des prix des céréales, qui restent toutefois au-dessus des prix mondiaux.

Avec la polarisation entre céréaliculteurs et agro-exportateurs, la stratification du secteur agricole sert les objectifs économiques du pays qui, par intervention étatique, renforce cette tendance. Deux autres effets d'aubaine ne sont pas dédaignés. En premier lieu, toute diminution du prix des céréales accroît la migration et donc le flux de devises depuis les États-Unis. En second lieu, les paysans pauvres ont besoin de l'État pour rester modernes, ce qui facilite le clientélisme à but électoral.

II - ENCADREMENT DE L'AGRICULTURE

Abordons le foncier, la modernisation et les intrants agricoles largement sous la coupe de l'État.

1. L'enjeu foncier

Faire vivre dignement les paysans, défendre la paix sociale et nourrir les villes, tels étaient les objectifs assignés à la Réforme agraire qui a prévalu légalement jusqu'en 1992. Mais, en 1934, la situation et les perspectives étaient différentes. Les deux tiers de la population vivaient à la campagne et le secteur agricole était le seul qui offrait une perspective d'emploi dans un pays marqué par les incertitudes postrévolutionnaires.

Il fallait une assise populaire pour garantir stabilité et légitimité face aux revendications des grands propriétaires, les *terratenientes* (Zepeda 1988). Nouvellement élu, le président Cárdenas connaissait les difficultés rencontrées par ses prédécesseurs pour favoriser la propriété moyenne (entre 20 et 50 ha) qui laissait intact le pouvoir des terratenientes et vouait la plus grande part de la population à la pauvreté. On peut imaginer que les propriétaires auraient fini par mécaniser les cultures et se débarrasser de la force de travail inutile. Les options de Cardenas étaient donc limitées : une agriculture immédiatement performante avec des problèmes sociaux et politiques pendant longtemps ou bien la paix sociale sous contrat entre l'Etat (au parti unique) et la paysannerie. La création d'une petite paysannerie nombreuse s'est située sous le double parrainage politique et social. Le contrat historique qui lie les deux parties a été renouvelé tant qu'a perduré l'enjeu électoral. Lázaro Cárdenas a donc rompu avec l'idéologie qui préconisait de fonder la stabilité politique et l'essor économique sur la propriété moyenne. Ce faisant, il a détruit physiquement et socialement les haciendas, la réforme agraire mexicaine se distinguant des réformes qui, dans le monde, ont simplement réparti les terres marginales aux plus pauvres, les propriétaires gardant les meilleures terres et le pouvoir politique associé.

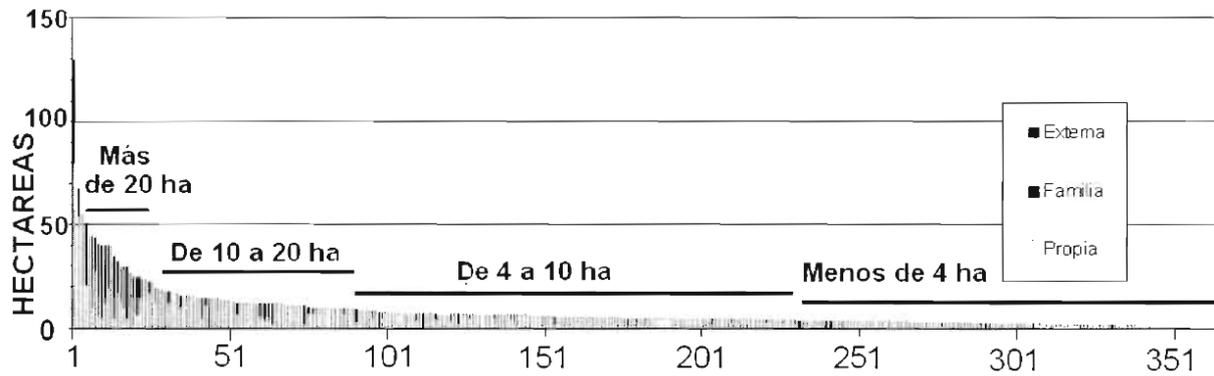
Restait à régler le problème économique : comment faire pour que la petite paysannerie produise pour le marché et alimente le pays ? Si la nouvelle paysannerie construisait en retour la paix sociale et l'État, l'économie nationale allait-elle en bénéficier ? En fixant la taille officielle des exploitations familiales à 4 ha irrigués (ou l'équivalent en terres pluviales et en parcours), Cárdenas pouvait théoriquement compter sur la possibilité de produire pour le marché. Mais le pari était risqué et il fallait une aide de l'Etat qui, au début, manquait. On verra plus loin les difficultés pratiques des premiers ejidatarios.

Par ejidatario, il faut comprendre un petit paysan qui, comme tous les paysans dans le monde, doit vendre sa production pour vivre et qui peut innover. Toutefois, la terre est légalement inaccessibile, il partage le parcours collectif avec les villageois et il demande des appuis par l'intermédiaire du village. Les gouvernements ultérieurs auraient pu débloquent légalement son autonomie, mais ce ne fut pas le cas. Les gouvernements ultérieurs vont profiter de l'ejidatario sous tutelle pour que chaque aide soit payée en retour par un appui électoral. On verra qu'il s'agit d'aides tangibles en infrastructures qui ont permis la modernisation de la paysannerie, ceci sans enrichissement paysan du fait des prix contrôlés.

L'économie agricole n'a pourtant pas sombrée car la loi permettait le maintien des anciens propriétaires avec une limite équivalent à 100 ha irrigués. Ces derniers, quand ils ont décidé de rester dans l'agriculture, sont innovants et occupent le rôle de notable politique local sans toutefois redevenir le cacique de jadis. La structure foncière qui résulte de la petite paysannerie homogène et des privés (qui sont grands propriétaires, fermiers ou paysans sans terre) montre une distribution statistique sous la forme d'un plateau de petites exploitations ejidales agrémentées de quelques grandes exploitations agricoles en petit nombre (Figure 2).

Figure 2 : Distribution d'un échantillon de 351 agriculteurs classés selon la surface cultivée¹⁵

¹⁵ https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers11-03/010038069.pdf



Sous Cárdenas dans les années 1930, la nationalisation des pétroles a servi la politique sociale qui s'est accentuée dans les décennies suivantes. Quant aux dépenses militaires, elles furent fortement réduites avec la légitimité gagnée par les gouvernements avec la réforme agraire et avec la protection états-unienne. Le moindre besoin d'une armée n'a pas été démenti durant la Seconde Guerre mondiale au terme de laquelle le Mexique y a gagné des droits sur les eaux frontalières durant les négociations en 1944, ceci probablement en remerciement pour son engagement avec les Alliés en 1942.

L'essor agricole s'est concrétisé tardivement avec l'intégration au marché de la petite paysannerie, mais aussi des privés qui bénéficiaient tardivement des sécurités foncière et commerciale. Le contrat entre paysannerie *ejidale* et État s'est maintenu avec un clientélisme à visée électorale qui, en retour, légitimait le parti unique. Dans ce clientélisme *win win*, je distinguerai trois choses : la plus grande inefficacité relative du clientélisme en matière d'action publique, l'efficacité économique de certaines aides, et l'inefficacité accrue d'un clientélisme dérégulé. Le contrat entre paysannerie et Etat a aussi recomposé l'organisation de l'agriculture avec une bureaucratie dédiée (ministère de l'agriculture et secrétariat de la Réforme agraire), un syndicat aux mains du parti unique, des ligues agraires et des notables régionaux. La paysannerie est alors encadrée techniquement, économiquement et politiquement. Il faudra attendre 1992 pour revenir à un clientélisme normalisé ni plus ni moins que les autres pays du Sud.

La Réforme agraire a appliqué la Constitution de 1917 issue d'une Révolution qui luttait contre les inégalités. On a beaucoup écrit pour comprendre l'idéologie et les motivations du général Cárdenas dans les années 1930. Le bolchévisme en Europe avait créé le fascisme et on se demandait de quel côté la réforme mexicaine penchait le plus. En fait, l'insécurité postrévolutionnaire continuait à miner l'économie et le pouvoir des propriétaires, beaucoup se reconvertissant dans les activités urbaines. Ils n'ont d'ailleurs pas opposé de résistance organisée à la Réforme agraire et si certains ont lutté pour garder le contrôle local, d'autres défendaient leurs *peones* des invasions issues d'autres haciendas. L'option pragmatique de Cárdenas était à la fois de reconstruire un Etat, une société et une économie. L'ordre social l'a conduit à organiser les syndicats corporatistes. Ces derniers ressemblaient aux syndicats fascistes en Europe, mais le Mexique devait se moderniser sous la bannière du parti unique. Un tel contrôle aurait pu faire le lit d'une dictature, mais ce ne fut jamais le cas. Les clans au sein du parti unique et les contre-pouvoirs ont joué pour garantir la non-réélection des présidents sans l'appui de l'armée. Plus tard, les syndicats ont perdu l'âme révolutionnaire et sont devenus des mafias qui, aujourd'hui encore, sont des repoussoirs pour toute la société mexicaine. A l'époque, ils ont pu jouer un rôle mineur de contre-pouvoir.

L'esprit de la révolution a perduré jusqu'aux années 1950. Mais le parti unique ne pouvait empêcher les aspirations d'une société qui se modernisait. L'érosion de sa légitimité a pu avoir un avantage et un

inconvenient. L'inconvenient, ce fut le recours à la violence et à la fraude électorale. L'avantage, ce fut sa course pour aider les secteurs pauvres de la société. Dans cette course, comme je l'ai dit plus haut, il y eut des aides efficaces et une dérive vers l'inefficacité.

Avec le renforcement du dispositif d'encadrement économique des producteurs agricoles, l'Etat mexicain a institué un modèle à la fois protectionniste et interventionniste. Après les grandes opérations d'aménagement, il est devenu gestionnaire de l'eau d'irrigation, de la commercialisation et garant des revenus agricoles. Par le jeu des fixations de prix et de subventions, l'État contrôlait le prix des intrants et des produits agricoles, ainsi que le changement technique à travers le crédit et les subventions.

Le "modèle" mexicain s'est forgé au gré des événements. Le pragmatisme économique fondait les choix avec, bien sûr, l'instrumentalisation clientéliste. Au fond, la modernisation de la paysannerie servait le prélèvement et le transfert des gains de productivité au bénéfice des villes et de l'industrie.

2. Les politiques de modernisation

La dotation agraire crée un paysan sans capital. Les bœufs ont été dispersés et le bénéficiaire d'une terre doit les emprunter pour cultiver et nourrir sa famille. Le blé irrigué n'est plus cultivé quand les communautés sont incapables d'entretenir les réseaux d'irrigation des anciennes haciendas. On défriche les parcours pour accroître la superficie disponible ou simplement pour disposer d'une parcelle. En effet, la répartition foncière a été incomplète, une partie des ayants droit n'ayant rien obtenu ou bien ayant cédé ses droits dans une période d'incertitude. Dans les chefs-lieux, usuriers, commerçants et *caciques* verrouillent l'économie locale. L'*ejido* est immédiatement l'objet d'une différenciation interne. Quelques familles sont en mesure d'accaparer les terres parce qu'elle possède un attelage, par la violence ou parce qu'elles pratiquent des prêts usuraires. Toutefois, la loi agraire entrave l'accumulation foncière. Dans la vallée d'Ecuandureo, l'enquête en 1990 a décelé seulement deux exploitations agricoles de nature *ejidale* dont la surface dépassait trente hectares du fait de prête-noms ou de locations de la part de migrants aux Etats-Unis.

Après la dotation foncière massive, les gouvernements s'emploient à moderniser la petite agriculture et à entretenir les bénéfices politiques de la reconnaissance des bénéficiaires. En 1990, l'encadrement du paysan est achevé, mais il laisse un goût amer, y compris dans l'esprit des bénéficiaires. Maintes contradictions, au niveau local, résultent de l'amalgame du politique et de l'économique. Le refus de privatiser la terre, qui est un assujettissement, pérennise le crédit public, qui est un autre moyen de pression sur l'agriculteur alors que les prix sont bas et les exagérations clientélistes manifestes. En effet, une communauté est toujours mieux notée qu'une autre et les fonctionnaires se font un devoir de rappeler qu'il faut bien voter si la communauté veut encore compter sur la bienveillance du parti unique.

Le crédit est assuré en cas de mauvaises récoltes car l'institut émetteur est garanti par une assurance¹⁶. Le remboursement des dettes est lui-même une monnaie politique dans le clientélisme. J'y reviendrai, car le non remboursement d'un crédit fut une formidable machine pour moderniser à peu de risque pour le producteur. Mais là encore, le marchandage pour se concilier la bureaucratie crée du ressentiment sans compter les passe-droits, la corruption et le clientélisme exagérément visibles.

¹⁶ L'assurance publique Anagsa (*Aseguradora Nacional, Agrícola y Ganadera S.A*) ne garantissait ni les avances sur les consommations intermédiaires consenties par un agriculteur, ni un revenu minimum.

Dans les années 1960, les crédits de campagne eurent un impact saisissant, économique avec l'achat d'intrants et social avec l'éviction des usuriers. Les nouvelles routes ont activé la concurrence des commerçants et, une fois de plus, la société locale se recompose dans le sens de la modernisation. Jusqu'en 1982, le parc de tracteurs croît de manière linéaire.

Avec une bureaucratie envahissante et des lois peu adaptées à une société paysanne autonome, la corruption se propage. Le clientélisme avec gabegie et incurie au niveau des subalternes prend de l'ampleur. Le taux de recouvrement des crédits par la banque publique Banrural (*Banco Nacional de Crédito Rural*) diminue et amorce un cercle vicieux où le crédit renforce son rôle d'instrument clientéliste. A la fin des années 1980, le taux de recouvrement du crédit était inférieur à 10 % dans les municipalités les plus laxistes. Mais on se gardera de juger les dérives du système quand la stratégie est globalement avantageuse pour la société et les bénéficiaires.

Seuls les *ejidatarios* ont accès au crédit qui est non seulement bonifié mais adapté au risque particulier du producteur démuni face à la mauvaise récolte. De plus, Banrural ne reconnaissait que le groupe *ejidal* solidaire et unique comme correspondant du crédit. Il en allait de même pour la motorisation coopérative. Or, la mésentente ou le refus d'une réparation conduit au rachat de l'équipement en panne par un membre du groupe. Grâce au détournement des modalités imposées par Banrural, l'objectif de mécanisation pour le plus grand nombre a été atteint par la privatisation du matériel mis en location ou en travail à façon (*maquila*). Les repreneurs du matériel ne se sont pas enrichis pour autant car, s'ils pouvaient réparer, il leur était difficile de remplacer un matériel ou d'en acheter un plus performant. Le maintien d'appuis publics a préservé la modernisation agricole.

La promotion de la petite irrigation débute dans les années 1970. Les dons de matériel "expérimental" sont fréquents, puis les subventions sont octroyées pour le forage, l'équipement du puits et parfois pour les canaux revêtus. L'électricité est subventionnée. Les ejidos bons électeurs ou respectueux des remboursements antérieurs sont privilégiés en principe par les programmes gouvernementaux. Alors que les grands propriétaires ont accès au crédit commercial, les autres privés ne disposent que de leurs ressources. Sans accès à l'eau, au crédit ou à la mécanisation, les catégories intermédiaires sont oubliées. Ces difficultés favorisent leur départ du secteur agricole à peine compensé par les commerçants et les citadins qui investissent dans quelques dizaines d'hectares de maraîchage irrigué. On verra que des puits ne sont jamais équipés et que les équipements sont laissés à l'abandon. Les vols de matériel sont fréquents. A la différence de la mécanisation, il n'est pas possible qu'un particulier rachète le matériel pour le louer.

Le modèle mexicain de la bipolarisation entre le secteur privé et le secteur *ejidal* montre des *ejidatarios* pauvres ayant toutefois accès à la mécanisation. Inversement, cette main-d'œuvre disponible sur place conduit les propriétaires privés à utiliser une force de travail bon marché sans totale mécanisation.

3. Les politiques intersectorielles

Modernisation, prix agricoles, crédits adaptés et magasins d'Etat (sans jamais se substituer à l'initiative privée) ne sont pas des composantes suffisantes de la rentabilité agricole. Pendant des décennies, l'État a aussi fixé le prix des intrants, en particulier les engrais qu'il produisait dans des succursales de la pétrochimie.

Les tendances sont toutefois contrastées : le prix d'un tracteur suit le coût moyen de la vie ; celui du carburant accuse une hausse prononcée ; et les engrais azotés sont restés fortement subventionnés jusqu'en 1984. Malgré la faible productivité des entreprises publiques (*parastatales*), le prix des

engrais était à la moitié du prix international. Suite à la hausse du prix en 1985, la baisse de rentabilité a entraîné la baisse immédiate du rendement des céréales.

Crédits et subventions ont favorisé l'usage d'intrants et des variétés améliorées, ainsi que l'équipement de la petite agriculture. Les gains de productivité sont alors compensés par les prix agricoles, qui n'ont cessé de baisser depuis 1966 pour les trois principales céréales. Il semble que le bref sursaut en 1974 fut la peur de manquer d'aliment. La tendance à la baisse est particulièrement nette pour le blé qui est justement la culture dont le rendement a le plus progressé. Le comportement chaotique du prix du maïs et du sorgho est le contrecoup de différents phénomènes. Pour le maïs, c'est l'équilibre entre le niveau de survie des producteurs et le prix minimal à la consommation. Quant au sorgho, son prix s'aligne sur celui du marché international alors déprimé depuis des années.

Le transfert intersectoriel depuis l'agriculture vers les secteurs urbains et industriels existe depuis l'instauration des prix de garantie : 1953 pour le maïs et le blé, 1966 pour le sorgho. A l'époque, le développement de l'agriculture exigeait la stabilisation des prix, mais cet argument a servi plus tard d'autres objectifs. Le cas du blé est simple car la céréale est difficilement substituable – la luzerne ne se substitue pas au blé car elle a besoin d'irrigation toute l'année ; l'orge et parfois le sorgho se substituent au blé les années où l'eau des barrages manque. Or, les prix de garantie du blé ont suivi la tendance "isostatique" où un gain de productivité entraîne un abaissement du prix. La conséquence est que le revenu des producteurs n'a jamais augmenté jusqu'à 1990. Pour le maïs dont on a vu les fonctions variées, la date de mise en place des prix de garantie correspond à la fin de la longue amélioration des prix relatifs commencée à l'époque révolutionnaire.

Au terme du processus dans les années 1980, le prélèvement par les prix se traduit par une rentabilité à peine positive des céréales. Des surfaces ne sont pas emblavées faute d'un revenu (Ruf et al 1994). La modification des prix relatifs conduit aux basculements de cultures qui rendent incertain l'approvisionnement des marchés malgré les prix fixés. Ces mêmes prix empêchent l'épargne chez les producteurs : elle les pousse vers les Etats-Unis et accroît leur dépendance vis-à-vis des aides et du clientélisme. Juste avant la déréglementation de 1990, l'équilibre des prix relatifs consacre la légère prédominance de la rentabilité du blé. Cet équilibre correspond très exactement au niveau de "substituabilité" des trois céréales : comme le maïs peut prendre la place du blé irrigué et du sorgho pluvial, son prix plus élevé conduirait les producteurs à l'abandon du blé et du sorgho.

L'Etat avait les yeux fixés sur les volumes de céréales, volumes qui décidaient des prix à venir. Cette logique efficace en termes politiques, socialement acceptable grâce à l'échappatoire de la migration, a été marquée par les deux épisodes de l'approche gouvernementale du développement économique : la Réforme agraire puis l'octroi d'un crédit adapté. La petite paysannerie a été placée dans l'orbite de l'agriculture marchande, du moins celle disposant de certains moyens et pas trop loin des marchés comme on le verra avec la vallée d'Ecuandureo. Mais l'instauration des prix de garantie, s'ils ont stabilisé les marchés, a servi surtout le transfert intersectoriel et a favorisé la consommation. Parallèlement, les aides à la modernisation se sont perpétuées. Elles se sont même accrues avec les devises tirées de la vente du pétrole national. Les gains de productivité de l'agriculture étaient alors récupérés pour favoriser les citoyens. Dans la dynamique paradoxale de stabilité des revenus et de modernisation paysanne, une question reste ouverte : comment le producteur s'est-il modernisé ?

III – DÉBATS SUR L'AGRICULTURE

L'agriculteur indigène, l'*ejidatario* et le paysan sans terre sont depuis 1992 directement concernés par le volume de la dette nationale et la conjoncture mondiale des marchés avec ses crises et ses booms

lointains. *Que la bourse de Chicago vienne à tousser, et tout un pan de paysannerie disparaît*, déclarent les mexicains. Cette bourse décide du changement technique ou l'option d'une activité non agricole.

L'économie étant une inconnue majeure de l'équation du développement, l'autre est le régime politique. On sait depuis l'émergence de la Chine que l'État gestionnaire se conjugue avec le libéralisme. Mais la règle générale est que l'Etat doit rendre des comptes, soit officiellement dans les États de droit soit de manière clientéliste pour apaiser les mécontentements. Le libéralisme est ainsi fait qu'il associe la liberté d'entreprendre et la liberté politique. L'Etat gestionnaire devient le bouc émissaire des tensions et il est rare qu'un opposant mesure des problèmes vécus aux aspects positifs du système et à la marge de manœuvre dont jouit l'État. Même quand le citoyen voudrait établir le bilan d'une politique, il est confronté à d'autres secteurs que l'aspect agricole. La dimension comptable elle-même devient insuffisante pour défendre ou attaquer une politique. Comment, par exemple, rendre compte de tous les avantages des bas prix agricoles ?

La question du modèle agricole marqué par le politique et l'économique est toujours controversée y compris parmi les scientifiques. Chaque nouvel enjeu, urbanisation, industrialisation ou crise, la relance car il en va du devenir et de l'efficacité des subsides publics. Les années 1960 ont constitué une période charnière pour les oppositions sociales : riches / pauvres, autosuffisance / agro-exportation, dépendance des États-Unis / développement national, villes / campagnes, métis / indigènes, tradition / modernité. La dépendance paysanne envers l'Etat est à l'intersection de ces débats.

1. Nature du paysan

Les intellectuels s'interrogent depuis le XIX^{ème} siècle sur les relations qui lient paysans et Etat. Doit-on considérer le paysan comme un entrepreneur et préférer la théorie de Joseph Schumpeter ou bien existe-t-il une essence paysanne avec ses routines contre-révolutionnaires ou au contraire avec un potentiel révolutionnaire ? Tous les arguments sont mobilisés pour, comme l'économiste Alexandre Chayanov sous Staline ou le sociologue Henri Mendras en France, influencer la politique en défendant la réforme agraire, les coopératives (donc le marché) ou encore une taille minimale d'exploitation, ceci selon une doxa libérale, essentialiste ou révolutionnaire elle-même récupérée ou critiquée par le régime en place. Car cette diversité de points de vue repose souvent sur l'analyse incomplète de ce qu'est le paysan, voire, pour d'autres, sur le romantisme d'un âge perdu de l'entraide, des coopératives ou du fonctionnement communautaire. L'idéologie prenant le pas sur l'analyse interdisciplinaire, il est alors facile de se méprendre sur l'autoconsommation, les synergies dans le recyclage des sous-produits de la ferme, les cultures associées et, de nos jours, sur le caractère écologique du paysan.

Notre étude est partie de l'hypothèse que l'objectif du producteur est de maximiser son revenu, ce que rien n'a permis de remettre en question. On verra qu'il existe une certaine diversité d'objectifs et de moyens pour les atteindre. Surtout, des imperfections le contraignent à composer : information, variabilité climatique et fluctuations de marché, menace de ruine, contexte social coercitif. Pour les petites unités de production, l'impératif de survie physique dans un environnement dont elles profitent peu les conduit à minimiser le risque. La maximisation du revenu, qui passerait par exemple par des productions légumières, ne leur est pas possible car une mévente une année les conduirait à la ruine au vu des investissements réalisés. Il ne s'agit donc pas d'un défaut de capital en soi ou d'un déficit dans la capacité à produire, comme certains auteurs le mettent en avant, mais du simple calcul économique de risque. Sans prendre ce dernier en compte, toute analyse pose problème.

De son côté, la terre est un facteur de production soumis à des exigences particulières. Quand il se porte acquéreur d'un fonds, l'agriculteur fait d'une pierre deux coups : il se prémunit de l'incertitude des rapports avec le bailleur et donc de la concurrence avec ses pairs et il anticipe le niveau de vie de ses enfants qui travaillent avec lui et qui vont lui succéder (Moriceau et al. 1992). Des notions comme l'attachement à la terre ou la culture paysanne ne reposent que sur le constat d'absence d'alternatives qui a prévalu longtemps dans les campagnes. Les intellectuels méconnaissent aussi la rationalité de la conduite extensive des cultures (faible densité de semis, peu d'intrants, peu de travail) pour un rendement limité mais maximum si la terre est abondante (il s'agit d'un simple calcul économique). La conduite extensive est aussi une forme de gestion du risque. Quant à la routine, elle repose clairement sur la méconnaissance des pratiques et des innovations passées.

A l'occasion du Plan Puebla qui fut un essai grandeur nature pour étendre la révolution verte au maïs (révolution qui n'a touché que le blé dont on a cru qu'il suffisait de créer de nouvelles variétés¹⁷), Christina Gladwin a montré en 1979 que le producteur connaissait les raisons non seulement de son comportement technique, mais encore celles du non-usage d'alternatives et des recommandations officielles. Finalement, l'analyse transdisciplinaire des conditions matérielles d'une société agricole débouche sur la mise en doute de la prégnance des traditions paysannes et des interprétations culturalistes (civilisation du maïs, de l'igname, du riz, etc.) et diffusionnistes. Une alternative efficace vaut mieux qu'une tradition efficace, suis-je tenté de dire. Suivons Braudel et les chercheurs comme Marzouk (1991) pour qui l'analyse de la civilisation matérielle est un préalable nécessaire à toute étude.

La controverse a pris la forme de différentes critiques dans les années 1980 quand prenaient fin l'hégémonie marxiste dans les sciences sociales. La crise paysanne tant recherchée fut trouvée dans des contradictions ou des déséquilibres par exemple en faveur de l'élevage (*ganaderización*) qui démontrait les « ravages » de l'internationalisation de l'agriculture sur la perte de la souveraineté alimentaire (Zamorano 1990). Plus tard dans les années 2000, la Révolution verte sera critiquée pour ses méfaits écologiques et sociaux. Les auteurs d'alors étaient divisés sur la date d'apparition de la crise agricole : 1970 avec la perte de l'autosuffisance alimentaire, 1982 voire la crise immémoriale des paysans vis-à-vis de l'État, de l'hacienda et des exploités universels. On retient ici la succession des controverses sans solution de persévérance.

Les intellectuels élèvent parfois face des contradictions qui sont rapidement résolues. Comme les intellectuels n'avaient eu de cesse de fustiger le modèle d'encadrement paysan par l'Etat mexicain, aucun ne s'est érigé contre le désengagement commencé en 1988 alors que le pays s'engageait résolument dans le libéralisme. Les polémiques ont reposé davantage sur des principes que sur les faits, par exemple en estimant que le progrès réalisé par l'agriculture mexicaine jusqu'en 1970 avait été « accompli par une minorité d'entrepreneurs, la modernisation n'ayant pas intéressé la masse des agriculteurs bénéficiaires de la Réforme agraire qui ont continué à végéter dans une agriculture de semi-subsistance » (Judet 1981 cité par Zamorano, p.102).

Les statistiques sectorielles sont biaisées autant par leur construction administrative que par la mise à l'écart de celles contraires à la thèse défendue. S'extraire des cadrages intellectuels de principe conduit à amorcer les études par les matérialités, d'une part, et par les jeux politiques qui utilisent à l'occasion les arguments intellectuels, d'autre part. Le social n'est pas une entité isolée et les arguments à son propos sont à déconstruire.

¹⁷ Méconnaissance qui a valu au généticien qui produisait les nouvelles variétés le prix Nobel de la Paix.

2. Ecologie et société

Un autre débat, alors vif tant il semblait toucher le fond des choses et qui n'a laissé aucune trace, concerne précocement l'écologie politique. Le Mexique comme tous les pays américains est marqué par la colonisation agricole où se sont succédées la pacification, la colonisation, la "saturation" des premiers espaces occupés et enfin les mises en valeur sous l'égide des opérateurs privés puis de l'État. En 1990, le débat portait sur la marge restante d'intensification des espaces, n'hésitant pas à dramatiser la mémoire des ruptures tragiques.

L'argumentaire portait sur la vocation agricole, voire la vocation exportatrice du pays selon une géographie des avantages et des limitations. S'appuyant sur le mauvais rendement national considéré comme l'indicateur d'une culture paysanne au sens péjoratif, ainsi que sur les faibles surfaces relatives des bassins intensifiables, certains concluaient à l'inanité d'appuyer davantage l'agriculture. Décrédibiliser la paysannerie et l'agriculture visait en fait à prioriser l'industrie nationale, alors peu compétitives, voire à décrédibiliser un régime politique prodigue pour ses paysans. Le problème de cet argumentaire biaisé était, outre le poids idéologique de ses défenseurs, le manque d'analyse intersectorielle.

Des arguments à charge ne font pas une analyse. Pourquoi omettre un climat plus favorable qu'au nord, un coût de la main-d'œuvre compétitif, la proximité des marchés d'exportation, le volume important du marché intérieur et l'usage adéquat des espaces propices aux activités extensives utilisant peu d'intrants ? L'échec relatif des tentatives d'industrialisation dans l'idée de rattraper le Nord, à base par exemple de sidérurgie lourde sur le modèle russe, auraient pu tout aussi bien inciter à ne pas négliger le potentiel agricole et sa diversité. En effet, l'élevage extensif sert les filières du marché national moins soucieux de qualité mais aussi l'élevage de veaux destinés à l'embouche aux États-Unis ; l'agriculture irriguée présente un potentiel qui n'est pas pleinement exploité ; en agriculture pluviale, les éloquentes rendements du sorgho montrent la compétitivité des producteurs et plaident pour le modèle mexicain.

3. Politique économique

Mais l'agriculture ne peut pas à elle seule compenser les difficultés du pays. Malgré la Réforme agraire dont ont bénéficié des millions de familles, le Mexique partageait dans les années 1990 avec le Brésil le triste record mondial de l'inégalité des revenus. En période de crise, les familles riches exfiltraient leurs capitaux à l'étranger pour se protéger d'un marché national incertain sur le plan politique et étrié sur le plan économique du fait de la pauvreté de la moitié de la population. La stabilité politique du parti unique n'était pas une condition suffisante, ni l'intégration des entrepreneurs dans les cercles du pouvoir. Les dévaluations inopinées, la conversion soudaine en dollars des comptes de banques au Mexique ou les nationalisations intempestives sont autant de facteurs qui suscitaient la méfiance dans le pays et accentuaient la méfiance et la crise économique.

La reconstruction au Nord à la suite de la Seconde Guerre mondiale a relancé le commerce mondial. Pendant la guerre, le commerce international atone avait permis au Mexique de capturer son marché intérieur (OCDE 1992), puis la croissance d'après-guerre fut mise à profit. Non seulement les revendications du Nord sur les nationalisations mexicaines d'avant-guerre avaient disparu, mais l'augmentation des exportations a permis le remboursement des dettes. Le PIB avec un taux de croissance de 5,8 % par an jusqu'en 1954 s'est maintenu à près de 7 % pendant 20 ans avec une inflation réduite. Les investissements publics ont été substantiels tout comme les aides à l'industrialisation alors protégée de la concurrence internationale. La crise sociale de 1968 a invité à une plus grande redistribution et plus de dépenses publiques, agrémentées bien sûr de clientélisme.

Mais l'augmentation brutale du déficit et de l'inflation a conduit à la dévaluation du peso en 1976. Le pétrole est en cause car il promettait la relance sur le déficit budgétaire et l'appel au crédit extérieur. La chute du prix du pétrole, une dette pharaonique, une industrie peu compétitive et la fuite des capitaux avant les dévaluations sont à l'origine de la crise de 1982. Le taux de croissance chutait à 0,4% par an et l'inflation galopante ne sera jugulée qu'en 1989 avec des moyens tels qu'ils ne furent pas loin d'éliminer la nouvelle classe moyenne. En 1988, l'administration libérale du président Salinas de Gortari a permis de recouvrer une certaine confiance dans l'économie nationale. Les dépenses publiques, en particulier dans le secteur agricole - infrastructures, crédits, subventions -, furent fortement réduites même si l'OCDE note de nouveau le dérapage des dépenses publiques dès 1990.

Le modèle mexicain s'inscrit dans une trajectoire en lignes brisées où l'anticipation manque faute de régulation politique. On peut même dire que la posture réactive est retardée. D'un côté, les gouvernements ont eu la capacité de fixer les modalités d'une politique, telle l'entreprise de la Réforme agraire, la création des syndicats et la nationalisation des pétroles. Mais de l'autre, ils sont contraints par les forces sociales, par les principes fixés par la trajectoire initiale et surtout par l'inertie du clientélisme sans cesse renouvelé. On peut parler de « dépendance au sentier » si l'on est capable d'identifier les processus politiques, entre forces sociales et élite, qui entretiennent une trajectoire malgré l'accumulation des contradictions. Cette dépendance est alors automatiquement associée au *bandazo* quand on passe brutalement d'une politique à l'autre, par exemple du protectionnisme à l'ouverture hyper-libérale. La marge de manœuvre du parti unique était limitée par plusieurs facteurs. Le premier est la polarité socio-économique du pays dont on a vu comment elle jouait en défaveur du développement quand les plus riches expatriaient leurs capitaux au lieu de l'investir sur place. Un autre facteur qui entrave la capacité à manœuvrer tient à la contradiction inhérente au double objectif, politique et économique, des actions politiques. Un troisième est l'absence de statistiques fiables du fait des détournements par les uns et les autres pour des objectifs particuliers. L'absence de continuité administrative entre les sexennats et de reddition de comptes des sortants accentuent le problème. La conséquence des compromis permanents est l'empirisme et le manque d'anticipation, qui à leur tour réduisent la déjà-faible légitimité du régime. Ainsi qu'on l'a vu dans un ouvrage précédent sur les politiques environnementales, le Mexique fait partie des « meilleurs élèves » des organisations internationales même s'il adapte et détourne l'esprit des conventions internationales. Par exemple, le président Salinas a instrumentalisé les injonctions du FMI pour montrer qu'il était « obligé » de se conformer aux diktats.

La priorité accordée au décollage industriel fut également une contrainte qui pesait sur les choix publics. Elle a placé le pays dans une situation de dépendance de la mondialisation et de ses flux financiers sans compter qu'elle a rogné l'autonomie et la flexibilité de l'agriculture. L'encadrement de toutes les composantes de la productivité agricole est donc le fruit de la volonté d'industrialisation et du clientélisme électoral. Malgré ses atouts, l'industrialisation s'est fait attendre faute de confiance des investisseurs. Le modèle mexicain était cohérent et, s'il a échoué, étaient en cause les contradictions non résolues d'un système politique qui n'a pas rendu la confiance.

L'industrialisation à tout prix et l'encadrement de l'agriculture ont en effet été utilisés par l'État pour des bénéfices subsidiaires. Le clientélisme a permis de s'attacher les populations rurales et urbaines sans créer les bases de la confiance. Le maintien trop longtemps de la loi agraire permettait de brider l'oligarchie terrienne, dont les terres pouvaient être envahies et réparties, et de s'assurer le contrôle d'une masse d'ayants droit. La réforme agraire d'esprit cardéniste s'est tôt diluée dans le clientélisme. Elle n'a distribué ultérieurement que des terres de mauvaise qualité tout en permettant l'invasion des terres périurbaines, faisant de Mexico la ville la plus grande du monde.

4. Crise et rupture

En 1930, près de 60 % de la population est rurale. En 1980, la proportion est en dessous de 30 %, ceci avec une population rurale qui a continué à croître en chiffres absolus. Le poids électoral des campagnes s'érode et le modèle mexicain perd son principal atout. La rupture tardive se concrétise avec la privatisation de *l'ejido* et le désengagement de l'État au début des années 1990. Les nombreuses aides sont remplacées par les programmes plus chiches de solidarité Pronasol et plus tard Procampo. Pour faire passer cette cure drastique, le gouvernement place ses espoirs dans la signature de l'accord commercial Nafta avec les États-Unis et le Canada. Heureusement pour lui, l'accord fut un succès politique et même commercial avec la multiplication des *maquiladoras* au nord puis dans le pays. L'agriculture en a également bénéficié avec l'exportation de produits à haute valeur ajoutée, mais l'émergence inattendue de la Chine a largement réduit les bénéfices escomptés. Un autre argument officiel, celui-là démagogique, fut de supposer, en 1990, la substitution des capitaux publics par le privé grâce à des contrats avec les grandes entreprises agro-alimentaires, tel le groupe Gamesa.

Alors qu'auparavant les prix agricoles suivaient le coût moyen de la vie, le pouvoir d'achat des agriculteurs chute plus que celui des autres secteurs. Ceux qui en avaient les moyens se sont engagés dans les cultures risquées, comme le maraîchage, la pomme de terre et les produits d'exportation. La majorité, surtout les petits producteurs, ont subi l'écrasement des prix, d'abord compensé par des aides (électricité pour le pompage, engrais), puis sans aide.

Partie 2 Le contexte régional : le Bajío

Les convois muletiers qui partaient de Mexico pour se rendre aux mines de Guanajuato et de Zacatecas descendaient brutalement des Hauts Plateaux centraux vers le havre de Querétaro. Située à 1900 mètres d'altitude et jouissant d'un climat clément, cette petite ville donnait accès au vaste bassin du Bajío. Axe de l'ouest du pays, la région a été colonisée aux premiers temps de la Conquête. Consolidé pour assurer la sécurité des convois face aux attaques des indiens semi-nomades, le Bajío affirme rapidement sa vocation agricole d'abord pour approvisionner les noyaux urbains et les centres miniers, puis pour devenir le grenier du Mexique.

De nos jours, l'appellation *Bajío* est revendiquée par les habitants entre Querétaro et León, soit *grosso modo* l'état du Guanajuato. Mais le Bajío historique s'inscrit dans le contexte plus vaste des grandes régions naturelles et humaines avec les Bajío *michoacano* au sud et *jalisciense* à l'ouest, ce dernier autour de la deuxième ville du pays, Guadalajara, qui surplombe les Terres chaudes du Pacifique. Situé entre les sierras froides et humides et les Terres chaudes littorales, le climat tempéré et les sols volcaniques du Bajío sont à l'origine de son potentiel agricole.

Le bassin de plusieurs centaines de km de long coupe le Mexique en deux domaines : les steppes du nord où les indiens vivaient plus de chasse que d'agriculture ; et le sud des civilisations sédentaires. Avant la Conquête, le bassin sert déjà de frontière peu peuplée. Les incursions des barbares du nord, ou Chichimèques, effrayaient les sédentaires et l'immense région quasi désertique était devenue l'espace mythique où les civilisations sédentaires localisaient leurs racines.

Après la Conquête, le minerai argentifère devient le "sang" de la Nouvelle-Espagne. Il unit les deux domaines écologiques et le Bajío affirme son statut de halte pour les voyageurs. Il attire autant les seigneurs à la recherche d'un fief que les agriculteurs et les entrepreneurs. Jusqu'à l'irrigation des déserts du nord, le Bajío est le champion du développement agricole du Mexique. Sa position de carrefour régional permet d'y développer l'agro-industrie et plus tard des industries lourdes.

I - UN CARREFOUR HISTORIQUE

1. L'économie coloniale

Pendant deux siècles, le développement minier au nord du Bajío anime l'économie de la Nouvelle-Espagne. Le cours de l'argent évolue avec le développement de l'Ancien Monde qui en a besoin pour lever l'obstacle du manque de numéraire. Destiné à l'exportation, le métal entraîne une dépendance à l'origine de crises dont la gravité s'accuse au XVIII^{ème} siècle. Les crises agricoles dépendent de cette économie extravertie : le blé et le maïs nourrissent les populations urbaines et minières ; le bétail fournit les animaux de trait, le suif et le cuir nécessaires aux mines ; la viande est un sous-produit dont le bas coût déplace le poisson des lacs, ancienne richesse du Michoacán, "le pays des pêcheurs".

Les marécages saisonniers sur les berges des rivières fournissent le fourrage. La transhumance se développe avec la reconstitution des règles de la Mesta espagnole. Puis l'extension des céréales repousse le bétail vers les zones plus récemment colonisées. Des coutumes ont leur origine de cette époque d'abondance, telle la *charrería*¹⁸, les confiseries à base de lait (*chongos*, *morelianas*, *cajeta*) et la patate douce dont la culture apprécie les terrains frais du Bajío. La canne à sucre y fut importante avant d'être déplacée vers les terres plus chaudes. Elle n'apparaît de nos jours à cette altitude qu'à titre de lopins périurbains pour approvisionner la demande des fêtes de fin d'année.

¹⁸ Tradition équestre des éleveurs (rodéo, etc.).

2. Le développement urbain

Deux axes de communication ont structuré le Bajío. Au nord, le premier qui débouche sur les mines est ponctué par le chapelet de villes situées à moins de 50 kilomètres les unes des autres : Querétaro, Celaya, Salamanca, Irapuato, Silao et León. Leur richesse agricole et commerciale en a fait de grandes villes sous la forme de marchés agricoles (*emporios agropecuarios*). Certaines villes ont développé des activités industrielles de fertilisants et d'agro-industries, y compris León qui a conservé son activité traditionnelle de chaussures là où le cuir était abondant.

Le second axe du Bajío suit au sud les contreforts de la Meseta tarasque où serpente la vieille route entre Mexico et Guadalajara, la capitale de Nouvelle-Galice. Le nom de la ville de La Barca souligne, dans les premiers temps, l'absence de pont et les difficultés de traversée du Lerma.

La création de la petite ville de Jacona illustre les traits d'époque. Sous la houlette des religieux, une première congrégation réunit des hameaux indigènes éparpillés sur les versants et proches d'une source. Avant les Espagnols, l'absence d'outils en fer et d'animaux de trait imposait de travailler les terres de coteaux. Ce premier noyau urbain est complété par la ville de Zamora à quelques kilomètres. Située en zone marécageuse, elle est plus proches des terres argileuses que les animaux de trait et les outils en fer peuvent travailler. C'est aussi une ville d'Espagnols qui se séparent physiquement des indiens en 1574. La situation présente aussi l'avantage d'une meilleure défense contre les Chichimèques. Comme en Espagne, Zamora est traversée par la rivière Duero. D'autres villes jumelles, comme le couple Zamora et Jacona, existent dans la région.

3. La répartition de la population

Frontière entre civilisations, puis carrefour de colonisation, le Bajío accueille aujourd'hui les descendants d'espagnols, les métis, les indiens ainsi que des derniers colons européens¹⁹ et les descendants d'esclaves africains. Les trois premiers groupes se retrouvent approximativement en milieu rural dans les figures du *ranchero*, de l'*ejidatario* et de l'indigène. La correspondance est schématique car l'affiliation culturelle est plus sociale que biologique : l'indien riche a le statut du créole et le métis s'habille comme un *ranchero*.

Les soldats espagnols démobilisés avaient été dotés d'un lot foncier pour coloniser et assurer un tampon avec les chichimèques. Les haciendas se sont approprié les territoires indiens d'autant plus facilement que l'usage de la jachère longue prêtait à les considérer comme inexploités. Le dépeuplement conséquent aux épidémies facilitait la mainmise foncière. La coercition physique a été banale jusqu'au début du XX^{ème} siècle.

Dans les cordillères alentours, l'identité indienne est mieux marquée avec les groupes sédentaires Tarasques et Otomis au Sud. Les massifs montagneux plus sec et très peu peuplés du nord du Bajío : Altos de Jalisco et de Guanajuato, versants extérieurs du Jalmich (Jalisco et Michoacán), zones éloignées des routes royales, voient s'installer les *rancheros* qui pratiquent un élevage extensif, la viande étant une denrée qui assure son propre transport. Propriétaires privés d'esprit indépendant et fuyant l'État, traditionnels et catholiques, leur culture aujourd'hui idéalisée a été récupérée par une partie de la population (Barragán 1990). C'est l'antithèse de l'indigène « archaïque » et de l'*ejidatario* attaché à l'État.

¹⁹ Par exemple les barcelonnettes issus de la petite ville de Barcelonnette dans les Alpes françaises dont l'immigration coure de 1850 à 1950, ou encore les soldats français de l'Expédition du Mexique entre 1861 à 1867.

II - UN SITE FAVORABLE

Non seulement la situation géographique est un atout pour le Bajío, mais aussi le site est privilégié. Terres riches et eau abondante sont favorables à l'exercice de l'agriculture intensive. Des sous-régions se distinguent sur les plans historique, écologique et humain.

1. Écologie générale

L'altiplano centrale où est juchée la ville de Mexico à 2200 mètres d'altitude se situe à la croisée de la Sierra orientale, de l'axe néo-volcanique et de la Sierra occidentale. La Sierra Madre del Sur complète l'ossature qui cloisonne le Mexique central. Au croisement des alignements orogéniques jaillissent les plus hauts édifices volcaniques du pays, tels le Popocatepetl et le Pico de Orizaba.

Le Bajío se situe entre 1500 et 1900 mètres d'altitude. Les Terres Chaudes quant à elles ne dépassent pas 500 mètres d'altitude. Entre Terres froides et Terres chaudes, le Bajío est un altiplano d'altitude intermédiaire de climat tempéré. Sur 450 kilomètres de long, il descend en pente douce depuis Querétaro jusqu'à Tequila. Sa largeur oscille avec les diverticules, tel celui de León entre Altos de Jalisco et de Guanajuato, et des resserrements de quelques dizaines de kilomètres. Le Lerma draine l'ensemble du Bajío jusqu'au lac de Chapala, après lequel le fleuve prend le nom de Santiago jusqu'à l'océan Pacifique.

Le climat tranche avec l'aridité du nord, les gelées des Hauts Plateaux, la chaleur tropicale des Terres basses et la pluviosité du versant Pacifique. Considéré isolément, aucun paramètre climatique ne circonscrit le Bajío : 600 à 900 mm de pluies annuelles, 18 à 22°C, 4 à 40 jours de gelée. Synthèse des sols, du climat et des usages, seule la formation végétale du *matorral* subtropical spécifie le Bajío. Ce fourré arbustif où domine *Ipomea* spp. (*cazahuate*) associé à un tapis herbacé en saison des pluies recouvre les flancs pierreux des volcans.

Dans l'état de Guanajuato, le bassin plat est ponctué par de rares cônes volcaniques. Au sud en bordure de la Meseta tarasque, la densité des appareils volcaniques a conduit Luis Gonzalez (1984) à imaginer les bassins enserrés par les volcans comme un "plateau à œufs". A l'ouest dans le Jalisco, la confluence de différents phénomènes : descente brusque vers la côte, fossés d'effondrement de Chapala-Tepic et de Sayula, géologie de rhyolites, encaissement du fleuve Santiago avec une plus grande sécheresse et des sols moins fertiles constitue le Bajío *jalisciense*.

Les vallées humides sous climat tempéré sont favorables à la santé humaine et au développement agricole : pluviosité fournie durant 5 mois, évapotranspiration modérée, gelées hivernales peu marquées, sols de type vertisol et feozem sans contraintes physiques marquées. Leur grande fertilité dépend des minéraux issus de l'altération des roches volcaniques et de la matière organique incorporée sur une grande profondeur. Avec drainage, irrigation et outils adaptés, les cultures tropicales, tempérées et de climat froid y ont une place et font de la région un pôle dans le panorama mondial des avantages comparatifs.

2. Les trois Bajío

Le foyer *guanajuatense* est devenu précocement le grenier de Mexico grâce à ses voies de communications. Les haciendas construisent aux premières décennies de la colonisation des canaux de drainage et d'irrigation. Plus récemment, la surexploitation des nappes phréatiques conduit à des forages de plus en plus profonds.

Le Bajío *michoacano* au sud dispose des mêmes potentialités agricoles. La proximité de l'axe néo-volcanique très arrosé, dont fait partie la Meseta tarasque, et les cônes volcaniques du plateau à œufs

rendent l'eau plus abondante. De nombreuses vallées hébergeaient un lac plus ou moins permanent jusqu'à leur assainissement à partir des années 1950. De nos jours, l'eau provient des rivières permanentes, des forages et des retenues collinaires. Jadis, l'eau pléthorique et l'éloignement des marchés miniers et urbains ont amené les colons à privilégier l'élevage de gros bétail. L'isolement a entraîné le développement autonome de nombreuses petites villes : Morelia, Zacapu, Zamora, Sahuayo, La Barca et, sur les berges du Lerma, La Piedad et Yurécuaro.

Le Bajío *jalisciense* est un ensemble de bassins qui s'échelonnent depuis le lac de Chapala jusqu'à Tequila et La Magdalena, dernier bourg avant la brusque descente dans les ravins qui débouchent sur les plaines littorales. Moins élevée (1500 m), plus chaude et plus sèche, cette sous-région est célèbre pour ses agaves *maguay* et l'alcool de Tequila. Les tufs volcaniques plus répandus donnent lieu à des sols fertiles de type feozem. Par ailleurs, la seconde ville du pays, ancienne capitale de la Nouvelle-Galice, polarise une région plus pauvre, aux campagnes moins peuplées et de tradition espagnole.

III - L'ARCHIPEL URBAIN

1. Histoire de la vallée de Zamora

Les marais parsemés de lacs peu profonds fournissaient aux Tarasques le poisson, le gibier, l'argile et des joncs. Le nom purépecha (ou tarasque) de la vallée de Zamora, Tziróndaro, signifie "lieu marécageux" ; Yorecuahapundanapu qui est actuellement le Duero est le "fleuve qui engendre les lacs". Les grands lacs de la vallée de Mexico ont permis l'entretien de grandes villes en l'absence d'animaux de bât avant la conquête. Sur les lacs en effet transitait l'approvisionnement des villes précolombiennes et leurs rives ou le lac lui-même étaient aménagés avec des « jardins flottants » (*chinampas*). Dans le Bajío, ce niveau d'intensification agricole ne semble pas avoir existé et seules les sources servaient l'irrigation de versants. Maïs, haricot, courge et piment (*chili* en nahuatl) étaient cultivés, consommés et vendus. Avec le poisson, ces produits faisaient partie des tributs versés au suzerain, redevances récupérées ultérieurement par les conquistadores. Les mines du volcan Zináparo dans la région fournissaient l'obsidienne des armes et des haches.

La vallée de Zamora est drainée dès l'époque coloniale, mais les ouvrages sont insuffisants tant que les éleveurs tiraient profit des pâturages riverains. La ville était régulièrement inondée et les citadins n'ont cessé de se plaindre. Au début du XIX^{ème} siècle, la demande nationale de blé, la crise minière et le bétail abondant du nord du pays conduisent à privilégier le blé irrigué. Les moulins se multiplient. Drainage et irrigation s'étendent, mais ce n'est qu'en 1940 que l'assainissement de la vallée de Zamora est définitif. L'arrivée du chemin de fer en 1900 est un détonateur pour le blé et la canne à sucre, mais aussi pour les productions maraîchères, fruitières, patate douce, pomme de terre et fromages. La Réforme agraire fait disparaître les sucreries industrielles qui se déplacent vers les vallées chaudes désormais desservies par le train et la route. Les violences postrévolutionnaires suspendent un temps les dynamiques jusqu'à la reprise dans les années 1940. Vallée de propriétaires moyens, le nombre d'ejidos reste limité.

La culture de la fraise illustre la reprise mondiale d'après-guerre. Un groupe américain installe des unités de conditionnement à Irapuato dans le Bajío *guajuanatense*. Les agriculteurs répondent massivement à ce débouché rentable, mais la culture bute sur une moindre qualité des sols et une eau superficielle insuffisante. En 1959, un autre groupe américain installe le premier atelier de conditionnement à Zamora. La vallée développe la fraise sans délaisser le maraîchage. Fraise et pomme de terre bénéficient d'une eau disponible toute l'année et de l'abondance de main-d'œuvre. La force de travail se compose des laissés-pour-compte de la Réforme agraire ainsi que des indiens et indiennes de la Meseta tarasque (les femmes métisses travaillent peu dans les champs).

Ces cultures voient l'adaptation de l'ancienne pratique de submersion des parcelles utilisée sous la Colonie : l'*entarquinamiento* (Mollard 1994). Après la préparation du sol et le billonnage en fin de saison sèche, la parcelle est noyée deux mois sous 30 à 50 cm d'eau. En fin de saison des pluies, les plants de fraise sont transplantés sur les billons. Cette production principalement exportée débute en novembre jusqu'à ce que la fraise de Floride ou de Californie entraîne la fermeture de la frontière à partir d'avril. La pomme de terre est également produite en contre saison²⁰.

En 1990, la ville de Zamora ne disposait pas d'une station d'épuration efficace et une partie des égouts de 160 000 habitants se déversaient dans la rivière et les canaux d'irrigation. Les exportateurs de fraises vendues en frais ou congelées devaient prouver la qualité de l'eau d'irrigation. C'est pourquoi les fraises sur le marché national n'étaient pas sûres sur le plan sanitaire. Un autre problème est que la vallée inondée volontairement en saison des pluies était rendue coupable de l'assèchement du lac de Chapala et des zones irriguées proches. Il faut dire que l'*entarquinamiento* puis les 40 irrigations de la fraise (contre 4 pour le blé) constituent un bénéfice substantiel pour les producteurs. La controverse s'éteint quand le lac se remplit. L'histoire donc se répète : hier les éleveurs et aujourd'hui les maraîchers sont sur le banc des accusés, suggérant un régime politique inchangé.

Issu du monde méditerranéen, le pois-chiche se satisfait de faibles besoins hydriques et cette légumineuse riche en protéines enrichit le régime alimentaire à base de céréales. Semé à la fin des pluies en septembre ou après un maïs en novembre (dans les terres d'humidité résiduelle *-de humedad-* par exemple sur berge ou quand l'année est pluvieuse), il s'est adapté aux conditions du Bajío. Mêmes produites irrégulièrement selon le climat de l'année, les fanes et la graine complètent l'affouragement du bétail à base de cannes de maïs. Les terrains tardivement drainés et les berges d'un cours d'eau non régularisés ont continué à fournir du pois-chiche destiné à l'exportation vers l'Espagne au début du siècle. La production servait aussi d'appoint pour engraisser des porcs. Avant que le sorgho n'approvisionne les élevages industriels, les marécages et les terres inondables ont, avec le pois-chiche, participé à la spécialisation porcine de La Piedad. Sur assolement biennal, le pois-chiche profitait des labours de jachère, renforçait le contrôle des adventices et contribuait à pulvériser le sol.

La fraise et les unités industrielles de porcs apparaissent après-guerre. L'extension du blé irrigué avant la Révolution verte est rapidement suivie du sorgho dans les terres pluviales (non irriguées). La ville de La Piedad, outre les porcs, est devenu un pôle pour l'aliment du bétail. Au même moment, la région d'Uruapan développait l'avocat d'exportation et exploitait le pin des forêts de la Meseta tarasque. Sahuayo et Cotija renforçaient leur production laitière et fromagère pendant que la vallée de Los Reyes maintenait sa production de sucre de canne.

La restructuration régionale a touché non seulement les zones motrices que l'on vient de voir, mais aussi les zones périphériques. Ces dernières ont perdu des options au profit des premières, mais parfois ont gagné des possibilités pour profiter de l'effet moteur.

2. Articulation interrégionale

Le massif indigène de la Meseta tarasque est un château d'eau au service des piémonts. Au vent du Pacifique, il bénéficie d'une bonne pluviosité. L'infiltration à travers les andosols en bassins

²⁰ La culture de la pomme de terre est risquée par les ravageurs et par des prix variables. Trois types de producteurs approvisionnent le marché national. A Puebla ou Toluca près de Mexico, petits et gros producteurs défrichent la forêt d'altitude (Biarnès 1994). A Zamora, les propriétaires se sont retirés de la culture de la fraise devenue moins rentable. Certains louent aussi des terres sur la Meseta tarasque. Le troisième type est un producteur-commerçant qui partage les risques entre différentes régions : Zamora, León et le Sonora.

endoréiques et les basaltes fracturés alimente de multiples sources permanentes dans les vallées. L'abondance d'eau sert trois villes principales : Morelia, Uruapan et Zamora, qui partagent aussi la caractéristique d'articuler les Terres chaudes, les plateaux tempérés et les Terres froides. Jusqu'au début du XX^{ème} siècle, l'axe Mexico-Morelia-Zamora-Guadalajara marginalisait Uruapan mais le développement des régions chaudes puis des cordillères *rancheras* ont servi le développement d'Uruapan. Le taux de croissance urbain y est supérieur à celui de Zamora depuis le début du siècle. Mêmes les vastes régions d'agriculture extensive ont généré de la richesse drainée vers les villes. Dans les années 1940, la construction d'une vaste infrastructure d'irrigation dans la vallée chaude d'Apatzingan lance la culture du coton, suivie par le citron, le melon et la pastèque, productions destinées à l'exportation. La bourgeoisie s'installe à Uruapan au climat accueillant.

Mieux situé, Zamora a raté des opportunités. Uruapan dispose aujourd'hui d'un hinterland qui couvre près de la moitié de l'état de Michoacán (Avila et alii. 1991). L'ancien axe économique s'est déplacé au profit de l'axe Apatzingan-Uruapan-Morelia-Mexico. Zamora était en 1990 une annexe de la bourgeoisie de Guadalajara à deux heures de mauvaise route avant la nouvelle autoroute Mexico-Guadalajara ouverte en 1994.

3. Des hinterlands réduits

L'hacienda était une unité autonome de production qui exportait ses productions sur de longues distances. Les propriétaires des plus grandes d'entre elles vivaient dans les capitales régionales. Son tissu de relations avec les petites villes était limité et certaines disposaient de leur propre quai d'embarquement ferroviaire. Sur les plans social, politique et économique, l'hacienda structurait peu les régions. La capitale, voire l'Espagne avant l'Indépendance profitait du système et les petites villes étaient pénalisées.

L'hacienda cherchait à sécuriser une rente avec l'exploitation de la main-d'œuvre captive. Elle modérait ses dépenses avec l'autoconsommation. Les rigidités occasionnées par l'asservissement, le manque de solvabilité économique de la population nationale et les aléas du commerce entravaient l'innovation et la productivité même si les propriétaires, souvent criblés de dettes, cherchaient à améliorer leurs revenus.

Le territoire colonial se partageait entre deux systèmes mal articulés : les haciendas et les villes. L'absence de complémentarité favorisait l'isolement d'autant plus que le système des haciendas se prêtait à la centralisation. Les voies de communication de qualité médiocre et peu sûres renforçaient de leur côté l'autonomie des petites villes à la richesse limitée. L'éloignement du pouvoir central limitait les relations interurbaines et chaque ville se développait indépendamment des autres. Au XIX^{ème} siècle, les villes du Michoacán croissaient selon un taux annuel indépendant de leur taille.

Longtemps deuxième ville de la province, Zamora semble avoir émergé d'une certaine léthargie après le passage historique du curé Miguel Hidalgo qui, en 1810, lutte pour l'Indépendance. Il décerne, illégalement alors, à Zamora le titre de "Ciudad" et la confirmation de ses ordonnances après l'Indépendance donnera lieu à un embryon de fonction administrative au chef-lieu du district du ponant. En 1854 elle décroche le titre de diocèse qui était une promotion substantielle quand l'Église était à la fois une banque et un service éducatif.

L'accès au réseau ferroviaire réveille le développement des haciendas et des villes. L'augmentation du prix de la terre reflète l'intérêt pour l'agriculture. Les capitaux étrangers et l'achat de machines de pompage mettent en valeur des régions. Opéras et théâtres surgissent, mais la Révolution en 1910 met en sommeil, parfois en ruines, ces espoirs.

Si la Révolution mexicaine brise l'essor "lévitique" (conservatisme religieux) de Zamora, l'élan est donné avec le commerce local, la bourgeoisie et les administrations. La culture de la fraise couronne en 1960 cette dynamique avec le verrouillage de l'Union des Producteurs qui s'approprie le quota fixé par le gouvernement. La crise se profile en 1980 et la croissance démographique ralentit car, si Zamora attire lors des booms économiques, elle expulse lors des récessions (Mollard et Reyes 1991).

La population de Zamora est importante, mais sa zone d'influence se réduit aux municipalités (*municipios*²¹) limitrophes. La démographie était en grande partie redevable aux journaliers. En 1990, l'agro-industrie et les activités maraîchères emploient davantage de femmes, habiles et moins chères, alors que les hommes partent aux États-Unis. Sur la limite ancienne des civilisations sédentaires et chichimèques, puis métisses et espagnoles, Zamora a choisi sa culture : l'espagnole.

IV - LES AGRICULTURES PERIPHERIQUES

1. Le développement différentiel

Alors que les rendements des céréales irriguées atteignent des records pour les années 1950, le Mexique connaît parallèlement une diversification agricole avec d'exceptionnelles spécialisations régionales. Dans l'état du Michoacán, nous avons vu le porc à La Piedad, la fraise et le maraîchage à Zamora, l'avocat à Uruapan et les fruits tropicaux à Apatzingan après la disparition du coton. Les villes agricoles développent les quincailleries, concessions de matériel et de tracteurs et commerces d'intrants agricoles. L'Etat multiplie les services administratifs : Secrétariat à la Réforme agraire, Crédit gouvernemental (Banrural), Assurance agricole (Anagsa), agences en charge de l'eau, Ministère de l'agriculture, fidéicomis divers, etc.

Les périmètres irrigués se développent dès les années 1920 sous l'égide de l'Etat et bénéficient de la Révolution verte dans les années 1950. Le rattrapage des retards accumulés depuis la Révolution a accentué le boom d'après-guerre aidé par les crédits et les aides. Les gains réalisés sur les céréales se sont accompagnés de la diversification agricole, du développement des villes et de l'industrialisation. La décennie suivante, le sorgho envahit les zones pluviales.

Au niveau national, le solde de la Révolution verte est positif, mais c'est au prix d'une dégradation de la situation des zones périphériques qui n'ont pas toujours pu préserver leur tissu économique de la concurrence et ont fourni une main-d'œuvre bon marché. L'écart de productivité entre Bajío irrigué et zones périphériques s'est creusé à cause de l'augmentation de la productivité des zones irriguées et de la dégradation de celle des zones les plus marginalisées. L'augmentation de la production nationale a été utilisée pour garantir les prix, en fait pour diminuer les revenus agricoles dans un contexte de hausse des coûts. Dans les zones périphériques, la baisse des marges n'a pas été compensée par un gain de productivité. Par ailleurs, leurs débouchés traditionnels se sont déplacés vers les périmètres irrigués. En effet, le déséquilibre des productivités a amené les industriels à transférer capitaux et infrastructures. Par exemple, avant sa délocalisation, une usine de trituration du sésame permettait aux agriculteurs des Terres chaudes à la fois d'en vendre et d'engraisser des animaux avec les tourteaux. Son départ a signifié la contraction du champ du possible avec retour au maïs et à la vente de veaux. Comble du déséquilibre, les veaux sont dorénavant engraisés dans le Bajío avec le sorgho

²¹ Le *municipio* est le troisième niveau juridictionnel du Mexique après le niveau fédéral et l'état. Il regroupe différents villages, comme un canton en France, qui envoient des délégués pour former le conseil municipal. Le maire est élu.

et les tourteaux produits également dans le Bajío. Finalement, les différentes zones périphériques aux options standardisées sont en concurrence entre elles sous le contrôle des acheteurs du Bajío.

Des prix de garantie trop peu ambitieux et l'incapacité de s'adapter conduisent à la ruine les plus défavorisés. L'éviction entraîne une restructuration sociale des zones isolées comme c'est le cas des Terres chaudes (Léonard 1995) qui voit l'expansion de l'élevage extensif et la clôture et la privatisation de fait des parcours collectifs.

La paupérisation, l'exode et l'extensification sont toutefois contrecarrés. D'abord, la législation agraire freine la différenciation sociale. Ensuite, la migration saisonnière aux Etats-Unis limite l'exode définitif car les mandats des migrants entretiennent les structures de production. Une troisième forme de résistance à l'extensification se manifeste quand on peut s'attacher quelques-uns des bénéficiaires de la Révolution verte. Il s'agit principalement des zones proches des périmètres irrigués et dans le champ d'action des commerçants en produits maraîchers, porcs, sorgho... Au sein d'une frange de quelques dizaines de kilomètres, les agriculteurs ont accès aux intrants et au crédit, ainsi qu'à une main-d'œuvre bon marché pour celui qui dispose d'une camionnette. Enfin, les perspectives de la pluriactivité de proximité sont accrues.

Situé à vingt kilomètres de deux pôles dynamiques, la vallée d'Ecuandureo a accès au marché maraîcher de Zamora et aux débouchés pour le sorgho et les porcs à La Piedad. Grâce aux moissonneuses-batteuses qui viennent de La Piedad et de la Ciénega (marais) de Chapala, le producteur a pu précocement s'engager dans le sorgho et le blé. Cependant, cette révolution verte retardée n'a pas autorisé le décollage des petites exploitations ni l'autofinancement du fait des prix déprimés. Cette Révolution tronquée n'a pas non plus donné accès aux spéculations les plus rentables comme la fraise ou la pomme de terre restées sous le contrôle des producteurs de la vallée de Zamora.

Les hommes ont trouvé des emplois temporaires dans le maraîchage et l'agro-industrie de Zamora. Débutant au mois de septembre, ces tâches complétaient les travaux de l'agriculture pluviale. Plus tard, munis d'une petite épargne, ils sont partis comme journaliers aux Etats-Unis. Depuis, ce sont leurs épouses et filles qui travaillent dans les champs maraîchers et l'agro-industrie.

2. Géographie des périphéries

L'irrigation est une condition majeure d'un pôle agricole mais elle n'est jamais garantie. La « périphérisation » est toujours possible dans un pays qui ne parvient pas à garantir la distribution des droits d'eau. C'est le cas de la Ciénega au bord du lac Chapala qui reçoit les eaux du Duero et du Lerma. Jadis jalouée pour ses pâturages puis pour son irrigation et son drainage, cette confluence est devenue problématique. Depuis l'après-guerre, le Duero et le Lerma irriguent l'amont. Quant au lac qui s'est retiré durant deux longues périodes au XX^{ème} siècle, il ne permet plus le remplissage des canaux par pompage. Une zone bien dotée n'est donc pas à l'abri de la marginalisation. Un autre exemple est le périmètre irrigué de La Barca qui a perdu 1500 ha de cultures quand les agriculteurs à l'amont ont retenu l'eau pour leurs propres besoins lors d'une année déficitaire. Même bien doté en général, un périmètre irrigué soumis à l'incertitude ne peut plus investir.

J'ai cartographié trois zones dans le sud du Bajío pour cerner les niveaux de marginalisation. A l'ouest, le triangle Zamora-Sahuayo-La Piedad, à basse altitude (1600 m), présente un haut niveau de substitution du maïs avec le sorgho et de diversification avec fruits, fourrages et productions maraîchères. A l'est, la vallée à l'aval de Morelia à 2000 mètres d'altitude a préservé la culture du maïs souvent en association avec haricot et courge. La proximité du centre urbain de Morelia avec 700 000

habitants a permis l'établissement de noyaux de diversification avec des bassins laitiers et fruitiers. Dans la zone médiane enfin, également en altitude, le maïs est exclusif. Sur les deux avancées montagneuses de Villa Morelos et Purépero, le relief prononcé est propice aux parcours et à la forêt. L'agriculture pluviale suit les talwegs sans irrigation faute d'eau en saison sèche.

Il ressort de cet exemple deux séries de facteurs qui contribuent à définir le degré de périphérie. En premier lieu, les données physiographiques avec l'altitude, la pente, les ressources en terres et l'irrigation déterminent un champ d'aptitude à l'intensification et une capacité de substitution et de flexibilité. En second lieu, l'intégration économique selon l'accès aux marchés des produits, de l'emploi et du crédit définit une capacité de mise en œuvre des aptitudes précédemment décrites. A ce modèle géographique s'ajoutent d'autres facteurs qui agissent sur la petite diversification, telle la concurrence des zones proches. Des territoires au sein de la Ciénega près du lac Chapala présentent peu de diversification alors que des petites zones irriguées dans la zone centrale sont des oasis de diversité. L'influence d'une petite ville comme Puruándiro ou Zacapu permet le lait et le maraîchage. On a vu aussi que l'histoire d'une unité de transformation locale bien implantée peut pérenniser la spécialisation dans le maraîchage ou le porc comme à Puruándiro.

Les hauts bassins du Bajío et la Meseta tarasque restent productrices de maïs faute d'alternatives. Les conditions écologiques et l'isolement sont peu attrayants pour l'agro-industrie. Éloignées des marchés, elles vendent un maïs sacrifié par la politique pendant que, dans les zones tempérées et irriguées, s'affairent les services d'État et les commerces. Aux alentours, se situent des zones plus ou moins intégrées avec sorgho, maraîchage ou porcs comme à Ecuandureo. Au-delà, de Purépero à Zináparo, les effets de la périphérie se font plus douloureux, le sorgho étant peu cultivé et le porc de Purépero partant à la dérive face à la compétition et à la désorganisation des producteurs.

En conclusion, la vallée d'Ecuandureo est une fenêtre privilégiée sur la production dans une périphérie privilégiée grâce à la proximité des grands bassins irrigués.

Partie 3 Changements techniques et transformations sociales

I – ELEMENTS D'AGRONOMIE

Aussi polluante soit-elle, l'agriculture repose sur des faits de nature et ceci, pour longtemps encore. L'écologie d'une région : substrat, ressources et biodiversité sert de cadre ou de partenaire avec lequel elle doit composer. On parlait dans les années 1990 d'artificialisation du milieu, artificialisation plus ou moins poussée sous initiative collective, privée ou d'État. A cette époque, le mot artificialisation rendait compte de la volonté de s'abstraire des aléas, tout en sachant qu'on profitait de la nature par ailleurs et qu'il était impossible de s'en défaire. En 2020, le mot « artificialisation » a disparu car l'environnementalisme contemporain, dans sa version radicale, dénonce l'opposition entre Nature et Culture. L'agriculture montre le caractère éminemment hybride d'un verre qu'on voit aujourd'hui à moitié vide alors qu'on le voyait à moitié plein.

En agriculture, le contexte écologique, telle la pluviométrie ou la qualité du sol, s'évalue moins dans l'absolu que dans le rapport avec ce qu'une société peut en faire. Les notions de potentiel agronomique ou d'aptitudes culturelles ne sont qu'un élément dans l'explication d'un usage qui dépend largement de l'économie et de la société. Le passé et le monde actuel fournissent de nombreux exemples d'agricultures fortement intensives qui prospèrent durablement sur des sols pauvres ou en conditions extrêmes : Champagne pouilleuse en France et billons chinois dans les deltas asiatiques périodiquement inondés²². Le climat ou le sol ne sont des contraintes que dans un système technique et une société donnée.

La production fondée sur l'échange marchand signifie la concurrence entre les régions. Une agriculture locale dépend autant des ressources propres d'une région que de celles des régions voisines ou éloignées. Les agriculteurs s'adaptent également en jouant sur les aménagements, les itinéraires techniques et le jeu des pratiques culturelles, ce qui permet de s'affranchir de certaines contraintes et d'être résilients face aux imprévus. Les techniques modernes ne sont pas une panacée : d'un côté, elles réduisent la pénibilité du travail et autorisent des usages nouveaux ; d'un autre côté, la concurrence régionale conduit à réduire les usages anciens (en zone de montagne par exemple) alors que la technicité (ce qu'on appelle aussi la substitution du travail par le capital) accroît la vulnérabilité économique. Si les rotations culturales n'ont plus le caractère tyrannique de jadis, la variabilité annuelle des résultats pèsent davantage sur des gestions plus tendues.

1. Climat

A 1600 mètres d'altitude à la latitude du Mexique, la température moyenne est de 20 °C. Le climat est tempéré et l'hiver peu marqué. 4 jours de gel par an, en moyenne, interdisent toutefois les cultures tropicales strictes. A 2000 mètres d'altitude, la température moyenne est de 16 °C et le nombre de jours de gelée s'élève à 40. Mais il existe des façons de repousser la limite d'une culture rentable en altitude en adaptant les pratiques culturelles ou en aménageant les versants (Morlon 1992). Dans le Bajío, le semis du pois-chiche a lieu en septembre ou novembre, mais pas en octobre afin d'éviter une floraison en janvier. Sensibles aux gelées, les vergers d'avocatier atteignent 2000 mètres d'altitude sur les coteaux exposés au soleil et loin des fonds de vallée où stagne l'air froid. La fraise peut supporter la perte d'une génération de fleurs sans préjudices pour les floraisons suivantes.

La température s'élève jusqu'au mois de mai. Les premières pluies importantes apparaissent en juin, qui ouvre la saison des pluies après six mois de saison sèche. En théorie, les besoins hydriques y sont

²² Mollard et Walter, 2013

les plus élevés. En pratique, le blé irrigué est déjà moissonné et les cultures de saison des pluies débutent leur cycle. Seules les cultures d'avant saison sont sensibles mais elles sont irriguées.

Des précipitations entre 700 à 850 millimètres pendant 4 mois garantissent largement les besoins des céréales. Mais un sol superficiel (sur les versants par exemple) et une répartition défavorable des pluies une année donnée font courir à la récolte un risque substantiel. En régime orageux, une ligne de grains (ou d'orages) en juillet 1990 a favorisé la moitié du bassin d'Ecuandureo. Alors que l'eau peut manquer sur les sols filtrants, elle peut noyer les fonds de vallée. La moyenne de 750 mm chute à 650 mm trois années sur 10 (Villalpando et al 1986), volume qui reste satisfaisant s'il est bien réparti.

Une seule année sur dix serait désastreuse pour un producteur fragile : grande exploitation endettée ou petit paysan. Des contre-mesures tous les ans sont nécessaires car nul ne peut prédire une année exceptionnelle. L'incertitude météorologique est perçue comme une contrainte permanente qui nivelle par le bas les objectifs de production. L'agriculteur doit diluer le risque sur différentes parcelles, certaines étant traitées avec une faible densité de semis, des variétés créoles résistantes à la sécheresse et une dose réduite d'engrais pour modérer les besoins en eau. Ces pratiques extensives, si elles ne permettent pas d'obtenir un rendement élevé, sont la condition de la reproductibilité d'une exploitation familiale même quand le milieu est favorable.

Toutes les pluies ne sont pas utiles aux plantes. La saison des pluies débute en mai une année sur trois (38 %) et un semis précoce conduit à 60 % d'échecs quand un épisode pluvieux est suivi d'un épisode sec. Pourtant, les petits exploitants sèment le maïs très tôt afin de gagner du temps pour les cultures commerciales. Ce faisant, ils réduisent la concurrence des mauvaises herbes sur le maïs et la culture précoce permet de terminer le cycle cultural dans des conditions humides en évitant les sécheresses de fin de saison. Le risque est alors limité par différentes pratiques. Un semis profond (5 cm) limite les germinations intempestives suite à une pluie sans lendemain. Les producteurs peuvent même miser sur une variété à cycle long qui donne plus de rendement. Comme les semences de maïs local sont prélevées sur la récolte précédente, ils n'hésitent pas à ressemer une ou plusieurs fois. Pour les semences coûteuses, une règle opérationnelle semble être *le semis dès les premières pluies en évitant le mois de mai* : l'échec théorique est d'une année sur 8.

La consistance argileuse des sols de vallée empêche un tracteur ou même un attelage (*tronco*) d'entrer dans une parcelle en juillet. Cette contrainte fixe des dates butoirs au-delà desquelles le semis devient impossible. En 1990, ce fut le cas pour bon nombre de parcelles irriguées qui ne purent être emblavées en sorgho. Le pois-chiche a alors été semé en septembre. Cette contrainte à laquelle s'ajoute la disponibilité d'un tracteur loué conduit à réaliser le plus d'opérations avant ou au début des pluies avec les risques que cela implique.

Les sols drainants de coteaux sont complémentaires avec un risque de sécheresse plus élevé. Les agriculteurs y sèment tardivement les semences coûteuses en juillet avec une variété à cycle court. En fait, les stratégies individuelles sont plus nuancées que l'opposition précoce-tardif. Une dose limitée de risque peut être envisagée sur des parcelles alors qu'elle est réduite sur les autres. Pour le sorgho, il arrive que la même parcelle reçoive deux variétés.

On voit à quel point l'irrigation, même si elle tend le calendrier de travail aux époques de chevauchement des cycles, élimine des risques et autorise l'intensification. Même si l'irrigation est utilisée une année sur dix, une parcelle irrigable est une caution pour des investissements élevés.

En 1990, le réchauffement climatique n'était pas perceptible localement sur les séries disponibles de température et de pluies. On pouvait seulement distinguer des phénomènes cycliques et les

événements exceptionnels. Un record de sécheresse avait été atteint quand le lac de Colecio est resté sec pendant plusieurs années. Les souches d'acacia (*huizache*) qui datent des années 1940 devaient être arrachées en 1990 car elles cassaient les charrues. Inversement, 1957 fut une année catastrophique par les inondations inédites. La population des villages était approvisionnée par barque et les personnes âgées se rappelaient le ponton auquel le boulanger amarrait la sienne. Pour l'année 1990 bien arrosée, le ministre de l'agriculture pouvait se féliciter des bons résultats sur l'ensemble du pays. Sauf à Ecuandureo où la sécheresse de 15 jours à la floraison du sorgho a affecté le nombre de grains par plante et la production locale de manière significative.

2. Géologie

L'ensemble monumental des édifices volcaniques entre la côte Pacifique et le Golfe du Mexique se met en place au début de l'ère tertiaire. Certains volcans sont toujours actifs et le dernier né fut le Paricutín édifié entre 1943 et 1948 sur la Meseta tarasque. Les 3860 mètres du Tancítaro dominent les Terres chaudes. Coupés de ravins humides et forestiers dans les hauteurs et arides vers le bas, les versants extérieurs des cordillères ont été exploités par les *rancheros* bien avant le percement des routes.

L'émission de produits pyroclastiques a été intense au point de recouvrir les coulées de laves. Les flancs de volcans sont pierreux, les piémonts beaucoup moins et les fonds de bassin pas du tout. Les bas de coteau ont développé des sols fragiles (*polvorillo*) sur un tuf de cendres indurées (*tepetate*). A la différence des Hauts Plateaux du centre du pays, le *tepetate* n'apparaît encore que dans les fondrières des chemins. A Ecuandureo, cette ceinture discontinue pourrait témoigner de l'élévation du lac à 20 mètres au-dessus du niveau actuel (*Barrega com. pers.*). Selon le drainage et les minéraux sous-jacents, les sols peuvent apparaître noirs, rouge ou café.

Les fonds de vallées résultent de l'accumulation sur de grandes épaisseurs de dépôts de produits pyroclastiques, parfois d'alluvions sableuses et de colluvions provenant des versants. Argiles bitumineuses, tufs argilo-sableux et téphrocinérites à base de cendres tombées dans un lac témoignent des anciennes étendues d'eau.

Le flanc des anciens volcans s'oppose aux terres du Plan, c'est-à-dire le bassin plat et sans pierres des fonds de vallée. Les parties sommitales voient des arbustes s'accrocher sur des basaltes scoriacés où le sol est rare. Sur les coteaux, la grosseur des pierres, plus que leur quantité, fixe le type de culture. Les grosses pierres enterrées (*tropezantes*) cassent les charrues et la pente empêche la mécanisation mais pas la culture annuelle ou attelée. Une couverture de cailloux (moins de 20 cm) n'interdit pas la culture attelée ou motorisée à petite vitesse pour réduire l'usure des outils.

Avant l'assèchement des petits lacs, les bordures inondables étaient considérées comme terres "d'humidité résiduelle". Mais la richesse des sols et les potentialités des terres de Plan n'ont été exploitées pleinement qu'avec des outils puissants. L'irrigation limitée peut avoir lieu sur les coteaux à faible pente mais elle est surtout présente dans le Plan. On verra que l'eau vient de quelques rivières, des grands barrages, des barrages collinaires et des forages dans les nappes phréatiques.

Le lit des lacs asséchés pose des difficultés spécifiques. Au-dessus de 10 à 26 mètres de sédiments fins, la granulométrie superficielle et la teneur en sel varient selon le microrelief et les anciens écoulements naturels. Par exemple, une lagune s'étendait avant drainage sur 3000 hectares auxquels s'ajoutaient 6750 hectares de bordures submersibles, soit la presque totalité du fond de la vallée. Faute de drainage, la lagune se rétractait par évaporation. La concentration de la saumure provenant du ruissellement a augmenté la teneur en sel des terres. Le microrelief conduit à une répartition

spatiale du sel en taches. L'usage périphérique d'une ex-lagune dépend non seulement du sel mais aussi du risque de crue et des difficultés de drainage. Des essais d'amendements calcaires et de fumier ont été décevants malgré des réussites isolées. Le détournement des produits par des présidents de comité *ejidal* peu scrupuleux est parfois en cause mais la bonne procédure est de résoudre en même temps le sel, le drainage et les crues. Année après année, on voit, parfois cinquante ans après l'assèchement, une ex-lagune totalement utilisée.

3. Sols

Les cendres volcaniques sont riches en magnésium et en calcium. En altitude, le froid et l'humidité stabilisent l'hydratation des sols ; l'altération des minéraux donnent naissance à des produits (allophanes) qui fixent la matière organique (Duchaufour 1976). Répandus sur la Meseta tarasque, les andosols sont des sols riches excepté le phosphore qui est bloqué. Leur porosité facilite la recharge des nappes profondes et les lacs d'altitude sont absents malgré l'endoréisme. Pour emmagasiner l'humidité, des labours précoces favorisent la captation de l'eau des quelques pluies de saison sèche (*cabañuelas*). Le ruissellement est évité et la continuité capillaire cassée. Une porosité considérable autorise des semis et des levées en avril deux mois avant la saison des pluies. Ces pratiques permettent aux indiens de cultiver des maïs de cycle long, l'allongement du cycle compensant les froids d'altitude pour des rendements moyens (2 t/ha).

Dans le Bajío tempéré et les Terres chaudes, une saison sèche marquée contribue à modifier (par polymérisation) la matière organique. L'humus se combine aux argiles gonflantes. Le colmatage des bas-fonds augmente le contraste entre saison sèche et humide et accélère la polymérisation. Les fentes de retrait de saison sèche et le gonflage des argiles en saison humide entraînent l'incorporation profonde de la matière organique et l'homogénéisation du sol. Ces sols profonds, bien pourvus chimiquement et sans structures défavorables nécessitent de puissants moyens de travail et souvent leur drainage.

Aujourd'hui, la fertilité des sols de Plan est bien valorisée alors que, avant l'assèchement de la lagune, le Plan servait en grande partie de parcours et de terres de décrue pour le pois-chiche. La complémentarité de la vallée et des coteaux a toujours fonctionné même si cette complémentarité fonctionnait différemment jadis. La production du Plan reste problématique en année humide et celle de coteau est faible en année sèche. Cette complémentarité servira de fil directeur pour évaluer les contraintes et ébaucher le fonctionnement des exploitations agricoles.

II - L'HACIENDA ET SON ECONOMIE

Une inquiétude que brandissaient les opposants à la privatisation de l'ejido en 1992 était le retour aux haciendas. En fait, l'hacienda est à la fois une exploitation agricole de type latifundiaire et un mode d'organisation socio-politique. Ce mode n'a aucune chance de refaire son apparition du fait qu'il résulte de conditions historiques issues de la Conquête et d'une économie politique qui n'a plus cours. Quant à la concentration foncière, les modèles de prévision des années 1990 étaient évasifs ou contradictoires. Les études de dynamiques agraires locales, plus précises, ne mettaient pas en évidence le départ des petits agriculteurs. Des études, en particulier dans les régions d'élevage au nord, envisageaient une recomposition à l'intérieur des anciens ejidos (Dubois 1994).

Afin de comprendre un système capable d'une Réforme agraire exemplaire qui a permis à l'Etat de se consolider en même temps qu'il consolidait la nouvelle paysannerie, c'est-à-dire un Etat promoteur de la modernité même s'il n'a pas pu éviter les excès clientélistes et le *bandazo* final du néolibéralisme

outrancier, nous débutons l'analyse de l'hacienda par sa dimension technicoéconomique qui permet de la lier avec la violence sociale et la polarisation politique.

1. L'impasse socioéconomique

L'hacienda repose sur la capture historique d'une force de travail dans le but de mettre en valeur une grande propriété. Derrière l'apparence légale de l'endettement qui justifie l'attachement héréditaire d'une famille de péons à l'hacienda, l'appropriation spatiale et la violence d'un régime conditionnent ce contrôle par impossibilité pour la main-d'œuvre de se nourrir ailleurs. Le même régime vulnérabilise les communautés non contrôlées qui sont l'objet d'un accaparement et de conflits permanents, juridiques pour la forme et violents dans le fond. Comme le contrôle exhaustif des terres n'est pas à la portée du propriétaire individuel, le groupe des possesseurs partage l'intérêt de contrôler les terres et le régime dans une sorte de caste, sans que l'intérêt partagé se traduise par une solidarité des membres, bien au contraire.

Caractéristique du continent latino-américain, ce mode de production démarre par la Conquête militaire et religieuse, la religion renforçant la stratification sociale même si elle a attribué une âme aux indiens. S'ensuit la terrible dépopulation indienne principalement par maladies. La dépopulation a conduit au métissage rapide et à la marginalisation numérique des populations amérindiennes. L'empreinte féodale des conquistadores, par l'*encomienda* qui est un fief sur lequel le seigneur exige des tributs et des corvées ou la *merced*, qui est une concession proche de la propriété foncière, toutes deux déléguées par le roi, ont en commun une projection au sol démesurée. Ces immenses domaines ont fait de leur "propriétaire" les membres d'une élite garantie par la métropole espagnole.

Le système s'est perpétué pendant des siècles et continue à être présent dans de nombreux pays avec des conditions d'exercice renouvelées. Les haciendas d'aujourd'hui ne sont plus celles du siècle dernier, ni celles-ci n'étaient celles en vigueur au moment de leur création. De nouvelles institutions furent nécessaires, que ce soit dans l'église devenue banquière ou dans les liens familiaux avec la sphère économique et politique. L'échelle nationale et l'échelle de l'hacienda sont liées et dictent le fonctionnement technique et social d'une hacienda particulière. L'analyse de l'unité de production avec son système technique et social, sa rentabilité économique, le partage successoral, etc. aide à comprendre non seulement la production dans ses aspects comptables et dans le changement, mais aussi le système duquel elle est partie prenante.

Les typologies d'haciendas et les études de fonctionnement technique et économique sont rares. Les historiens ont davantage tenté de comprendre le mode de production à la lumière des théories du XIX^{ème} siècle. Pourtant l'hacienda peut être analysée sur la base des pratiques culturelles et des assolements. Plutôt que de décréter le système archaïsant, il est nécessaire d'examiner les objectifs et les contraintes (capital, main-d'œuvre, risque économique, déficience du marché) qui font que la supposée antique charrue de bois a été utilisée contre vents et marées. En effet, il n'y a pas de continuité entre un système social que la morale réproouve et que l'histoire a condamné et son système technique.

Par exemple, l'analyse comptable ne permet pas de comprendre à elle seule l'intérêt des acquéreurs d'haciendas. Il faut l'associer à l'économie générale, voire à la société pour cerner le besoin de caution bancaire et le prestige foncier. Aussi au XVII^{ème} siècle, la terre ennoblissait les propriétaires de mines et était, en période de crise, une option de repli et de diversification des activités. Chacune des fonctions données à la terre conditionnait le type de mise en valeur agricole. Au Venezuela pétrolier de la fin du XX^{ème} siècle, aucune amélioration de la basse productivité agricole n'est à attendre dans les riches terres de la plaine intérieure tant que le taux de profit dans la spéculation immobilière ou les

services est largement supérieur (Dufumier 1984). Au Mexique à la même époque, la tauromachie conduit une poignée d'éleveurs à perdre de l'argent au profit d'une image publicitaire valorisée dans d'autres activités (Bouet 1991).

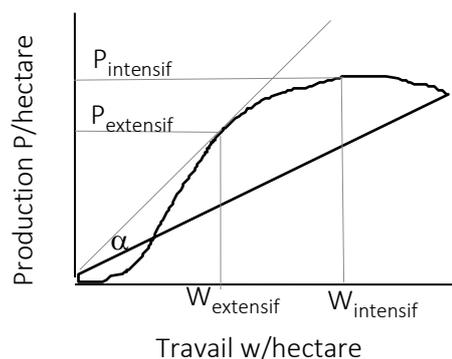
La variété des haciendas se révèle dans l'hacienda argentine (Bravo 1992), vénézuélienne ou dans la *fazenda* brésilienne (Hamelin 1992). De nouvelles haciendas se créent derrière les fronts pionniers au Brésil ou en Amérique centrale. Dans de nombreux pays, la réforme agraire fut un simulacre qui a rejeté les *peóns* sur des lopins non mécanisables où le maïs est insuffisant pour nourrir une famille et qui condamnent à se faire embaucher chez les latifundiaires. Une telle configuration sociale produit un aménagement particulier : les versants affectés par l'érosion sont cultivés en petites parcelles et les fonds de vallée fertiles demeurent en prairie, manière pour les haciendas de limiter les investissements et l'embauche.

L'hypothèse de la maximisation du revenu agricole sous contraintes : niveau d'investissements fixé par les opportunités extérieures, endettement, marchés incertains, revendications sociales, etc. permet de comprendre bon nombre d'haciendas. Au début du XIX^{ème} siècle, Karl Kraeger (1901) avouait sa surprise devant la non-utilisation de matériel importé (semoir, charrue) dans les haciendas du Bajío. A Ecuandureo, les propriétaires d'haciendas mécanisèrent le battage du blé et l'égrenage du maïs, tout comme ils utilisèrent des pompes pour assainir les parcelles inondées. Ce n'est donc pas le manque de capital ou d'intérêt qui bridait la modernisation. La démarche est de repérer les situations dans lesquelles l'outillage moderne n'est pas avantageux.

Avant la mise en place du réseau ferroviaire, la faiblesse des débouchés et les risques liés à la production, aux fluctuations de cours et au convoyage rendaient préférable de vendre moins une production à faible investissement monétaire quand on pouvait la perdre, ceci même si les ressources financières étaient satisfaisantes. Toutefois, l'explication est insuffisante pour les régions bien intégrées au marché comme le Bajío dont témoigne Kraeger. En période préindustrielle quand la substitution de la force de travail par le capital n'est pas envisageable, la pénurie de main-d'œuvre entraîne la conduite extensive. Travail du lever au coucher du soleil, prééminence de l'élevage et servitude pour dettes héréditaires (*peonaje*) sont les indices de cette carence. La mainmise sur les terres communales (*desamortización*) s'accompagnait de l'accaparement de la main-d'œuvre indigène. Lorsque la force de travail est rare, on démontre que, pour maximiser la production totale, il est préférable de travailler peu par hectare sur davantage de terre.

La production est maximale quand aucun gain supplémentaire de production (P intensif sur la figure 3) n'est obtenu avec plus de force de travail (W intensif). Quand la terre manque, on la travaille au maximum, comme c'est le cas des petits paysans européens. Il en va différemment des haciendas qui maximisent la production totale (et non pas par ha) en travaillant peu beaucoup de terre. On vise alors la pente α maximale sur la courbe reliant production obtenue et quantité de force de travail. C'est le principe de la conduite extensive sans recherche du rendement à l'hectare maximal. La force de travail épargnée sur une parcelle sert dans les autres et la stratégie maximise la production totale. Jachère, faible densité de semis, peu ou pas d'engrais et de fumier transportés sont caractéristiques. La stratégie limite aussi les risques de la sécheresse.

Figure 3 : Production escomptée en fonction de la force de travail investie sur un ha



Après la révolution industrielle, machines agricoles et intrants peuvent se substituer à la main-d'œuvre. Aux États-Unis, les équipements ont servi avant tout à étendre les surfaces, les rendements étant plus faibles qu'en Europe. Au Mexique, le bas coût de la main-d'œuvre par asservissement dans une société polarisée ne rendait pas la mécanisation compétitive. De plus à l'époque, l'outillage importé ne servait plus à augmenter la surface cultivée. Débaucher les péons casés (*acasillados*) aurait accru la violence et défait un système fondé sur le paternalisme et les dettes entretenues. L'extension des surfaces travaillées se serait aussi établie au détriment des jachères qui réduisent le temps de sarclage dans une culture. L'emploi d'engrais était limité au strict nécessaire pour maintenir le rendement sans accroître les mauvaises herbes. De plus, l'engrais minéral était cher et le guano exporté. Sans trancher entre l'hypothèse technique ou sociale, l'emploi de machines était possible, mais sans avantages immédiats et elles nécessitaient des filières et des compétences. L'explosion révolutionnaire a annihilé les tergiversations.

Ces éléments théoriques sur le choix entre l'intensif et l'extensif, qui conditionne la substitution d'une force de travail par la mécanisation, n'éclairent qu'une part des choix des haciendas. Ces dernières vont investir leur force de travail dans les productions les plus rentables, comme le blé, mais aussi les plus risquées et les plus avantageuses dans une économie du risque. L'étalement du travail sur l'année est également une nécessité et les pics de travail sont résolus par le battage mécanique. Jusqu'à l'arrivée du chemin de fer, le capital était un facteur aussi rare que la force de travail, comme l'attestent les hypothèques et les faillites. Seules les techniques qui augmentaient les rendements de manière fiable sans diminuer la productivité du travail étaient privilégiées, à savoir le drainage et le pompage pour l'irrigation des meilleures terres.

2. Les conséquences du système de l'hacienda

La population indienne a chuté au million un siècle après la Conquête où elle aurait atteint 30 millions d'habitants. Pour l'agriculture, les bras manquent sur des terres abondantes accaparées par une poignée de propriétaires. Au XVII^{ème} siècle, les lois de Composition légalisent les terres occupées. L'élevage est privilégié car il valorise la main-d'œuvre rare. L'abolition du travail forcé aurait fait exploser les salaires, mais l'appropriation foncière privait les péons d'alternative. Les exploitations céréalieres et sucrières et les plantations de henequen (fibre de cordage) du Yucatán passent par la coercition physique et juridique du *peonaje* pour dette pour s'attacher de manière héréditaire la main-d'œuvre.

Une hacienda était une microsociété fermée. Outils et nourriture étaient produits par et pour elle-même et le surplus était convoyé par les muletiers. Tout était calculé pour ramener les dépenses au minimum : investissement en travail, appel aux métayers et aux fermiers et présence d'un magasin (*tienda de raya*) pour s'affranchir du versement de salaires en espèces.

Cette servilité massive empêche le développement du marché intérieur, marché étriqué qui est en outre affecté par le risque. En effet, une agriculture peu artificialisée faute d'investissement exacerbe l'inclémence climatique qui affecte tous les producteurs. La demande étant constante, les prix varient fortement et alimentent la spéculation. Les grands propriétaires tirent profit des fluctuations monétaires à travers le stockage qui engendre la spéculation et amplifie les disettes, que les vice-rois n'ont cessé de combattre. L'économie du risque est renforcée par les difficultés du convoyage quand le banditisme est endémique. La spéculation des grands producteurs et des commerçants réduit l'émergence des producteurs moyens incapables d'affronter les risques. La faiblesse du marché intérieur accentue la dépendance envers l'Espagne et envers le secteur minier.

Le dicton *Un rancho* (ici : une petite hacienda) *ne peut survivre à 3 ans de bonne récolte* (Brading 1975) rappelle qu'une bonne récolte est générale et qu'elle entraîne l'écroulement des prix. Les faillites favorisent la concentration foncière. La conséquence est que le système de l'hacienda se renforce au cours des générations car il produit plus de perdants que de gagnants. Autrement dit, l'incertitude entraîne davantage d'incertitude. La monopolisation de la terre est supérieure aux morcellements que favorisent pourtant les faillites et les héritages. Le clergé est toujours gagnant dès lors que l'hacienda est endettée auprès de l'église, ceci sans compter que l'institution des dons perpétuel (*gravámenes*) pour la paix des défunts repose sur une partie des recettes de l'hacienda. Finalement, le morcellement successoral est limité par les mariages entre familles de la caste créole d'autant plus que legs et dons perpétuels à l'église pourvoient aux frais des filles au couvent.

L'église garantit le système de l'hacienda également par son rôle spirituel. A Quiringuicharo, le curé a révélé au propriétaire la confession du responsable de la grange brûlée, comme se plaisent à le rapporter les descendants des agraristes anticléricaux. La religion est bien sûr très présente chez les pauvres. Le *pistolero* Chavez aurait épargné Ecuandureo à cause de son saint curé. L'Indépendance en 1810 derrière le curé Miguel Hidalgo fut aussi une affaire religieuse.

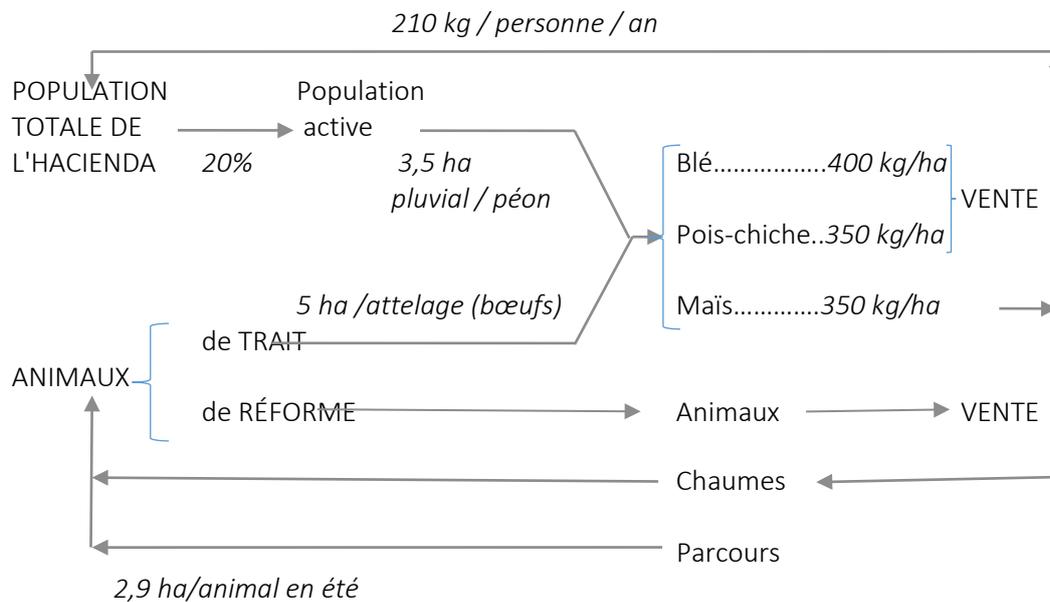
3. Rigidités sociales

Statistiques historiques, rapports du gouvernement et témoignages de ceux qui ont connu les haciendas des années 1930 ont permis de tracer les grandes lignes de l'histoire d'Ecuandureo. De la fin du XIX^{ème} au début du XX^{ème} siècle, les haciendas se sont transformées avec la disjonction croissante entre production et propriété.

En 1877, c'est-à-dire bien avant la Révolution, un délégué du gouvernement rapporte que la municipalité d'Ecuandureo ne produit rien. Le vol de bétail y est tel que les *rancheros* enferment leurs animaux nourris avec du fourrage achetés. Les haciendas paient jusqu'à 30 gardiens pour surveiller jour et nuit les parcours. Les coûts augmentent et les animaux sont plus rares. Quant aux métayers, soumis au remboursement de la moitié du coût du bœuf d'attelage perdu, ils optent pour le statut de péon avec une parcelle propre. Même excessif, le constat est instructif : la violence règne tout comme les incertitudes de la production agricole.

Le diagnostic est confirmé douze ans plus tard. En 1889, les ventes se résument au blé, au surplus de maïs les années favorables, au pois-chiche abondant autour de la lagune et aux animaux de réforme. Les *ranchos* de quelques centaines d'hectares de mauvais parcours n'y apparaissent pas.

Figure 4 : Production et vente dans les haciendas de la vallée d'Ecuandureo (d'après : Mémoire du Gouvernement 1889)



On calcule à partir des archives la production alimentaire qui procurait annuellement à chacun 210 kg de maïs (Figure 4). Le volume correspond à la ration minimale d'un adulte²³ et le maïs servait par conséquent aux besoins internes de la vallée. Dans l'hacienda de Colecio, chaque famille recevait 14 mesures par semaine, soit 1,1 tonne chaque année ou encore la production de 3,0 hectares. Les rendements paraissent faibles au regard des références actuelles, mais il s'agissait d'une milpa extensive sans engrais. Il n'est pas impossible non plus que la pluviosité et les rendements sortent, de la normale cette année-là, ce que valide l'écart réduit entre haciendas. Un volume de 1,2 tonne de maïs (3,5 ha x 350 kg / ha) est produit par un péon dont la famille consomme une tonne (toute la récolte est contrôlée par le propriétaire de l'hacienda). De par les autres emplois dans l'hacienda : vacher, majordome, irriguant..., un péon ou un métayer travaillait environ ce qu'un attelage rendait possible, soit 5 hectares. L'excédent de maïs (20 %) nourrit donc le reste des employés.

Les bénéficiaires dans la vallée d'Ecuandureo reposaient donc sur la force de travail employée dans l'élevage et hors saison. Le calcul de 5 hectares par attelage (2,5 hectares / bœuf) amène à considérer que ni veaux ni vaches ne sont comptés, car les péons avaient droit à entretenir jusqu'à 3 vaches dans les haciendas libérales. Toutefois, les produits mâles revenaient au propriétaire de l'hacienda et le péon devait payer un droit de pâture non négligeable : 6\$ l'an pour une vache à Las Fuentes, soit un mois de travail alors que, pour l'hacienda, la somme était insignifiante. Tout était bon pour entretenir les dettes.

La principale fonction du gros bétail semble avoir été le trait. Seules les haciendas isolées avec peu de labours élèvent du bétail pour la vente (La Soledad, Vargas, San José de Vargas) auquel s'ajoutent

²³ La moitié de la population rurale avait moins de 15 ans. La part des actifs dépassait à peine 20 % de la population car les femmes étaient écartées des tâches agricoles. Le calcul des coefficients ne fait appel qu'aux terres pluviales. On suppose que la production totale de l'hacienda inclut celle des métayers. On suppose également que les ordres de grandeur fournis par les propriétaires présentent une certaine fiabilité car la vérification était possible avec les données issues des registres de dîme. Les données sur le bétail sont probablement plus entachées d'erreur car les haciendas cachaient aux décimateurs l'effectif des troupeaux.

chèvres, moutons et porcs. D'autres objectifs sont assignés au gros bétail : vente des animaux de réforme, transport et fumure au champ (sans transport ni travail). La fumure au champ se contente d'entretenir la fertilité des sols et elle repose sur le transfert de fertilité depuis les parcours. Les quartiers de l'hacienda (*potreros*) appelés Majadas (un village a aussi ce nom) signalent la pratique de concentration de la fumure sur des parcs (*coral*) mobiles la nuit. Dans le village de Las Fuentes de nos jours, seules les parcelles de coteaux du quartier Majadas sont cultivées chaque année, c'est-à-dire sans jachère.

Près de 3 hectares de parcours subviennent à l'alimentation d'un animal en saison des pluies selon l'équivalence : 1 bovin = 4 caprins = 4 ovins. Le parcours était bien plus étendu qu'aujourd'hui puisqu'il incorporait les piémonts, le Plan inondé (les quartiers rappellent les usages passés : *Monte* -parcours, *Popote* -paille, *Tulillal*-jonchaie...) et les parcelles en repos bisannuel. Le parcours fournit une ressource faible encore que l'écart entre haciendas soit considérable : un animal profite d'un hectare à Ucácuaro et de 7 à Tinajas de Vargas. Comme la qualité des ressources ne varie pas dans un tel rapport, l'écart traduit, dans le second cas, une surface en parcours non limitante et du maïs fortement limité (pour les cannes) alors que, dans le premier cas, le parcours suffit à peine aux animaux de trait.

Deux types d'haciendas se distinguent par la nature et la quantité de surplus. Le premier type, faite de terres irriguées, est spécialisé dans l'élevage extensif, le maïs limité alimentant hommes et animaux. Le second diversifie sa production irriguée et les produits d'élevage. Quand le train dessert la vallée, ce type produit des oranges, du pois-chiche, du blé ainsi que chèvres, moutons, porcs et gros bétail.

Le surplus par travailleur est faible sauf sur les terres irriguées. L'asservissement par la dette figeait un système qui ne pouvait pas se défaire d'une main-d'œuvre bon marché et peu productive. Malgré les discours de travail du lever au coucher du soleil, quelle motivation l'animait sans espoir d'amélioration ? Les fermiers et les métayers auraient dû se généraliser, ce qui aurait entraîné l'élimination du péon, mais on a vu que la classe moyenne était pénalisée dans une économie du risque faite de spéculation et d'absence d'équipement. Le capital manquait aussi aux haciendas et même les propriétaires de mines et les grands commerçants rechignaient à investir dans une activité agricole criblée d'incertitudes et de contraintes sociales alors qu'ils construisaient de magnifiques demeures (*casco*) et investissaient dans des silos nécessaires à la spéculation. A Ecuandureo, les travaux de drainage sont restés partiels car l'apport annuel de boues par les crues épisodiques du lac et la culture de décrue étaient conformes à l'objectif de ne pas épandre d'engrais acheté.

Avec 200 ha, Majadas est en 1889 le plus petit *rancho* de la vallée. Moins de la moitié de la superficie est en cultures. La plus grande hacienda, Quiringuicharo, dépasse 2000 hectares, dont 160 irrigués et 700 en agriculture pluviale. Un milieu écologique partiellement aménagé fixe les cultures et le niveau d'intensification (Tableau 3).

Tableau 3 : Systèmes de culture des haciendas selon le milieu et les aménagements (vallée d'Ecuandureo)

	Cultures irriguées	Sans irrigation
Plan inondé	Blé chaque année	Pois chiche chaque année ou Parcours
Plan sain ou risqué	Maïs - Blé - Pois chiche	Maïs - Pois chiche suivis d'une année de jachère
Piémonts		Maïs - Pois chiche puis jachère ou Parcours
Ecuaro (défriche-brûlis)		Maïs - Jachère longue

Sous l'hacienda, le pois-chiche était assez valorisé, davantage quand il fut possible de l'exporter avec le train. Comme on l'a vu, sa faible consommation en eau et la fourniture d'azote au sol lui permettent d'être cultivé dans des contextes et pour des fonctions variés. Son omniprésence est aussi liée à une faible exigence en travail : labour, semis à la volée, unique sarclage pour un semis précoce. En 1889, quatre *ranchos* vendent des porcs. Fanes et graines de pois-chiche sont vendues aux villes voisines de Tanhuato et La Piedad, spécialisée dans l'élevage porcin. Tant que le lac n'est pas asséché, bien après la Réforme agraire, le pois-chiche continue à être produit. Au pois-chiche "structurel" s'ajoute en année pluvieuse le pois-chiche conjoncturel semé après la récolte du maïs.

Le pois-chiche se prêtait à l'agriculture extensive (sans engrais). Une conduite expéditive économise le travail manuel et permet d'étendre les surfaces cultivées. Alors qu'on se serait attendu à voir l'attelage de chevaux, ce n'était pas le cas. La lenteur du bœuf limite le bris des charrues en bois et, dans les terres lourdes, il laboure plus profond. Mais il n'exécute que la moitié de la surface réalisée avec des chevaux. En fait, le bœuf est le symbole d'une économie paysanne : apte au trait dans des contextes peu spécialisés, il fournit viande et lait. L'utilisation du bœuf rapproche l'hacienda de l'économie paysanne qui réduit les dépenses monétaires. Privilège des propriétaires, le cheval est un symbole autant qu'une économie. Il s'est démocratisé dans la petite paysannerie après la Réforme agraire, en particulier après l'abattage sanitaire des bovins de 1948.

Le calendrier agricole commande également la productivité de l'hacienda. La pénurie de travail s'aiguise lors des pics saisonniers. Les difficultés de labourer le Plan étaient moindres qu'aujourd'hui avec un tracteur, mais la vitesse de l'attelage était également moindre. Desséchées dès février, les terres sont dures à travailler ; humides, elles sont lourdes et on doit attendre le ressuiement. Une partie des terres est préparée en avance, mais l'alimentation des animaux avec les chaumes sur pied et la fumure libèrent tardivement les parcelles et reportent labour, second labour et préparation des semis aux premières pluies. Le temps presse alors car le sol devient incohérent. L'usage est de changer l'attelage en milieu de journée et, pour les sols les plus difficiles, quatre animaux tractent la charrue.

Les récoltes de décembre mobilisent la main-d'œuvre qui doit en même temps réaliser le battage du blé et l'égrenage du maïs. Femmes et enfants sont mobilisés et ces opérations ont été les premières à être mécanisées pour dégager la main-d'œuvre vers les cultures irriguées. Une fois le blé mis en place, l'irrigation mobilise les manœuvres munis de pelles (*paleros*) et les enfants pour l'arrachage des mauvaises herbes. Le reste de la force de travail se consacre en saison sèche à l'entretien des clôtures, des diguettes et des drains. Les gros ouvrages d'irrigation, de drainage et d'édification de digues sur la lagune s'étaient le long de la saison sèche. L'épierrage des parcelles de piémont n'a eu lieu qu'après la Réforme agraire quand les petits producteurs n'avaient pas les attelages pour cultiver le Plan. Les terrasses sont peu nombreuses au Mexique et on se contentait d'aligner (*se alfilaba la piedra*) les pierres dans les lignes de culture pour éviter que la charrue ne détériore le maïs, travail recommencé chaque année.

L'attelage de bœufs, l'aire de bois, un drainage partiel, l'absence de terrasses de cultures... tout converge sur la conduite extensive due à une main-d'œuvre insuffisante par manque de motivation et à une économie du risque qui empêchait capitalisation et décollage économique. Le risque empêchait l'émergence d'une classe moyenne et congelait la polarisation sociale dans un piège sans évolution. L'arrivée du train va dynamiser la société rurale et poser de nouveaux défis au maintien du cadre séculaire.

4. Les perspectives du train

L'élevage extensif se développe avec la colonisation : dans le Bajío au départ, dans le nord du pays au XVIIIème et enfin sur les cordillères isolées au XIXème siècle (Cochet 1990). A chaque étape, la saturation des marchés en viande et en animaux de trait favorise le passage à l'agriculture. Dans la vallée de Zamora, la rupture est consommée au début du XIXème siècle.

Un siècle plus tard en 1899, la construction du chemin de fer ébranle une seconde fois la région avec la sécurisation des échanges et l'extension des marchés. Dans la vallée d'Ecuandureo, l'hacienda de Las Fuentes se dote d'un quai d'embarquement et sa voisine, Ucácuaro, édifie une gare. Dans les premiers temps, la faible concurrence interrégionale leurre les producteurs dont chaque initiative aboutit. L'économie est dopée et la valeur foncière grimpe, permettant d'emprunter davantage. La diversification explose avec la pomme de terre, le tabac, la canne à sucre, la patate douce, l'orange en plus des productions traditionnelles.

Pourtant, la diversification ne perturbe guère le statut technique de l'hacienda : charrues en fer et chevaux ne sont toujours pas utilisés. La machine à vapeur apparaît à Ucácuaro et à San José pour pomper l'eau au-dessus de la digue de protection contre les débordements du plan d'eau. Seuls la pomme de terre et le tabac reçoivent le fumier. Doit-on conclure que la fertilité du sol est une contrainte mineure relativement aux débouchés et au manque de capital ?

« Les troupes françaises firent halte quelques jours à Zamora. Un rapport demanda au maire de vendre au plus offrant le *fumier** abondant [...]. Il eut beau se renseigner, personne autour de lui ne pouvait lui expliquer le sens du mot fumier, ni monsieur le curé, ni les vicaires qui connaissaient pourtant si bien le latin. On se résolut à appeler l'interprète qui daigna répondre avec insolence que *fumier* signifiait fumier. [...]

* En français dans le texte.

Et nous, qu'est-ce que nous allons faire de ce fumier quand nous n'en avons que trop chez nous tous les jours ? Afin d'éviter les ennuis, Monsieur Jiménez acheta pour lui tout le fumier des chevaux français » (Ruiz 1940).

Les officiers français se méprenaient déjà sur l'agriculture mexicaine. Le modèle européen reposait sur une petite paysannerie intégrant agriculture et élevage. Les cultures fourragères ou sarclées (trèfle, navet...) et le fumier avaient éliminé la jachère et intensifié au maximum l'usage du sol au détriment de la productivité du travail (on travaille beaucoup pour un gain supplémentaire réduit). Ce modèle d'économie préindustrielle n'était valide que sous la condition d'une faible disponibilité de terres labourables. Au sortir de l'hiver, l'épandage soigneux des volumes de fumier mobilisait du travail. La dégradation de la productivité du travail fut simplement imposée par la croissance démographique qui, en même temps, avait accru la demande urbaine et les prix (Boserup 1970).

Au Mexique, seuls les vergers étaient fumés. Les vertus du fumier étaient connues et l'absence de son application relève, outre la baisse de la productivité du travail, de plusieurs conditions. En premier lieu, un climat clément sans hiver marqué autorise la divagation des animaux toute l'année et par conséquent la fumure libre des pâtures. En second lieu, le repos bisannuel des terres permettait une double fumure : l'une au moment des chaumes, l'autre sur végétation de jachère. La collecte du fumier dans les parcs de nuit, son épandage et le labour d'enfouissement auraient réquisitionné trop de main-d'œuvre. Si le gain de l'enfouissement est appréciable pour la fertilité des champs, ce gain n'a pas été jugé suffisant au vu de l'usage des péons pour d'autres tâches. Il aurait pu faire disparaître les avantages de la rotation bisannuelle sans tirer parti des terres libérées. Le fumier enfoui devient un avantage lorsque la population croissante peut mieux traiter les terres sans usage alternatif.

Au début du siècle dans la grande hacienda de Quiringuicharo, le blé est remplacé par une dizaine d'hectares de canne à sucre dont la culture mobilise les ressources en eau. Le moulin est transformé en moulin à sucre. Au même moment, l'hacienda de Guaracha dans la Ciénega de Chapala voisine avait une sucrerie industrielle approvisionnée par plusieurs centaines d'hectares de canne. Les haciendas développaient aussi les vergers et Las Fuentes vendait les oranges de 5 hectares irrigués. Le pois-chiche à gros grain s'exportait, le blé à Guadalajara et Monterrey et le fromage à Mexico. L'amélioration de la production laitière reposait sur la betterave fourragère et la luzerne irriguées à Ucuácaro. Le bois de chauffe des parcours était utilisé pour générer la vapeur au point qu'aujourd'hui un type d'arbre (*guanuno* non identifié) aurait disparu. Si, passée la Réforme agraire, l'élevage des porcs et des chèvres subsiste, le mouton disparaît de la vallée, son élevage se retirant en altitude à plus de 2000 m (Purépero, Meseta tarasque). L'explication serait liée à la qualité de la laine si on en croit l'idée que seuls les tondeurs venus des Altos de Jalisco étaient assez habiles pour nettoyer la laine du fruit piquant d'une mauvaise herbe.

5. La polarisation sociale

A Tinajas de Vargas qui faisait partie d'une hacienda isolée, le propriétaire rendait sa justice et pendait lui-même. La force de travail était toutefois précieuse et son exploitation dépendait du dosage entre coercition et encouragement paternaliste à la productivité. Dette héréditaire et contrôle précoce des terres communales étaient les principaux moyens pour s'attacher la main-d'œuvre. Le magasin à grains, protégé, matérialisait la domination sur les péons dont l'alimentation en maïs était comptée.

Quant aux encouragements, ils passaient par la mise en place d'une hiérarchie interne. L'amélioration des conditions de vie était concédée chichement sous la forme du prêt d'une parcelle à défricher ou du métayer casé (*mediero acasillado*). Le métayer casé présentait des avantages : l'amélioration du statut de péon s'accompagnait d'une bonification sur la qualité et la quantité de travail effectué ;

l'hacienda s'épargnait l'encadrement des travailleurs ; et le métayer valorisait des terres marginales, comme à Ucácuaro avec les terres inondables destinées au maïs (Zendejas *com.pers.*).

La concurrence des métayers avec des fermiers extérieurs permettait d'améliorer la productivité. Toutefois, le fermier a accès aux bonnes parcelles contre une location payée à l'avance. Il paie des salaires en espèce aux ouvriers. Il cultive aussi les terres litigieuses ou envahies comme c'était le cas à Quiringuicharo où le propriétaire donnait en location les terres à la limite du *fundo legal* d'Ecuandureo, vieille propriété accordée par le vice-roi à la communauté originelle.

La communauté des péons casés est strictement contrôlée, mais les péons ont le pouvoir des faibles. Un minimum de confiance libère la surveillance et le paternalisme est l'option qui prévaut sur la violence brutale. On peut se demander si l'absence des femmes dans les champs quand manque la main-d'œuvre ne relèverait pas de ce pouvoir.

Le paternalisme ne va pas jusqu'à créer des écoles dans les haciendas. Les péons étaient analphabètes, ce qui leur a créé des difficultés. Après la première répartition de terres et la création du premier ejido au chef-lieu Ecuandureo, la suivante touche onze ans plus tard l'hacienda de Las Fuentes voisine du *fundo legal*. Vivant à Guadalajara des rentes de plusieurs haciendas, Doña Clementina Llanos était la seule propriétaire qui ne vivait pas dans la vallée. L'absence et l'analphabétisme eurent une conséquence malheureuse pour les péons : le majordome d'origine espagnole qui était le seul en mesure de lire le courrier a vendu les animaux au lieu de les remettre aux péons.

L'autre option était la violence, tant chez les propriétaires que chez les bandits de grand chemin. Religiosité et acceptation du joug social coexistaient avec la cruauté et vivre avec la mort est au Mexique l'amalgame des cultures espagnoles et précolombiennes.

Après les *encomiendas* féodales qui avaient mobilisé la main-d'œuvre sous la forme de corvées, le *peonaje* pour dettes et l'éviction des indiens de leurs terres furent les solutions pour capter la main-d'œuvre. Mais le servage a rigidifié un système devenu incapable de s'adapter quand les États-Unis se développaient avec ses propre paysans et des esclaves noirs après avoir éliminé les indiens. La différence avec les Etats-Unis fut sans doute l'industrialisation de ce pays en mesure de mécaniser l'agriculture qui trouvait un débouché dans le pays et à l'étranger. Au Mexique, la recherche d'une rente à moindre investissement a entretenu la sclérose qui n'a pas davantage permis le développement du secteur industriel faute de marché interne. Seule une révolution pouvait engendrer une rupture et un dynamisme original.

III - L'INCERTITUDE AGRAIRE : 1930-1940

Vingt ans après la Révolution, l'ancien gouverneur du Michoacán devenu président de la République, le général Lázaro Cárdenas, applique la Constitution de 1917. Il initie la plus ambitieuse réforme agraire d'Amérique latine. Il estime que le décollage du pays doit reposer sur le développement agricole, la mise en valeur des régions et l'instauration de la sécurité dans les campagnes.

Voies de communication et aménagements favorisent l'intégration du pays après le décollage économique amorcé par le chemin de fer. Le marché concurrentiel et le crédit rural chassent une partie des caciques et des usuriers. Le rêve de prospérité contribue à atténuer la violence. A la différence de ses prédécesseurs, le général estime que la pérennité du décollage repose sur une oligarchie foncière contenue et des pauvres en mesure de vivre dignement. Cárdenas dut lui-même se protéger des visées de l'ancien président Calles et d'une partie de l'armée (Orozco, 1987). L'État

devenait légitime sur la base d'un contrat avec une majorité : plus de la moitié des terres réparties l'a été sous Cárdenas.

Le chemin de fer avait dynamisé les régions jusqu'à la révolution longue de sept ans entre 1910 et 1917 suivie de guerres civiles. Des capitalistes avaient investi des fortunes pour drainer, irriguer et même installer des trains intérieurs dans les haciendas. Ainsi les milliers d'ha des Ciénegas de Chapala et de Zacapu sont assainies au début du siècle avec des capitaux espagnols et anglais et du matériel souvent européen, en particulier des pompes allemandes (Bœhm 1988 ; Reyes 1989). Cette classe agressive refuse de se laisser déposséder. Malgré les recours juridiques et les visites des entrepreneurs à leur *compadre* ami de longue date, Don Lázaro demeure inflexible. Déjà, leur confiance dans l'agriculture était émoussée à cause de la violence. C'est la raison pour laquelle, aux exceptions près, la réforme agraire se réalise sans coups férir à tel point que des propriétaires donnent aux péons trop dociles l'ordre de travailler la terre à leur compte pour les protéger de l'agressivité des communautés voisines. Les propriétaires prévoyants ou chanceux s'étaient repliés assez tôt sur des activités urbaines ou avaient acheté des terres dans le nord du pays en cours d'aménagement.

Le premier ejido dans la vallée d'Ecuandureo est créé en 1927 avant que Cárdenas ne soit gouverneur de l'état. Cet ejido est créé sur la base du *fundo legal* dont les terres ont toujours été l'objet d'âpres contentieux. La demande a fait resurgir l'idée d'une communauté indigène disparue depuis longtemps. Dans les haciendas, des agraristes tiennent des réunions secrètes et dépêchent un des leurs auprès du gouverneur à Morelia. Dans une ambiance parfois violente (Ochoa 1989), les démarches ont lieu en ordre dispersé. Elles doivent leur succès grâce à l'indéfectible volonté gouvernementale. Les ventes anticipées et les prête-noms ne résistent pas et, au terme de la procédure, la propriété privée ne dépassera pas le seuil fixé par la loi. Initiée par le haut, la réforme agraire est effective, et les nouveaux paysans disposent souvent de bonnes terres. A Ecuandureo, comme les terres du Plan sont inondables, les propriétaires gardent souvent les parcours et l'élevage, ce qui leur permet de maintenir une partie du bétail.

Deux années 1936 et 1937 sont nécessaires pour démanteler les haciendas et organiser les ejidos de la vallée. Celui d'Ecuandureo est agrandi (*ampliación*) dès lors qu'une demande démontre l'existence d'une propriété au-dessus du seuil légal. Le territoire de l'ejido est souvent fabriqué à partir de morceaux de plusieurs haciendas. La rationalité d'exploitation et l'équité y gagnent même si la répartition est l'occasion de querelles.

En 1957, la lagune de propriété fédérale est répartie et redonne espoir à deux ejidos qui reçoivent donc des portions de lac comme droit foncier. Des propriétés privées sont fragmentées et vendues. Des *ejidatarios* de Las Fuentes achètent le verger et le siège de l'ex-hacienda. En 1959, l'ejido obtient une ampliation sur des parcours.

Tableau 4 : Calendrier des dotations ejidales dans la vallée d'Ecuandureo

	Dotation initiale	Ampliation	
Ecuandureo	1927	1937	
Las Fuentes	1936	1959	
Quiringuicharo	1937		
La Soledad	1937		
San José de Vargas	1937	1968	lagune
Tinajas de Vargas	1937	1968	lagune
Puerta de Vargas	1937	1968	lagune

Colecio	1937		1968	lagune
Ucácuaro	1938		1968	lagune
Estancia de Gómez	1937			
Majadas	1957	lagune		
Maravillas	1956	lagune		
Emiliano Zapata	1964			

Le dernier ejido est créé en 1964 par des péons du chef-lieu qui revendique une propriété située en haut du volcan Cerro Blanco. Aux premiers temps de la réforme agraire, la peur ou la loyauté envers les propriétaires a souvent rendu difficile l'établissement des ayants droit. Mais en 1964, une mauvaise terre ne bénéficie qu'à trente bénéficiaires parmi deux cent vingt demandeurs. Il en va de même pour une ampliation de Colecio prévue pour douze et que se répartissent quarante personnes. Le cycle de la Réforme agraire se termine dans la vallée avec l'assèchement de la lagune en 1970 qui permet à tous les ejidos qui l'avaient sollicité de recevoir une ampliation.

1. Dynamique de la propriété privée

Dans l'insécurité qui s'éternise depuis la Révolution, le propriétaire hésite entre vendre le fonds et maintenir l'activité agricole. Les enfants scolarisés s'installent en ville sans solution pour la succession. La famille la plus prospère de la vallée parvient à maintenir une présence par le truchement de prête-noms et l'aide d'un parent qui siège au Secrétariat de la Réforme agraire. Sauf à Quiringuicharo grâce à l'irrigation et à Ucácuaro avec de bonnes terres pluviales, les propriétaires optent pour les parcours avec une partie des troupeaux. Mais sans chemins, sans maïs et sans eau, l'élevage n'est plus rentable. Si les petites propriétés privées en deçà du seuil légal ne sont pas inquiétées, elles subissent le même sort successoral : partage entre descendants pour des propriétés exiguës à Torcasas ; Majadas est vendu aux fermiers locaux dans les années soixante.

La grande propriété privée cherche des solutions innovantes et désormais intensives. Le départ des frères et sœurs privilégie, par le rachat ou la location aux veuves, le descendant qui arrive parfois à reconstituer un domaine à la limite du seuil fixé par la loi. La petite propriété privée de plusieurs dizaines d'hectares disparaît peu à peu. La pression des agraristes ne se dément pas, qu'ils soient laissés-pour-compte de la Réforme agraire ou fils d'*ejidatarios* sans droit, seul l'un d'entre eux pouvant hériter. Ils envahissent les propriétés (Colecio, La Soledad), sollicitent des ampliements et procèdent à des achats collectifs dans les années cinquante. L'argent est issu de la migration et de la vente de bétail et des groupes d'*ejidatarios* forment des sociétés indivises (*mancomunadas*) : Maravillas, San José de Vargas, Las Fuentes, ainsi qu'à Ecuandureo, le chef-lieu, avec Emiliano Zapata en 1987.

L'intimidation est passée dans le camp des agraristes qu'appuie le gouvernement. Malgré une protection légale (*amparo*) obtenue en 1953, le propriétaire Trinidad Chavolla ne peut empêcher l'invasion d'une partie de ses terres (La Brisa), encore sans solution légale vingt ans après. Dans les années 1980, un propriétaire a pu évincer et remplacer plus de soixante *ecuareros* devenus menaçants pour sa propriété légale en parcours. Pour éviter les représailles physiques de la part des propriétaires, les envahisseurs utilisent la même technique que les haciendas sur les terres mal protégées par la Couronne : ils donnent en location les terres envahies au statut incertain aux éleveurs privés de Majadas, terres qui restent en prairie au lieu d'être cultivées. L'illégalité de l'invasion n'empêche pas que l'ejido reçoive une autorisation officielle de forage d'un puits. Dernières tentatives de la part de propriétaires absents : les plantations d'agave dans les parcours, à l'abandon vingt ans plus tard. Parallèlement, les propriétaires issus des fermiers aisés qui achètent la terre à Majadas et Ecuandureo ne sont pas inquiétés.

Les propriétés privées ont perdu avec la terre le droit sur les sources et les cours d'eau. Ce sont les premières à développer l'irrigation avec des forages. Un propriétaire favorisé par un captage abondant vend l'eau aux *ejidatarios* voisins, l'objectif économique s'accompagnant d'une visée politique en s'assurant une clientèle. En effet, les propriétaires s'intéressent aux parcelles *ejidales* qui disposent d'irrigation et de crédit. Cette stratégie d'extension "horizontale" est néanmoins limitée au contrôle de deux ou trois droits *ejidaux* de 4 à 5 hectares chacun. L'extension horizontale étant limitée, ils développent la dimension verticale avec unité agroindustrielle : aliments de bétail, porcs, fret et location de matériel. L'achat de terres est envisagé dans le nord du pays. Les nouvelles propriétés moyennes, en terres pluviales ou en parcours, se maintiennent sans s'étendre.

Globalement, la réforme agraire au temps de Cárdenas est une réussite avec le démantèlement de toutes les haciendas et la mise en place massive de la petite paysannerie. Dans les détails, des difficultés pratiques ont émergé et se sont souvent perpétuées sous la forme de procédures juridiques des uns et des autres. La moindre volonté des gouvernements ultérieurs de perpétuer la réforme agraire massive est en cause. Le statut du lac d'Ecuandureo est emblématique et il a fallu un demi-siècle pour que les terres asséchées en 1970 soient cultivées. Jadis la lagune s'asséchait et les clôtures de pierre existantes sous l'eau délimitaient ce qui appartenait à chaque hacienda. Le mauvais drainage favorisait l'herbe et, sur cette base occasionnelle, le propriétaire Trinidad Chavolla fomentait la dotation de la lagune fédérale à deux villages en 1957. Disposant d'appuis, il tentait de dévier les revendications sur sa propre hacienda. Les communautés dotées d'un plan d'eau n'ont cessé alors de faire pression sur le gouvernement pour que soit creusé le canal de drainage de plusieurs dizaines de kilomètres de long. On a vu que vingt ans après l'assèchement du lac, les terres restaient sous-utilisées faute de drainage et d'amendement calcaire.

2. Dynamique de l'ejido

Dans les haciendas, une poignée d'agriculteurs se mobilisent pour répondre à la demande du gouvernement Cárdenas. Ils le font dans le secret pour éviter la milice du propriétaire (*guardias blancas*). Ils se recrutent parmi les travailleurs de l'hacienda, y compris majordome et métayers casés. De la partition initiale entre loyalistes (à l'hacienda) et agriculteurs vont résulter différents types de scissions : départ des métayers avec le "riche" (le propriétaire), expulsions pures et simples des uns ou des autres, etc. La majorité des travailleurs se retrouvent *ejidatarios*. Si les domestiques et les péons sont inscrits sur la liste *ejidale*, les étrangers (issus d'autres haciendas) sont refusés par les communautés soudées pour l'occasion. Ce front de refus est tel qu'il permet à l'ejido de Colecio d'atteindre les 143 droits légaux qu'en 1983 et celui d'Estancia de Gómez n'a laissé aux étrangers que des terres incultivables qui les obligeront à partir.

Un métayer garde les deux à trois parcelles qu'il cultivait, soit 4 à 5 hectares. A Quiringuicharo, il ne reçoit que la moitié cultivée des 10 hectares, le repos bisannuel de la terre disparaissant avec la répartition foncière. A Tinajas de Vargas, le manque de terres cultivables ne permet de doter les familles qu'avec 1,5 ha, mais l'immense parcours permet de maintenir le repos bisannuel de la terre jusqu'en 1964. A San José de Vargas, le propriétaire de l'hacienda pratiquait une culture tous les trois ans et l'abondance de terre a permis ultérieurement de maintenir la rotation bisannuelle jusqu'en 1970. Sur l'extension non irriguée d'Ecuandureo, à San Vicente, l'*ejidatario* reçoit 11 ha, alors que dans le Plan inondable, virtuellement irrigable, la dotation n'est que de moitié. Inutile de dire que les bénéficiaires des 11 hectares non irrigués furent privilégiés dans les premiers temps.

A Ecuandureo et Quiringuicharo, les casiers d'irrigation (*cajas*) (parcelle de vallée de plusieurs dizaines d'ha dont l'endiguement permet d'emmagasiner l'eau d'une rivière) deviennent collectifs. Les années pluvieuses, elles irriguent les parcelles *ejidales*. Les ajustements fonciers peuvent aussi être

complexes. Alors que l'ejido de Munguía récupérait des terres de La Soledad, cette dernière compensait avec celles de Quiringuicharo qui s'est fait doter sur l'hacienda La Noria. Mais l'éloignement de celle-ci s'est traduit par le désintérêt vis-à-vis de l'agriculture voir le chapitre sur l'irrigation).

Les bœufs de trait, ainsi que le crédit, manquent aux nouveaux paysans. Pour survivre, chacun plante du maïs sur les coteaux défrichés par le feu. Les premiers qui disposent d'un attelage, par achat ou en dressant de jeunes bovins, étendent leur terre sur les parcours labourables de piémont que l'administration n'avait pas jugé utile de répartir. Les sols légèrement sodiques sont récupérés avec le fumier devenu précieux. Sauf exception, les ejidos abandonnent canaux et digues car leurs bénéficiaires n'ont pas les moyens de les entretenir. La culture du blé est abandonnée.

Paradoxalement l'époque constitue une aubaine pour les *ranchos* isolés dans la montagne : Patzímaro, Los Morenos, etc. Ils vendent des animaux de travail ou prêtent un attelage contre l'équivalent d'un hectare de récolte, soit 20 % du produit. Jusqu'aux années 1950, les *ejidatarios* s'approvisionnaient en animaux dans les Terres chaudes. La mise en valeur des coteaux exige l'arrachage à la pioche des acacias, le travail manuel de la terre et l'épierrage, ce que l'hacienda n'avait jamais réalisé.

Dans les communautés, la différenciation économique se met en place. Un deuxième attelage permet de travailler davantage de terre et même de s'approprier les coteaux collectifs. L'accroissement démographique conduit dans les années 1970 à poursuivre le défrichement des terres hautes et pierreuses, les *ecuaros* travaillés à la main. Les bœufs sont un enjeu économique au même titre que les terres. Des villageois de Colecio et de Puerta de Vargas s'octroient par la force, *a la brava*, des lopins supplémentaires, quelques hectares tout au plus. Deux communautés inscrivent enfants et ceux à naître comme ayants droit. Mal en prit à l'une d'elles car l'impossibilité de cultiver s'est traduite par leur dépossession au profit des ejidos voisins.

Les difficultés initiales mènent des villageois sur le chemin de l'exode. Poursuivant l'expérience migratoire vers la récolte de la canne à sucre sur le Golfe du Mexique, d'abord les métayers expulsés puis les *ejidatarios* ou leur fils partent. Le départ aux États-Unis est facilité par l'accueil contractuel de manœuvres, le programme *Bracero*, qui commence en 1942 durant la Seconde Guerre mondiale. Les incertitudes sur l'avenir de la réforme agraire et les opportunités de départ font que, au tout début de l'ejido, des droits soient vendus parfois contre une simple bouteille d'alcool.

Les usuriers sont alors un mal nécessaire, le double de la somme étant rendu à la récolte, le triple en cas de retard (*habilitación*). L'avance et le remboursement, de même nature, peuvent porter sur des grains, un vêtement ou de l'argent. Ce type de prêt est parfois consenti par un *ejidatario*. Plus généralement, il est du ressort des métayers et des commerçants. Là encore, il n'a pas entraîné une concentration foncière du fait de la surveillance de l'administration. Seule une famille à San José de Vargas travaillait en 1990 60 hectares obtenus par la pratique usuraire. Les crédits de Banrural instaurés en 1965 ont mis un terme à cette forme de crédit.

Comme tout le monde n'a pas accès à la terre, les fils d'*ejidatarios* inclus, les ejidos rebattent les cartes sociales : paysans sans terre d'un côté et ayants-droits de l'autre. Les premiers dépendent des seconds pour l'accès à une parcelle à défricher sur le parcours. De leur côté, les *ejidatarios* récupèrent parfois un ou deux droits supplémentaires, patrimoine vite partagé à la génération suivante. En 1990, peu de familles disposent de plus de deux droits et, dans la plupart des cas, il s'agit de la parcelle d'un migrant qu'il récupère à son retour.

Dès sa naissance, l'ejido structure une société villageoise inégale. C'est paradoxalement l'époque des grands métayers et fermiers selon deux mécanismes. Le premier résulte de leur expulsion précoce qui

les a conduits au nord du pays ou aux États-Unis. Ils sont à l'origine de nouvelles filières d'accueil et d'étapes pour les candidats ultérieurs à la migration illégale. Cette prospérité conduit au retour dans la vallée d'une partie de la famille qui a pu prêter de l'argent ou établir un commerce. Les fils des anciens métayers expulsés deviennent des notables (Rionda 1986).

Le second mécanisme favorable aux grands métayers est l'ouverture du marché locatif grâce à plusieurs modalités : les terres des absentéistes, celles des propriétaires qui ne peuvent justifier la légalité de leur droit, et les terres *ejidales* risquées ou peu travaillées faute d'animaux et de capital. Les grands métayers ont pu acquérir dans la vallée jusqu'à 14 attelages de bœufs. Ils sont parmi les premiers à acheter des tracteurs dans les années soixante (que certains ne pourront pas rembourser) où cette forme de production culmine. Des métayers cultivent alors plus de 80 hectares, mais la consolidation économique et juridique des ejidos et de la propriété privée signe leur disparition.

3. La communauté *ejidale*²⁴

La collectivité *ejidale* est principalement issue de la communauté de péons de l'hacienda. L'identité villageoise s'est renforcée avec les revendications des agraristes et l'expulsion des étrangers. Hier sous le joug du propriétaire, les rivalités anciennes s'exacerbent d'autant plus que l'ordre politique issu des agraristes ne correspond pas toujours avec la hiérarchie issue de la différenciation économique. Si la communauté est soudée dans ses demandes au gouvernement, elle n'a pas les moyens d'entretenir les ouvrages collectifs, voire de faire face à l'invasion par une communauté plus vindicative. La voirie n'est pas améliorée faute de travaux collectifs, ceci en opposition aux communautés indiennes mieux organisées en termes de chantiers collectifs. Les dissensions sont consécutives de l'inégalité initiale pourtant mince. Ainsi les métayers disposent d'une parcelle défrichée alors que les plus démunis dépendent du comité *ejidal* pour le prêt d'un lopin ou d'un métayer pour celui d'un attelage. La communauté se soude aussi, avec ou sans la loi, pour interdire à un étranger au village une installation ou l'achat d'une terre. Sans moyens au départ, l'ejido jusqu'à aujourd'hui est devenu un niveau juridictionnel après la nation, l'état et la municipalité. L'assemblée *ejidale* est en mesure de décider sur son territoire. La communauté s'est donc renforcée face à l'Etat.

A l'origine, l'assemblée *ejidale* est en cheville avec les agents du Secrétariat à la Réforme agraire. Ceux-ci savent fermer les yeux, par la corruption, lors des dépurations qui sont les procédures légales supposées faire coïncider la liste officielle des ayants-droit et les usagers réels. Il en ressort que, sauf conflit majeur, la liste officielle, souvent originelle, a peu à voir avec la réalité des usagers. A leur décharge, la corruption est aussi l'effet d'une législation trop éloignée de la réalité paysanne. C'est donc la communauté officieusement, et non pas l'administration, qui est garante des transactions foncières, lesquelles demeuraient illégales jusqu'en 1992. L'assemblée *ejidale* est donc bâtie sur une entente minimale, sur la possibilité de la dénonciation et sur l'illégalité permanente.

Les dissensions peuvent être telles que le départ des familles conduit à faire de l'ejido un village fantôme : seules deux maisons étaient habitées en 1990 à Potrero Nuevo. Il ne s'agit donc pas du même phénomène que la désertion des petits villages de producteurs privés, les *rancherías*, faute de pouvoir accéder au statut *ejidal* (Santa Rita, La Brisa, La Aguja, La Rosa). La violence entre communautés est également à l'origine de la forte diminution de la population à Puerta de Vargas. Les querelles entre ejidos se manifestent par l'incendie des parcours, le refus d'accès à une route ou à une

²⁴ On pourrait parler de communauté villageoise, mais l'ejido n'est qu'une partie du village. Au plan de la représentation juridictionnelle, le village n'a qu'un délégué qui siège au comité municipal (canton). L'ejido est maître chez lui et souvent aussi dans le village tant il structure les relations de dépendances (*ecuareros*, fils d'*ejidatarios*) alors que le village comporte aussi des privés (producteurs, ouvriers, commerçants, etc.).

ligne électrique ou encore le litige sur les limites. L'ouverture de la route de Zamora à La Piedad en 1955 élimine de nombreux caciques et atténue la violence exceptée dans les villages isolés. Le vol de bétail a permis à une communauté comme Tinajas de Vargas de consolider son troupeau et de mettre en valeur ses parcours. Alors que le banditisme avait disparu, la violence s'est maintenue dans certaines communautés d'autant plus facilement que les migrants reviennent des Etats-Unis avec des armes. Les mêmes ranchos violents du passé connaissent la violence du narcotrafic à partir de 2010.

La violence régit aussi le monde *ranchero* des versants extérieurs. L'individu y dispose d'une grande liberté avec la bienveillance du clan familial. La solidarité et la confiance ne s'exercent qu'au sein de la parentèle. La rumeur et le ragot (*chisme*) y demeurent un moyen de coercition (Barragán, com. pers.) et l'origine des vendettas se perd dans un passé brumeux. Machisme et beuveries se conjuguent pour faire de l'honneur une vengeance permanente, des représailles sanglantes étant commises à la suite d'une fausse information. Dans la vallée d'Ecuandureo où l'Etat est présent, les zones mal desservies (une piste de 15km par exemple) sont sujettes à ce régime, comme Tinajas de Vargas avec les villages voisins ou le plateau des Moreno où les villages se barricadent à la tombée de la nuit. La Soledad est parvenue à évincer les fauteurs de troubles quand ces derniers sont partis au nord du pays.

Même si la culture des péons diffère de la culture indienne où l'individu est davantage partie prenante du collectif, l'*ejido* n'a jamais été une communauté. L'Etat par le droit et le développement agricole l'a toujours considéré solidairement, lui attribuant collectivement parcours, crédit et machinisme. Mais le même Etat avec des bureaux implantés dans chaque chef-lieu, avec l'appui des notables, suscitait également les demandes pour un puits, une école ou un chemin. C'est donc l'Etat qui brise l'initiative collective dès lors que le besoin collectif est pris en charge. Les travaux communautaires, s'ils ont jamais existé, ont disparu, y compris les plus nécessaires comme les clôtures dans les parcours ou le pavage d'une rue.

La communauté du Bajío est factice pour n'être que la juxtaposition de familles inégales en mesure d'imposer sa loi au village. Les travaux collectifs n'existent pas et on attend tout de l'Etat. Les individus les plus entreprenants partent et le conservatisme est de mise. Dans les années 1990, l'ouverture s'est brièvement manifestée quand les ejidos de Las Fuentes et de Colecio ont intégré une dizaine de nouveaux ejidatarios dont les parents avaient défriché les parcours. Ce conservatisme étroit prévaut même chez les migrants du fait d'une communauté idéalisée avec le regain d'intérêt pour les fêtes patronales dont on a changé la date pour correspondre au retour des Etats-Unis. La communauté n'existe que pour gagner des avantages individuels. On interdit et on expulse les usages minoritaires plus qu'on régleme. Dans les années 1970 par exemple, les parcelles récoltées étaient utilisées par les animaux et les dates de culture étaient impératives sous peine de voir une récolte disparaître sous le pied et la dent du bétail. Vingt ans plus tard, seuls Las Fuentes et Ucuaro conservent un règlement pour les parcours et les potreros cultivés. Les parcelles de piémonts sont clôturées, parfois certaines sur le Plan et on interdit toute divagation animale. On a parallèlement cessé de vénérer la vierge dans les rochers au-dessus de la route où sont gravés les escargots tarasques préhispaniques. Seuls les restes de fleurs en plastique témoignent d'un respect encore vif qui remonte aux années 1960.

4. L'ascension sociale

Malgré les dépurations officielles, la liste *ejidale* ne correspond jamais à la réalité. Le nom des anciens ayant-droits continue à apparaître bien qu'ils aient vendu leur terre. D'autres ont défriché et cultivent une terre non reconnue officiellement. A la différence des régions du Golfe du Mexique (Sierras de Puebla et Veracruz), les droits *ejidaux* dans la vallée ne sont pas fragmentés. Les fils d'*ejidatarios* n'ont

d'autres options que celles de journalier ou de partir. Plus de la moitié des ménages n'ont pas accès à la terre.

L'élevage de chèvres est une alternative pour le paysan sans terre au prix d'un travail ardu. Ce type d'élevage a existé dès l'instauration vice-royale d'une concession territoriale pour l'élevage du petit bétail (*estancias de ganado menor*). De nos jours, le lait sert à préparer les confiseries à base de lait fabriquées dans la région. La réputation de transmettre la fièvre de Malte freine l'expansion du marché du fromage. Une amorce de quelques chèvres permet de constituer un troupeau du fait de leur fécondité. La chèvre permet de valoriser les parcours éloignés ainsi que les parcelles à glaner ou en repos. Du matin au soir, la présence sans relâche de l'éleveur est nécessaire pour conduire les chèvres et les traire. La famille s'organise autour du troupeau : le père les garde en permanence et assure la traite ; un frère le remplace s'il tombe malade ; la mère vend le lait et les enfants montent quotidiennement les repas et le sel et descendent le lait au village.

Le lait est peu cher, mais un troupeau de 200 bêtes permet une accumulation avec peu d'investissement et de dépenses. Il devient possible d'acheter un droit *ejidal*. Des communautés dont les parcours sont peu étendus ont prohibé ce type d'élevage alléguant la destruction des clôtures, des fossés et des cultures. D'autres sont spécialisées dans les chèvres, comme Puerta de Vargas où les rues du village sont fortifiées avec des hautes clôtures de pierre hérissées d'épineux pour empêcher la divagation des animaux. Comme les agriculteurs vendent aux chevriers un sorgho raté, une culture de chou qui ne trouve pas d'acheteur ou un pois-chiche, d'autres communautés sont encore ouvertes à ce type d'élevage. Le chevrier constitue une petite garantie de récupération des investissements perdus (détails dans le paragraphe Les chèvres).

L'ascension sociale est possible au sein de l'ejido mais c'est à travers une activité difficile qui est concurrencée par la migration aux Etats-Unis. C'est souvent l'échec d'un passage aux Etats-Unis qui conduit à se replier sur ce type d'élevage.

IV - LA CONSOLIDATION PAYSANNE : 1950-1960

Après avoir produit de nouveaux acteurs, la transformation agraire se poursuit avec deux décennies de consolidation économique. La substitution du sorgho au maïs achève le décollage. Dans la vallée, la route goudronnée dans les années 1950 marque son début et l'assèchement de la lagune en 1970 marque sa fin.

En 1948, la fièvre aphteuse perturbe peu l'élevage dans la vallée malgré des résolutions draconiennes. L'extermination des bovins a forcé l'usage des chevaux de trait mais la substitution consacre aussi l'intégration de la paysannerie au monde. A la différence du bœuf qui peut nourrir, le cheval, en tant qu'outil spécialisé, est le signe d'une économie moins autocentrée. L'ouverture au monde est irréversible et le cheval ainsi que le changement du costume²⁵ consacrent l'ejidatario libre quand bien même il est le fils préféré de l'Etat.

Le grand sorgho africain rapporté du nord du Mexique est testé à Ecuandureo dans les années 1940. Les variétés amères limitent les dégâts des nuées d'étourneaux qui ne déguerpiront vers le lac de

²⁵ L'aspiration à la liberté se reflète dans le costume et le chapeau. L'habit blanc du péon était complété par le chapeau andalou à larges bords plus petit que celui des propriétaires et des gardes. Ce chapeau dit mexicain aura son heure de gloire lors de la révolution et il demeure de nos jours le symbole de la *charrería* (rodéo) à l'ouest et au nord du pays. L'abandon de cet ornement trop connoté a conduit les *ejidatarios* à porter le chapeau *rancharo* (cowboy) des pionniers du même nom. Ce chapeau est encore très utilisé, mais il est concurrencé par la casquette américaine de base-ball qui, chez les jeunes, signe l'initiation aux normes urbaines.

Chapala qu'avec l'assèchement du lac d'Ecuandureo. Comme une partie du pois-chiche, il est destiné aux producteurs de porcs. La moisson à la faucille, le dépiquage par piétinement des chevaux et le vannage mobilisent une main-d'œuvre importante.

Le crédit agricole d'origine gouvernementale (Banrural) constitue un tournant. Destiné au maïs en 1965, il cible deux ans plus tard le sorgho associé à un « paquet technologique » moderne. Le succès est foudroyant dans l'agriculture pluviale. La connaissance préalable du sorgho et la consolidation économique favorisent une conversion massive comme ce fut le cas avec le blé de la Révolution verte quelques années plus tôt.

Le crédit favorise le faire-valoir direct. L'intégration au marché signe la fin des grands métayers et des prêts usuraires car l'injection d'un capital de campagne rend possible le fonctionnement de l'unité paysanne. La demande du marché et le retard accumulé dans l'agriculture sont les facteurs de la deuxième révolution verte façon agriculture pluviale.

Auparavant, le maïs servait deux objectifs contradictoires : assurer l'alimentation familiale et le fourrage pour le bétail et maximiser la production pour la vente. L'irruption du sorgho destiné exclusivement à la vente fait éclater spatialement et fonctionnellement les deux fonctions. L'unité de production affecte ses meilleures ressources au sorgho, qui bénéficie d'un itinéraire technique intensif. Le maïs est renvoyé aux terres de qualité médiocre pour produire le volume nécessaire à la famille et aux animaux. Comme la terre de parcours est peu limitative, la conduite technique est extensive avec un minimum d'intrants.

Le grain de sorgho est rarement utilisé pour la basse-cour. Quant aux pailles, peu appréciées par le bétail, elles sont moulues et mélangées au maïs et au pois-chiche pour couvrir les besoins en fin de saison sèche. Dans les années 1980, une presse mécanique mue par le tracteur permet de vendre les balles de paille au village pour libérer la parcelle et ne pas gêner le semis suivant²⁶.

Avant l'assèchement du lac d'Ecuandureo, la culture du sorgho s'étale sur les bonnes terres de coteaux avant de monopoliser la plus grande partie du Plan. A la différence du maïs, le semis est dense avec semences améliorées et fertilisants chimiques abondants. Quant au maïs, il est semé à la main, avec des variétés locales, à faible densité et avec une faible dose de fertilisant. Par conséquent, le besoin en eau est réduit et l'itinéraire technique extensif s'accommode des sols superficiels de coteaux. Le sorgho étant prioritaire, le travail du maïs a lieu dans les interstices du calendrier du sorgho. De plus, les entrées monétaires du sorgho permettent d'acheter le maïs manquant. Comme vu plus haut, la condition de ce nouveau système est, d'une part, le prix faible du maïs et, d'autre part, la sécurisation de l'investissement sur le sorgho. L'assurance qui couvre le crédit de Banrural est une garantie pour les *ejidatarios* même si la politique clientéliste est la garantie primordiale.

Le sorgho a matérialisé les attentes des producteurs. La substitution a été massive car le niveau de survie familiale avait été dépassé par la consolidation des unités de production. Pourtant, la mutation dans l'agriculture pluviale n'a pas engendré la dynamique de développement autonome de la Révolution verte faute d'un revenu suffisant.

Sous l'hacienda, la carence en main-d'œuvre s'était traduite par la mécanisation du battage. Après la Réforme agraire, les unités de production consolidées portent leur intérêt vers une camionnette pour

²⁶ Les pailles de sorgho encombrantes sont aussi brûlées, ceci même en agriculture de conservation dont les premiers essais auront lieu au début des années 2000.

transporter engrais et manœuvres et vers le tracteur pour le labour et le semis. L'objectif est l'amélioration du rendement des terres fertiles du Plan.

Les premiers tracteurs sont achetés par les grands propriétaires et métayers dès 1956. Le fonds gouvernemental d'aide à l'agriculture FIRA (*Fideicomiso Institucional en Relación con la Agricultura*), subventionne la mécanisation en 1965 et il est relayé par Banrural de 1970 à 1982. Les acquisitions se multiplient dans la vallée car les intérêts sont congelés en période d'inflation. Les groupes d'achat se mobilisent dans les ejidos car l'Etat exige une gestion collective. Dès les premiers besoins de changement d'une pièce, le collectif se désolidarise et la gestion collective échoue dans la majorité des cas. Qu'importent les modalités collectives, le tracteur et son équipement échoient à un coopérateur qui, à titre privé, optimise son usage par une mise en location. Socialement, l'échec du programme est patent, mais techniquement, les tracteurs sont disponibles partout et ceci, sans suréquipement ni clientélisme. Depuis 1982, la plupart des parcelles de la vallée sont mécanisées. Il s'agit d'une semi-mécanisation bien comprise et les opérations pour lesquelles la mécanisation n'améliore pas le rendement restent manuelles ou attelées : semis grain par grain (*a chorro*) et récolte du maïs, hersage et sarclage du sorgho.

La batteuse fixe continue à être employée²⁷, le louage étant effectué auprès des producteurs du chef-lieu. Plus tard, les moissonneuses-batteuses viennent des zones irriguées de la Ciénega de Chapala ou de la vallée de Tangancícuaro. Les derniers à se consacrer au sorgho, en 1982, sont les *ranchos* de La Nopalera et de Torcazas. Il s'agit d'éleveurs privés à l'écart des aides et des crédits gouvernementaux, qui disposent d'une surface labourable réduite.

Les premiers essais de sorgho dans les années 1940 furent spontanés. Les producteurs pauvres ont même innover en mélangeant le sorgho doux au maïs pour composer les galettes traditionnelles, les *tortillas*. Dans les années 1990, des anciens continuaient à produire le grand sorgho à grain dur pour l'élevage des poules et la vente d'œufs. Sur le plan agronomique, on reconnaît au sorgho une plus grande résistance à la sécheresse et aux parasites. Si c'est une qualité supplémentaire, le meilleur revenu obtenu par le sorgho intensif sur le maïs intensif a été un facteur de changement. Les aides et la prise en charge du risque par l'État ont été les conditions déterminantes.

V - L'ESSOR AVORTÉ : DE 1970 A 1990

Le creusement du drain principal et la rectification du lit de la rivière assèchent le lac d'Ecuandureo, éliminent les crues, abaissent la nappe phréatique et assainissent l'ensemble de la vallée. Les norias de quelques mètres de profondeur destinés à l'abreuvement des animaux se tarissent et le matériel s'embourbe moins dans les champs. Parallèlement, les intrants font disparaître la rotation bisannuelle. Sur les versants, la pression démographique conduit les producteurs à produire du maïs à la main ou avec un attelage.

Le sorgho envahit le Plan et la culture du pois-chiche se maintient tant que les drains secondaires se sont pas creusés, les derniers étant ceux de San José de Vargas en 1982. Le lit du lac est encore un parcours tigré de buissons de *huizaches* et de pelouse basse à cause du sel. A partir de 1980, les forages profonds, dans les ejidos et chez quelques propriétaires, permet de cultiver le blé en saison sèche. La mécanisation est indispensable pour éviter les chevauchements du sorgho et du blé. Elle ne remplace pas totalement les attelages qui continuent à accomplir des tâches variées. Avec la mécanisation qui minimise le recours au travail extérieur, la pression démographique sur les terres, la

²⁷ En 1990, la batteuse fixe ne servait plus que pour le haricot.

consolidation économique des familles (ayant ou non accès à la terre) et la connaissance des Etats-Unis se conjuguent pour favoriser le départ non seulement des fils, mais aussi des producteurs de plus en plus avec leur épouse.

Les années 1980 connaissent alors la déprise des terres de versant gagnées à la culture jusqu'à la décennie précédente. Les cultures se restreignent aux parcelles mécanisables et aux parcelles encore travaillées à l'attelage. La tomate connaît ses années de gloire au début des années 1980, mais une maladie virale et le risque de mévente conduisent à son abandon. Les opportunités sont saisies de manière différentielle selon les communautés de la vallée, dont le paysage est le témoin. Les premières années 1990 augurent le vaste tournant économique de la dérégulation puis politique du pluripartisme.

Partie 4 Les activités en 1990

La pluriactivité est peu exercée dans la vallée. La collecte du bois de feu mobilise des jeunes ; la maçonnerie est active avec la construction pour les migrants, mais spécialisée ; les journaliers disparaissent avec l'opportunité états-unienne désormais ouverte à tous. C'est avant tout sur l'agriculture, l'élevage et la migration que reposent les choix familiaux. La combinaison retenue entre les trois activités définit une fonction spécifique pour chacune d'elles. Ainsi, le risque de l'une devra être compensé par la stabilité d'une autre. Le rapport entre les activités met aussi en jeu la solidarité familiale. Le jugement des performances agricoles doit non seulement prendre en compte le projet poursuivi, mais encore situer l'objectif de chaque activité au sein de la famille-exploitation.

I - ACTIVITES AGRICOLES

Des 27 000 hectares de la vallée, moins de la moitié (47 %) est cultivable en 1990, le reste étant occupé par les parcours et le lac asséché d'Ecuandureo. Plus précisément, 42% étaient en culture à cause de l'extension des prairies sur les terres labourables et de l'abandon des *ecuaros*. Sur les 11 000 hectares effectivement cultivés, les terres de coteaux représentent 20 % et les parcelles qui ont accès à l'irrigation en constituent le quart (Tableau 5).

Tableau 5 : Répartition des surfaces cultivées dans la vallée d'Ecuandureo en 1990²⁸

	Agriculture pluviale		Agriculture irriguée	
	ha	%	ha	%
Sorgho	4800	43	60	2
Maïs	3800	34	90	3
Pois-chiche	1900	17	0	0
Maraîchage	140	3	310	11
Haricot	220	2	280	10
Luzerne	90	1	90	3
Blé	0	0	2000	71
<i>Total</i>	<i>11300</i>	<i>100</i>	<i>2800</i>	<i>100</i>

La diversité des cultures ne témoigne pas nécessairement d'un souci de diversification de la part des agriculteurs. Au contraire, chacun dans la vallée est plutôt spécialisé, principalement sorgho et blé irrigué et, plus rarement, culture maraîchère ou élevage. Le maïs sert l'autoconsommation (fourrages et alimentation) ; le pois-chiche est climatiquement opportuniste ou bien le témoin d'une instabilité conjoncturelle ; haricot selon l'accès à un programme de développement. Il n'y a alors quasiment pas de cultures sous contrat. Une fois délimitée la marge de manœuvre de l'exploitant, la réponse à

²⁸ Le relevé des parcelles a débuté en juillet 1990. Il n'a pas été possible de déterminer si des prairies ont été retournées pour le pois-chiche de septembre. Pour les dernières communautés dont le relevé a eu lieu en novembre, nous n'avons pas pu distinguer le pois-chiche de cycle unique de celui conjoncturel venant après maïs. L'estimation de la surface en pois-chiche n'a pas la précision des autres cultures.

l'incitation économique varie avec les rentabilités attendues, l'importance de l'investissement, les coûts d'opportunité et le risque inhérent à chaque activité.

1. Fonctions culturelles et choix économiques

La mécanisation, les variétés améliorées et l'irrigation permettent de s'affranchir de nombreux problèmes à la hauteur des coûts à consentir. En 2020, l'opinion publique estime que « l'artificialisation » est allée trop loin avec les pesticides et l'élimination des rotations culturales, mais ce n'était pas le cas en 1990. La plupart du temps, le sorgho suit le sorgho de l'année précédente avec, de manière opportuniste, l'inclusion d'une culture de maïs, de pois-chiche ou de tomate.

Suite aux premières années ardues, la conduite moderne du sorgho traduit un paysan qui relève la tête. Le maïs, alors qu'il est sacrifié par les prix, est un choix de liberté pour l'agriculteur qui veut du vrai maïs pour sa famille. En fait, le maïs autoproduit à coûts quasiment nuls, excepté le travail familial, permet de nourrir une basse-cour et surtout quelques têtes de bétail. Le bétail reste un capital sur pied pour préparer un investissement ou affronter une dépense à venir : il prémunit des incertitudes.

Il arrive que la culture vivrière de maïs soit l'objet de soins plus intensifs. L'objectif de maximisation du revenu global de l'exploitation passe alors par l'usage d'intrants achetés pour le maïs conduit sur le Plan faute de terres de coteau. Supposons deux exploitations agricoles de 5 hectares situées en terres de Plan. Nous conviendrons que la seule différence réside dans l'accès à 1 ha de terre de parcours pour l'exploitant A. Que se passe-t-il si les deux exploitants souhaitent maximiser leur revenu avec le sorgho sous la condition de produire 1 tonne de maïs pour la famille ? L'exploitation A va défricher l'*ecuario* dont la fonction est de produire 1 tonne sur 1 hectare. Rien de plus facile avec peu d'engrais et un travail familial dans les interstices du calendrier du sorgho semi-mécanisé. Chaque ha des 5 hectares de Plan produit entre 4 à 5 tonnes de sorgho.

Pour l'exploitant B, le calcul est plus compliqué car la surface du maïs diminue celle du sorgho. Il doit, d'un côté, la minimiser pour ne pas compromettre la production de sorgho et, d'un autre côté, minimiser les coûts des intrants (engrais, pesticides et mécanisation), ce qui augmente la surface nécessaire. Un calcul plus précis est possible, mais on peut imaginer une conduite de type semi-intensif pour viser 2 tonnes par hectare. Un demi-hectare fournit donc la tonne de maïs nécessaire et 4,5 hectares recevront le sorgho intensif. Cet exemple montre la variabilité des conduites et du rendement du maïs dans la vallée. La seule différence de l'accès au parcours montre des rendements de maïs qui vont du simple au double (1 et 2 tonnes par hectare). On peut refaire ce calcul en présence ou pas d'animaux.

a. Critères de la culture commerciale

Pour maximiser son revenu, le producteur compare les cultures à différents niveaux d'intensification. Ces références lui sont familières par le voisinage avec d'autres agriculteurs et par les expérimentations qu'il a testé sur des portions de champ. L'observateur extérieur peut alors être trompé faute d'avoir accès à l'expérience acquise du producteur. C'est encore pire s'il juge les producteurs par rapport à des normes académiques. Sans comprendre la variabilité de la production du maïs et sans voir que le même producteur a de bons rendements en sorgho et des mauvais en maïs, il peut établir un diagnostic et des solutions erronés, sous forme de vulgarisation agricole par exemple.

Les essais agronomiques en stations expérimentales ou chez les agriculteurs donnent des éléments de comparaison s'ils intègrent le calcul comptable. Ces données servent à calculer les potentiels régionaux des cultures (peu utiles si l'agriculteur vise une production réduite ou peu risquée) ou

permet d'estimer les coûts et la marge avant d'octroyer les crédits de campagne. La caisse régionale de Banrural calcule chaque année la viabilité des cultures afin d'assigner le montant des prêts (Tableau 6).

Tableau 6 : Comparaison comptable de niveaux d'intensification en culture pluviale Cycle printemps/été 1977 (Unités : kilogramme et peso 1990 par ha) Source : Zaragoza 1978b

	Maïs				Sorgho			
	%	Rendement	Coût	Revenu	%	Rendement	Coût	Revenu
PAF	16	1500	4267	83	59	3100	4900	1393
PLF	8	1290	4719	-978				
PAS	5	1207	2516	984	6	2100	2700	1563
PLS	64	1071	2862	243				
Autres	2				35			

P = Pluvial ; A et L = semence Améliorée ou Locale ; F et S = avec ou Sans Fertilisant

Avant 1990, la comparaison du maïs et du sorgho en culture pluviale est à l'avantage du sorgho. Le maïs présentait même une rentabilité négative selon les calculs d'experts, ce qui montre que les calculs officiels prennent mal en compte les coûts d'opportunité, sauf à penser que les agriculteurs perdraient de l'argent, ce qui serait une première dans l'histoire de l'agriculture. Pour 59 % de la superficie, les agriculteurs optent pour le sorgho conduit avec engrais et variété améliorée alors que le maïs est relégué massivement dans les conduites extensives avec 64 % des surfaces conduites avec des variétés locales et peu d'engrais.

b. Logique économique des pratiques culturales

Le mode comptable donne une idée générale mais ne correspond qu'approximativement aux choix concrets des agriculteurs. Il devrait prendre en compte la fonction d'une activité au sein de l'exploitation agricole et la manière pour cette dernière de calculer les coûts de production. Ainsi la force de travail familiale non mobilisée par les cultures commerciales ou l'entretien des animaux sur un terrain collectif présente un coût d'opportunité nul. Cela signifie que toute activité qui ne réduit pas les performances de la culture commerciale est un gain net pour l'exploitation même si la productivité de l'activité supplémentaire est faible. C'est le cas du maïs peu rentable qui évite la dépense d'un achat au prix du marché. Des terres médiocres et un travail sous-utilisé conduisent à cultiver du maïs. On peut même épandre de l'engrais et payer des tâcherons à la récolte tant que la production obtenue est avantageuse par rapport à l'achat de grain et des cannes de maïs.

Des statistiques tentent de prendre en compte les dépenses non monétaires (Tableau 7), mais il est délicat de valoriser des dépenses non monétaires au prix du marché quand le coût d'opportunité est nul. On devine toutefois dans ce tableau que les dépenses non monétaires du maïs et du haricot²⁹ sont plus élevées que celles du sorgho et du blé du fait du travail familial.

Tableau 7 : Coût monétaire et non monétaire (travail, semences propres...) Source : Banrural.

²⁹ Le semis du haricot nécessite une main-d'œuvre spécialisée et celui du blé est mécanisé pour des contraintes de calendrier.

[10 ³ \$ / ha]	Maïs	Sorgho	Blé	Haricot
non monétaires	380	300	100	480
monétaires	1110	1000	1070	1890
Dépense calculée	1490	1300	1170	2370

Avant 1990, la culture du maïs n'est pas rentable en partie à cause de la récolte manuelle. Sa valorisation est évaluée à l'aune d'un emploi extérieur ou d'une valorisation par un élevage se contentant des cannes de maïs. Comme le coût d'opportunité de cette culture se mesure en rapport au prix d'achat du grain et des cannes, plus élevé que celui de vente, produire du maïs réduit les dépenses (Tableau 8).

Tableau 8 : Comparaison du bilan comptable estimatif à Ecuandureo en 1989. Source : Banrural

[10 ³ \$ / ha]	Maïs	Sorgho	Blé
préparation du sol et semis	210	210	210
Semences	0	140	100
Fertilisants	80	150	150
sarclage et herbicides	0	50	40
Irrigation	0	0	40
Traitements	20		
Récolte	100	40	40
DEPENSE	410	590	580
Rendement	1.5 t	4 t	3.5 t
Variabilité	Forte	Moyenne Forte si irrig. d'appoint	Faible
RECETTE/ha	1500	2100	2000
REVENU/ha	600	1510	1420

Cinq hectares de sorgho procurent le revenu d'un journalier, soit un revenu annuel de 20 000 x 300 jours de travail = 6 000 000 \$. L'avantage qu'en retire l'agriculteur est un travail moindre et le maïs est en plus. Avec un blé irrigué, il double ses gains, mais la capitalisation reste très faible avec impossibilité de s'équiper de manière autonome.

c. Libéralisation des prix

En 1990, la libéralisation des prix et leur alignement sur les prix mondiaux renversent l'échelle des rentabilités d'autant plus que la protection est maintenue pour le maïs et le haricot. Les données de Banrural pour 1991, toujours normatives, soulignent une forte dépense en comparaison des gains (Tableau 9) : pour les céréales, la marge brute est de l'ordre de la moitié des frais de campagne.

La modification de l'échelle des prix ne permet toujours pas de comparer exactement le maïs et le sorgho qui ressortissent d'un calcul différent de la part du producteur. Il n'y a donc pas exacte symétrie d'une époque à l'autre. Quand le sorgho est la culture commerciale, le maïs est dépendant et

ne peut être jugé qu'en fonction des coûts d'opportunité. Quand le maïs est une culture commerciale, il sert aussi la consommation familiale.

Tableau 9 : Bilan des cultures intensives - Cycle printemps-été 1991

[10 ³ \$ / ha]	Maïs	Sorgho	Blé	Haricot	Oignon	Tomate	Fraise
Semences	100	70	320	370	340	250	4000
Semis	60	80	140	200	360	180	520
Engrais	280	230	290	150	250	440	900
Application	50	70	40	40	50	130	190
Pesticides	210	270	50	240	370	820	1270
Application	40	60	60	90	100	120	270
Préparation du sol	290	230	70	430	410	500	580
Sarclage	180	90		200	120	780	2000
Irrigation	50			150	140	110	1300
Récolte	230	200	200	500	700	1700	780
Dépense	1490	1300	1170	2370	2840	5030	11810
Rendement (kg/ha)	3400	4720	3500	17000	17000	20000	21000
Prix (\$/kg)	636	414	560	1950	300	600	2413
Valeur	2162	2000	1960	3900	6000	10200	50673
Revenu	672	700	790	1530	3160	5170	29673

Itinéraire intensif : irrigation par Gravité, semences Améliorées, Fertilisant. Source : Banrural

En 1991, la rentabilité calculée du maïs est moindre que celle du sorgho, mais plusieurs opérations peuvent être conduites avec un attelage : semis, applications diverses, irrigation et sarclages. Si l'agriculteur en possède un, les frais de culture sont moins élevés et le maïs prend l'avantage sur le sorgho. Le maïs devient effectivement la principale culture commerciale de la vallée en 1991 autant sur les terres de Plan que sur les bonnes terres de coteau. Il acquiert le statut intensif de la culture commerciale même si on observe une régression de l'usage de la mécanisation du fait d'opérations attelées.

Alors que les céréales sont peu rentables, il en va différemment des cultures maraîchères. Mais ces dernières exigent un haut niveau d'investissement et elles sont risquées. Le crédit officiel ou l'avance consentie par un commerçant n'est pas toujours suffisant pour lancer le petit agriculteur dans l'aventure car le maraîchage sans contrat commercial est exposé à la mévente et aux ravageurs des cultures. Pour ces raisons, peu d'agriculteurs ont accès aux cultures les plus rentables, y compris chez les producteurs aisés. Ainsi la culture de la fraise (une seule parcelle a été recensée dans la vallée en 1990) est étroitement contrôlée par l'Union des Producteurs de la Vallée de Zamora et par l'État qui lui délèguait, jusqu'à la disparition de ce syndicat, un quota pour l'exportation. Pour le haricot, le relèvement du prix garanti s'est accompagné d'une ligne spéciale de crédit que les techniciens agricoles du ministère de l'agriculture ont alloué selon leur réseau de relations préférentielles.

2. Gamme d'intensification

a. Le maïs

Avant l'usage des herbicides, l'autoconsommation reposait sur la *milpa* qui associait le maïs au haricot et à la courge. Cette association se retrouvait partout y compris chez les indiens aux Etats-Unis. L'association présente des avantages pour le travail : les semis et la récolte sont échelonnés et le

nombre de sarclages est réduit. L'abandon général de cette association est à rapporter à l'usage d'herbicides pour s'éviter un enherbement intempestif. En 1990, les rares cultures associées subsistaient avec quelques courges plantées lâches dans le champ familial ou de pieds de maïs disséminés dans une parcelle de sorgho ou de haricot en peuplement dense. Cet essaimage n'affecte pas le rendement de la culture principale et le maïs est consommé frais au champ.

L'achat d'herbicides est le signe de l'autonomie économique du producteur. La culture associée a perdu ses attraits devant la modernisation au même titre que le bœuf avait laissé la place au cheval. L'abandon de la rotation bisannuelle déjà favorisait la recrudescence des adventices partiellement contrôlées par les labours et le pois-chiche. Comme les herbicides sont sélectifs par famille botanique (monocotylédones comme le maïs et dicotylédones comme la courge et le haricot), il fallait choisir entre association et herbicides. En 1957, l'octroi du crédit avait lieu à la condition que le maïs ne soit pas associé. Mais l'injonction gouvernementale n'est pas la cause de leur abandon car les parcelles défrichées en dehors du crédit officiel sont également devenues mono-spécifiques.

En 1990, le maïs était cultivé selon trois conduites techniques dans la vallée d'Ecuandureo : culture irriguée pour la vente des épis frais ; *ecuario* manuel sur les coteaux ; et maïs semi-intensif mécanisé, ce dernier étant le maïs pluvial décrit précédemment. Avant le basculement des prix relatifs en 1990, le maïs forme une ceinture sur les bas de coteaux. Le sorgho lui dispute la place dès que la pente n'est pas trop forte ou que le sol est moins superficiel. On retrouve le maïs dans le Plan là où l'élevage est privilégié par abondance de parcours comme à Torcazas et à La Nopalera. Quant aux épis vendus frais, ils sont produits dans les communautés proches de Zamora pour être destinés aux marchands ambulants. Leur bon rapport autorise une conduite intensive à haute densité de semis sur de petites surfaces. Il peut être complètement irrigué avec semis en janvier, partiellement à partir de mars ou d'avril (*punteo*) ou encore en mai (*aminado*).

L'*ecuario* est une parcelle travaillée à la main. Le terme embrasse parfois avec un sens large et imprécis une petite parcelle ou une défriche. En tarasque il signifie jardin. En nahuatl c'est le *coamil* qui signifie *milpa* (maïs) travaillée à la *coa* (houe). De nos jours, l'*ecuario* et le *coamil* partagent l'idée d'une parcelle conduite manuellement du fait de la pente, des pierres ou de l'accès difficile dans le parcours. L'épierrage peut transformer un *ecuario* en parcelle de labour. Ce n'est jamais une parcelle dotée par l'administration agraire, mais une défriche gagnée sur les parcours. L'*ecuarero* fait partie de la strate non dotée des paysans sans terre. Certains ejidos ont des groupes reconnus d'*ecuareros*, que dirige un *ejidatario*, qui réalisent les opérations de clôture en pierre dans le parcours et défendent leur usage face à l'assemblée *ejidatale*.

L'itinéraire technique de l'*ecuario* est varié. L'envahissement par les adventices provoque l'abandon de la parcelle au bout de deux ans avec, par conséquent, le défrichement régulier d'un nouvel *ecuario* par le feu. A Majadas, l'emploi inadéquat d'un herbicide sur plusieurs années pour allonger la durée de culture a eu pour effet la prolifération de graminées à feuilles étroites difficiles à éradiquer. La durée de repos de l'*ecuario* est variable et peut atteindre cinq ans en cas de forte pression d'adventices. Mais l'*ecuario* peut aussi recevoir des cultures en continu avec engrais, herbicide et même variété améliorée (avec un cycle plus court que celui des variétés locales).

Le maïs d'autoconsommation est semé en sec car, s'il réussit, il accorde une avance sur les mauvaises herbes, permet une variété longue et n'interfère pas dans les travaux sur les cultures commerciales. Mais le semis précoce est risqué. On a vu qu'il exige fréquemment des ressemis et il présente le désavantage supplémentaire d'épandre le fertilisant avec le grain. L'humidité du sol rend l'engrais corrosif sur le grain qui pourrit. En culture attelée, hors *ecuario* donc, les grains sont mis en place en

ligne à la main après un passage d'araire et recouverts avec le pied (*tapapie*). La pratique est de grouper 3 grains par poquet espacé de 0,80 à 1 mètre. La distance entre sillons étant de 80 cm, la densité de culture, avec 10 000 plants par hectare, est loin des 50 000 plants par hectare des conduites intensives. Le sillon peut être refermé par un deuxième passage d'araire. La semence est parfois trempée dans une solution insecticide, mais en général, elle est de qualité médiocre, souvent piquée.

Plante autochtone, le maïs tolère un cortège ample de ravageurs. Le ver blanc, qui endommage les racines et provoque la verse, est difficile à contrôler. Son contrôle par labour après récolte est limité par le maintien des chaumes sur pied jusqu'en avril. Les attaques de ver dans les cornets sont traitées par saupoudrage tardivement quand les dégâts sont déjà importants. Les fourmis, grillons et ver "fil de fer" sont moins destructifs.

L'économie du maïs vivrier est essentielle dans les choix de production, mais le discours paysan rappelle à qui veut l'entendre son opposition à la ville où les galettes de maïs sont accusées de brûler sur la plaque de cuisson, le *comal*, à cause du mélange du grain avec le rachis de l'épi. Le refus pendant longtemps du moulin mécanique fut sans doute aussi une manière d'exercer un contrôle social sur les femmes tant la préparation quotidienne de la pâte à *tortilla (masa)* est laborieuse.

b. Le sorgho

Le discours paysan fait peu appel au calcul économique pour justifier ce choix et il en va de même du sorgho. Les agriculteurs se contentaient de reconnaître au "maïs-mil" sa bonne tenue à la sécheresse (sauf au semis) et aux ravageurs.

Sur les meilleures terres, l'itinéraire technique débute par deux labours croisés à la charrue à disque afin d'enfouir les graines d'adventices et nettoyer les chaumes que le bétail a consommé sur pied. Le semis profite impérativement des pluies fin mai car, dès la fin du mois de juin, les sols manquent de cohérence pour les tracteurs et parfois pour les attelages. La préparation du lit de semence pour de minuscules graines butte sur deux problèmes : les grosses mottes argileuses quand le labour a lieu en conditions sèches ; et la mauvaise pulvérisation du sol encombré de cannes ou pailles d'où résultent des terres soufflées. L'importance du piétinement des chaumes par les animaux et le broyage des pailles pour l'incorporer à l'alimentation sont des techniques préalables qui évitent ce problème. S'ajoute l'insuffisance de tracteurs de louage durant cette période.

Les variétés de sorgho proviennent des firmes américaines DeKalb, Pioneer, Asgrow et d'instituts mexicains. Les semences sont systématiquement achetées pour profiter de la qualité des hybrides. Les cultivars à floraison précoce et de moindre production sont moins sujets au stress hydrique des sols superficiels. Le semis est généralement mécanisé pour gagner du temps et égaliser le peuplement. Pour ne pas perdre l'investissement, les semailles ont lieu sur sol humide aux premières grosses pluies de juin, mais un semis précoce "en sec" réussi est le gage d'une moindre charge de sarclage et d'un rendement plus élevé. La densité est celle recommandée pour maximiser le rendement. Les agriculteurs optent invariablement pour un herbicide de prélevée tant la pression adventice explose aux premières pluies. Les fertilisants sont épandus en deux fois, ce qui dénote clairement la maîtrise de la fertilisation des plantes et le calcul coût-bénéfice par rapport à une seule fertilisation moins coûteuse. Les sarclages peuvent être réalisés avec un attelage. Quant à la récolte, elle est mécanisée. Les moissonneuses-batteuses proviennent principalement de la vallée qui en détient moins d'une dizaine. Un camionneur local ou travaillant avec l'entreprise de moisson emporte la récolte aux acheteurs privés de La Piedad, souvent les plus offrants. La variabilité des rendements a une double

origine : d'une part, les sols qui répercutent la variabilité climatique et, d'autre part, les modalités techniques, en particulier celles qui président au choix d'un cycle plus ou moins hâtif.

L'irrigation du sorgho semé en fin de printemps est possible, mais au détriment d'une culture de blé. Quand l'eau manque dans les barrages ou quand il a été impossible de cultiver le blé, le sorgho à ce moment-là en saison sèche. L'assurance contre la sécheresse autorise les plus gros investissements. L'arrosage au semis permet de semer le sorgho fin mai dans les meilleures conditions. Le gain de rendement peut atteindre 2 tonnes par hectare sans frais additionnels. Mais le faible nombre de parcelles mûres précocement fin octobre en fait la proie privilégiée des étourneaux. Un nouveau ravageur est apparu dans les années 1980 : la punaise café. Nichant dans le matorral des versants, elle attaque le grain tendre et fait l'objet d'une lutte gouvernementale avec des campagnes de pulvérisation aéroportée.

Dans les zones sans irrigation, le semis tardif début juillet, avec une variété à cycle court, limite la perte d'une semence coûteuse suite à une éventuelle sécheresse survenant après la levée. Une pratique relevée à plusieurs reprises consiste à panacher 2 ou 3 variétés, une partie de la parcelle étant réservée à chacune, de longueur de cycle identique afin, dit-on, de diminuer les dégâts dus aux ravageurs.

La paille du sorgho est peu utilisée. Une autre complication de la culture est sa faible tolérance au sel. L'égrenage du sorgho à la récolte favorise aussi l'envahissement ultérieur d'un champ par un sorgho disparate issu d'hybrides qui ne peut pas être éradiqué par les herbicides. Afin d'éviter que la parcelle ne se dépareille un peu plus chaque année, l'arrachage du maïs d'Espagne (ou *mostrenco*), c'est son nom, est réalisé à la main. L'opération fait l'objet de litiges entre propriétaires et fermiers. En revanche, il n'est pas volé sur pied, ce qui conduit les parcelles isolées à le privilégier sur la tomate et le haricot.

c. Le blé

La chaleur provoque l'échaudage du blé. A moins de 2000 mètres d'altitude, il est cultivé en hiver qui correspond à la saison sèche. Il suit le sorgho de saison des pluies pour former un système à deux cultures par an là où existe l'irrigation. Ils partagent le même objectif de maximiser la production sans sous-produits utilisables. Outillage et itinéraire technique sont analogues ; ce sont aussi les mêmes moissonneuses-batteuses et les mêmes transporteurs qui récoltent et emportent la production, le blé prenant davantage la direction des entrepôts de Zamora. Faute d'emploi, les pailles doivent être éliminées pour ne pas pénaliser la mise en place du sorgho. A la récolte, la parcelle est déchaumée et les pailles pulvérisées sont enfouies. Le début précoce des pluies en 1990 a placé les producteurs dans l'impossibilité d'implanter tout le sorgho désiré. Par conséquent, une partie du pois-chiche de septembre de cette année-là relève de la conjoncture climatique de la saison précédente.

Après la récolte du sorgho, six passages doivent être réalisés en hâte pour garantir les conditions de semis du blé : labour, hersage, nivellement, semis, fertilisation et levées de terre. Ces dernières et le nivellement sont réclamés pour l'irrigation par gravité. L'irrigation accentue le pic de travail de juin et créé le pic de décembre, deux périodes qui exigent la mécanisation. L'accès aux machines pose un problème aux producteurs pauvres qui ne peuvent pas pleinement profiter de l'irrigation.

La variété courante est issue du Salamanca mis au point dans les instituts agronomiques nationaux (Inifap) après les travaux de sélection à l'origine de la Révolution verte. Les semences proviennent de la récolte précédente et ne sont achetées que lorsque le rendement décline. Herbicide de prélevée et fertilisants à haute dose sont appliqués. Au cours du cycle, un simple sarclage manuel suffit et seuls les tours d'irrigation mobilisent le producteur et sa famille.

d. Les autres cultures commerciales

Jadis, le maïs et le haricot étaient associés sur une parcelle comme dans la ration alimentaire. Avant l'arrivée du bétail avec les Espagnols, l'apport protidique du haricot était essentiel, avec le poisson des lacs du Mexique. Plus tard, c'est moins son importance alimentaire que la complémentarité culturelle avec le maïs qui l'a maintenu. En 1990, le haricot vivrier avait quasiment disparu de la vallée, y compris des *ecuaros*. Le prix fixé par le gouvernement décourageait les agriculteurs et le pays préférait s'approvisionner sur le marché mondial malgré ses instabilités.

Plus haut dans cet ouvrage, on a évoqué une pénurie nationale qui a exigé un programme dont le succès tient aux prix et aux aides. Les communautés proches des techniciens agricoles ont bénéficié du crédit gouvernemental, y compris le président municipal qui en a semé 20 hectares. La répartition géographique du haricot dans la vallée en 1990 découle du réseau administratif et politique. Malheureusement, les exigences agronomiques du haricot ne correspondent pas aux critères du clientélisme et, dans les sols trop humides, il ne donna pas de grains (*no echó grano*). La fragilité de la plante à la levée et sa sensibilité à la coulure, à la grêle et aux maladies (en particulier à la rouille ou *chahuistle*) augmentent les risques d'échec. Les terres légères, profondes et saines de coteaux lui convenaient davantage. Sa culture mono-spécifique, puisqu'elle est commerciale, réclame des traitements onéreux et la récolte effectuée à la main et battue avec une batteuse mécanique sont la source de coûts plus élevés que ceux des céréales. Si la terre n'a pas l'humidité requise, le semis, lui aussi manuel, mobilise une main-d'œuvre spécialisée qui est payée au double (40 000\$ -pesos mexicains- par jour au lieu de 20 000). D'un autre côté, le haricot requiert peu de fertilisants et la rapidité de son cycle garantit le succès du pois-chiche qui le suit.

La tomate de plein champ est apparue dans la vallée en 1980 dans les parcelles irriguées de Majadas et Estancia de Gomez, deux villages proches de Zamora. Malheureusement, les petits producteurs sont impuissants face aux incroyables fluctuations de prix. Ils abandonnent le maraîchage ou s'orientent un temps vers une production plus rustique comme la courgette. *Si tu veux devenir riche, cultive la tomate ; si tu veux devenir pauvre, cultive la tomate* dit le dicton. Après avoir gagné des milliards de pesos à la fin des années 1980, les plus imprudents, souvent des producteurs moyens disposant de dizaines d'hectares irrigués, se sont spécialisés dans cette production. Ils ont loué davantage de terres et investi en matériel agricole. Mal leur en prit car l'endettement et une série de méventes les ont conduits à la faillite.

A l'aléa économique s'est greffée la maladie de la « frisure » (*enchinamiento*). Cette virose végétale sans solution variétale interdit toute récolte pendant plusieurs années sur la parcelle. On accusait alors une usine utilisant de l'amianté située à Zamora à plus de 20 kilomètres.

Les frais de culture sont élevés à cause du prix de la semence, du coût des nombreux traitements et des récoltes manuelles. Les agriculteurs prudents allouent à la tomate une modeste surface ou bien divisent risques et bénéfices à plusieurs ou avec un commerçant. Les plus pauvres donnent en location leur parcelle sur laquelle ils se font employer comme journalier. Ce comportement permet aussi au bailleur-manœuvre d'acquérir les techniques et de connaître les réseaux commerciaux. Si les commerces et l'agro-industrie de Zamora jouent un rôle essentiel dans la diversification culturelle, des intermédiaires viennent aussi de Guanajuato ou de Guadalajara à une centaine de km. En 1990, la tomate se développait dans les communautés bien dotées d'Ecuandureo et de Quiringuicharo qui disposent de parcelles de coteaux. La "frisure" sévit partout, que ce soit en irrigation ou en agriculture pluviale, mais les producteurs aisés sont mieux armés financièrement. Depuis 1986, ils étaient sollicités pour produire de la tomate pluviale plus risquée.

Les villages proches de Zamora ont bénéficié d'une autre demande. Une usine de congélation qui a loué des terres de *l'ejido* Majadas a creusé des drains et cultivé du brocoli. L'essai fut sans lendemain faute de rentabilité, mais il éclaire l'origine et les limitations de l'innovation. La diversification culturelle dépend de filières commerciales extérieures à la vallée, elles-mêmes cherchant à se diversifier à partir de la fraise.

e. Fourrages et pois-chiche

Le pois-chiche accroît la teneur en azote du sol et produit un fourrage de qualité. Résistant à la sécheresse, c'est une culture d'humidité résiduelle de fin de saison et de décrue qui a contribué à la spécialisation porcine de La Piedad. La tenue à la sécheresse facilite son caractère opportuniste et la catégorie des cultures d'humidité résiduelle est toujours utilisée dans les statistiques mexicaines. Le mois de semis distingue trois fonctions culturelles. En septembre, il est l'unique culture de la parcelle dans l'année. C'est une culture commerciale destinée à un troupeau de qualité ou à la vente. Dans ce dernier cas, la transaction s'effectue sur pied pour un chevrier ou bien porte sur les graines cédées en septembre suivant quand les prix sont élevés. Le semis est effectué à bonne densité et le peuplement couvre totalement le sol. Semé en octobre et novembre, il prend la suite d'une culture et sa vocation est opportuniste. Une variété à gros grain apprécié à Noël est vendue aux ambulants qui le vendent grillé en cornet.

Le semis d'octobre est peu pratiqué car la fleur craint le gel de janvier. Enfin, le pois-chiche de novembre est associé de manière conjoncturelle aux fins d'année pluvieuse, comme en 1990. Il vient après la coupe des cannes de maïs rassemblées en meules dans la parcelle.

L'itinéraire technique du pois-chiche, similaire pour les trois dates de semis, requiert peu de main-d'œuvre et des dépenses réduites. Après une jachère, une culture de haricot ou un cycle de maïs, le sol encore humide est retourné avec charrue défonceuse tractée ou une charrue en fer attelée. La charrue défonceuse, de conception locale, comporte deux sièges et goulettes par lesquelles les graines, introduites manuellement, débouchent derrière chaque versoir. Quant à la charrue attelée, le retournement du sol est suivi d'un semis à la volée. Une poutre ou des branches tractées produit un hersage sommaire (*floteado*) autant pour casser les mottes que pour faire tomber les graines dans les interstices. Après le semis de septembre et en année pluvieuse, l'unique désherbage est manuel. Cette conduite expéditive produit des peuplements hétérogènes.

L'intensification et la densification du semis offrent un intérêt limité, y compris pour le semis de septembre. Le risque de fin précoce des pluies est élevé et le besoin en pois-chiche est faible. Valorisant à faibles intrants des terres libérées, l'intérêt du pois-chiche est de nature agronomique pour la culture suivante : sol enrichi, terre ameublie et mauvaises herbes contrôlées. On peut évoquer à son égard la vieille technique de la jachère travaillée.

3. La commercialisation

Les filières commerciales incluent non seulement les fonctions habituelles d'achat, de stockage, de distribution, d'information, etc. mais aussi celles qui entraînent le changement, la diversification et la flexibilité des systèmes de production. La mise en place d'une filière est risquée et on a vu les premiers ateliers américains tâtonner pour l'achat de fraises. Au Mexique, l'État a apporté sa caution et ses équipements avec les limites de son modèle de gestion. Les commerçants privés en concurrence entre eux sont plus réactifs et souvent préférés par les agriculteurs.

Organisations paysannes commerciales, vente au détail et grandes entreprises n'apparaissent pas dans la vallée d'Ecuandureo. Pas davantage les intermédiaires de type *middlemen* en Asie capables de

garantir l'approvisionnement aux industriels et un débouché aux producteurs³⁰. L'intermédiaire mexicain est plus un commerçant ou un transporteur et seule la culture de la tomate est l'objet de relations de confiance entre producteur et acheteur.

Avant l'instauration des prix de garantie en 1954, villes et industries se plaignaient du désapprovisionnement et de l'instabilité des prix agricoles. Faute de concurrence et d'information, les producteurs étaient liés à un intermédiaire qui fixait les prix. En 1990, les termes d'accapareurs ou de "coyotes" avaient perdu leur connotation péjorative en milieu paysan. Alors que les magasins d'Etat ont stabilisé la production et imposé la concurrence et les prix de garantie, ils n'arrivent pas à rivaliser aujourd'hui avec les privés.

Un moyen d'appliquer les prix fixés a reposé sur la constitution en 1965 du réseau de magasins d'Etat Conasupo (*Compañía Nacional de Subsistencias Populares*). Mais la conception artistique des premiers lieux de stockage en béton, peu ventilé et inadapté à la variété des climats du pays a joué au détriment du dispositif car de nombreux entrepôts publics étaient abandonnés. Plus tard, des entrepôts modernes ont été construits mais, là encore, ils sont restés vides. Le gouvernement de l'état du Michoacán a par exemple créé d'immenses entrepôts gonflables, la compagnie Azteca. Le grain est ventilé avec des souffleries puissantes. Lors de la première année d'existence des "bulles" à Ecuandureo, les transporteurs y ont apporté le grain, en particulier les plus isolés comme à Tinajas de Vargas et San José. Alors que les producteurs étaient pressés de rembourser les crédits de campagne, le chèque remis ne pouvait être retiré avant deux semaines. Par ailleurs, le prix de garantie était abaissé à cause de l'humidité et des impuretés. Enfin, la ristourne qui devait être octroyée en fonction des bénéfices n'a jamais été honorée. La rixe qui a éclaté aux grilles d'Azteca lui a ôté toute crédibilité. A partir de 1987, les hangars d'Azteca sont restés vides. Pour éviter que la toile des bulles ne s'endommage, leur gonflage coûte chaque année 36 millions de pesos (1990) pour la seule électricité.

Blé et sorgho sont transportés chez les grossistes et dans les unités d'alimentation du bétail des villes proches. La tomate est achetée sur pied. Si le prix est faible, le producteur tente sa chance sur le marché de gros à Zamora. Si le prix est dérisoire, le producteur renonce à la récolte.

L'Etat n'a jamais régulé les produits périssables, se contentant des « grains de base » comme les céréales et le haricot. Dans d'autres régions, il a essayé d'organiser les filières du café et du coton. Pour les céréales, il a joué un rôle essentiel par les prix, l'équipement productif, les crédits et assurances, voire dans le stockage. Celui-ci n'était pas à la hauteur de la gestion privée, mais cette dernière a dû procurer un meilleur service que les magasins d'état, lesquels ont peut-être servi de références minimales pour le secteur privé.

Des prix à la baisse traduisent le succès de la paysannerie et de l'Etat. Les meilleurs rendements en sorgho placent les producteurs de la vallée au niveau des meilleurs producteurs du monde. La technicité a eu lieu avec une faible mobilisation du capital : peu de tracteurs et entreprises privées de moissonnage. Les petits agriculteurs ont répondu massivement aux incitations. Mais ce succès a produit plusieurs problèmes. Le premier est économique : des prix de garantie et une rémunération du producteur qui baissent à mesure que le pays produit davantage. L'autre problème est politique. Les aides publiques et l'encadrement du producteur maintiennent un clientélisme exagéré et une corruption élevée des fonctionnaires de la Réforme agraire. En conséquence, l'appui peu démocratique des petits producteurs au parti unique a servi un argument facile aux détracteurs du

³⁰ Voir le tome 2

système qui ont insisté sur ces dysfonctionnements en oubliant ses avantages. Le gouvernement libéral de Carlos Salinas de Gortari en a profité pour une libéralisation quasi-totale.

Pourtant, le succès économique et social est évident comme en témoigne la situation intermédiaire d'Ecuandureo entre périmètres irrigués et zones déshéritées. Une autre condition du succès est d'avoir laissé la libre entreprise fonctionner dans une agriculture étatique. Bien que l'encadrement du producteur fût serré, les déficiences du dispositif ont été mises à profit par des privés efficaces.

II – LES ÉLEVAGES

Plus de la moitié de la vallée est couverte de parcours et de prairie naturelle. L'élevage qui en tire parti est une activité peu visible, disséminée, encore moins encadrée. La qualité médiocre de la végétation est conditionnée par la topographie, mais c'est aussi une conséquence des fonctions attribuées au bétail dans les exploitations agricoles petites ou moyennes. Le poids économique de l'élevage est substantiel et il pourrait l'être davantage si la ressource fourragère était mieux valorisée. Le contraste dans le paysage est en effet flagrant entre les fourrés arbustifs du *matorral* et les parcours améliorés sous forme de pâturages des villages d'éleveurs : gros éleveurs d'Ecuandureo, *ranchos* privés (Majadas, Nopalera, Torcasas) et communauté de Tinajas de Vargas.

La ressource fourragère des parcours est abondante quelques mois de l'année. Les premières pluies font "exploser" en quelques jours la végétation au sol et reverdir les fourrés. Les animaux mal nourris en fin de saison sèche y sont immédiatement parqués. En septembre, les vaches n'y retournent plus. Les chèvres exploitent les étages d'altitude jusqu'en décembre, mais peuvent se détourner du parcours dès septembre. Seuls les animaux improductifs y demeurent à l'année.

Dans les *ejidos*, les parcours collectifs sont une opportunité pour nourrir les animaux. Tant que la ressource n'entraîne pas de coûts, autrement dit tant qu'elle est gratuite, l'opportunité est réelle mais la condition de cette opportunité sans coût est l'absence d'aménagement. Le second problème est celui du *free rider* qui brise l'effort collectif. L'inégalité sociale se manifeste principalement dans le nombre d'animaux. Ceux qui entreprennent un aménagement collectif non seulement sont critiqués du fait de la privatisation du commun, mais surtout verront les pauvres y mettre des animaux, éventuellement nombreux, sans avoir participé aux dépenses. La tragédie des communs est encore plus complexe quand le manque d'initiative sur un commun conduit l'Etat à s'y substituer, ce qui bien sûr accroît l'attentisme collectif.

Il y a pire car s'ajoute la cohérence des fonctions tenues par les différentes ressources au sein d'une exploitation agricole. Les cannes de maïs, qui est un fourrage médiocre, sont le complément idéal du parcours non amélioré. La cohérence du système agropastoral se renforce avec des races indigènes et rend plus difficile toute amélioration qui doit s'appliquer aux trois composantes de l'élevage : cannes de maïs, parcours et rusticité génétique. Alors que chaque composante est améliorable, le problème pratique est leur amélioration conjointe, ceci dans la durée. Pour améliorer la ration à base de maïs, il faudrait par exemple stabiliser la culture de pois-chiche opportuniste et en baisse depuis l'assèchement du lac.

En 1970, l'assainissement de la vallée élimine les parcours du Plan soumis aux crues de la rivière et au débordement du lac. Quiringuicharo et La Soledad connaissent une première diminution du cheptel. Plus tard, l'irrigation diminue le maïs. Le parcours de petite extension est alors à peine exploité. De 600 têtes, le cheptel de Quiringuicharo est passé à 200 en 1990.

Les fonctions des troupeaux sont plus variées que celles des cultures. L'articulation de l'élevage avec les cultures varie de la dépendance stricte à l'indépendance totale, indépendance qui se manifeste

quand l'alimentation est achetée. Une vache produit des veaux à vendre, d'embouche ou de renouvellement ; elle produit viande, lait (pour la consommation familiale ou pour la vente, avant ou après transformation en fromage) et fumier ; elle est une source d'énergie dans le trait ; elle sert de réserve financière ; elle valorise une ressource peu utilisée ou est l'instrument du contrôle d'une ressource collective (Perez 1990). L'élevage est un moyen de profiter d'une terre illégalement acquise. A San José de Vargas et à Colecio, les terres envahies étaient en 1990 louées à de gros éleveurs qui les enclosent.

La hiérarchie des fonctions est révélée par les types de conduite en étroite relation avec la cohérence générale de l'exploitation agricole. La spécialisation génétique vers le lait ou la viande, ou le maintien du "double objectif" (*doble propósito*), et la conduite fourragère servent ici d'indicateurs³¹.

1. Le petit élevage domestique

La distribution des animaux a été relevée dans l'*ejido* de Colecio (Arreola 1989 -Tableau 10). Deux tiers des familles possèdent au moins un cheval ou un âne, une truie et quelques poules, auxquels s'ajoutent pour certaines une vache. L'élevage de "cour de ferme" (*traspatio*) subvient aux besoins de la famille. Les animaux sont nourris avec les sous-produits : chaumes³², restes de *tortillas* pour les porcs, complément de grain et de pois-chiche. Les quelques têtes de bétail sortent du corral domestique en début de saison des pluies, herbe fraîche et paille étant apportées le reste de l'année.

Tableau 10 : Elevage domestique dans l'*ejido* de Colecio

	Seuil	% d'unités de production
- de truies	< 5	100
- de vaches laitières	< 5	85
- de chevaux	< 5	58
- de bovins dans les troupeaux	< 10	53
- de poules	< 20	61
- de chèvres	< 10	2

Un ou deux animaux supplémentaires sont destinés à la vente : lait dans le village, porcs dans une ville proche (Ascencio 1986). Quand les sous-produits manquent, les porcs sont engraisés avec un aliment acheté et les bovins sont gardés par un ancien ou un enfant sur les bas de parcours, les parcelles ouvertes après la récolte et le long des chemins et des canaux.

L'élevage domestique est à coût négligeable grâce à la valorisation des déchets domestiques et d'un travail familial peu mobilisable ailleurs. Les femmes traitent les vaches. L'amélioration du cheptel ne peut être envisagée sans changement de fonction du fait de dépenses au-delà du coût d'opportunité. Inversement, l'élevage domestique peut être le tremplin pour amorcer une activité commerciale. Une amélioration génétique ou alimentaire légère est envisageable s'il existe un projet familial dans ce sens.

³¹ La structure et la démographie du troupeau, le calendrier des ventes (âges et types d'animaux) et la conduite du renouvellement ou de l'extension du cheptel n'ont pas été utilisés dans ce travail.

³² L'écimage du maïs après épiaison demeure dans quelques communautés. Il renforce le pied de la plante et les fleurs mâles, de bonne qualité fourragère, sont conservés dans des enclos en pierre sur les parcelles. Ces corrals constituent un manquement à la mise en commun des chaumes. Ils sont abondants dans la région d'Angamacutiro au nord de la vallée, ce qui semble coïncider avec la faible clôture des parcelles.

2. Les bovins-lait intensifs

Les plus importants élevages laitiers atteignent 30 têtes à Ucácuaro, dont la moitié est en production. Des agriculteurs privés mettent à profit leur proximité du chef-lieu pour la vente de lait. Le litre vendu directement à Ecuandureo rapportait 1500 \$ quand le prix de garantie était de 900 \$ en 1990. Tous les villages grâce à quelques unités de production sont autosuffisants en lait. De nombreuses familles élèvent une vache et les autres achètent le lait à un voisin. Les villages proches de Zamora (Majadas et Maravillas, Estancia de Gomez et Torcasas) en vendent à l'extérieur. Les excédents éventuels sont transformés en fromage vendu sur place.

Les vaches allaitantes pâturent les bas de parcours et redescendent le soir pour être traitées. A partir de novembre, l'affouragement fait appel à ce qui est disponible : bord de canal, luzerne, pois-chiche et cannes de maïs moulues, mais aussi chaumes de sorgho et aliment acheté. Les animaux non productifs (*horro*) paissent dans le parcours jusqu'en décembre. Ils comprennent les génisses de renouvellement du troupeau, les taurillons d'embouche et les animaux de réforme. Les animaux sont tenus de redescendre dans la vallée plus à cause de l'assèchement des mares que par manque de végétation. Les animaux se perdent, sont volés ou se brisent les pattes dans les parcours.

Les éleveurs privés entretiennent une luzernière irriguée à l'année et cultivent du maïs. Le sorgho n'est cultivé qu'une fois satisfaits les besoins en fourrage. L'amélioration génétique est progressive en louant les services d'un reproducteur de type Holstein ou Suisse, sans pouvoir toujours se le procurer. Dans l'ensemble, des croisements entre la créole andalouse et la Hollandaise ont conformé des animaux "tâchés de noir" (*pintado de negro*) à la fois rustiques, un peu plus productif en lait et dont la carcasse se vend correctement. La spécialisation des *ejidatarios* est moindre que chez les privés.

A la différence des vallées qui bénéficient d'une eau abondante le long du Duero, Ecuandureo n'a ni vocation laitière, ni unités de pasteurisation du lait et de fabrication de yaourts. L'amélioration laitière doit reposer sur la valorisation de l'abondante ressource des parcours et, en saison sèche, sur des fourrages de qualité conservés secs (ou en silo comme à Santiago Tangamandapio proche). La voie des bovins-viande est plus facile.

3. Les bovins-viande extensifs

Les parcours ne produisent un fourrage correct que trois mois par an au plus. Avec le complément saisonnier des cannes de maïs, ils conviennent aux animaux rustiques qui valorisent les ressources existantes. Les ventes quotidiennes de lait, annuelles d'un animal et exceptionnelles d'une partie du troupeau procurent les liquidités nécessaires aux besoins quotidiens et aux investissements comme la réfection de la maison ou le mariage d'un enfant. Sur cette base productive se greffent des variantes

Les troupeaux un peu importants dans les *ejidos* demeurent de facture traditionnelle. L'amélioration génétique est graduelle en donnant une préférence aux reproducteurs rustiques de type zébu qui produisent davantage de viande. Toutefois, l'absence de garantie sur les parcours collectifs empêche toute amélioration et même entrave leur entretien. L'accaparement illégal des parcours par quelques éleveurs aisés de l'*ejido* n'est pas une garantie de durabilité et limite également les aménagements.

Le problème est juridique car tout *ejidatario* peut jouir du parcours collectif même s'il n'a pas participé à son aménagement. Des baux à longue durée ne sont pas possibles³³ car ils nécessiteraient une

³³ La privatisation ultérieure de l'*ejido* dans les années 1990 a conduit chaque *ejido* à décider du sort des parties communes. Dans bien des cas, il n'y a pas eu de privatisation et les photos aériennes de 2020 montrent des parcours aussi contrastés entre l'*ejido* et les privés qu'en 1990.

communauté « ostromienne » où la confiance règne avec des règlements appliqués. C'est dommage car des clôtures, un chemin ou le creusement d'une mare (*jaguey*³⁴) seraient financés les premières années par les redevances de location. Spontanément surviendrait la spécialisation dans l'élevage avec sélection génétique et améliorations sanitaire et alimentaire (mélasse, complément en saison sèche pour éviter les pertes de poids).

Les petits élevages domestiques dans l'incapacité d'accroître leur troupeau utilisent les bas de parcours sans coûts et les parcelles abandonnées à la friche. Quand il arrive que les membres d'un *ejido* se mettent d'accord sur l'élevage, c'est à travers la sollicitation d'une aide matérielle à la municipalité ou au gouvernement. Aucune action n'est entreprise par les demandeurs car le matériel est réclamé depuis des années. A la différence des privés, peu de cas de nettoyage existent et les mares se comblent et disparaissent.

Pour dépasser le prélèvement minier, la création d'un chemin d'exploitation est prioritaire. La piste départementale à San José de Vargas, l'ex-plantation d'agaves à Majadas et le chemin d'Ecuandureo à Emiliano Zapata ouvert en 1990 illustrent leur impact positif : surveillance des animaux, apport d'eau et de complément alimentaire, rotation des pâturages, rénovation des mares. Une clôture évite que les animaux se perdent et participe à la gestion de la ressource. La mare artificielle allonge le délai d'utilisation du parcours. Toutefois, l'amélioration de la ressource avec augmentation de la charge animale n'est le fait que d'une communauté et de deux éleveurs privés. Un privé à Torcasas a désherbé le parcours chimiquement à partir d'un avion avant de semer des graminées fourragères. Le chemin permet le contrôle des animaux et l'entretien de la prairie et de la mare. Un éleveur de La Nopalera a profité du chemin pavé pour louer la plantation d'agaves abandonnée où le pâturage est abondant. Faute d'une charge animale suffisante, cette plantation tend à s'embroussailler. Pendant quelques mois de l'année, il embouche des animaux achetés maigres dans les Terres chaudes avec surveillance étroite, déparasitage et apports de compléments alimentaires. Le troisième cas est celui d'une communauté d'éleveurs. La charge animale est suffisante pour le maintien du pâturage et l'élimination des arbustes. Une partie reste en fourré où les feuilles des arbustes sont broutées en début de saison sèche.

A la différence de la production agricole, les activités d'élevage révèlent le grand écart entre potentiel et usage alors que travail et capital sont peu sollicités. Les élevages privés suggèrent que le statut collectif est une première cause d'écart et que la petite paysannerie en est une seconde. En effet, la spécialisation de quelques *ejidos* vers l'élevage souligne la contradiction entre agriculture et élevage. Il faut améliorer les trois composantes en même temps – cannes de maïs, parcours et races- et ce, de manière collective. La divergence d'intérêts due à la différenciation sociale, ainsi que les faibles moyens des *ejidos* et l'attentisme vis-à-vis de l'État, gênent les améliorations pastorales. Dans les communautés plus agricoles, les réglementations limitent la divagation des animaux et même interdisent les chèvres. Pourtant, ces dernières sont un moyen d'enrichissement et d'usage des parcours.

4. Les chèvres

Comme on l'a vu dans le chapitre sur l'ascension sociale, l'élevage caprin est une activité qui permet de changer de statut économique. Les éleveurs sont issus du groupe des petits paysans et des paysans sans terre qui parviennent à constituer un troupeau entre 50 et 200 têtes en production laitière. Dans la vallée, un troupeau de 700 têtes orienté viande a été identifié dans le village d'éleveurs de Tinajas

³⁴ Les échancrements naturels d'eau dans les rochers sont les *tinajas*.

de Vargas. Le lait est vendu aux collecteurs dépêchés quotidiennement par les ateliers de Zamora. En mélange avec le lait de vaches, il sert aux confiseries consommées dans le pays.

Comme pour le sorgho, la chèvre remplit une fonction commerciale. Comme le pois-chiche adapté à la sécheresse et cultivé en décrue, la chèvre rustique est l'objet d'une conduite relativement intensive encore que la faible capacité financière du jeune éleveur retarde l'amélioration d'un troupeau. La composition génétique du troupeau va de la bigarrure des souches natives jusqu'aux races sélectionnées. Pour ces dernières, le choix porte sur des races peu fragiles de type Saanen blanche ou Chamoisée issues d'un programme gouvernemental ou d'autres éleveurs. La traite s'effectue dans un corral ou sous un abri sous roche. La divagation d'un bouc et la difficulté de repérage des chèvres en début de gestation sont un frein à cet effort. Une maîtrise réduite de la reproduction limite aussi le choix de la période de production laitière qui s'étale souvent sur l'année.

L'alimentation est d'une certaine qualité car les chèvres sont mobiles dans le parcours. En saison des pluies, les chèvres exploitent tous les étages des volcans jusqu'au sommet à 2400 mètres d'altitude. La mobilité leur permet de redescendre assez bas pour s'abreuver. Il arrive, comme à Colecio, que des parcelles défrichées pour du maïs soient totalement isolées dans la montagne : elles sont le fait des chevriers en quête d'une activité. En dehors du parcours, l'alimentation du troupeau requiert une grande connaissance... sociale. L'anticipation des besoins et la garantie d'une continuité alimentaire exigent de prévoir le pois-chiche acheté sur pied, la disponibilité des chaumes et les parcelles abandonnées pour une raison ou une autre, ceci complétée par le maïs moulu, les propres productions de l'éleveur et l'achat d'aliment. On voit ainsi l'éleveur se saisir opportunément d'une parcelle de chou qui n'a pas trouvé preneur, une tomate non récoltée, un sorgho décimé par la sécheresse... Les chèvres sont une sorte de garantie ultime pour le cultivateur malchanceux tout en étant un avantage pour éliminer les chaumes et enrichir la parcelle avec les déjections animales, surtout si un parc de nuit y est installé. Le cultivateur est payé en partie avec des chevreaux. La recherche de cette nourriture opportune entraîne les troupeaux sur des dizaines de kilomètres, les poussant jusqu'à la Ciénega de Chapala car c'est la période de plus grande production laitière

Comme évoqué plus haut, les chèvres exigent une organisation contraignante pour les familles et les communautés. Les chèvres sont en permanence gardées car elles se perdent sur les parcours et occasionnent des dégâts aux cultures. Les communautés doivent s'organiser face aux chèvres. D'abord, des chevriers n'ont pas de terres *ejidales* et ne participent pas aux décisions communes. Les *ejidatarios* peuvent refuser le parcours, les terres en vaines pâtures et plus généralement les terres cultivables. Il y a même une incompatibilité avec les *ecuaros* qui doivent être clôturés. Ensuite le prélèvement sur le parcours se fait au détriment de l'élevage des *ejidatarios*. Même si les étages parcourus par les chèvres minimisent la concurrence, le fait que les chevriers s'en sortent bien peut provoquer des jalousies. Enfin, les chèvres sont un élément de dégradation dans les rues du village.

Dans la vallée, les recensements attestent le maintien de l'effectif caprin jusqu'en 1990. Toutefois, le nombre de troupeaux diminue ainsi que le nombre de communautés qui acceptent les chèvres. Les programmes de développement caprin ont plus de chances de fonctionner car l'activité cherche davantage que les bovins des formes d'intensification, même si l'alimentation est acrobatique. Une bourse informative des parcelles ouvertes aux chevriers serait une possibilité. Ces programmes doivent toutefois comprendre que les producteurs sont des familles pauvres mal reconnues dans les ejidos. Il arrive aussi que l'objectif une fois atteint, comme l'achat d'une terre, conduise l'éleveur à abandonner l'élevage pour une activité moins exigeante.

Plusieurs éléments de développement seraient faciles à réaliser : combattre l'idée de la transmission de maladies par les fromages ; mise à disposition de races améliorées à travers boucs, insémination artificielle ou femelles ; foires au bétail quasiment inexistantes dans la région. La profession de chevrier n'est reconnue ni par les organismes gouvernementaux ni par la coopérative gérée par l'Union des *Ejidors* de la vallée. Un programme plus ambitieux devrait traiter des problèmes vétérinaires (avortement, perte de poids, vaccination, détermination des plantes toxiques³⁵ du parcours, questions sanitaires) et zootechniques concernant la reproduction (groupement des chaleurs, contrôle des femelles en gestation).

5. Un cheptel en diminution

L'extension des zones irriguées et du sorgho a fait fondre le volume de cannes de maïs. La réaction fut de clore parcelles et *ecuaros* pour protéger les cannes de maïs. Les communautés remettent parallèlement en cause les droits de pâture sur le Plan. Le bétail se réduit globalement même si de nouvelles spéculations apparaissent avec l'épargne sur "pied" hors inflation de la part des migrants et l'apparition de l'embouche privée de veaux achetés dans les Terres chaudes.

En 1990, les vaches laitières et les chèvres captent les meilleures ressources. Les animaux de cour maintiennent leur effectif, tout comme les grands troupeaux privés qui sont autonomes sur le plan alimentaire. En conséquence, la diminution des fourrages de saison sèche affecte les gros troupeaux des *ejidatarios*. La sous-utilisation des parcours s'accroît.

Dans ces conditions, les programmes d'amélioration de l'élevage connaissent peu de succès. Il faut toujours distinguer les opérations à but clientéliste sous la forme de dons aux communautés. La fourniture à titre gratuit de semences de graminées fourragères pour les parcours s'est soldée par un taux de levée nul dans les quelques essais conduits par les chefs de conseils *ejidaux* scrupuleux. La diversification des élevages avec la fourniture de poulets de chair ne s'est appliquée qu'aux revenus des bénéficiaires et à leur régime alimentaire. Ces libéralités ont un but électoral et ne sont d'ailleurs accompagnées ni de recommandations techniques ni d'encadrement économique tant l'échec est assuré.

Distinguer les programmes avec une assise technicoéconomique solide n'est pas aisé tant les échecs sont notoires. En quatre ans, trois programmes publics ont échoué, telle la tentative de développement du cactus inerme sur les coteaux. Plus sérieuse en apparence fut l'aide accordée à la création d'un atelier collectif d'élevage de porcs avec assistance financière et technique. Dans les régions fruitières, ce fut des unités pour produire des jus de fruits, ce type d'aides étant largement plébiscité par les villageois. Mais l'échec est chronique une fois que l'enthousiasme cède la place aux règles du marché et de la rigueur gestionnaire. Les directives nationales méconnaissent également ces réalités. Aussi l'élevage de porcs a échoué pour des erreurs de gestion et des malversations, d'autant plus que l'insuffisance de capital des six *ejidatarios* concernés a empêché de faire face aux fluctuations de cours typiques dans cette production. Le projet s'est soldé par l'impossibilité de rembourser les avances et l'abandon des bâtiments. En général, les observateurs s'étonnent que la personne qu'on suppose avoir détourné la caisse commune continue à vivre dans la communauté. Mais la communauté est pratique : personne ne croit aux vertus du collectif ni dans celles du gouvernement. Un collectif fonctionne seulement quand il est le seul moyen d'avancer.

³⁵ La consommation des feuilles d'*Ipomea* spp. en fin de saison sèche et d'autres plantes d'altitude non identifiées provoque l'avortement alors que, à faible dose, ce sont des laxatifs qui déparasitent les intestins.

III - PARTIR POUR L'ELDORADO

Pour le Mexicain du centre-Ouest, puis pour tout le pays femmes et indiens inclus et enfin pour l'Amérique centrale, l'Eldorado est bien sûr "El Dolarado", le pays mythique où tout jeune veut aller malgré les difficultés d'intégration et les risques du passage.

Avant la Conquête, le Bajío était une zone tampon qui protégeait les populations sédentaires du sud, Tarasques ou Otomis. Ces derniers avaient des avant-postes dans le Bajío et même des temples que l'archéologie a du mal à interpréter du fait de leur isolement. Il semble donc que les sédentaires n'aient pas colonisé le Bajío pour des problèmes épisodiques d'insécurité, ce qui n'empêchait pas le commerce, ou du fait de la difficulté à tirer parti de terres peu salubres. Leur préférence était les Terres chaudes et la région de Sayula à l'ouest pour son sel et les plantes tinctoriales et textiles³⁶. Quoiqu'il en soit, les archéologues évoquent des migrations précoces avant que les Espagnols colonisent massivement le Bajío à leur arrivée³⁷.

Le monde septentrional est colonisé par les Espagnols jusqu'au XIX^{ème} siècle. Il n'est pas impossible que le Bajío, pour être la région la plus peuplée et la plus précoce de la colonisation espagnole, soit partie prenante d'une culture de la mobilité. En effet, les quatre états centrés sur le Bajío expulsaient en 1990 le plus de migrants aux États-Unis. Dans le Zacatecas, le Jalisco, le Michoacán et le Guanajuato, la migration est toujours récurrente au sens d'une activité migratoire auto-entretenu grâce à la maîtrise du caractère aventureux des déplacements. L'option s'insère structurellement dans les stratégies familiales. La population rurale **peut** migrer (avec des moyens financiers et les supports des réseaux sociaux) et elle **a intérêt** à le faire (différentiel de revenu). La récurrence suppose l'attachement de la population à la terre. L'autre pôle d'attraction fut bien sûr la ville de Mexico avec plus de vingt millions d'habitants.

1. Antécédents

Le Centre-Ouest dont fait partie le Bajío fut une marche pour coloniser le nord du pays puis pour migrer aux États-Unis. Au XX^{ème} siècle, l'État a fomenté l'émigration : d'abord avec les grands projets d'irrigation des années 1940 au nord du pays ; ensuite avec l'émigration vers les villes par légalisation des invasions de parcelles urbaines ; enfin aux États-Unis par les politiques agricoles. En effet, moins l'activité agricole au Mexique est rentable, plus les départs s'intensifient. Plus les moyens de partir sont accessibles, plus les départs sont nombreux et rapportent des dollars.

a. La colonisation du territoire national

Alors que les *encomiendas* fixent la population servile que récupèrent les haciendas ultérieures, l'ouverture des mines d'argent et la mise en valeur agricole attirent la main-d'œuvre recrutée chez les indigènes et les vétérans. Plus tard, les individus libres partent pour l'embauche saisonnière dans les haciendas sucrières du Veracruz ou de manière définitive au nord. L'emploi dans l'administration et le commerce provoque un appel vers les villes. La violence endémique empêche des mouvements massifs et perpétue en même temps la mobilité interstitielle.

³⁶ Des archéologues remettent en cause la faible densité de population de la région et mettent en avant la frontière écologique de l'isohyète, plus au nord que le Bajío, de 400 mm qui matérialiserait la limite de l'agriculture pluviale.

³⁷ Pereira et alii 2001

La construction du chemin de fer aux États-Unis et au Mexique facilite aussi les départs. Les contrats stipulent les conditions d'hébergement et de revenu et surtout garantissent contre l'échec quand ils financent le voyage. Durant la Première Guerre mondiale, les agents recruteurs au service des entreprises américaines sillonnent le Centre-Ouest. Dans les années 1930, la Réforme agraire fixe la population rurale, mais faute de terres suffisantes ou pour alléger une ambiance de violence locale, l'État propose une terre dans le Chiapas ou en Basse-Californie. La Réforme agraire expulse aussi les anciens patrons et les métayers. Ces derniers qui s'installent dans l'*ejido* Michoacán en Basse-Californie ou aux États-Unis balisent le voyage des suivants (Rionda 1986), en particulier des *ejidatarios* bien que ceux-ci à l'époque aient expulsé ceux-là. Les départs sont nombreux au cours des années 1940. Plusieurs années de sécheresse vident de moitié le lac Chapala et fragilise la paysannerie issue de la Réforme agraire. C'est à ce moment que se met en place le premier programme *Bracero* aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale. Plus tard, les ex-métayers reviennent au village, achètent des propriétés et impulsent le commerce. Toutes ces expériences actualisent les informations et conditionnent la continuité du phénomène.

b. La migration récurrente

Les années 1960 voient la consolidation de la paysannerie qu'incarne la Révolution verte avec le blé et le sorgho. L'époque redevient héroïque pour la migration faute de programme *Bracero*. La pression démographique fait remonter les défrichements sur les versants. Les hommes "commutent" quotidiennement vers Zamora pour se faire embaucher dans le maraîchage (Zendejas 1990). L'assurance de retrouver un emploi après une migration ratée suffit pour entretenir la pompe de la migration.

En 1970 dans la vallée d'Ecuandureo, l'extension de la superficie assainie près du lac demande très peu de travail supplémentaire car les cultures sont désormais semi-mécanisées. Les *ecuaros* amorcent un repli. L'irrigation sur forage accentue la mécanisation. Au cours des années 70, la migration devient considérable avec environ la moitié de la population active qui part chaque année aux États-Unis. 10 % sont des départs définitifs ou de longue durée.

En 1984, l'administration Reagan tentait de contrôler l'immigration sur la base de la loi Simpson-Rodino. Considérée comme une amnistie, elle légalisait les migrants traditionnels tout en renforçant les contrôles à la frontière et punissait les employeurs fraudeurs. La loi reposait sur une conception erronée de la migration des Mexicains. Non seulement les migrants occasionnels partirent légaliser leur situation, mais aussi tous les anciens qui pouvaient justifier quelques années de travail. La loi permettait à ses derniers de renouer avec l'aventure dans le confort de la légalisation. De nombreux jeunes suivirent le mouvement, légalement quand un membre de la famille avait pu obtenir la légalisation, et clandestinement pour les autres. L'échec de la loi fut même critiqué par les migrants qui témoignaient de la difficulté accrue de trouver du travail.

c. Les conséquences sur la vallée

Les départs jouent sur le mode de vie et les valeurs. La population agricole vieillit avec les pensionnés des États-Unis. À plus de 60 ans, un président de comité *ejidal* nouvellement élu découvrait les réalités de l'*ejido*. Les fils étant autonomes aux États-Unis, les contraintes familiales sont moindres. Le président de l'*ejido* privilégie la qualité de la vie, donne en location une terre irriguée, cultive à l'attelage le maïs pour sa consommation et pratique un élevage diversifié : il est devenu un « agriculteur du dimanche ».

Les épouses et les filles migrent ou bien ont des responsabilités économiques d'abord cachées puis reconnues. Cantonnées à la sphère domestique et à l'écart des activités publiques et des

responsabilités productives (à la différence des femmes indigènes), les femmes métisses assurent de plus en plus la gestion des cultures et des animaux. Elles interviennent dans les décisions importantes et au moment des successions (Mummert *com. pers.*). Les réticences masculines ne sont pas toutes levées quand on hésite à acheter du bétail pour le confier à une épouse. En 1990, on affirme aussi à l'unanimité que les femmes qui partent aux États-Unis n'y travaillent pas. En fait, presque toutes ont un emploi rémunéré dans les *tortillerías* du quartier mexicain de Chicago ou dans l'hôtellerie. Quant aux jeunes de la vallée, elles partent dans les usines de conditionnement de Zamora. Environ 20 % de l'ensemble de la population féminine s'y dirige quotidiennement³⁸, soit la quasi-totalité entre 15 et 25 ans. Le désir d'émancipation s'accommode du salaire minimum que même les ouvriers agricoles refusent. Gagner sa vie passe par l'émancipation du poids familial, ce qui signifie une migration *pull* pas toujours nécessaire sur le plan économique même si des femmes, jeunes et âgées, sont contraintes de le faire (migration *push*).

L'économie de la migration tire à la baisse les salaires américains, ce qui valait alors une certaine inimitié dans les syndicats. Au Mexique, le salaire minimum qu'acceptent les femmes à Zamora est conditionné par l'offre et sur le plan culturel comme on vient de le voir. Le salaire de l'époux aux États-Unis donne au salaire féminin une fonction de complément. Quant aux jeunes filles, un emploi est l'instrument pour échapper au carcan familial. Le salaire minimum à Zamora n'est pas indépendant de l'extension du phénomène migratoire.

Le départ des hommes entraîne un déficit de main-d'œuvre. A Quiringuicharo, les récoltes de tomate exigent plusieurs allées et venues en camionnette à la gare de Zamora où, tôt le matin, se regroupent les demandeurs d'emploi. Alors que le prix de la journée est fixe, l'horaire est la variable d'ajustement : débutant la journée à 7 heures, le manœuvre finit à 13 ou 14 heures à Las Fuentes et à Ecuandureo, alors qu'à Quiringuicharo et La Soledad, la journée s'achève à midi. A San José de Vargas, village de migration tardive, les conditions de salaire sont analogues à celles pratiquées à Zamora.

Le différentiel de salaire provoque le déplacement de jeunes et de manœuvres au sein de la vallée et depuis les vallées voisines plus pauvres. Les acheteurs de tomate viennent avec leur équipe, souvent des femmes tarasques. La géographie des mobilités montre, outre les hommes aux États-Unis, les femmes de la vallée qui partent à Zamora, les jeunes d'Estancia de Gomez à Quiringuicharo et les manœuvres de Churintzio et les femmes tarasques à Ecuandureo.

2. Les stratégies migratoires

En 1990, le salaire horaire minimum aux États-Unis (4,25 US \$ -certains touchent 10 \$/heure) vaut 10 fois celui en vigueur au Mexique (0,46 US \$), que seules les femmes dans les usines de congélation acceptent. Il vaut 5 fois celui du journalier non spécialisé qui n'est pas loin du revenu du petit paysan. Schématiquement, une année de salaire américain équivaldrait au revenu net d'une quinzaine d'hectares de sorgho pluvial ou de huit ha sous irrigation³⁹. Bon an mal an, un migrant moyen qui trouve une embauche toute l'année peut compter sur 7000 US \$ par an, auxquels il faut défalquer les coûts de la vie aux États-Unis et les voyages. Le taux d'épargne est substantiel et de nombreux migrants faisaient en 1990 le voyage en avion. Il n'était pas rare d'offrir un billet d'avion de 200 US\$ à un parent.

³⁸ D'après le nombre de bus au départ des villages hors chef-lieu.

³⁹ Avec un rapport net de 1.200.000 MEX \$/ha (\$ M.N. Monnaie nationale) de sorgho contre 10 mois de 20 jours de 8 heures de travail aux États-Unis. Outre l'aspect grossier du calcul, un producteur avec 15 ha cultiverait de la tomate.

Tableau 11 : Types majeurs de migrants

<i>MIGRATION</i>	<i>REGULIERE</i>	<i>DE CIRCONSTANCE</i>
de nécessité avec risque	Fils de paysan sans terre	-
sans risque	Fils d'ejidatario	-
de différence de salaire avec risque	Paysan sans terre	-
avec risque	Producteur privé et ejidatario	Producteur privé et ejidatario

La stratégie migratoire est différemment intégrée aux stratégies familiales. La nécessité de migrer est inversement proportionnelle avec les moyens disponibles pour le faire. La nécessité décroît avec la richesse croissante qui, également, réduit les risques d'échec (Tableau 11). Il en résulte une "fenêtre" qui situe les migrants par rapport aux non migrants sur l'échelle de richesse. Mais d'autres facteurs modifient le choix de la migration. A richesse égale, un père de famille part avec des assurances solides, même en cas d'opportunités alors que les jeunes tentent leur chance plus facilement. La courbe de nécessité présente aussi des seuils depuis la survie impossible au Mexique (nécessité de type Push), une survie possible mais peu acceptable, une nécessité faible qui est celle de l'amélioration de revenu (migration de type Pull) et, enfin, l'absence de nécessité. Chez les riches, les enfants scolarisés ont l'option de partir en ville.

L'acquisition d'expérience lors d'un séjour couronné de succès renforce la possibilité de repartir avec, toutefois, les deux contraintes de la probabilité du succès originel et la cohérence entre stratégies familiales et individuelles. Un jeune époux pauvre peut ainsi estimer qu'un échec est trop risqué alors qu'un célibataire appuyé par ses parents tente sa chance plusieurs fois. Inversement, un célibataire qui a réussi l'expérience américaine peut y mettre un terme par souci de se marier au Mexique ou selon les besoins de l'unité de production familiale. La notion de risque est liée de manière multidimensionnelle à la structure familiale.

Parmi les fils d'un *ejidatario*, un seul pourra reprendre le patrimoine familial. La loi ne permet pas de le diviser et la migration permet d'appliquer la loi. En fait, c'est moins l'aspect juridique qu'économique qui préside à ce choix car le droit s'est montré inopérant pour empêcher le morcellement dans l'état du Veracruz (Cambrézy *com. pers.*). Ultérieurement, un frère reviendra après avoir acheté des animaux en préparation à son retour. Des différents frères, aucun ne peut prévoir avec certitude son retour mais la probabilité d'une installation sur l'exploitation du père est élevée.

Les choix dépendent aussi de la région où se dirige le migrant. La côte ouest offre du travail toute l'année depuis la taille de la vigne en janvier dans la Napa Valley jusqu'aux récoltes de pommes en octobre dans l'Oregon. Les jeunes préfèrent changer d'entreprise en quête de la meilleure opportunité. Les hommes s'attachent aux propriétés, d'abord la fraise, ensuite l'orange ou la laitue, puis la framboise ou la poire... Les travaux agricoles présentent l'avantage de la flexibilité. En effet, le migrant peut partir en janvier dans la Napa Valley et revenir en juin pour s'occuper de ses propres cultures pluviales. D'autres partent en mai ou juin, le blé irrigué étant moissonné (San José de Vargas), ou après le semis et l'épandage d'engrais et d'herbicide des cultures pluviales. Dans les Terres chaudes, des agriculteurs cultivent seulement en saison sèche avec l'irrigation et partent pendant la saison des pluies pendant laquelle la parcelle est abandonnée. Les départs en tout début d'année sont peu nombreux car les emplois sont comptés et spécialisés. L'apprentissage de la taille de la vigne, par exemple, s'effectue entre connaissances du même village, ce qui explique qu'une communauté

comme Taquiscareo près de La Piedad s'est spécialisée dans ce type de migration. En général, les jeunes ne partent pas avant avril et certains attendent les semailles de juin.

A la différence de l'agriculture et du bâtiment qui sont des activités saisonnières, les usines et les restaurants embauchent à l'année. Le migrant cumule ses congés annuels pour les prendre tous les 3 ou 4 ans. Cette stratégie est hors de portée des producteurs agricoles à moins de donner en location les terres pendant ce laps de temps. L'apprentissage de l'anglais n'est pas nécessaire, y compris dans l'Illinois, mais c'est une étape pour un projet d'installation à long terme.

La Soledad a bénéficié d'une répartition des terres avantageuses, les nouveau-nés ayant été appointés comme *ejidatarios*. Cela s'est traduit par une migration tardive, l'absence d'antennes paraboliques dans le village en 1990 et une destination des migrants pour plus de la moitié à Chicago en zone alors non traditionnelle. Dans la vallée, les retrouvailles dans une communauté-miroir ont été mentionnées une seule fois : il s'agit de Madera (Cal.) où se retrouvent les habitants de San José de Vargas entre juin et août. De plus en plus de migrants se retrouvent aussi dans les hippodromes de New York et de Miami qui sont des fiefs portoricains.

3. L'impact sur l'agriculture

Une avance pour financer le voyage, l'assurance de retrouver sa place au retour, l'accueil de l'épouse du migrant au sein de la famille sont autant de liens qui unissent l'individu à sa famille. Il arrive que le père cesse de migrer quand les fils partent ou qu'un fils reste pour cultiver la terre familiale jusqu'à ce qu'un frère le relève. Selon la situation, un fils revient exploiter les terres familiales qui lui reviendront. Ce peut être le moins chanceux, celui qui avait préparé son retour ou celui qui avait construit au village avant de se marier. Les racines foncières sont un élément de sécurité dans les projets. L'agriculture peut être considérée comme la sécurité nécessaire pour faire face aux aléas de la migration. A son tour, cette dernière assure la prospérité de la famille et irrigue la terre avec des dollars. La conception migratoire dans les familles paysannes repose sur la complémentarité : on cultive parce qu'on migre, on migre parce qu'on cultive. L'agriculture est de plus en plus au service de la migration.

La dynamique agricole est sous la double coupe de la migration et de la faible rentabilité agricole, assortie de la fluctuation des prix depuis 1989. La location des parcelles est quasiment inexistante. Les communautés migratrices comme El Colecio abandonnent une partie du terroir. Les parcelles pierreuses servent au bétail et retournent à la friche. Les pratiques culturelles des migrants ne visent pas la performance car les travaux culturaux sont mal réalisés, l'enherbement non contrôlé, le travail du manœuvre non supervisé.

La migration joue un rôle variable selon les moments et son rôle est même contradictoire. Les enquêtes s'accordent pour signaler la faiblesse de l'investissement agricole de la part des migrants alors que le capital en dollars est présent, ce qui est en accord avec la faible rentabilité agricole. Mais le phénomène est sous-estimé car le migrant investit à de rares occasions ou bien de manière progressive en prévision de son retour : camionnettes, animaux, terres, tracteurs... Tout au plus, la pluriactivité agriculture-migration n'engendre pas de suréquipement comme on le voit là où l'agriculture est rentable. A Tinajas de Vargas, une moissonneuse-batteuse a été achetée par 5 frères qui migrent. Elle est rentabilisée par sa location dans la vallée.

Les dollars ont tout de même acquis un rôle plus important depuis le retrait de Banrural. A Las Fuentes, des paysans sans terre cultivent plusieurs hectares de tomates grâce aux mandats envoyés par plusieurs fils. Le départ d'un parent ou d'un ami aux Etats-Unis permet à un bénéficiaire de

profiter provisoirement de la terre. Les sommes les plus conséquentes sont allouées à l'entretien des familles demeurées sur place, à l'amélioration des maisons et à la scolarité, objectifs qui sont aussi ceux des agriculteurs. La conséquence du maintien des familles et des retours est que les dollars bloquent la dynamique foncière. Quant à la modernisation, elle pourrait s'accroître car le potentiel financier de la migration est substantiel.

Malgré les jeunes dont le vacarme, les dépenses et le mode de vie ostentatoire permettent d'afficher publiquement leur autonomie durant les congés de fin d'année, la majeure partie des migrants cherchent à s'insérer dans la communauté. Le prétendu individualisme hérité du monde anglo-saxon ou les conflits avec les agriculteurs résidents sont minimisés. Le migrant affiche sa participation à la coopération communautaire : banc au nom de la famille donatrice sur la place du village (El Colecio), réfection de l'Eglise paroissiale, fêtes familiales avec de nombreux invités, présence aux célébrations patronales. Les migrants sont fiers de participer aux traditions plus formelles que jadis. La visite du curé aux États-Unis est chaque fois un succès car il rapporte des sommes importantes⁴⁰. La migration est trop impliquée dans les familles pour faire l'objet de conflits.

IV – APERÇU DU DESENGAGEMENT : 1988-1990

Alors que la petite paysannerie a été modernisée et produit dans de bonnes conditions dans un secteur très peu rentable, modèle qui aurait été encore plus prometteur avec des prix un peu plus élevés, le monde s'est libéralisé à outrance dans les années 1990. Le président du Mexique suit le mouvement mondial, voire le précède car il est l'un des premiers dirigeants à appliquer les plans d'ajustement structurel.

Alors que le général Cárdenas avait réalisé une métamorphose économique et sociale dans les années 1930, l'administration Salinas en 1988 produit un autre *bandazo* dont les effets commençaient à se faire sentir au moment de notre analyse. Nommé au début de l'année 1990, le ministre de l'agriculture se préoccupe alors davantage d'équilibres financiers et de rentabilité que d'effets induits et non comptables. Le vieux contrat passé avec la paysannerie n'a plus cours, pas plus que l'empirisme politique qui portait l'économie du pays.

En 1990, l'entreprise d'assurances qui garantit le crédit gouvernemental est dissoute au motif d'une corruption généralisée. Banrural se retire des zones à haut risque (*sinistralidad*). Dans la vallée, seule la communauté de La Soledad continue à bénéficier de sa bienveillance après négociation et remboursement des arriérés. Dès 1989, les autres villages doivent se contenter des subventions directes du Programme National de Solidarité (Pronasol) qui fait l'objet de vastes campagnes publicitaires. La solidarité est un cache-misère car la politique d'austérité est de favoriser les classes urbaines et le décollage industriel.

Les dysfonctionnements administratifs étaient réels, dont les crédits et les intrants octroyés de manière inopportune, les dérives clientélistes, le vice d'un syndicat assujéti au parti unique, l'inefficacité des entreprises parapubliques et la corruption du secrétariat de la Réforme agraire⁴¹. C'est d'ailleurs au nom de ces dérives que la nouvelle politique est justifiée. Pourtant, Banrural animait la modernisation des campagnes. Les avances étaient nécessaires pour que la majorité des producteurs soient en mesure de produire pour le marché. A son retrait, l'*ejidatario* n'a reçu que 900.000 pesos de Pronasol au lieu des millions exigés pour mettre en culture plusieurs hectares.

⁴⁰ Si l'école est repeinte, le mobilier et le matériel scolaire étaient en 1990 dans un état déplorable. Les espoirs placés dans la scolarité restent généralement faibles.

⁴¹ La corruption était aussi généralisée dans la grande irrigation : voir Mollard 2020.

Malgré l'inflation, la somme a été limitée à 600.000\$ pour les candidats en 1991. Des parcelles n'ont pu être cultivées et la plupart des agriculteurs ont fait appel aux migrants pour avancer le prix de la semence.

L'année 1990 est un reflet inaugural du désengagement de l'État. Sur le plan climatique, ce fut une année pluvieuse. Les premières précipitations fin mai ont rendu de nombreuses parcelles impraticables, surtout celles qui avaient été irriguées l'hiver précédent. Tout le sorgho ne put être semé. A cette détresse s'est ajoutée dans la vallée 15 jours de sécheresse à la floraison, lesquels ont décimé les rendements. Quand elle était possible, l'irrigation auxiliaire n'a pu pleinement y suppléer du fait qu'une partie des parcelles irriguées n'avaient pu être semées. Au niveau national néanmoins, la pluviosité a permis d'obtenir des récoltes honorables. La pénurie nationale de haricot en 1989 a également été contrecarrée par un plan spécial mis en place début 1990 au moyen de crédits et d'une hausse des prix. Le haricot a déplacé une partie du blé d'hiver et du sorgho. Enfin, la loi d'amnistie votée aux États-Unis a accru le nombre de départs.

L'impact du désengagement ne relève pas de l'ambition de cet ouvrage. Mais déjà les augures ne se montrent pas favorables. La tendance à l'abandon et les perturbations entraînées par les politiques agricoles et douanières se sont accusées en 1991. Ainsi, le haricot a été purement et simplement abandonné suite à la chute (prévisible) des prix et aux excédents liés à la politique de l'année précédente. Le revenu du sorgho, dont le prix a été libéré, a été distancé par celui du maïs, dont le prix est resté protégé. Après deux années difficiles pour le blé, les prix en 1991, au-dessus du prix de garantie, ont apporté quelques espoirs aux agriculteurs (Tableau 12).

Tableau 12 : Bénéfice du maïs et du sorgho en 1991 Source : Agence locale de la Sarh

[Pesos par ha]	Maïs	Sorgho
Frais de culture	1234000	1180000
Valeur de la production au prix de référence	1400000	1225000
Bénéfice apparent / hectare	120000	45000

Après 30 ans d'aides, les paysanneries se sont modernisées et ont produit pour le pays. Par un coup du sort ultralibéral, la dérégulation économique a entraîné des fluctuations imprévisibles et la perte de revenus. Une crise de confiance a traversé les campagnes mexicaines. L'élimination des nombreuses aides a renchéri les coûts : directes comme le non remboursement des crédits ou les subventions à l'électricité ; indirectes par le pétrole et le transport, auparavant subventionnés, qui abaissaient le prix des engrais. Comme les personnes âgées et les migrants pérennisent une certaine forme d'agriculture, l'impact des plans d'ajustement structurel a été temporisé. *Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage* : afin d'éliminer les subventions, le gouvernement a accusé l'improductivité de la petite agriculture. Le constat macro-économique est délicat à établir car une trop grande portion du territoire est peu apte à l'agriculture. Mais la vallée d'Ecuandureo montre que les réalisations des politiciens précédents étaient loin d'être négligeables. Préserver les aides aurait permis de préserver la modernisation de la petite paysannerie. La réforme aurait dû porter sur la modernisation politique non pas pour éradiquer le clientélisme, mais pour revenir à un niveau acceptable. Le problème est que ce sont les politiques qui réforment : pouvaient-ils se déjuger ? Il leur fallait sacrifier un bouc-émissaire.

Partie 5 La petite irrigation dans la vallée d'Ecuandureo

par Claude Poilly

L'irrigation confirme le rôle de l'Etat dans la modernisation agricole.

I - DISCONTINUITES D'UNE SOCIETE HYDRAULIQUE

Pour un gouvernement, la planification de l'eau constitue un levier majeur de développement : intensification de l'usage des sols, diversification des cultures et utilisation de terres nouvelles. Entre la Révolution jusqu'en 1992, l'État-propritaire avait confié la moitié du territoire national à 3 100 000 *ejidatarios* et paysans communautaires. Il était aussi le principal gestionnaire de l'eau. Patrimoine de la Nation, l'eau fait l'objet de politiques de répartition entre les secteurs domestiques, agricoles, industriels et énergétiques. L'Etat gérait 270 retenues avec une capacité totale de 49 000 millions de m³ et 1400 barrages de dérivation. L'eau souterraine était extraite de plus de 30 000 forages. Les terres irriguées avec 5 400 000 hectares représentaient le tiers (35 %) de la surface agricole (Cervantes Moreno et al. 1989).

1. Les fondements

La maîtrise de l'irrigation et de l'hydraulique est ancienne. Dans la vallée de Mexico, des digues prémunissaient des inondations et contrôlaient le niveau des lacs. Afin de soumettre Tenochtitlán, les conquistadores détruisirent une partie de l'édifice hydraulique. Après la destruction des digues, la Colonie n'a cessé de combattre les inondations (Levi Lattes 1988). Les haciendas ont étendu les canaux et construit des retenues précocement tant pour l'irrigation que pour l'énergie hydraulique.

A la fin du XIX^{ème} siècle, l'autocrate Porfirio Diaz (époque dit du *Portfiriato*) profite de l'accalmie sociale pour moderniser dans l'optique d'une libéralisation outrancière. L'État concède aux grands entrepreneurs les zones à aménager et le volontarisme fiscal cherche à attirer les capitaux étrangers. La législation fédérale sur l'utilisation des eaux de 1910 étend le concept de "biens d'usage commun" énoncé dans le Code Civil de 1870. Surtout, le droit national prend le pas sur les règlements municipaux et étatiques. Pour assurer le financement public de l'irrigation et de l'assèchement des marais, la Caisse de Prêt pour les Travaux d'Irrigation et le Développement de l'Agriculture est créée en 1908 à partir de capitaux étrangers. À la veille de la Révolution, les grands propriétaires cultivaient plus de 700 000 hectares de terres irriguées.

Mais une modernisation économique sans modernisation sociale accuse les inégalités. En 1910 éclate la Révolution. À la fin du conflit, l'hydraulique est touchée par plus de dix ans de manque d'entretien. Les vainqueurs doivent relancer la production alimentaire et l'irrigation et la colonisation de terres sont reprises désormais sous le contrôle direct de l'Etat. Les droits de l'État sur les ressources naturelles sont renforcés comme le stipule le fameux article 27 de la Constitution, qui sera réformé en 1992 : « Les terres et les eaux comprises à l'intérieur des limites du territoire national ont toujours appartenu à la Nation, qui détenait et détient toujours le droit de les transmettre à des particuliers, constituant ainsi la propriété privée... ».

Après l'échec des mouvements zapatistes et villistes favorables à l'agriculture paysanne, les gouvernements postrévolutionnaires craignent en 1919 que la répartition des terres ne désarticule la production. Plus tard, la modernisation repose sur le principe de la petite propriété. L'irrigation est également à l'ordre du jour. « Faisant de chaque paysan un propriétaire prévent et évite les révolutions futures » déclare le président Calles en 1924. Le gouvernement initie une politique

d'aménagements hydrauliques et de répartition des terres irriguées avec la création de la Banque Nationale de Crédit Agricole, de quatre banques régionales et de la Ligue Paysanne.

La Loi sur l'irrigation de 1926 promeut la petite propriété mais la Loi de colonisation de la même année est favorable aux grandes propriétés. Sont fondés la Commission Nationale d'Irrigation et le Fonds National pour l'Irrigation que seconde l'entreprise de génie civil nord-américaine White Engineering Corporation, N.Y. L'organisme fédéral assure la planification et la réalisation des travaux hydrauliques en incluant expropriations et distribution des terres. La loi sur l'Irrigation consolide le monopole de l'État contre les *latifundios*. Cependant, l'existence de la grande propriété n'est pas remise en question et le propriétaire récupère l'équivalent des terres expropriées en parcelles irriguées.

Les subventions à l'irrigation passent de 1,6 % du budget fédéral en 1926 à 7,4 % deux ans plus tard. Quatre cent mille hectares de terres irriguées sont restitués (Wionczek 1982) et 80 000 hectares sont mis en culture. Les états du nord bénéficient en priorité de l'aide officielle. Les terres irriguées sont vendues bon marché aux colons. La crise de 1929 réduit les taux d'investissement à 2 %.

2. La petite paysannerie

Le Général Cárdenas qui devait n'être qu'un paravent à l'ex-président Calles très actif doit désarmer le clan Calles. Pour lancer l'économie et apaiser le pays, il est nécessaire de créer la petite paysannerie. Sur la base de la Constitution de 1917, il crée les ejidos. Alors que, en 1930, les *ejidos* exploitaient 15 % des terres irriguées, ils en utilisent 60 % dix ans plus tard. Avec le Code agraire de 1934, la surface légale maximale passe de 100 à 50 hectares irrigués ou son équivalent ; la parcelle *ejidale* individuelle est fixée à 4 hectares irrigués minimum. Le Service de Surveillance Fédérale des Ouvrages Hydrauliques, instance du Ministère des Communications et des Travaux Publics, est chargé de contrôler la distribution de l'eau.

En 1940, 1,7 millions d'*ejidatarios* ont reçu 30 millions d'hectares, soit 15 % du territoire national, 25 % de la surface agricole et 5 % des terres irriguées. Mais à la fin de son mandat en 1940, l'indice des rendements est inférieur à celui de 1925 et la valeur totale de la production est celle de 1927.

Les gouvernements suivants poursuivent la politique des grands projets sans privilégier autant la Réforme agraire. L'irrigation publique avec 12 % du budget fédéral permet d'apporter l'eau à cinq cent mille hectares sous la présidence d'Ávila Camacho, 600 000 sous Miguel Alemán et 750 000 sous Ruiz Cortines. Entre 1947 et 1969, elle saute de 700 000 à 2 400 000 hectares irrigués, principalement dans le nord aride. L'irrigation est aussi une colonisation où la propriété moyenne dynamise les cultures commerciales.

La réforme constitutionnelle de 1946 autorise de nouveau les propriétés irriguées jusqu'à 100 hectares. Les périmètres irrigués sont sous la coupe de l'administration, la Loi sur l'Irrigation de 1946 restant en vigueur 40 ans.

L'irrigation d'une part et l'appui de l'Etat d'autre part fondent la Révolution Verte. La sélection variétale mise en avant par la fondation Rockefeller sous contrat avec les pouvoirs publics contribue à l'augmentation des rendements. Les technologies diffusent dans les périmètres irrigués où s'exprime le potentiel génétique et où le risque de perte des investissements est nul. Le rythme d'accroissement de la production dépasse celui de la population. Les surfaces cultivées triplent et les rendements augmentent de 70 %. Alors que l'agriculture pluviale multiplie le rendement par 1,5, l'irrigation les multiplie par 4 entre 1945 et 1988 (Cervantes Moreno y al. 1989). Mais faute de faire payer un prix

correct qui aurait dû au moins couvrir l'entretien des ouvrages, les gouvernements subventionnent à tour de bras avec une administration inefficace et surabondante.

En 1965, le gouvernement a besoin de relancer l'économie paysanne en partie pour légitimer le parti unique. Un programme national de petite irrigation est lancé. Dans les années 1970 et 1980, le pays se couvre d'Unités d'Irrigation d'abord avec des retenues collinaires, puis autour de milliers de forages. Avec 40 000 hectares par an, près de 700 000 hectares sont irrigués. La petite irrigation atteint 2 millions d'hectares en 1986. Banrural, sous la tutelle du Ministère des Finances, et diverses institutions publiques octroient des prêts. L'irrigation est rattachée au ministère de l'agriculture qui devient le Secrétariat de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques (Sarh).

3. Un désengagement devenu nécessaire

L'État a assumé les investissements et les coûts de fonctionnement. Mais entre 1981 et 1986, une première vague de libéralisation diminue le budget fédéral de 33 % pour payer les intérêts de la dette. Les dépenses de développement rural passent de 8,1 % à 3,5 % du budget fédéral (Calva 1988). Le crédit agricole public est restructuré avec moins de dépenses et des prêts conditionnés au remboursement des dettes.

La loi de 1972, puis les réformes de 1986 ont insisté précocement sur la rentabilisation des investissements publics, ce qui entraînait un tarif pour l'eau plus élevé. La Loi sur les Eaux de 1992 met en avant le secteur privé pour les investissements, ouvrant la possibilité d'une dose de privatisation. On crée en 1989 la Commission Nationale de l'Eau (CNA) qui reste au sein de la Sarh avant de passer sous la coupe du ministère de l'environnement. Dans les deux cas, son budget la rend indépendante. En deux ans, elle doit réhabiliter les grands districts d'irrigation grâce à un prêt de la Banque Mondiale, former les utilisateurs et transférer leur gestion aux utilisateurs regroupés en associations civiles et en sociétés à responsabilité limitée. Une fois de plus, un des premiers programmes mondiaux d'*Irrigation Management Transfer* est appliqué au Mexique dans le but du retrait de l'administration de la gestion directe.

En 1990, le prix de l'eau a augmenté et il est prévu que les subventions passent de 90 % à 10 % du budget de la CNA. Pour la petite irrigation, la construction d'ouvrages hydrauliques n'est plus gratuite et les subventions à l'énergie électrique des forages diminuent. La hausse du prix de l'électricité devait améliorer les comptes de l'entreprise publique d'électricité et la pose de compteurs d'eau visait à réguler les volumes utilisés. Le succès du programme de transfert de gestion fut total puisque les associations d'agriculteurs ont pris ou repris la gestion de l'eau, mais les compteurs ne furent pas posés et ne fonctionnèrent pas.

II - L'ENCADREMENT DE L'EAU

1. L'administration de l'eau

Depuis les années 1940, l'administration de l'eau s'effectue sur la base des bassins versants qui présentent l'avantage non seulement de gérer l'eau intégralement mais aussi de marginaliser la politique politicienne des gouverneurs supposée être la source des freins au développement. En 1963, est créé le Plan Lerma-Aide Technique en collaboration avec la Banque Interaméricaine de Développement. Son objectif est le développement intégral des activités agricoles et des industries de transformation. Après un diagnostic social et physique des forces et faiblesses de la région, des études par municipalité identifient les cultures adaptées. Selon l'idée d'une percolation verticale du savoir depuis l'expert vers le producteur, des centres de démonstration, le développement de l'irrigation et

la mise en place de production de semences sont programmés. Un technicien était présent dans chaque municipalité.

Mais le volontarisme technocratique qui a placé le Plan Lerma et le bassin hydrologique au premier rang de la programmation s'est révélé inefficace. Les projets finalisés devaient passer sous les fourches caudines des états qui n'étaient pas toujours d'accord avec le principe de limiter les déséquilibres régionaux et d'intégrer tous les territoires dans la dynamique nationale. Ce premier essai multisectoriel de développement sur la base du bassin hydrographique fut un échec.

2. L'irrigation par l'eau souterraine

Les forages, qui regroupent jusqu'à 30 usagers, sont gérés par le propriétaire privé ou le groupe (le plus souvent dans un ejido). Dans la vallée d'Ecuandureo, les norias traditionnelles, de 5 à 35 mètres de profondeur, avaient été financées par les utilisateurs. Elles servaient essentiellement aux animaux. En 1952, le prix d'une noria équipée pour 7 mètres correspondait à 19 tonnes de maïs ou 10 de blé. Plus tard, les premiers forages dépassaient rarement 50 mètres de profondeur. Dans les années 1960, le forage d'un puits de 100 mètres correspondait au prix de 13 à 20 tonnes de blé. À la fin des années 1970 les coûts sont multipliés par 10 alors que les prix de garantie baissent et que les forages atteignent entre 100 et 160 mètres. En 1989 le coût total d'un puits équipé de 200 mètres de profondeur équivaut à 621 tonnes de maïs ou 633 de blé ; dans certains cas, il faut creuser jusqu'à 350 mètres.

Une douzaine de forages n'ont pas trouvé assez d'eau pour une utilisation rentable. Des puits n'ont pas été construits convenablement et des effondrements empêchent leur utilisation. Malgré les études géologiques et la baguette du sourcier, le risque d'erreur est loin d'être négligeable. Pratiquement aucun paysan ne peut assumer le coût de l'échec. Le producteur refuse donc de payer un projet qui n'aboutit pas.

3. Les financements

En 1975, l'État finance la petite irrigation avec subventions et crédits. En 1976, la Banque Nationale de Crédit Rural propose une série de quatre puits équipés à l'*ejido* de San José de Vargas et de trois à Tinajas de Vargas. Cette première phase s'inscrit dans le cadre de "l'Alliance pour le progrès" (ALPRO). Banrural finance les puits avec l'aide du Fonds d'Aide Institué en Relation avec l'Agriculture (FIRA), qui dépend de la Banque du Mexique, et de la participation du Secrétariat des Ressources Hydrauliques. La participation de la communauté est de 5 % en argent ou en travaux : équipement du puits et creusement des fossés. Même si ces crédits ne sont pas assurés contre l'échec, ils n'ont jamais été payés par les *ejidatarios*. À partir de 1977, le Fonds d'Aide pour les Ouvrages et les Infrastructures Rurales (FOIR) participe au financement des puits en payant canalisations et lignes électriques. Deux ans plus tard, ce même fonds prend en charge les forages et la réalisation de la zone d'irrigation et Banrural octroie un prêt pour l'équipement. La participation des communautés est faible. Entre 1979 et 1980, 5 puits sont financés dans l'*ejido* d'Ecuandureo, mais les prêts, faibles, ne sont pas toujours remboursés.

Parallèlement, le FOIR met en place un plan pilote d'amélioration des terrains salés de l'*ejido* de Majadas (voir plus loin) avec la réalisation d'une petite zone d'irrigation et l'utilisation d'amendement calcaire. La communauté de Quiringuicharo, grâce à la garantie que représentent 60 hectares de casiers collectifs, obtient des prêts de Banrural et du FIRA pour 8 puits. Vers le milieu des années 1980, le Programme de Développement Rural Intégral de l'état de Michoacán intervient dans le développement de l'irrigation. D'autre part, le Sarh et le Fonds d'Aide aux Risques Partagés (FIRCO),

qui remplace le FOIR, complètent le financement des ouvrages. La participation des paysans devient obligatoire et atteint le tiers du coût de l'ouvrage. En 1992, Banrural, après révision des comptes de l'*ejido* bénéficiaire, octroie un crédit d'équipement soumis à des conditions rigoureuses de paiement.

La coordination entre les nombreux organismes est loin d'être claire. Pour des raisons politiques, des communautés non solvables continuent à recevoir des aides. Parfois, un puits n'est pas utilisable faute d'être équipé. De leur côté, les banques commerciales proposent des taux et exigent des garanties inaccessibles pour les petits producteurs. Après deux décennies de prodigalité publique, les ouvrages d'irrigation sont dorénavant à la charge des communautés. En 1992, le programme Solidarité du gouvernement Salinas de Gortari accordait une aide, minime, aux seules communautés défavorisées.

Dans les années 1980, les communautés qui ne correspondent pas aux critères de la banque publique bénéficient d'une aide de la part de la municipalité d'Ecuandureo et de l'état du Michoacán. Les villages de propriétaires privés, marginalisés des dispositifs officiels, ont acquis un puits pour la seule eau potable.

III - L'IRRIGATION DANS LA VALLEE

1. La gestion des aménagements

Le substrat volcanique est favorable aux retenues collinaires et aux forages. Pour ces derniers, l'immense épaisseur de lits de sables, de cendres et de basaltes fracturés favorise la recharge de la nappe phréatique et le stockage de l'eau. Seuls les basaltes massifs et les argiles réduisent la réserve et la conductance hydraulique et rendent nécessaires des puits bien plus profonds que le niveau statique de la nappe. La chance de tomber sur une veine d'eau permet à l'heureux bénéficiaire de vendre l'eau à ses voisins.

Dans la vallée d'Ecuandureo, la rivière de Changuitiro concentre les écoulements du versant sud-ouest, rejoint l'Arroyo Chico à Rincón Grande et continue sur Quiringuicharo, La Soledad et Munguía avant de rejoindre le fleuve Lerma. Le long de la rivière, l'eau était conservée dans des casiers (parcelles ceintes d'une levée de terre atteignant 1 mètre de haut) et dans des petites retenues. Au siècle dernier, la rivière Guacamato irriguait l'hacienda de la Noria, en passant par la retenue d'El Molino ; dans l'hacienda de Quiringuicharo, elle faisait fonctionner une sucrerie (Tableau 13).

Tableau 13 : Origine de l'eau d'irrigation au XIXème siècle

[ha] Haciendas et Ranchos	Guacamato	Arroyo Chico	Sources	Terres d'humidité résiduelle
La Noria	115	1252		
Quiringuicharo	171			
La Soledad	230			
Munguía - Las Cuevas	274			
Rincón Grande		24		206
Taquiscareo		162		
Los Guajes		40		
Las Fuentes			100 à 150	696
Ucácuaro			50 à 350	
Colecio (Maravillas)			35	31
Estancia de Gómez			20	
La Rosa				6

TOTAL	790	1478	205 à 555	939
-------	-----	------	-----------	-----

Jusqu'après la Réforme agraire, le défaut d'entretien des équipements entraîne la diminution des surfaces irriguées. Les *ejidatarios* ne disposent pas des ressources pour développer les productions commerciales (céréales, tabac, canne à sucre). Des querelles éclatent comme en 1940 entre *ejidos* et propriétés privées sur les eaux du Changuitiro. La retenue de La Noria, avec une capacité de 3 millions de m³ devait irriguer 2800 hectares répartis sur les *ejidos* de La Noria, Ecuandureo, Quiringuicharo, Los Guajes, Taquiscareo et El Algodonal. Dans les faits, le bourg à l'amont, La Noria, a accaparé l'eau et le volume correspondant à l'*ejido* de La Soledad est utilisé sur les terrains privés. Depuis, le Secrétariat à la Réforme agraire et le Secrétariat des Ressources Hydrauliques tentent d'arbitrer les conflits, en vain (Gueguen 2005).

2. Bilan hydrologique

Trois types d'aquifères se partagent la vallée d'Ecuandureo: granulaire, fracturé, mixte. Les aquifères fracturés présentent une grande capacité de recharge et un important volume disponible. Dans la dépression de Colecio –ou lac d'Ecuandureo, la couche superficielle de 10 à 26 mètres est constituée d'argile alluviale qui gêne l'infiltration des eaux de pluies.

Sur ce substrat relativement inégal mais largement alimenté par les flancs de volcan très drainants, les nappes affleuraient dans le Plan et entretenaient le lac. Mais les premiers puits font baisser la nappe et assainissent, avant les fossés de drainage, la vallée. Plus tard, le nombre de forages s'envole et la nappe s'enfonce par surexploitation que rien ne parvient à enrayer. De 1972 à 1980, 35 puits sont construits, parmi lesquels 26 pour l'irrigation et quatre pour l'usage domestique. Quatre forages se sont révélés des échecs. La deuxième étape de 31 puits a lieu entre 1981 et 1986. De 1988 à 1990, le gouvernement du Michoacán a participé au financement de 11 puits dont 2 pour un usage mixte (irrigation et eau potable). En 1990, l'abaissement de la nappe phréatique et la réduction de l'appui officiel ont stoppé les projets et seuls les puits autorisés sont achevés.

En 1990, près de vingt millions de m³ d'eau sont pompés dans la vallée d'Ecuandureo pour irriguer 1110 hectares de blé, 420 de production maraîchère et 200 de haricot. La dynamique des niveaux piézométriques révèle une baisse de 0,5 mètre par an (entre 0,1 et 3 mètres selon les puits). La surexploitation est moindre que dans le Bajío où les abattements rencontrés atteignent de 1 à 5 mètres par an (Arranda Gómez 1991).

La concurrence sur l'eau souterraine est vive. Les puits ont asséché les sources aux dépens de leurs anciens utilisateurs. La source La Alberca permettait d'irriguer 100 hectares à Estancia de Gómez, Ucuácuaro et Colecio. Le creusement d'un puits privé à proximité, d'un débit de 100 litres par seconde, l'a tarie. Selon leur localisation et leur profondeur, l'eau appartient à ceux qui ont les moyens de creuser les puits les plus profonds.

3. La mise en valeur du lac de Colecio

L'assèchement du lac de Colecio illustre non seulement le rôle de l'État dans le développement mais aussi ses interactions avec les acteurs locaux. « À l'ouest du village (Ecuandureo), il se forme, lorsque les eaux sont abondantes, un lac, ou bassin fermé, qui s'étend sur 2,5 lieues » évoquait un rapport du gouvernement en 1883. En année pluvieuse, la quasi-totalité de la vallée se retrouvait sous l'eau car la rivière débordait également. Au début du XX^{ème} siècle, le lac devient propriété fédérale avec possibilité que le gouvernement le concède aux haciendas.

On a vu précédemment que les propriétaires dérivait les eaux de la rivière pour l'irrigation et les moulins et cultivaient du pois-chiche ou bien du blé *aventurero* risqué et rentable. Les parcelles étaient protégées par une digue et, au début du siècle, l'eau était évacuée par une pompe à vapeur. Le contrôle des inondations n'a pas survécu au partage des haciendas. En 1954, les terres inondables et le lac de Colecio sont répartis comme terres cultivables et les conflits éclatent rapidement. La communauté de San José de Vargas prit possession du nord du lac. Les *ejidos* lésés n'ont guère résisté car les terres étaient difficiles d'accès et sujettes à inondation. D'autres *ejidos* ont réclamé une part de la dotation de Maravillas et de Majadas, deux petites communautés accusées d'avoir falsifié le recensement des ayants droit. La Ligue Agraire, au titre de représentant de la Confédération Nationale Paysanne, a mené les négociations. L'utilisation des terres du lac était difficile car l'absence d'entretien des digues accentuait l'impact de l'inondation. Les *ejidatarios* préféraient alors les coteaux sains.

Après de longs recours, les communautés du lac commencèrent à creuser un drain. L'initiative reçoit l'appui du propriétaire foncier qui craignait pour ses terres. Le Secrétariat aux Ressources Hydrauliques finance le premier drain en 1965. L'assainissement général est projeté sur la base de sa rentabilité agricole. Les chantiers sont discontinus car l'argent manque et leur avancement dépend du clientélisme électoral. Le drain principal de 30 kilomètres de long est achevé en 1972. Vingt ans après, le ministère de l'agriculture finance les fossés secondaires par à-coups. Les entreprises privées achèvent le drain Ucácuaro en 1989 et les drains de San José de Vargas et de La Aguja en 1991.

L'étalement des travaux diminue l'efficacité d'ensemble d'autant plus que les derniers drains ne sont pas encore terminés qu'il faut réparer les premiers. Les talus s'effondrent, les canaux se comblent et il faut lutter contre les plantes aquatiques. Comme le drain Colecio manque de profondeur, les grandes pluies sont la cause d'un reflux depuis la rivière vers la cuvette du lac. Les inondations continuent à sévir et les parcelles sont difficiles d'accès faute de chemins remblayés. Néanmoins le drainage a réduit la menace (Tableau 14).

Tableau 14 : Evolution de la surface sujette à inondation dans la vallée d'Ecuandureo

	Surface (ha)	Pourcentage
1940	5840	67
1960	3400	39
1990	2500	29

On a vu plus haut que l'inondation n'est pas traitée rapidement parce que les sols salés doivent être en même temps amendés. Déjà les travaux présentent d'autres avantages : trois vannes installées par l'administration fédérale et contrôlées par les producteurs empêchent le reflux et permettent d'emmagasiner l'eau pour l'irrigation. Une vanne en construction en 1990 sur le drain de San José de Vargas devait assurer de 20 à 60 hectares irrigués supplémentaires. Des accords passés avec les utilisateurs de puits permettent à l'eau de couler librement sans s'accumuler dans les fossés. La contrepartie est le bénéfice d'une part d'irrigation. Les *ejidatarios* d'Ecuandureo, qui ne contrôlent pas la vanne située en aval, ne profitent pas de cette garantie. Le contrôle des vannes a provoqué plusieurs conflits qui se manifestent par des retenues en terre qui bouchent le drain principal.

En 1990, moins de 140 hectares sur les 2000 hectares de l'ancien lac sont cultivés de temps en temps. Huit puits y ont pourtant été creusés et il est prévu d'étendre l'irrigation à 300 hectares. Quelques parcelles sont arrosées avec l'eau puisée des drains. Trois unités d'irrigation ne fonctionnent pas par manque d'équipement (Maravillas et Majadas). Le meilleur exemple d'incohérence est donné par Banrural qui n'octroie pas de crédit pour des terres à teneur en sel élevée.

En 2020, quasiment tous les parcours du Plan et les prairies salées ont disparu au profit des cultures. Il a fallu 55 ans pour atteindre les objectifs. Malgré la volonté des gouvernements de tenir ses promesses, le manque d'argent, une coordination administrative déficiente et les conflits entre villages et dans un même village du fait de priorités divergentes que la migration accentue ont retardé le projet.

IV - LES UNITÉS DE PRODUCTION IRRIGUÉES

L'unité d'irrigation autour d'un forage comprend les moyens de récupération et de distribution de l'eau souterraine : puits, pompe et son abri, cuve de régulation de débit et réseau de canaux. Le canal principal est en béton quand le gouvernement fait bien les choses techniquement et les canaux secondaires sont en terre. Pour les parcelles en pente, une canalisation ou la pratique du canal en escalier est nécessaire. L'unité de gestion dépend de la propriété du puits. Dans le cas d'une propriété collective, l'ensemble des utilisateurs décide d'un règlement sur le mode de décision, la gestion financière, la surveillance, la distribution de l'eau et les réparations courantes.

L'irrigation modifie l'organisation des exploitations agricoles : calendrier des travaux, cycles culturels. La mécanisation est rendue nécessaire et elle est rendue possible avec de nouveaux crédits.

L'irrigation transforme la région : flux de main-d'œuvre, filières commerciales, conflits, droits et acteurs privés. Si elle accroît la productivité, elle introduit des facteurs supplémentaires de risque pour les petits producteurs.

1. L'organisation du travail

Un bulldozer est parfois nécessaire pour niveler une parcelle avant la généralisation de l'emploi du laser monté sur tracteur. Sur les pentes, l'érosion est parfois contrôlée à l'aide de feuilles de plastique disposées sur les marches des canaux en terre. Pour l'eau d'un forage, les utilisateurs actionnent la pompe et répartissent l'eau entre les sillons. L'excès est banni car il se manifeste directement sur la facture d'électricité.

Les pointes de travaux exigent le recours à la mécanisation et aux journaliers. Mais les revenus supplémentaires permettent de telles dépenses (Tableau 15).

Tableau 15 : Itinéraire technique standard en culture irriguée

Maïs	1 labour	2 sarclages
Sorgho	déchaumage, labour, hersage	2 sarclages
Blé	déchaumage, labour, nivellement, rigole d'irrigation, rebords	0 sarclage
Tomate	déchaumage, labour, hersage, billonnage	7 sarclages

Les terres argileuses irriguées sont toujours humides et les pluies satureront rapidement le sol qui perd sa praticabilité. La période de labour est réduite et les sarclages sont réalisés avec un attelage. Les mois d'avril, mai et juin constituent une première pointe de travail. La récolte de blé doit être rapidement exécutée avant le semis du sorgho. En novembre et décembre, labour et semis sont effectués également à la hâte pour que la récolte ait lieu avant les premières pluies. La forte

occupation du sol irrigué conduit les producteurs à mouliner les cannes de sorgho et de maïs. Le tracteur diminue de moitié le temps de labour et il est indispensable pour accélérer les semis.

Les filières commerciales ont permis une diversification limitée des cultures du fait de la concurrence des vallées voisines d'ancienne irrigation. Elle a commencé avec la tomate, suivie par l'oignon, le chou, la courgette, le concombre et l'*epazote*, une chénopodiacée courante dans la cuisine mexicaine. Bien que l'irrigation augmente les revenus et mobilise la main-d'œuvre en saison sèche, elle a peu contrecarré la migration vers les États-Unis. Qu'il loue sa parcelle, ou que sa famille la cultive, le migrant n'y voit qu'un revenu d'appoint.

2. Typologie des unités de production irriguées

a. Capitalisation et diversification des activités

Des trois groupes identifiés, les grands propriétaires privés sont autonomes : ils s'équipent en puits, pompes et drains sans recours à l'État. La culture des céréales est intensive et ils diversifient non seulement avec des cultures à haute valeur ajoutée mais aussi dans les activités de commerce et de service. Dans le groupe de tête chacun cultivait en 1990 entre 30 et 300 hectares dont le quart jusqu'à la totalité était irrigué. L'eau excédentaire est vendue aux voisins contre un droit et une cotisation annuelle de 20 000 pesos (1990) par hectare ou 20 % de la production. L'eau est parfois offerte à un parent (*compadre*) et il y a même un puits privé mis à la disposition d'*ejidatarios* à des fins politiques.

Un agriculteur valorise son grain avec 2000 porcs produits chaque année. Il achète du sorgho et du blé chez ses voisins et il cultive 4 hectares de luzerne. Il expérimente une petite unité d'aliments concentrés destinés à la vente. Il a aussi construit une unité de recyclage de lisier qui complète la nourriture des porcs. Les grands propriétaires, à la tête d'entreprises avec entrepôts, machines, camions, mettent en location des moissonneuses-batteuses et peuvent employer jusqu'à 25 permanents et 50 journaliers.

L'influence de ce groupe cohérent est capitale dans la vallée. L'activité politique de certains sert à obtenir des subventions et à faciliter les crédits et les autorisations pour les forages de puits dans les *ejidos*. Agissant comme médiateurs entre paysans et administration, ils retirent un bénéfice politique substantiel de l'irrigation. Cette fonction leur ouvre les portes de la présidence municipale voire de la députation.

b. Intensification et croissance

Les *ejidatarios* et les propriétaires privés de ressources moyennes possèdent un tracteur personnel ou en commun. Le matériel est vieux, mais fonctionnel. Ils prennent souvent des terres en location aux voisins s'ils ont accès aux crédits de campagne. Un *ejidatario* prend ainsi 60 hectares de terres pluviales en location pour le sorgho et 10 hectares irrigués pour le maraîchage. Que Banrural diminue son niveau d'intervention, il ne travaille plus que ses propres terres. Les fermes de ce groupe possèdent entre 1 et 45 hectares, mais la surface travaillée dépasse 10 hectares.

La proportion irriguée excède rarement le quart de l'exploitation mais elle sert aux cultures à haute valeur ajoutée, principalement des productions maraîchères. Le fermier fait appel à des journaliers. La diversification prend aussi la forme du transport par camion, la location de tracteurs, des moissonneuses-batteuses en copropriété, l'élevage de bovins ou de chèvres.

c. Double-activité

Les petits producteurs subviennent plus difficilement aux besoins de la famille malgré l'irrigation. Ces *ejidatarios* travaillent à l'extérieur (maçons, électriciens, journaliers) ou reçoivent une retraite des

États-Unis. Certains continuent à migrer. L'horaire de travail à l'extérieur, de 7 heures à 13 heures, permet de s'occuper de ses terres. La surface cultivée dépasse rarement 10 hectares, dont 50 % sont irrigués. Certains prennent des terres en location, d'autres donnent en location. L'irrigation sert à la culture du blé par manque de force de travail, pour le faible risque de cette culture et parce qu'il n'y a pas de crédit de campagne pour le maraîchage.

En règle générale, ces cultivateurs font appel aux tracteurs ou aux attelages extérieurs. Seuls les *ejidatarios* qui travaillent 4 ou 5 hectares irrigués parviennent à épargner.

Pour les grands propriétaires, la diversification est horizontale et verticale ; pour la strate intermédiaire, l'accumulation passe surtout par le maraîchage ; pour les plus pauvres, la sécurité céréalière est prioritaire. L'irrigation joue un rôle politique pour le premier groupe, favorise la diversification pour le second, et la sécurité du blé ou du bénéfice locatif pour le troisième.

V – LA GESTION COLLECTIVE DE L'EAU

L'organisation de l'irrigation détermine les performances collectives. Son fonctionnement n'est pas étranger aux modalités qui ont présidé à la création du groupe et au degré de participation des membres. Cinq types de gestion ont été mis en évidence.

1. Haut niveau d'organisation et réglementation communautaire

Les neuf unités d'irrigation du village de Quiringuicharo se caractérisent par leur cohésion. La création d'une unité se décide dans l'assemblée *ejidale* dont le but est que la totalité des *ejidatarios* aient accès à l'eau. En 1990, un quart des *ejidatarios* et 16 % des terres n'avaient pas d'eau. Dans le quartier de Palo Dulce, 3 puits ont été creusés sans succès. Le crédit octroyé par Banrural s'appuie sur la garantie des 60 ha de la parcelle collective de Las Cajas non répartie à la Réforme agraire pour servir de réservoir d'eau. 5 ouvrages ont bénéficié de subventions de l'état du Michoacán.

L'aide de Las Cajas est toujours sollicitée pour l'entretien et les réparations. La communauté avance les coûts de réparation afin de ne pas perdre de tours d'irrigation. Les cotisations sont payées au bureau *ejidal*. Une secrétaire vend des tickets qui sont ensuite remis au juge de l'eau. Celui-ci organise les tours d'irrigation pour un même puits. L'irrigation est facturée par tour et par hectare. L'objectif affiché est aussi de rembourser le coût du puits. Un registre des terres irriguées dans l'*ejido* tient à jour les cultures mises en place à chaque cycle. Un surveillant contrôle le bon fonctionnement des pompes et assure leur entretien. Son salaire est payé par les cotisations. Autrement dit, la gestion de l'eau est sous la supervision de l'*ejido* dans son ensemble.

Les utilisateurs de chaque puits élisent un comité de direction avec président, secrétaire et trésorier. Il est responsable de l'ouvrage et vérifie les comptes ; le juge de l'eau vérifie qu'elle ne soit pas gaspillée. Il a le droit d'irriguer une parcelle sans payer de cotisation. C'est la seule communauté qui applique un règlement par lequel tout gaspillage d'eau ou d'électricité est sanctionné (amende de 50 000 à 100 000 pesos en 1990). Les juges se réunissent en début de campagne afin de rendre compte des cultures prévues et définir les besoins. En cas de nécessité, il y a échange d'eau entre les unités.

Les parcelles en friche sont peu nombreuses. La faible utilisation de deux puits (37 et 43 % des terres) résultait que l'un était en cours de finition et que l'autre, en coteau et en année de faible prix, procurait une faible rentabilité.

À Quiringuicharo, le blé domine mais la tomate représente plus de 50 % de la surface dans deux unités d'irrigation et plus de 25 % sur six autres. Le poids-chiche est absent. Selon les années, on voit la "tomate verte", l'oignon, la courge, le piment ou le maïs frais. Le retrait de Banrural a conduit des

producteurs à négocier avec des banques commerciales. Sur trois unités d'irrigation, le partage à moitié de la récolte s'effectue sur plus du tiers de la surface. En général, il s'agit de personnes appartenant à la communauté. Aucune location n'a été recensée.

2. Organisation fonctionnelle d'unités indépendantes

Excepté les puits récents qui ont été cofinancés, le gouvernement a ici financé l'intégralité de l'équipement. Toute la communauté villageoise a participé à la création des unités d'irrigation, mais, une fois en fonction, chaque unité est autonome. C'est le cas des villages de Las Fuentes, Ucácuaro et Maravillas.

Les usagers du groupe sont les responsables du fonctionnement et du remboursement du puits. Ils participent aux travaux d'entretien et contribuent financièrement au *prorata* de la surface cultivée. Un comité élu est responsable du budget du puits. Le président distribue l'eau aux utilisateurs qui le demandent un jour à l'avance. La cotisation, payée au trésorier, rembourse l'électricité et assure l'entretien des équipements. Il n'y a pas de concertation pour la répartition des cultures, ni planification entre unités d'une même communauté. Les tours d'eau s'effectuent sans problèmes.

Le taux d'utilisation du sol est important même si on constate des terres en friche. Entre 60 et 90 % des terres ont été semées à l'automne 1990. Il s'agit de migrants qui n'ont ni loué ni prêté leur parcelle. Le blé est majoritaire, mais la production maraîchère et de haricot sont bien représentés. Le pois-chiche est cultivé sur trois unités. Le niveau d'équipement en matériel agricole est plus faible que dans le premier groupe.

La présence de producteurs extérieurs et d'acheteurs est importante. Dans une unité d'irrigation de Las Fuentes, 60 % des parcelles sont louées ou cultivées à part de fruit (moitié) et parfois au pourcentage. Sur les deux unités d'Ucácuaro, l'accès au crédit a permis de semer près de 30 % des surfaces. La location et la culture à partage de fruits, principalement pour le maraîchage et quelquefois le haricot, concernaient 13 à 20 % des surfaces.

Les unités d'irrigation de ce groupe sont performantes. Les appuis du gouvernement et de la communauté sont décisifs. L'occupation des terres reste toutefois élevée grâce aux locations aux producteurs extérieurs qui optent pour les cultures à haute valeur ajoutée. Il est plus intéressant de toucher une part des profits tout en continuant à migrer aux États-Unis. L'absence de conflit et la qualité des ressources attirent les agents extérieurs.

3. Travaux communautaires, moindre organisation et cultures céréalières

Comme pour le groupe précédent, le crédit gouvernemental et les subventions ont lancé ces unités d'irrigation. Les bénéficiaires ont participé aux travaux d'installation. Ce groupe comprend toutes les unités de l'*ejido* de San José de Vargas (sauf la dernière), ainsi que la plus ancienne de l'*ejido* de La Soledad. Cet *ejido* est le seul dans la vallée qui ait remboursé le prêt de Banrural. Pour les communautés qui n'ont pas payé leur dette, les unités les plus récentes n'ont pas reçu de crédit. Il a fallu davantage d'efforts des bénéficiaires avec une avance allant d'un tiers jusqu'à la totalité des coûts.

L'organisation est moins stricte que dans les deux groupes précédents. Un comité de direction, élu par les utilisateurs et approuvé par le comité *ejidal*, se charge de la construction, de l'entretien et du fonctionnement. La distribution de l'eau s'effectue à la demande et sans surveillant. L'eau ne manque pas à cause des surfaces non cultivées ou du pois-chiche. Moins motivés, les agriculteurs sont aussi peu soudés et le pompage a lieu à la demande du bénéficiaire. Les cultures ne sont pas conduites de

manière intensive. Le blé est parfois remplacé par le pois-chiche pour faciliter une céréale pluviale irriguée au semis.

Pois-chiche, crédit privé, location et cultures à partage de fruit évitent de ne pas laisser des terres en friche. Un crédit privé, exceptionnellement, a permis à San José de Vargas d'en faire bénéficier 6 groupes pour 30 hectares par puits. Manque de cohésion, manque de moyens et migration expliquent des performances intermédiaires.

4. Subventions et friches

L'organisation collective baisse d'un cran avec ce type d'organisation. L'intérêt pour l'irrigation et la cohésion d'un groupe dépendent largement du village. Toutefois, il ne s'agit pas seulement des villages les plus pauvres ou les plus isolés puisque ce type se retrouve dans les villages de Majadas, Maravillas, Colecio, Ecuandureo, La Soledad et La Nopalera.

Huit puits présentent des faiblesses d'organisation et des performances agronomiques moindres. Les premières unités ont bénéficié d'une aide fédérale avec une participation de la communauté inférieure à 10 % et sans travaux collectifs. Les unités récentes ont reçu des subventions de la municipalité et de l'état du Michoacán. Le comité de direction ne joue qu'un rôle administratif et le petit nombre de parcelles irriguées autorise les utilisateurs à s'arranger entre eux pour la répartition de l'eau, la vérification des coûts et l'entretien minimum. La coopération de la communauté ou des bénéficiaires ne dépasse pas 30 % des coûts. À La Nopalera, le puits a également un usage domestique et la coopération à l'intérieur du village est plus importante. Le crédit pour le forage n'a concerné que la première unité de l'*ejido* El Colecio, qui a mobilisé un grand nombre d'*ejidatarios* pour les travaux, ce qui est exceptionnel dans ce groupe. Faute de crédit en temps utiles, les unités tardent à être équipées. L'organisation n'est pas assez motivée pour accélérer les formalités.

L'utilisation du sol est peu intensive et 50 % à 100 % des terres ne sont pas semées en hiver. Des parcelles sont abandonnées depuis plusieurs années. L'eau abondante et peu utilisée permet d'y voir du maraîchage et du haricot en plus du blé. Les cultures à partage de fruit et la location de terres représentent 40 % des surfaces semées en hiver.

Dans les villages les plus pauvres, les familles migrent depuis longtemps. Les interventions de l'État ont été mises à profit parce qu'elles étaient peu regardantes, mais l'attrait des États-Unis est le plus fort. Terres plus ingrates et manque de ressources expliquent pour partie les faibles performances et les délais d'équipement. L'appui indistinct et trop facile de l'État a produit ce type d'organisation. L'irrigation n'a pas permis d'enrayer la migration. L'avantage qu'y trouvent les agriculteurs est de louer la terre aux intervenants extérieurs.

Le cinquième groupe comprend 6 forages au financement variable. Par contre, sont communes l'absence de travaux collectifs pendant la construction et l'organisation collective inexistante, y compris au moment de répartir l'eau. Des unités à San José de Vargas et à La Soledad n'ont jamais achevé les ouvrages de distribution d'eau dans les parcelles. Des producteurs profitent de l'eau, mais son usage n'est pas intense. Dans les unités en fonctionnement à Ecuandureo, El Colecio, Majadas et La Soledad, entre 25 et 68 % des terres reçoivent deux cultures par an. Il arrive qu'un puits endommagé ne soit pas réparé. Le partage de fruits occupe près de la moitié de la surface irriguée.

VI – L'EAU DU DEVELOPPEMENT

Comme pour les parcours et les espaces collectifs, l'eau n'est pas toujours utilisée correctement dans les communautés paysannes. On a vu que les parcours privés sont les mieux exploités, ce qui ne veut

pas dire que tous les parcours privés soient exploités. Il en va de même de l'eau où le privé l'utilise correctement, ce qui ne veut pas dire qu'il ne surexploite pas la ressource.

Chez les paysans, il arrive que l'eau (moins pour les parcours) soient bien exploitée, mais cette économie est sous la condition d'un autre bien commun comme la caution de Las Cajas à Quirinquicharo ou simplement la cohésion au sein de l'ejido. Sans aller jusqu'au cas paradigmatique de Quirinquicharo, de nombreux puits sont bien gérés économiquement. L'appui de l'Etat pour l'équipement et le crédit est essentiel. Mais près de la moitié des puits est loin d'être en fonctionnement optimum. Une part des échecs revient au clientélisme qui a passé outre les évaluations de la réussite du projet. Une autre part est redevable aux paysans qui, même réunis, ne peuvent partager que leur pauvreté et une faible motivation.

Il est difficile de tirer des généralités d'une paysannerie spécifique, où qu'elle se situe dans le monde. Au Mexique, l'appui durable de l'Etat ne parvient pas à faire exprimer toutes les potentialités à cause des prix agricoles et du faible revenu tiré de l'agriculture céréalière qui conduit à préférer la migration. Malgré les efforts consentis par l'Etat, le petit paysan fut sacrifié d'abord par les prix garantis, puis par la dérégulation imposant les prix mondiaux associés à la fin des aides. Dans bien des cas, l'irrigation a été récupérée par les fermiers extérieurs et les ejidatarios aisés qui prennent la terre en location. Là encore, la migration limite la terre donnée à bail du fait d'une certaine peur de la voir confisquée, ce qui était du moins le cas au début de sa privatisation en 1990.

Le caractère collectif ne parvient pas au dépassement des situations individuelles quand le revenu est trop faible. Outre les prix, les trop petites structures foncières sont possiblement en cause encore que le prix agricole est la cause principale de la dépendance paysanne envers l'Etat et de la migration. Le paysan mexicain paie les choix d'une réforme agraire qui a été un succès politique (par une paix sociale durable) mais au succès économique plus mitigé : modernisation effective, mais sous-emploi des ressources. Les dérives clientélistes ne sont qu'un aspect mineur de cette économie politique même si, politiquement, ce sont elles qui ont justifié le retrait des aides.

L'Etat a créé la polarisation économique de deux agricultures : la privée et la sociale. Son insouciance envers les producteurs privés a provoqué la disparition des petits et moyens propriétaires privés. Du côté des *ejidatarios*, les prix furent rédhibitoires et le maraîchage, rentable en moyenne, était inaccessible par le risque encouru. Seule une marge d'ejidatarios mieux dotés dans des vallées proches des marchés, comme à Ecuandureo, ont pu s'en sortir. Bien qu'elle ait touché une majorité de petits producteurs, l'irrigation a accentué les différences. Elle n'est pas une condition suffisante pour épargner du fait du prix du blé sacrifié. Au Mexique, ce ne sont pas les aspects du capital de départ, de la mécanisation ou de l'emploi qui se sont avérés limitants : la limitation est avant tout celle de la motivation économique dont le manque a accru les problèmes d'organisation collective.

L'eau a été à l'origine de nouveaux rapports de production : clientélisme politique au profit des propriétaires qui vendent l'eau aux *ejidatarios* d'Ecuandureo et agriculture à partage de fruits avec les commerçants. Ce sont eux qui ont tiré profit de la situation en payant aux *ejidatarios* ce que ces derniers gagneraient avec un cycle de sorgho, autant dire une misère.

Partie 6 Les communautés dans la vallée

Depuis Cárdenas au moins, les gouvernements brandissent la « communauté » pour justifier une politique, ceci en essentialisant la solidarité et en évacuant les disputes et le caractère construit par les politiques de la communauté. Pour le sociologue au contraire, la communauté est le cache-misère de la division des classes : *les autres dénoncent là comme une mystification, destinée [...] à cacher aux yeux des plus déshérités qu'ils ont des intérêts tout à fait différents, sinon contradictoires, de ceux des mieux pourvus...* (Darré 1991). Pragmatiquement, il faut étudier sur le terrain les communautés pour faire ressortir ce qui est collectif et ce qui est la simple juxtaposition de familles. En un mot, le collectif est-il plus que la somme de ses éléments ? Les ressources collectives sous-utilisées (parcours, eau) et la privatisation rampante des équipements, des parcours et des produits hier non enclos doit être replacée dans sa variabilité et dans l'ensemble des interactions sociales plus ample que la seule lutte des classes.

I - Géographie de la vallée

Les fêtes patronales et les rares communautés miroirs aux Etats-Unis ne suffisent pas à décréter la fonctionnalité organique de la communauté. Le village est avant tout une collection de familles que les circonstances, parfois tragiques, ont fait cohabiter⁴². Des rencontres quotidiennes et des décisions collectives sont nécessaires, mais la sanction d'un membre et la légitimité d'une chefferie font défaut. L'entraide n'est pratiquée que dans le cadre de la parenté et elle a disparu avec la mécanisation. Quant aux travaux collectifs, ils sont inexistants. D'ailleurs, l'Etat lui-même affaiblit la cohésion communautaire en répondant aux demandes (qu'il suscite souvent). L'unité du village n'est sollicitée que le temps de la quête d'une école ou du pavement de la rue principale. L'attentisme est la règle car la communauté sait que l'Etat interviendra. Les chantiers collectifs (*faenas*) qui caractérisent la communauté indienne peu monétarisée n'ont jamais existé dans la vallée d'Ecuandureo.

Comme cela devrait être l'habitude, toute analyse d'une culture politique devrait débiter avec les bases matérielles. Disposant du modèle des pratiques culturelles en mesure de dévoiler certains choix individuels et collectifs, l'observateur peut passer au paysage, lequel matérialise la variété des ressources propres à chaque village. Leur combinaison a forgé l'histoire du territoire et l'économie migratoire. Les comparaisons des paysages communautaires sont alors un passage obligé, non pas point de départ, mais étape pour compléter un modèle qui rassemblent les dimensions économiques, politiques et pourquoi pas culturelles. Par exemple, l'usage différentiel des parcours et la présence d'*ecuaros* qui s'accrochent dans des friches anciennes révèlent des traits qui questionnent. Notre analyse préalable est-elle en mesure de répondre à ces interrogations ?

Jusqu'en 1990, le sorgho prédomine dans le Plan et les bonnes parcelles de coteaux. Une écharpe de maïs ceint cette première zone sur les coteaux de moindre qualité. Ce *corn belt* est discontinu selon les niveaux de déprise des villages. Le maïs valorise en effet des parcelles inaptées à d'autres cultures, qu'il alimente des animaux en fourrage ou qu'il vise à être vendu. Seules les pratiques culturelles inscrites dans un type d'unité de production dévoilent l'objectif poursuivi.

La géographie concentrique traduit la logique économique d'utilisation des ressources par la paysannerie. A cette simplicité spatiale se greffe la polarisation longitudinale entre communautés aisées à l'est et moins pourvues à l'ouest. Des terres de qualité en moindre quantité près de l'ancienne lagune favorisent le maïs et les friches alors que l'irrigation sur la rivière avait depuis longtemps profité

⁴² L'anthropologue Clifford Geertz (1972) avait essentialisé le village marocain (le douar) en le comparant avec la communauté balinaise.

à l'autre côté de la vallée. Le troisième axe de lecture géographique révèle l'effet de l'accès routier entre les communautés du sud et les villages du nord qu'une piste relie à la route. Non pas que la piste explique tout, mais la piste révèle un isolement historique qui a toujours laissé des marques et qui, après 2000, se traduit par la violence renouvelée par les narcotrafiquants. A cette grille spatiale commode, se greffent alors les variantes d'écologie locale (sel, inondations), de tenure foncière (invasion), de difficultés d'accès aux parcelles, etc.

Les communautés plus pauvres à l'est et au nord de la lagune (ejidos de Puerta de Vargas, Colecio, Maravillas, Majadas et Estancia de Gomez) ont moins de cultures maraîchères. Le maïs et les friches dominent à cause des migrations. En 1988 et 1989, le sorgho était présent à Colecio et Estancia de Gomez, mais sa faible rentabilité relative et l'insolvabilité collective (*cartera vencida*) de Banrural ont réduit la possibilité de sa culture dans les deux villages. Les extrémités est et ouest de la vallée sont deux pôles économiques liés soit à la proximité de Zamora ou La Piedad, soit à la disponibilité ancienne d'irrigation. Aussi les producteurs privés de Majadas et de La Nopalera cultivent-ils des produits maraîchers. Il en va de même dans l'ejido de Las Fuentes où, faute de capital, les ejidatarios donnent à bail les terres irriguées. A Ucácuaro, le sorgho domine car les difficultés de drainage au bord de l'ex-lagune gênent l'établissement de cultures maraîchères. Pour San José de Vargas, l'éloignement et la violence ont retardé l'arrivée des commerçants.

Sur la base des logiques agricoles et des liens politiques, la géographie et les statistiques systématisent l'information et confirment les interprétations. Les cartes écologiques, foncières et agricoles (non présentes dans cet ouvrage) ont systématisé l'étude en calculant les corrélations et les exclusions. Ainsi la présence du sorgho exclut le pâturage, ce qui est lié à la géographie de l'ancien lac. Les haricots pluvial et irrigué montrent que le programme lancé par l'administration fédérale n'a pas diffusé. La corrélation entre cultures maraîchères irriguées et pluviales confirme la spécialisation des zones concernées. Une partie des maïs est irriguée là où il n'est pas possible d'en cultiver en pluvial pour des raisons d'inondation (*anegamiento*) ou de manque de coteaux cultivables.

La culture de la tomate requiert un capital à la fois pour rentabiliser (*costear*) les frais de culture et pour s'assurer contre une série de méventes. Elle est pratiquée sur de petites surfaces pour minimiser le risque ou en métayage pour le partager. La proximité statistique entre haricot et tomate s'explique par les relations sociales. En effet, la promotion sélective du haricot, bien doté cette année-là, était à la discrétion des techniciens agricoles (*extensionistas*) et des relations du maire (*presidente municipal*). En 1990, l'implantation du haricot a eu lieu dans les villages riches qui produisent de la tomate et elle s'est réalisée aux dépens du sorgho.

II - Les communautés

1. Trois pôles dans la vallée

Quelques communautés particulières sont significatives non seulement de l'accès aux ressources et au marché, mais aussi d'une « bonne fée » ou au contraire « d'une fée carabosse » qui les damnent. Aussi la communauté économiquement intermédiaire de San José de Vargas présente-t-elle un paysage distinctif. Avec Tinajas de Vargas sa voisine, elles dépendent non pas de la municipalité d'Ecuandureo mais de celle de Tanhuato sur le Lerma. Une piste fut ouverte dans les parcours en 1980, mais, faute d'entretien, elle n'est restée praticable que quelques années. Ces deux villages se sont retrouvés comme jadis au bout d'une piste de 40 kilomètres de la route principale. L'enclavement a retardé la migration et a pérennisé les petites structures agricoles et leurs *ecuaros*.

L'appartenance administrative à Tanhuato a néanmoins permis à San José d'obtenir les premiers puits de la vallée avec un fort développement du blé irrigué, ainsi que l'électrification du village et un château d'eau. La bordure de l'ex-lagune toujours humide ne convient qu'au pois-chiche. L'isolement a enfin été propice à de vieilles luttes familiales. La violence y est ancienne car le propriétaire (*hacendado*) y rendait la justice lui-même. Aujourd'hui, les escarmouches sont régulières et une tuerie a été chantée (*corrido*) sous le titre éloquent de *Masacre en Michoacán*⁴³. Des familles se sont approprié précocement des terres ejidales aux dépens de nombreux paysans sans terre (qui étaient donc tolérés et dont le nombre souligne une inégalité fondatrice au moment de la Réforme agraire). Cette même communauté s'exprime aussi par l'invasion collective des terres d'autres ejidos.

Les communautés mieux organisées, Quiringuicharo et Ecuandureo, ont bénéficié de ressources au-dessus de la moyenne qu'elles ont plus ou moins su faire fructifier collectivement. Mais ces ressources aiguisent l'appétit des propriétaires privés. Mais comme ces derniers aident ces villages avec leurs relations dans le gouvernement, il en résulte que les aides publiques se dirigent préférentiellement vers les communautés les mieux dotées comme si un léger surcroît de ressources entraînait un supplément substantiel d'aides. On l'a d'ailleurs vu plus haut pour la tomate et le programme spécial concernant le haricot. Ces deux communautés bénéficient des sols les plus sains du Plan et se situent sur la route qui relie Zamora et La Piedad. Pourtant rien n'était gagné car la violence et le caciquisme prévalaient au début des années 1980. Le décollage et l'organisation de Quiringuicharo sont redevables de ce supplément de ressources inscrit dans l'histoire des haciendas et des relations politiques.

Au débouché du Guacamato sur les terres saines d'un cône alluvial, le site a fait de Quiringuicharo la plus grande hacienda de la vallée. A la Réforme agraire, les propriétaires ont gardé une partie des terres irriguées, mais leur exploitation est revenue plus tard à un lycéen issu d'une branche cadette qui dut travailler un temps aux États-Unis pour subvenir aux besoins de sa famille. Ayant hérité de 8 hectares, il revient s'installer au village où il loue puis rachète les terres de la parenté. Il est élu président du *comisariado ejidal* alors qu'il ne possède aucun droit, ceci malgré l'opposition des personnes âgées pour qui la remise de l'ejido aux mains du "descendant de l'*hacendado*" tenait du sacrilège. La sagesse fut mise en défaut et épaulé par les jeunes du village, le nouveau président mit fin aux luttes de factions et organisa un ejido dont les moyens économiques étaient substantiels.

Outre cette jeunesse, l'ejido de Quiringuicharo a bénéficié de facteurs favorables. Les villageois se plaisent à louer deux bonnes fées (*hadas madrinas*) qui ont facilité le contournement de l'interdiction régionale de nouveaux forages (*veda*) et l'obtention de crédits pour ces derniers. Les appuis officiels ont été utiles, mais les 60 hectares collectifs de *Las Cajas* ont joué un rôle non moins essentiel. Dans le Bajío, les casiers de stockage d'eau construits par les haciendas ont été répartis au moment de la réforme agraire parce que l'hacienda les avait abandonnés et ultérieurement parce que les *ejidatarios* ont préféré récupérer quelques dizaines d'ares supplémentaires en se les partageant. Mais à Quiringuicharo où le propriétaire a intimé l'ordre au personnel loyal de cultiver à son compte, le casier est resté collectif et fonctionnel. Cette vaste pièce de terreensemencée en blé ou en maïs suivi de pois-chiche a servi de caution pour garantir les crédits collectifs.

Jusqu'à ce que les caciques et les clans rentrent dans le rang, le casier collectif a procuré un avantage limité. Mais plus tard, le casier a facilité l'accès au crédit privé et, dans les années 1980, aux crédits publics qui ont permis d'intensifier l'usage des 64 hectares, ceci grâce à l'intégrité du nouveau président de l'ejido. Les revenus générés ont approvisionné la caisse de la communauté. La part

⁴³ <https://www.youtube.com/watch?v=nhqLSWc3syM>

d'autofinancement des puits s'est accrue alors que s'accélérait le rythme des nouveaux forages. Puis tracteurs, moissonneuse-batteuse, hangar... ont servi de capital productif, la manne financière autorisant la construction d'une clinique rurale. Cette dernière libéralité relevait du prestige (et peut-être du clientélisme) car deux cliniques fonctionnaient déjà à La Soledad et à Ecuandureo à quelques kilomètres. Ressources d'un ejido au-dessus de la moyenne, garantie collective, appui du gouvernement provincial et surtout cohésion autour d'un jeune notable qui y trouvait son compte politique ont servi la gestion et le développement communautaire. Aujourd'hui l'ejido est irrigué à 100 %, coteaux inclus grâce à l'innovation d'une coûteuse et fragile canalisation.

Le jeune président a acquis une légitimité auprès de ceux qui lui ont fait confiance. Ces derniers ont aidé puis profité de l'ascension du nouveau notable. Le jeune fermier a pris les commandes de l'Union des ejidos de la vallée, puis fut élu deux fois président municipal, échouant comme suppléant d'un candidat à la députation. L'héritier de l'hacienda aurait aussi bénéficié, aux dires locaux, de l'appui d'un parent dans le gouvernement de l'état. L'essor économique et politique de "l'héritier" souligne la trajectoire possible des anciennes familles puissantes (*pudientes*).

Les visages du néo-caciquisme sont multiples (Leyva 1993) et celui de Quiringuicharo est plus proche du notable médiateur que du cacique d'ancien régime. Dans la vallée, l'organisation collective a fonctionné quand des ressources effectives ont pu être exploitées avec l'appui politique. Inversement, le regroupement d'individus sans moyens ni appui ne permet aucune synergie.

En contraste partiel, l'ejido d'Ecuandureo au sein du chef-lieu confirme les constatations antérieures. L'irrigation précoce a lancé la spécialisation maraîchère grâce aux relations familiales avec des commerçants de Zamora. Ici, les nombreux propriétaires privés ont cherché à bénéficier des avantages de l'ejido : crédits bon marché et puits subventionnés. Les conflits et le clientélisme y sont plus intenses, par exemple dans l'accès à l'eau, au point que la présidence de l'ejido subit l'alternance du pouvoir. Les propriétaires privés se renforcent alors que l'alternative migratoire émousse la cohésion des ejidatarios.

2. Types de communautés

Les logiques communautaires, communautés ici considérées principalement comme agrégats statistiques, se précisent quand on articule les choix agricoles avec les paramètres démographiques et techniques : répartition des ressources, population, producteurs / population économiquement active dans l'agriculture, etc. Deux classements des communautés ont été réalisés⁴⁴. Dans le premier, on retrouve l'opposition entre, d'une part, les villages qui se consacrent aux cultures commerciales à risque faible, blé et sorgho, et, d'autre part, les zones de déprise où maïs pluvial et prairie (*pasto*) dominant (Tableau 16). La diversification et l'absence/présence de cultures indicatrices : proximité statistique du pois-chiche et des défriches (*ecuaros*) sur les versants, ou luzerne, sont des caractéristiques locales. Le village de Torcasas illustre la polyvalence des indicateurs : classé comme communauté en déprise, la prairie et le maïs soulignent, en fait, une adaptation vers un élevage relativement intensif.

Dans le second classement, les caractéristiques techniques et démographiques révèle le même ordonnancement statistique des communautés (Tableau 17). La Soledad, San José de Vargas et Ucacuaro illustrent une paysannerie moyenne que caractérisent une proportion élevée d'agriculteurs

⁴⁴ Matrice Bertin.

dans le village et une faible diversification des productions. A l'inverse, les villages de déprise partagent une forte surface en parcours, leur sous-utilisation et un effectif réduit de tracteurs.

3. Trajectoire villageoise

La notion de trajectoire résume la réalité des communautés pauvres, intermédiaires et mieux pourvues sur la base ici d'une analyse statistique multivariée⁴⁵. Sur la base d'une trajectoire moyenne qui oppose les villages moins pourvus et plus en déprise avec ceux qui s'en sortent, on note des écarts. Par exemple, Quiringuicharo et Ecuandureo connaissent l'accentuation de la richesse en lien avec la composante politique. Les écarts entre communautés intermédiaires montrent la diversité des stratégies et suggèrent un phénomène de seuil qui fait basculer une communauté dans un type ou un autre.

J'ai évoqué l'isolement, sur lequel je reviendrai, mais déjà peut-on étudier les communautés bien articulées à la route et aux filières commerciales. Le village d'Ucácuaro, intermédiaire par sa situation au milieu de la vallée et par le niveau de ses ressources, devrait présenter un comportement moyen. Or sa diversification et son dynamisme sont plus faibles que les niveaux attendus. Son voisin, Las Fuentes, se situe au contraire sur une trajectoire de diversification au-delà de la normale. Deux communautés voisines illustrent le phénomène de seuil. Ainsi Las Fuentes a appuyé sa diversification maraîchère avec des contrats de métayage alors qu'Ucácuaro s'est replié sur la spécialisation céréalière. Les terres de Las Fuentes, plus saines, sont préférées par les commerçants.

A la Réforme agraire, les terres du Plan, réparties, sont inondables et les coteaux font la richesse des villages. Ucácuaro en est bien pourvu alors que Las Fuentes doit attendre l'assainissement de la lagune en 1970. Ucácuaro plus proche de l'ex-lagune n'a pas encore totalement assaini ses terres. La migration a frappé plus fortement et tardivement Ucácuaro dont les producteurs, aujourd'hui, ont déserté les coteaux. S'y ajoute une différenciation économique plus grande par la présence de privés et d'ejidataires aisés. La spécialisation en céréales peu risqué et la mécanisation ont accru l'émigration. A Las Fuentes, l'égalitarisme et le retour des premiers migrants les ont poussés à cultiver plus de maïs pluvial, y compris dans les *ecuaros*, que de sorgho, ainsi qu'à louer les terres irriguées en saison sèche.

Quant à l'isolement, il a toujours joué sur l'accès au marché par rapport aux autres communautés. Il a aussi marqué l'histoire de la migration et de la violence comme je l'ai évoqué. La Soledad et San Jose de Vargas font partie des communautés paysannes peu touchées par le maraîchage, mais pas pour les mêmes raisons qu'à Ucácuaro. Il y a moins de commerçants extérieurs et donc de tomates alors que le phénomène migratoire a débuté tardivement. L'irrigation a servi au blé et le sorgho domine en saison pluviale. L'irrigation a entraîné aussi une diminution marquée des animaux et l'abandon ou la mise en location des parcours. A La Soledad, les surfaces en parcours et cultures pluviales sont faibles. Les *ecuaros* sont inexistantes car la surface agricole par producteur est élevée. A San José de Vargas, la migration tardive et réduite a maintenu la pression sur les terres, avec les conséquences d'*ecuaros* abondants avec un bétail destiné à l'autoconsommation et l'invasion des terres des communautés voisines.

Pois-chiche et *ecuaros* ne sont donc pas toujours un signe de manque de dynamisme, ils peuvent souligner une dynamique de nature paysanne voire une "résistance" ou plutôt, pour éviter la connotation culturelle ou politique, une résilience. De même, la luzerne irriguée apparaît paradoxalement dans des communautés en déprise. La déprise se manifeste principalement par la

⁴⁵ Analyse en composantes principales

faiblesse des cultures commerciales, céréales et maraîchage, et un maïs qui laisse peu à peu la place à la friche. Les périmètres d'irrigation y fonctionnent mal et n'enrayent pas le désintérêt pour la production. Mais les villages pauvres signalent des résistances avec le maintien de l'élevage comme Puerta de Vargas sur les parcours et Maravillas sur l'ex-lagune. Des villages moins pauvres ont opté pour l'élevage chez des producteurs privés et dans les *ejidos*. A Torcazas, les privés mettent en valeur rationnellement les parcours. Le maïs hier abondant diminue avec l'intensification laitière au profit de fourrages de qualité dont une partie est achetée. Les céréales commerciales y sont récentes. Chez les producteurs privés plus riches de Majadas et de La Nopalera, l'intensification est avancée. L'irrigation sert à produire du fourrage pour des troupeaux laitiers ou sert le maraîchage en faire-valoir direct.

Chaque indicateur n'est pas univoque et c'est leur ensemble qui étaye l'interprétation du dynamisme ou de la déprise, ceci avec l'aide de la compréhension des logiques productives. Très égalitaire, la Réforme agraire n'a pas donné la même chance à tous ou bien chacun n'était pas prêt à saisir sa chance. Les programmes gouvernementaux variés et durables n'ont pas permis le décollage des plus pauvres. Mais une majorité de la petite paysannerie a connu avant 1990 la modernisation et parfois un dynamisme autonome. Mais le prix des céréales a produit une modernisation sans autonomie.

Si les aides publiques ont eu des avantages tangibles à un coût supportable pour un pays comme le Mexique, leur objectif d'apporter de la dignité aux déshérités des haciendas n'a cessé d'être un moyen d'entretenir la légitimité au parti unique de la part d'une paysannerie captive. Le Mexique a eu la chance du pétrole puis celle de la migration aux Etats-Unis. Cela a facilité les aides, mais aussi leur exagération dans un clientélisme dérégulé. Pour ne pas mettre en danger le système sociopolitique, la paysannerie a servi alors de fusible à sacrifier. Elle devait payer et c'est le parti unique lui-même, par un *bandazo* dont il est coutumier, qui s'est servi des dérivés d'un clientélisme exagéré pour non pas éliminer le clientélisme mais pour stopper les aides considérées alors comme des libéralités indues. Des intellectuels s'y sont laissé prendre quand ils évoquaient l'*ejido* comme le fils préféré du régime (*el hijo predilecto del régimen*) sans déceler l'origine politique d'un paternalisme désuet et sans voir la part de dérégulation qui lui était propre. Les intellectuels inféodés au régime ou au contraire libéraux n'étaient pas en mesure d'évaluer les bénéfices d'un modèle qui n'a pêché que par exagération clientéliste.

Tableau 16 : Vallée d'Ecuandureo : trois types de communautés selon leurs productions

	Sorgho	Blé	Pois- chiche	Ecuaro	Hari- cot	Maïs	Maraî- chage	Maraî- chage	Prairie	Hari- cot	Maïs	Luzer- ne
		irrigué			irrigué	irrigué	irrigué					
LS	+++	++	+	-	-		-		-	-	-	-
SJ	++	++		++	-		-	-		-	-	--
UC	++	+	++		-		-	-	-	-	-	
EC	++				+++		+		-	+	+	-
QU	+	+		-				+++	--	+	+	+
TV		++			-		-	-		-	-	
MJ				+		+			++	-	+	--
LF	-	-		****	++++		****			-	-	+
NO	-	--	****	-	+++	****	+++	****	--	-		
PV	-	--	-	-	-	-	-	-	++	-	-	-
CO	-	-				++	-		+	****		+
EG	--	++	-	-	-		-		++	-	+++	+
MA	--	--	-	-	-		-	-	+++	++		
TO	--	--	--	-	-	-	-	-		-	+++	****

Tableau 17 : Vallée d'Ecuandureo : trois types de communautés selon leurs caractéristiques

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
LS	+	++				-	-	-	+	+	+	--	-	-	--
SJ	+++	++	+	+	-	+		-	-		-	--	-		
UC	+++	++												-	
EC	+	-	****	-	+++		++	-	-		--		-	-	-
QU				****	++	+++		-	-		-	--			---
TV		++	+	--	-		-		-			+		--	---
MJ				-	++	++	+	++++	-	--	-		-		+
LF	-	---		+	+		-	-	+++	+	++	+		-	
NO		--	--		++	+	****			----	--	++	+		
PV	-				--	--	-	+++		+			+++	+++	+++
CO	-	-	+	+		-			++++	+	++	-	-		
EG	--	-	-			-				+	-				
MA	---	+	--		-	--	--	++	++		****	--	---	++++	++
TO	-		--	-	-	--	-	-	-	----	-	++++	+++		++

Echelle relative : ----- _ + ++ +++ +++++ ****

- 1 Surface agricole par individu économiquement actif dans l'agriculture (PEAA) en 1980
- 2 Nombre de producteurs par PEAA
- 3 Animaux par abreuvoirs creusés dans les parcours (*jagüey*)
- 4 Volume de maïs par animal
- 5 Nombre de cultures présentes (diversification)
- 6 Part des terres agricoles disposant d'irrigation
- 7 Surface agricole par producteur
- 8 Part de la surface agricole non cultivée
- 9 Surface agricole par tracteur
- 10 [%] de surface ejidale
- 11 Producteur par tracteur
- 12 Animaux par producteur
- 13 Taux de masculinité
- 14 Surface de parcours par animal
- 15 [%] de parcours sur la surface totale.

Partie 7 Le blocage rural d'une société

L'examen des contextes économiques et politiques a initialement fourni un corpus d'hypothèses qu'ont confirmé ensuite les logiques de la décision paysanne dans la vallée d'Ecuandureo. Enfin l'analyse des communautés a complété le panorama interprétatif. A chaque étape étaient établies les modalités et évalués les résultats de l'encadrement de la paysannerie.

Les décisions paysannes incluent la gestion au jour le jour, l'adaptation, l'innovation de rupture, le choix d'une activité extérieure et le patrimoine, ceci pour des familles ayant accès aux ressources en terre, force de travail, eau et marché. Les logiques économiques ou plus exactement les logiques d'organisation économique qui prennent en compte le risque et les ressources contextuelles expliquent les performances techniques qui ne peuvent plus être jugées à l'aune d'un potentiel cultural des terres, de normes économiques imprégnées de paternalisme ou d'une résistance qui ferait du paysan une essence indépassable.

Le recours à l'histoire était nécessaire pour montrer que les succès (Réforme agraire, modernisation paysanne) et les ruptures (désengagement en 1990) sont la suite de choix d'un régime politique parfois audacieux, parfois fataliste. L'économie nationale n'a pas toujours été un esquif qui bat au gré des événements internationaux. En 2020, chaque pays est immergé dans le destin commun de l'économie monde, mais l'histoire montre qu'une marge de manœuvre existe. Avant 1990, on a vu le succès paradoxal de la modernisation du petit paysan sans enrichissement. On a également constaté les dérives du clientélisme qui, même marginales relativement aux acquis économiques et sociaux, ont provoqué la chute vers la libéralisation outrancière.

Une économie politique résolue doit rétablir les bilans globaux et sectoriels des choix passés pour compter les bénéfiques et éviter les erreurs. Les avantages d'une petite paysannerie productive sont nombreux et le décompte reste à faire. Le coût minimal de l'encadrement doit aussi être établi, encore que l'on a vu que des prix corrects et une aide sous la forme d'équipement et de crédits adaptés ne sont pas hors d'atteinte dans des pays où le salaire minimum est, de fait, minime et où l'aide au développement, en état d'échec, peut se relancer utilement. N'importe quelle paysannerie non seulement peut prétendre à la modernisation mais doit aussi viser l'autonomie politique, qui suppose un enrichissement minimal et qui évite l'excès de clientélisme. Les derniers chapitres tentent de caractériser les politiques efficaces des politiques peu régulées. Le principe est de revenir aux faits pour éviter les aprioris et les idéologies inexcusables chez les chercheurs.

I - UN BLOCAGE SANS CRISE

L'extension du réseau routier a dynamisé l'agriculture en même temps que la concurrence. Les répercussions de l'intégration commerciale ont été considérables depuis la Seconde guerre mondiale. Chaque région a dû découvrir ses avantages comparatifs jamais gagnés définitivement. Une autre conséquence de la concurrence d'avant la mondialisation était qu'une innovation diffusait vite, que les volumes produits augmentaient et que les prix agricoles diminuaient. La course à l'innovation était lancée, faute de quoi le producteur stagnait ou était condamnée à disparaître. Avec elle, il pouvait seulement aspirer à demeurer dans la course. Parallèlement, l'accès aux cultures inédites et aux équipements a fait exploser le cadre traditionnel des limitations agronomiques. Le carcan social de jadis a également volé en éclats. Les détenteurs du pouvoir local ont été bousculés par la modernité. La mondialisation a accru la concurrence et chaque région a vu sa dynamique, sa population et ses productions battre avec le marché et les aides publiques ou bien sombrer dans la pauvreté.

1. Une économie mondialisée

Construit ex nihilo par la Réforme agraire, le paysan sans capital a dû se débrouiller avant de bénéficier des aides publiques. L'économie mondiale a redémarré après-guerre et les producteurs mexicains ont répondu aux demandes nationales et mondiales avec le blé et le maraîchage d'exportation dans les périmètres irrigués, mais aussi l'avocat, le sorgho et le porc. La Révolution verte n'est nullement la mise au point de variétés de blé : elle est la conséquence du contexte mondial et des appuis nationaux. D'où la source des malentendus récurrents sur les causes du développement.

Après les politiques foncières et les grands projets des années 1930 et 1940, l'État a renforcé l'encadrement de la paysannerie : prix, crédit, assurance, commercialisation, aides jusqu'à l'administration directe des grands périmètres d'irrigation. Le succès est indéniable sur les plans économique et social. La dépendance du commerçant (*coyotaje descarado*), l'usure et les caciques ont disparu. Une fois stabilisés les contextes nationaux, les privés ont repris investissements et production. Les *ejidatarios* cultivaient les piémonts et les paysans sans terre partaient à Zamora se faire embaucher dans les champs de fraise.

De 1970 jusqu'à 1990, le volontarisme public n'a pas faibli : drainage, mécanisation, irrigation. Mais avec des revenus rognés par des prix fixés pour favoriser les villes et l'essor industriel, l'ejido voit son essor brisé. Malgré une production commercialisée, modernisée et performante, les revenus agricoles ne garantissent que la survie du petit producteur. Faute d'autonomie économique, l'ejido ne peut prétendre à l'autonomie politique. Il est dépendant des aides et du parti unique. De plus, le coût des intrants (*insumos*) augmente et les prix de garantie suivent l'inflation officielle. Il est fort probable que les prix soient simplement fixés par les agences étatiques dont on a vu plus haut des exemples. Aussi les crédits non remboursés sont-ils considérés, d'un côté comme de l'autre, comme un juste dédommagement. Dans la vallée, l'abandon des *ecuaros* constitue le premier indicateur du désintérêt envers le secteur agricole. Puis les hauts de piémonts sont abandonnés à leur tour, même si le rythme d'abandon est variable selon les communautés. Plus tard, une partie des terres labourables est délaissée même dans les communautés de ressources intermédiaires. S'il n'y a pas eu de crise, c'est que des options existaient.

2. L'exutoire du sacrifice

La consolidation des petits producteurs a sonné l'heure du départ aux Etats-Unis. A peine les infrastructures de la vallée terminées, comme l'assainissement, les producteurs partent à la fin des années 1970. Les communautés isolées ou mieux pourvues s'ébranleront plus tard. Après leurs fils, les producteurs se projettent au-delà du Río Bravo à cause des revenus qui stagnent ou régressent. Sur place, les jeunes et les paysans sans terre n'acceptent plus d'être journaliers, *ecuareros* ou chevriers. La migration que permet la modernisation agricole et qu'accroissent les prix à la baisse va dans le sens de l'Etat : les mandats envoyés par les migrants deviennent une source majeure de devises, ce qui n'incite nullement à augmenter les prix agricoles. Au contraire, la migration a été le facteur des prix à la baisse et, plus tard, du désengagement ultra-libéral. C'est le pari du président Carlos Salinas de Gortari qui engrange ainsi le succès de ses prédécesseurs. Il cherchera à consolider le maraîchage et les *maquiladoras* avec l'Alena, l'Accord de libre-échange nord-américain entré en vigueur le 1er janvier 1994⁴⁶.

⁴⁶ Le pari ne fut pas gagné car il n'avait pas prévu la puissance exportatrice de la Chine et des pays asiatiques, grands gagnants de la mondialisation.

Sur l'argent des États-Unis, repose le niveau de vie des familles paysannes dont la structure de production est à peine viable. L'unité agricole sert de garantie à la stratégie migratoire avec un ancrage foncier qui devient identitaire. La terre n'est pas vendue et peu mise en location. En conséquence, la migration aux États-Unis rigidifie les structures foncières et vieillit les producteurs. Les pensionnés de plus en plus nombreux visent d'ailleurs l'autoconsommation. L'autarcie associée à un certain conservatisme social émousse le dynamisme qui tient bien sûr à la mauvaise rentabilité du secteur. Le désintérêt relatif, plus que l'extensification, se matérialisait en 1990 par l'abandon des terres. L'agriculture pluviale commençait à être touchée ainsi que l'agriculture irriguée que contrecarrait le maraîchage extérieur.

Deux agricultures polarisent la vallée. La première, traditionnelle, cherche dans la production les moyens de vivre honorablement. Elle présente les problèmes classiques de l'agriculture dans un environnement économique qui se dégrade. Malheureusement pour elle, la congélation des structures foncières et la chute du dynamisme lié aux migrants âgés ne compensent pas le besoin d'adaptation. La deuxième agriculture ressemble à la première aux détails près. En effet, si les familles continuent à cultiver des champs, la rationalité technique est différente quand la stratégie migratoire est prioritaire et que l'agriculture vient en soutien ou en loisir.

3. Un blocage modèle

Jusqu'à la révision de la Constitution en 1992, la loi de Réforme agraire donnait le droit de déposer une réclamation collective sur des terres incultes ou une propriété dépassant le seuil légal. La loi avait perdu depuis de nombreuses années son potentiel révolutionnaire et les demandes ne portaient plus que sur les terres marginales ou les périphéries urbaines. La loi préservait la légitimité du parti unique mais elle affaiblissait l'économie par l'incertitude d'une invasion et elle est largement à l'origine du triste record de Mexico : une des trois villes les plus peuplées au monde. L'acquisition d'une terre par un collectif qui n'est uni qu'à cette fin ne servait guère les intérêts productifs de ses membres. Indirectement, l'impact économique d'une réforme agraire qui traîne n'est pas négligeable. Dans la vallée, la pression sociale d'une éventuelle invasion, dans un climat de violence jamais disparu, fait renoncer à l'extension des propriétés privées. C'est ainsi que les parcours furent vendus aux ejidos alors qu'ils sont mieux exploités chez les privés.

Seul le nord du pays et les versants isolés des cordillères d'éleveurs *rancheros* ont été épargnés par la pression de la Réforme agraire. Le nord du pays a d'ailleurs servi de soupape de sécurité où ont investi les riches alors que l'autre soupape fut les États-Unis investis par les migrants. Dans la vallée d'Ecuandureo, le maintien politique de la législation agraire n'a pas entraîné de crise grâce au nord et aux États-Unis.

Héritiers des propriétaires et des fermiers, les producteurs privés les plus aisés ont financé sans aides le forage et leur équipement. Les plus chanceux qui vendent l'eau participent au clientélisme politique avec une entrée possible dans l'ejido avant son contrôle. Toutefois, les prête-noms ne permettent pas de dépasser 4 droits par famille (22 hectares) à cause d'une invasion, d'un conflit ou d'une plainte auprès du Secrétariat à la Réforme agraire. L'étroitesse du marché foncier est également une limite faute de vendeurs comme on l'a vu. La terre est pour l'*ejidatario* et ses héritiers une sécurité. L'offre restreinte fait exploser le prix des terres, celles qui sont constructibles principalement. Le niveau de prix pratiqué défie l'intérêt agricole et les rares transactions ne peuvent servir d'indicateur de l'état du marché car elles proviennent aussi du migrant qui prépare sa retraite dans le village.

Le choix agraire d'avoir autorisé les producteurs privés plafonnés a été positif. Il n'a d'abord pas produit l'effondrement de l'économie agricole. Plus tard, l'investissement devenu plus vertical

qu'horizontal, c'est-à-dire plus intégré que foncier, a eu un impact positif sur l'environnement économique de la paysannerie. Un équilibre sous surveillance était nécessaire pour éviter à la paysannerie d'être rachetée. Mais si les grands privés ont servi aussi l'intérêt commun, les producteurs moyens et petits ont en partie disparu. La première étape pour les privés fut locale avec l'élevage hors-sol intensif, le fret, le travail à façon (moissonneuse-batteuse) ou la fabrication d'aliments concentrés. L'innovation était même audacieuse avec des équipements expérimentaux en provenance des États-Unis comme l'incorporation de déjections séchées dans l'alimentation porcine. Dans un deuxième temps, le nord du pays continuait à les séduire du fait de la proximité de la frontière, des facilités de l'agro-exportation et par l'absence d'invasions de terre. Les propriétaires bénéficiaient de l'information sur les opportunités à saisir de la part des parents qui y résidaient depuis le démantèlement des haciendas.

La Réforme agraire a construit un système socioéconomique dont les avantages indirects auraient dû être comptabilisés. L'économie locale a par exemple bénéficié des services de location d'équipement et des marchés proches. Au niveau national, les investissements au nord du pays ont bénéficié de l'article 27 de la Constitution. Même les quotas et protections sur la pomme de terre ou la fraise d'exportation, en bloquant les bénéfices locaux, ont servi à investir au nord. Les gouvernements précédents ont eu la sagesse de préserver le tissu privé, mais les suivants n'ont pas eu celle de mettre un terme à la réforme agraire. Et en 1992, le gouvernement n'a pas davantage eu la sagesse d'inclure dans le bilan de la Réforme agraire toutes les conséquences favorables qui, il est vrai, auraient conduit aussi à mettre au grand jour les excès clientélistes.

II - BILAN DU MODELE DE DEVELOPPEMENT

Au sein d'une économie, l'agriculture sert bien sûr à alimenter la population et produire des devises, mais elle régule aussi l'urbanisation, contrôle l'inflation, assure une base électorale, apaise la société, etc. La migration accentue ou péjore ses vertus et ses faiblesses. Alors que l'évaluation d'une politique devrait être multifactorielle, les experts trop spécialisés établissent des bilans partiels jamais dénués de normes et d'idéologie. Des épistémologues ont même suggéré qu'il n'est ni souhaitable ni possible, au nom du système (Lemoigne 1990), de mesurer l'écart entre réalité et projets. En effet, ces derniers sont mal définis et les discours reflètent imparfaitement les compromis. On arrive alors à l'aporie que les spécialistes du système refusent l'évaluation et privilégient involontairement les politiciens libérés des contraintes de l'évaluation, qu'ils mènent à leur guise.

De surcroît, les indicateurs de bien-être, de démographie et de performances techniques sont contradictoires en apparence quand l'expert n'a pas le savoir des logiques à l'œuvre. Leur signification est certes variable selon le contexte et les hommes politiques ne se privent pas de choisir le côté qui s'accorde à leur objectif. Pourtant, constater la modernisation sans enrichissement du paysan du fait des politiques d'appui et y associer les effets du secteur privé est à la portée de chacun à condition de souhaiter comprendre les logiques et d'éviter les aprioris sur l'archaïsme de paysan incapable de produire du maïs dans « le pays où il est né ». Finalement, le jugement porté sur une politique doit aussi inclure la marge de manœuvre dont bénéficiait l'État au moment où elle a été appliquée. Toute décision, de l'agriculteur ou du gouvernement, est à situer dans le champ, souvent étroit, des options disponibles.

1. L'économie incertaine des prix de garantie

L'apparente contre-performance nationale du maïs illustre la limite du savoir spécialisé. Le bas rendement fut vilipendé par les économistes jusqu'en 1990 et la nouvelle administration présidentielle qui souhaitait se démarquer des précédentes. L'altitude, la pente, les pierres et l'aridité

occupent une grande part du territoire et réduisent l'agriculture mécanisée aux bassins pourvus en eau. Schématiquement, trois espaces agricoles se partagent le territoire national, l'intensité agricole variant en raison inverse des superficies concernées. L'agriculture irriguée est disséminée dans le domaine tempéré et aride. L'agriculture pluviale occupe principalement la zone centrale de climat tempéré et densément peuplée. Le reste : cordillères, versants extérieurs, *petén* du Yucatan et steppes accueille l'élevage et l'agriculture extensive. Depuis la fin de l'extension de l'irrigation, ces trois espaces sont fixés.

De la faible part relative des surfaces favorables, on ne peut déduire que le Mexique n'est pas un pays agricole, d'abord à cause de l'importante population et des ressources concernées, ensuite justement à cause d'un potentiel incomplètement mis en valeur dans chacun des trois espaces. C'est donc l'existence de l'agriculture avec son potentiel qui doit être prise en compte, ceci même si on donne la priorité au développement industriel, ce que les bas prix agricoles de garantie ont d'ailleurs réalisé. En fait, l'attaque à l'agriculture est d'abord l'attaque contre la paysannerie, la réforme agraire, les dérives clientélistes et l'appui électoral au parti unique. Là encore, l'idéologie aveugle les opposants qui ne savent pas lire l'apport économique de la petite paysannerie.

Les importations massives de céréales depuis 1970, qui ont enrayé la brève embellie de la révolution verte, ne signifient pas que l'intensification n'a pas eu lieu ou qu'elle n'a eu lieu qu'avec l'irrigation. Les statistiques doivent être interprétées au vu des options agricoles et en particulier du prix des céréales. Elles doivent donc être lues à la lumière du contrat passé entre paysannerie et Etat. L'Etat en a bénéficié indéniablement, tout comme la paysannerie et le pays. Le solde de la balance commerciale dépend des paysanneries autant soumises au contrat qu'à la volonté de s'en affranchir quand elles partent aux Etats-Unis ou qu'elles contribuent au maraîchage et aux productions périssables.

Le rendement national du maïs est déterminé par la même logique d'ensemble qui conjugue ressources marginales, politiques des prix et alternatives disponibles, ce que traduisent les fonctions culturelles ou productives au sein de l'unité de production. Comme la paysannerie est nombreuse dans le pays, le choix d'une culture ou d'une technologie est massif et ne dépend que de la gamme des cultures disponibles dans chaque région. Dans les bassins mécanisables en dessous de 2000 m d'altitude, le sorgho concurrence le maïs et au-dessus, c'est le blé, la pomme de terre et le seigle. L'adaptabilité du maïs, de son côté, dépend des innombrables variétés locales (*criollas*) qui permettent de produire là où d'autres cultures ne peuvent pas le faire.

Les déficits d'approvisionnement du marché sont d'autant plus brutaux que les exploitations ont une marge de manœuvre réduite et réagissent massivement aux incitations économiques. De manière plus réactive que proactive, l'Etat tente d'enrayer les pénuries en jouant sur les prix et les crédits spéciaux ouvrant la possibilité de la surproduction. En fait, la fluctuation relative des prix de garantie produit les effets de basculement culturel et les contre-mesures tardives introduisent l'incertitude dans l'économie encadrée. Même fixés en début de campagne, comme ce fut le cas du blé, les prix de garantie ne sont pas toujours tenus du fait des pénuries ou de la surproduction. Il arrive même que la libéralisation des licences d'importation conduise à ce que le sorgho local ne puisse être vendu. En conclusion, les prix de garantie ne sont pas une garantie de stabilité alors que l'incertitude est ce qui cause le plus de problèmes à une agriculture peu rentable.

2. Les performances économiques du modèle

Évaluer un modèle à partir de la couverture nationale des besoins alimentaires, de la balance du secteur agricole ou encore d'un rendement moyen comme celui du maïs n'a pas de sens tant qu'on ne comprend pas les logiques de basculement productif. A cet égard, le cas d'Ecuandureo est instructif.

Cette vallée aux potentialités limitées a profité du modèle étatique et des marchés régionaux. Elle montre que les territoires non totalement déshérités ou isolés ont pris le chemin de la modernisation céréalière et, dans certains cas, des productions à haute valeur ajoutée. Elle montre aussi le sort spécial du maïs par une fonction d'autoconsommation marquée quand une culture plus rentable est destinée à la vente, ainsi que le rendement nécessairement faible quand l'espace extensif des parcours est défriché. Le contraste avec le rendement des céréales commerciales est saisissant et élimine les fausses idées de vulgarisation nécessaire ou de pays non agricole. L'usage des intrants est alors élevé et celui de la mécanisation judicieux. L'attelage et les façons manuelles ne remettent pas en question le degré d'intensité d'usage de la terre. Intrants et mécanisation ont été favorisés par l'État grâce aux aides et crédits. Pour les cultures céréalières, on peut même affirmer qu'il n'y a pas de différence de maîtrise technique entre les propriétaires privés et les *ejidatarios*. Grâce à l'État, le système technique ne discrimine pas globalement les deux types d'agriculture. Il en va de même pour les cultures irriguées car les *ejidatarios* louent les services d'un avion et les privés font largement appel à la main-d'œuvre et aux façons manuelles pour profiter du coût de la main-d'œuvre mexicaine⁴⁷.

Dans l'entreprise d'encadrement resserré du paysan, l'État a montré qu'il était moins compétitif que les acteurs privés dans la filière céréalière : achat, stockage et distribution. Dans les brèches du dispositif, s'est développé un secteur compétitif qui plaît aux producteurs. La réussite du laisser-faire privé (on ne peut pas parler de partenariat public-privé) donne à penser que la multiplication des brèches publiques (inefficacité dans la fabrication et la distribution des engrais par exemple) aurait renforcé les acteurs privés et coopératifs.

Le bilan du modèle mexicain d'encadrement de la paysannerie est positif car les paysans savent répondre aux incitations du marché. La critique peut toujours insister sur les dérives, réelles en effet mais secondaires du modèle ou sur la marginalisation des indiens encore soumis à la pauvreté. Tout le monde n'a pas gagné, mais les gagnants sont nombreux, y compris le pays. Le bilan économique devrait même inclure les retombées peu quantifiables comme l'abaissement du coût de la vie, la compétitivité du pays et l'apport monétaires des migrants. Mais alors que le modèle a globalement réussi, les modalités par lesquelles l'État a cherché à contribuer au développement sont peu satisfaisantes. D'abord, l'*ejidatario* ne s'est jamais enrichi. Ensuite, le maintien de l'incertitude sur les terres a bloqué la dynamique des agriculteurs, y compris celle des *ejidatarios*. La considération égalitariste de l'*ejido* a entretenu les malentendus anciens du crédit solidaire sans responsabilité individuelle, des parcours sous-utilisés, des coopératives de matériel en commun qui n'ont jamais fonctionné, d'une irrigation grevée par le politique et de l'assainissement de la vallée durant un demi-siècle. Ces multiples aspects appellent deux commentaires.

Le premier concerne la mécanisation qui a fonctionné non pas comme le stipulait la modalité coopérative, mais à travers le rachat et la location du matériel par un membre de l'*ejido* ou un privé. Aucun suréquipement n'est à déplorer et l'opérationnalité du dispositif est redevable à la possibilité de sa privatisation. Le second concerne les forages dont le bilan est satisfaisant à condition de regarder à long terme. L'infrastructure incomplète peut devenir opérationnelle progressivement. Les équipements complets qui fonctionnent insuffisamment ont le mérite d'exister et eux aussi donnent des possibilités pour le futur. C'est le prix à payer pour s'adapter à une petite paysannerie dont le manque de moyens et la possibilité d'une alternative (la migration) la fait réagir comme une entreprise mais avec retard.

⁴⁷ Les difficultés des *ejidatarios* pour semer ou accéder en temps utiles aux crédits, intrants et mécanisation amoindrissent leur rendement sans que leur maîtrise globale soit en défaut.

3. Les dysfonctionnements politiques

Dans les pays développés, le secteur agricole participait en 1990 à 4 % du produit national et occupait 6 % de la population active⁴⁸. Autrement dit, l'effort consenti par les pouvoirs publics est sans commune mesure avec la modestie du secteur car l'agriculture joue des rôles variés : souveraineté alimentaire, client de l'industrie, chômage, balance commerciale⁴⁹, etc. Au Mexique, s'y ajoutent une réserve de main-d'œuvre et la récolte des votes. Ces fonctions sont contradictoires, par exemple quand la sécurité alimentaire se conjugue avec les avantages comparatifs. Quoi qu'il en soit, l'État a fixé les populations sur de petites tenures, les a modernisées et les a fait produire pour le marché. L'agriculture a trouvé sa place dans le système mais, bien qu'habile, le modèle mexicain a distillé des déséquilibres.

Comme l'économie n'est pas la cause des dérives du système, il faut revenir à la politique locale et nationale. L'illustrent la localisation "amicale" de certains puits et l'assainissement de la vallée où était intervenu l'ancien propriétaire de l'hacienda et a joué le manque de coordination des administrations.

L'objectif de fixer la population rurale a réussi si on considère que celle-ci n'avait pas diminué en 1990 en chiffres absolus. La survie a été dépassée, l'extrême différenciation sociale fut neutralisée et la violence fut moindre que celle expérimentée dans d'autres pays. Le droit agraire a été utile jusqu'en 1960 pour éviter le retour des haciendas. Mais l'ouverture au marché mondial puis la migration sont désormais les garants d'une paysannerie pérenne. Cela signifie que le rôle de la Réforme agraire a cessé dans les années 1960, son maintien n'étant que l'effet d'un avantage pour le seul parti unique. Outre les dérives de l'exagération clientéliste⁵⁰, l'épée de Damoclès restait suspendue au-dessus des privés. Bridant leur capitalisation locale et faisant disparaître les propriétaires moyens, l'épée a finalement contribué à l'intégration verticale et à l'investissement au nord.

Après la stabilisation du paysan, s'est-on dirigé vers sa consolidation financière ? Non, ceci également pour des raisons politiques. En abaissant les revenus agricoles des céréaliculteurs tout en les modernisant et en ignorant les privés, l'État est à l'origine de la polarisation productive. D'un côté, l'agriculture exportatrice est portée par les privés ; de l'autre, les céréales par la paysannerie aidée. La première a investi dans une agriculture moderne et la seconde agriculture produit pour le marché national. Les bas prix favorisent le développement industriel et les migrants rapportent des devises au pays.

Egalement promue par les choix politiques, la polarisation des deux agricultures n'a pas entraîné de revendications violentes. Les grands propriétaires, indifférents au sort des petits propriétaires, avaient seulement le souci d'éviter une invasion et d'investir en toute sécurité. De leur côté, les paysans sans autonomie étaient la caution du parti unique qui continuait à les privilégier en les sacrifiant par les prix. Aucune ligue commune n'a réuni au niveau national les deux agricultures.

Les aides à la paysannerie par le parti unique n'étaient pas exemptes de contradictions. Les *ejidatarios* sont des microentreprises et se comportent comme telles. Cela implique de facto l'illégalité car le législateur n'a pas pris en compte la gamme des dynamiques familiales ni le besoin de flexibilité :

⁴⁸ OCDE 1986.

⁴⁹ En 1990, le pouvoir de mobilisation sociale et le poids des grands syndicats étaient alors peu mis en avant pour expliquer l'aide relative à l'agriculture au Nord.

⁵⁰ Le clientélisme est une caractéristique des pays du Sud par défaut d'un État de droit suffisamment affirmé. Quand le clientélisme s'emballa au-delà du raisonnable, on pourrait parler « d'ultra-clientélisme », ceci afin d'établir un parallèle avec l'ultra-libéralisme qui est un défaut de régulation économique dans les pays du Nord.

locations de terre, actualisation de la liste ejidale, absentéistes, etc. En empêchant la double activité, l'accumulation extérieure et toute forme de patrimonialisation, la loi perturbe la petite entreprise paysanne. La corruption administrative résulte moins des paysans et des fonctionnaires locaux que de l'inapplicabilité de la loi. Dans une certaine mesure, les agents du Secrétariat à la Réforme agraire ne font que s'adapter aux stratégies paysannes. D'ailleurs, les relations des agents (Banrural et Anagsa incluses) avec les producteurs restent amicales. Tous y trouvent un intérêt et seul l'État comme émanation de la société nationale est le perdant du système qu'il voulait régenter.

Une autre contradiction concerne la confusion entre l'*ejido* politique et l'*ejido* fonctionnel. Le premier est soumis en apparence au droit, mais l'invasion d'une terre demeure le prétexte pour renforcer un mouvement politique, qu'importe si les terres convoitées sont incultivables et parfois pour protéger des propriétaires privés. Une fois l'objectif atteint, l'*ejido* politique n'élit plus de président (Barragán *com. pers.*).

Les *ejidos* sont un des outils de légitimation de l'existence du parti unique. Les premières années après la Réforme agraire, la légitimité était naturelle, mais plus tard, il a fallu renouveler la reconnaissance du paysan envers l'Etat. Les aides furent utiles encore qu'ambivalentes car le récipiendaire sait qu'il est privilégié et qu'il dépend du bon vouloir du parti. La légitimité s'est émoussée avec des contradictions de plus en plus flagrantes. Le clientélisme électoral sans voile ni fioriture s'est manifesté en même temps que la fraude électorale. Ainsi l'Etat ne cesse-t-il de provoquer des demandes sociales dans les communautés rurales et les quartiers urbains. Si on ne demande pas, on n'obtient rien. La communauté demande même si aucun besoin n'est clairement exprimé. En retour, elle doit se montrer reconnaissante et reste l'obligée du paternalisme gouvernemental. Sa gratitude doit s'exprimer lors des élections et les envoyés des candidats des années 1990 ne se privaient pas d'avertir les communautés : si vous votez mal, le parti ne vous aidera plus.

La même manne publique bloque les initiatives locales : les dons de ciment ou de semences s'amoncellent dans les communautés et se perdent, alors que les villageois, contre tout bon sens, pataugent jusqu'au jour où les rues du village seront empierrées par l'État.

Les ambiguïtés des apparences communautaires se révèlent jusque dans le costume : l'*ejidatario* n'aspire qu'à devenir un propriétaire *ranchero* dont il adopte le costume : chapeau texan, chemise à carreaux, ceinturon... La communauté ejidale se soude seulement pour extirper ce que l'État lui doit. Le pays, quant à lui, ne verra plus dans l'*ejidatario* qu'un éternel captif assisté.

Conclusion sur le modèle mexicain

La vallée d'Ecuandureo réunit les trois espaces agricoles du territoire national : l'irrigation, les terres pluviales et les parcours. Au centre de réseaux migratoires et commerciaux et situé entre les pôles agricoles et les périphéries isolées, elle montre jusqu'en 1990 le bilan positif des interventions de l'État. Elle témoigne de l'absence de crise pour des propriétaires privés bridés localement et pour la paysannerie modernisée sans autonomie. Pour cette dernière, il n'est pas exagéré de parler de survie économique et de perfusion permanente. Mais il s'agit d'un blocage simple avec l'exutoire de la migration aux États-Unis devenue récurrente depuis la fin des années 1970.

L'exutoire américain a contribué aussi à l'absence de crise. Il contribue également au désengagement de l'Etat en 1990 qui a lieu sans crise même si différentes formes de revendication manifestaient les malaises. La migration a peu enclenché d'investissement dans l'agriculture pour la même raison qui a favorisé la migration : la faible rentabilité agricole et le risque trop élevé des cultures maraîchères. Imaginons un pays sans option migratoire. Il suffirait d'un prix de garantie plus élevé avec des aides -

encore que ces dernières soient moins utiles dans une paysannerie autonome, et un crédit adapté pour que les petits paysans investissent leurs économies dans une activité un peu plus rentable. L'exercice d'imagination n'est pas très difficile car le Mexique y était presque arrivé.

Le Mexique montre qu'une paysannerie partie de rien peut être l'objet d'une production performante. La condition est d'y engager des moyens que le pays retrouve sous forme d'avantages dans l'agriculture et les autres secteurs. Les avantages immatériels se concrétisent par un faible coût de la vie et une meilleure compétitivité du pays. Dans cette économie gagnante dont on vient de voir qu'on peut la généraliser aux pays sans émigration, les améliorations du modèle portent moins sur la composante économique que sur les dérapages politiques. On aurait alors une paysannerie autonome économiquement et politiquement avec des dépenses moindres pour l'État.

Partie 8 Leçons politiques

Jusqu'en 1990, qui tire parti du secteur agricole et émet des discours à son propos ? Qui est juge et partie ? La réponse est le système politique. L'organisation des pouvoirs, qui ne se résument pas à la domination d'un parti ou d'une classe sur les acteurs supposés dominés et passifs, dépasse largement le secteur agricole, lequel toutefois éclaire des dysfonctionnements et contre-performances dont il reste à identifier la source. L'État, les rouages administratifs et les détenteurs du pouvoir local ont, d'une part, promu avec ténacité l'intensification agricole, le choix des cultures, le changement technique et la migration et, d'autre part, discrédité le système politique. Avec le recul, le système mexicain n'a jamais dérogé à sa nature clientéliste, mais cette dernière fut d'abord occultée par l'élan révolutionnaire et ensuite accentuée par des dérives hors de toute régulation minimale. Ces dérives ont eu une conséquence positive et négative : le désengagement, lui-même le prodrome de l'impasse d'un parti unique obsolète et de la démocratie mise en place dans la décennie des 1990 et matérialisée par la victoire de l'opposition en 2000 aux élections présidentielles. La dynamique du modèle politique de développement n'a jamais cessé d'être sous l'influence de l'internationalisation des idées de la modernité et des échanges avec la migration et les importations alimentaires avant l'explosion libérale de la mondialisation.

I – ANTHROPOLOGIE POLITIQUE

Les orientations et les dérives générées par le système politique proviennent d'une conception intéressée de la nature paysanne. On peut écarter l'idée de dépendance à un sentier fixé à la Réforme agraire dès lors qu'on perçoit la continuité des avantages que le système politique tire de son appui à l'agriculture. Encore faut-il examiner les interférences entre les sphères politiques, administratives et sociales. L'examen des échelons du système politique depuis le local jusqu'au national, incluant les services fédéraux et l'administration centrale, permet de préciser les rôles et la marge de manœuvre de l'encadrement agricole. Doit-on incriminer leur inefficacité ? Ou au contraire les innocenter ? Le discours commun ou scientifique a choisi de les fustiger, autant l'encadrement agricole que la recherche agronomique. L'analyse débute au niveau de la famille et du clan, structure qui se répète aux niveaux supérieurs comme si l'État était une niche écologique investie par les structures anthropologiques de base.

1. Organisation sociale

a. Famille élargie

Ma maison est la vôtre (Esta es su casa) : le rite de politesse consacre paradoxalement plus la fermeture de la maison aux étrangers que son ouverture. Exceptionnellement, l'étranger est accueilli dans un salon-salle à manger qui symbolise à lui-seul la vie provinciale, ceci une fois débarrassés les fauteuils des napperons et multiples bibelots qui signent un niveau social, mais qui empêchent toute utilisation familiale. Le rituel fait sentir l'honneur d'ouvrir faussement l'intimité de la famille. Au sein de celle-ci, le jeu entre les générations est figé et, une fois adultes, les enfants qui n'ont jamais émis une critique interne exigent plus tard un comportement égal de la génération suivante. Autre symbole de la tradition : donner le prénom du père et de la mère au fils et à la fille aînée. Le cadre patriarcal demeure vivace dans les régions rurales et les villes de province.

Dans les familles, une grande liberté est octroyée aux garçons selon le dicton qui conseille aux parents de *surveiller leurs jeunes poules quand rôdent les jeunes coqs*⁵¹. Hors le code d'honneur et la famille,

⁵¹ *Cuiden (encierren, amarren) sus pollas que mi gallo anda suelto*

cette liberté élève en même temps le sens des responsabilités et le machisme. Mais pour les immatures, l'absence de garde-fou pose problème dans la mesure où l'incorporation clanique garantit l'absence de critiques.

La lignée familiale s'élargit avec le compérage (*compadrazgo*). Les relations formalisées entre familles regroupent deux modes de comportement : le clan lorsque les relations sont réciproques et le clientélisme avec des relations dissymétriques. Dans les deux cas, la symbiose offre à chaque partenaire un avantage propre. Un homme riche qui pourvoit assistance et protection acquiert une position sociale. Corrélativement, une profonde méfiance est exercée à tout ce qui est extérieur au clan.

Outre l'extrême inégalité instaurée par la Conquête, la violence endémique au Mexique est alimentée par le couple confiance clanique/méfiance extérieure. La loyauté et la solidarité sont appuyées par un code d'honneur qui nourrit les vendettas meurtrières. Violence latente et clanisme se sont projetés dans les luttes sociales. Les bandits de grands chemins ont été récupérés par les mouvements de libération ou d'oppression, ce qui permettait de retrouver une certaine honorabilité. Les mafias et les narcotrafiants à partir des années 2000 se sont coulés dans cet écosystème.

Finalement, la société mexicaine est religieuse depuis les indiens jusqu'aux familles riches de province. Catholique ou évangélique, la religion participe au traditionalisme, conforte l'identité de classe et matérialise l'aspiration à l'ordre, de nature spirituelle ici, pour ceux qui vivent dans ce qu'ils ressentent comme une dérégulation sociale. Les pèlerinages font partie des traditions et il faut en avoir vus qui cheminent pendant des jours dans les campagnes pour voir à quel point la religion rassemble. Sans elle, il n'y aurait sans doute pas eu d'Indépendance précoce et la Révolution eut pris une autre tournure. Forte de son pouvoir insurrectionnel, la religion est prise au sérieux par le politique même si le parti unique est resté fidèle à la laïcité originelle en opposition à la religion catholique trop ouvertement en faveur des haciendas sous l'ancien régime.

b. État et élus

Une société portée à la méfiance et à l'individualisme est favorable à un Etat fort en mesure de garantir l'ordre. Le Mexique a échappé aux juntes militaires mais ce fut une exception dans une Amérique latine soumise au clientélisme quand ce n'est pas le népotisme, qui appellent son opposé : l'ordre militaire. L'autoritarisme demeure toujours une option parce que la société croit peu aux institutions. De son côté, l'Etat doit se méfier d'une société qui aspire à l'ordre d'un côté et qui est méfiante par nature et insurrectionnelle en masse à l'occasion. Le clientélisme est une manière de la diviser et de l'apaiser jusqu'à ce que le besoin d'ordre se fasse sentir.

L'anthropologie élémentaire s'inscrit dans les rouages de l'État. La loyauté est une vertu qui dépasse la compétence pour un poste donné et tout individu appelé à une fonction publique favorise ses compères du fait du jeu des obligations mutuelles dans le clan et de la confiance qui y règne. Comme un poste est une opportunité provisoire dans un Etat dont les chefs changent, certains cherchent à en tirer avantage. L'attachement personnalisé est une nécessité pour le fonctionnement de l'appareil administratif.

Mais un Etat du Sud où la reddition de compte est difficile (on le comprend du fait que personne n'a intérêt à le faire) produit des lois rigides (puisqu'elles sont peu appliquées), des sanctions exagérées (qui favorisent la corruption) et une innombrable série de contrôles tatillons (qui bloquent les entreprises les plus saines). La non-réélection du président, au plus haut niveau de l'Etat, est un bon exemple des contradictions que suscite l'instauration d'une mesure qui a écarté les caudillos. Mais le temps réduit d'un poste peut conduire à ne pas envisager les conséquences à long terme de ses

décisions. Le renouvellement de la pyramide du pouvoir à chaque élection pose aussi des problèmes de stabilité, de compétence et de mémoire administrative, l'administration aux ordres d'un élu ne pouvant agir comme contre-pouvoir.

Le *cacique* de village a disparu, y compris dans les zones indigènes au profit du notable moderne qui garantit le lien entre gouvernement central et municipalité. Des observateurs estiment que l'absence de conscience publique le rattacherait encore aux *caciques*, mais la vallée d'Ecuandureo montre que ce n'est pas le cas. Si l'ancien système n'a pas totalement disparu, la modernisation du pouvoir dans les campagnes sous l'égide de l'État a engendré la figure du notable issu de l'agrarisme ou héritier des propriétaires. Dans les deux cas, leurs relations dans les gouvernements leur permettent d'aider un électorat et renforcer leur place dans le parti unique.

Dans un régime de parti unique, l'État bloque toute décentralisation. Le présidentielisme est de mise et tous les niveaux juridictionnels : président municipal, gouverneur et administration fédérale sont soumis à l'arbitrage d'un président-chef du parti unique. Même les syndicats sont sous sa coupe et l'expression d'une déviance n'est pas possible. Dans des conditions de verrouillage impropres à l'expression, le développement économique du pays ne pouvait que déboucher sur l'émergence d'une opposition qui a conduit dans les années 1990 à la scission du parti unique.

Ainsi les présidents municipaux sans capacité réelle de gestion canalisent les demandes et médiatisent les interventions centrales. Leur rôle est de gagner les élections et de se concilier la population par le clientélisme. Il arrive qu'ils s'érigent contre les administrations techniques (*dependencias técnicas*) et participent à la répartition des écoles, puits et cliniques rurales. Se soustrayant aux spécifications techniques, les présidents municipaux participent à l'incohérence de l'action publique. Dans la vallée, un second notable devenu député de l'état est issu d'un syndicat officiel. Sans assise locale, il se contente d'aider sa communauté (Majadas). Le dualisme politique et économique des dirigeants participe dans la vallée au manque d'efficacité et à l'échec de programmes agricoles. Parmi les pratiques anciennes, le notable peut servir ses intérêts à condition qu'il ne suscite pas de conflit dans sa circonscription.

Plus classiquement, le pouvoir municipal est convoité par les grands propriétaires et les *ejidatarios*. En 1993, le président de l'ejido de Las Fuentes est devenu président municipal. L'Union coopérative des ejidos est également un enjeu pour canaliser les aides et, pour les propriétaires, pour garantir leurs biens toujours soumis à l'article 27 de la Constitution. L'ejido du chef-lieu, plutôt conflictuel, devient une proie qui permet de construire une clientèle politique, à la fois reconnaissance morale de la part des petits agriculteurs privés et reconnaissance économique de la part des *ejidatarios* suite aux aides obtenues. Les privés minoritaires s'avèrent plus soudés que les *ejidatarios* versatiles quand ils sont les obligés des uns et des autres : fils employé comme ouvrier, usage d'eau privée, etc.

Dans la vallée schématiquement, l'ejido est l'échelon politique de base et les plus forts d'entre eux sont ceux qui montrent un front uni. L'Union des ejidos de la vallée est le deuxième et la Présidence municipale le troisième échelon. A chaque marche, des postes sont offerts en remerciement, telle la gérance locale des hangars publics Azteca. Depuis 1940, l'État joue donc un jeu trouble où le volontarisme économique le dispute avec les connivences tolérées car l'objectif est la paix sociale.

Alors que l'État de droit est une aspiration dans un pays soumis au clientélisme, l'aspiration à la démocratie est plus variable. Comme elle garantit l'égalité de principe de chacun, elle existe à de nombreux niveaux mais il arrive fréquemment que les présidents d'*ejido* ne finissent pas leur mandat tant sont craintes les malversations. Une rumeur suffit pour les déloger et le pouvoir passe aux mains

d'un autre clan. La démocratie des clans et de la loyauté évite des abus, mais elle est imparfaite. Au niveau national, la fraude est massive au profit du parti unique.

c. La communauté villageoise

On a vu dans la partie VI que la communauté villageoise ne peut être assimilée à l'ejido car s'y mélangent en proportion variable *ejidatarios*, paysans sans terre et producteurs privés. Échelon intermédiaire entre le clan et la pyramide étatique, elle est le lieu des relations de voisinage et de retrouvailles familiales. Mais dans cette communauté, c'est l'*ejido*, et principalement l'assemblée *ejidale*, qui est souveraine sans possibilité d'ingérence de la présidence municipale. Les *ejidatarios* sont les maîtres même s'ils ne s'entendent pas entre eux. Le règlement est promulgué par les *ejidatarios* et il peut traiter les résidents comme de seconde zone. Les autres résidents doivent se conformer à des décisions prises sans eux. On a vu ailleurs des commerçants soumis à la loi des *ejidatarios* qui peuvent, par exemple, ôter le droit d'avoir un stand sur le marché.

Le droit favorise l'*ejido* et les *ejidatarios* sont les seuls à bénéficier des aides. Les paysans sans terre peuvent être exclus des parcours et les tracteurs et les puits sont gérés par les *ejidatarios*. L'action collective se limite à obtenir des appuis publics alors que l'État exige le quémandage parfois sans réel besoin. Il n'est pas rare qu'une opération se conclue par l'amoncellement de matériaux sans usage, l'*ejido* ayant changé d'avis quant à la priorité à accorder à l'aménagement demandé.

Parallèlement, l'*ejido* est amené à vivre en marge des lois. L'inapplicabilité d'une loi agraire rigidifiée par le calcul politicien est la source d'une corruption déjà favorisée par la structure sociale élémentaire et l'ancienne inégalité. Corruption, crédits non remboursés et subventions multiples pour une productivité que l'opinion publique suppose faible fabriquent l'image du damné attaché de manière atavique à l'État après avoir gagné sans honneur une terre qu'il n'est pas capable de travailler. Vivant impunément en dehors des lois, l'*ejidatario* est, avec les agents de l'administration agricole et même les chercheurs en agronomie, le bouc émissaire idéal.

Pourtant, l'ejido regroupe des exploitations agricoles qui n'ont à partager que leur pauvreté. Sans autonomie financière, aucune gestion collective n'est possible sans subsides. Les crédits ne sont pas remboursés parce que la solidarité est factice. Le taux élevé de non remboursement est redevable d'une impuissance collective imputable à la faible rentabilité agricole. Le gaspillage de l'eau d'irrigation résultait de l'eau quasi gratuite, la pompe déversant l'eau dans les rues sans sanction ni de la communauté ni de l'État. Depuis qu'elle a un coût suite à l'augmentation du prix de l'électricité, le groupe chargé du puits a pris les moyens de faire payer les manquements individuels. L'État cultive des ambiguïtés fatales.

L'ejido n'existe qu'à travers le système politique, mais sur le plan économique, la petite paysannerie est une réussite pour la société. Quant à l'inefficacité dans l'usage des ressources collectives, les responsabilités sont à décréter au cas par cas. Comme le prouvent les ejidos de Quiringuicharo et de San José de Vargas, le fonctionnement collectif existe quand le collectif dépasse la survie. On pourrait y ajouter l'ejido d'Ecuandureo si ne s'y greffait là encore l'enjeu politique.

2. Administration et interventions fédérales

a. Perception du réel

Il est arrivé que les résultats d'un recensement démographique n'aient pas été publiés pour certaines villes. La qualité de l'information recueillie était mise en avant, mais la manipulation ne peut être écartée. Le chiffre est une donnée vitale dans un pays centralisé pris entre le marteau des bailleurs de fonds étrangers et l'enclume des acteurs locaux. La fédération doit convaincre les premiers du succès

d'un prêt sans que se déchaînent les accusations des récipiendaires. Mais si la manipulation statistique aide une région, elle donne une vision édulcorée de la réalité et de l'action politique. De plus, les manipulations finissent par se voir dans les trajectoires historiques (Mollard et al. 1991) ou simplement dans l'autojustification exigée des techniciens agricoles. Les diagnostics faussés confortent les acteurs en place. Sans rejeter totalement les chiffres disponibles, l'analyse critique est nécessaire face aux discours et aux données qui les sous-tendent⁵².

Une autre erreur de diagnostic en agriculture procède de l'idéologie de la productivité incarnée par la Révolution verte. Leurré par le prix Nobel de la paix obtenu en 1970 par le généticien Norman Borlaug en 1970, cette idéologie estime qu'il suffit d'éduquer les paysans pour qu'ils changent leur routine. On a vu dans cet ouvrage l'inanité de ce récit puisque les agriculteurs réagissent aux prix, mais la croyance imprègne les administrations nationales et les organisations internationales. L'érosion des rentabilités de l'agriculture pluviale, l'écart avec l'irrigation, les importations de céréales et les performances sur le maïs consolident une narration qui fait de l'ejido le parangon de l'inefficacité. Les intellectuels (*gremio*) n'ont pas joué leur rôle d'alerte faute de connaissance du terrain et d'une idéologie antiétatique marquée.

Statistiques et idéologies ne suffisent pas à expliquer le biais de perception concernant la réalité agricole. La volonté de mettre un terme à un modèle conduit à insister à charge sur les inconvénients sans se soucier d'un bilan équilibré ou de cohérence avec les administrations antérieures qui mettaient en avant ses aspects positifs. Le plus grave de l'affaire est qu'aucun intellectuel n'a pris la peine de bâtir une argumentation concernant le modèle paysan ou le modèle ultralibéral. Les penseurs se contentent de critiquer la recherche ou les paysans ou l'État. Ce faisant, ils apportent involontairement leur caution aux politiciens qui promeuvent le changement quel qu'il soit.

b. Marge de manœuvre réduite

Idéalement, la décision repose sur une stratégie qui fixe le cap à tenir sur le long terme et sur des tactiques faites d'ajustements au gré des circonstances. La décision publique est davantage soumise au jeu politique et les stratégies y sont souvent vagues. La décision privée est également peu explicite, mais l'observateur peut la révéler avec les précautions nécessaires. L'observateur peut aussi révéler les invariants de la décision publique sur une période donnée. Nous pouvons donc prendre pour point de départ ce schéma idéal tout en sachant qu'il n'est qu'un idéal intellectuel.

En ce qui concerne les stratégies, on peut s'étonner qu'un parti au pouvoir depuis longtemps, présidentieliste de surcroît, ait disposé d'une marge de manœuvre aussi réduite. En fait, la stabilité du parti reposait sur l'incorporation des factions contraires, ceci pour les amadouer et les faire taire. Le cénacle du parti unique est alors traversé de visions antagonistes qui congèlent le système dans ses postulats révolutionnaires. La seule innovation possible est celle qui consolide les intérêts locaux. Dans ce cadre rigide, le changement de stratégie exige de réprouver les politiques antérieures, ce qui signifie des conditions de crise. La rigidification est propice au *bandazo* aventureux.

Dans le cadre présidentieliste, les tactiques sont pragmatiques. Face au prix à la baisse des grains, composante de la compétitivité mexicaine qu'on peut attribuer à une stratégie, il a fallu improviser une série d'aides qui ont fini par façonner le modèle mexicain. On a vu que les marges tirées de la culture d'une céréale ou d'une autre sont proches. Or, les petits producteurs répondent massivement

⁵² Si on ne peut pas s'appuyer sur les résultats électoraux en valeurs absolues du fait de la fraude massive, la cartographie des résultats qui épouse les grandes régions suggère un biais égal.

à de faibles écarts de prix. Malgré les prix de garantie, le marché devient heurté et exige des programmes spéciaux qui génèrent de l'incertitude sur les approvisionnements.

Une paysannerie modernisée et sacrifiée en même temps visait à tirer les salaires vers le bas pour faire décoller l'industrie nationale et attirer les capitaux. Avant les dévaluations post-salinistes, la main-d'œuvre mexicaine était une des moins chères du monde. L'administration centrale a toujours été sur une corde raide pour maintenir la population rurale avec un revenu de misère et une productivité satisfaisante. L'économie administrée sans marge de manœuvre rendait impossible la stabilisation de l'approvisionnement.

Le faible revenu décidé par les prix de garantie a bridé la marge de manœuvre autant du producteur que de l'Etat. Ce dernier n'a pu ajuster le modèle qu'en y mettant fin tant les rentes des acteurs non agricoles étaient en jeu. L'absence de contre-pouvoir démocratique a certes favorisé la planification, mais elle a généré la confusion des genres : administrations incohérentes sous l'égide des politiques nationales et locales clientélistes, économie assujettie au politique, politique de planification empirique.

II - LES MARGES DE MANOEUVRE

J'identifie trois composantes sur lesquelles peser pour le développement agricole. La première relève de la géographie. La colonisation du Mexique est achevée et le rôle historique d'aménageur qu'a tenu l'État est devenu minime. Faute de terres et de sources nouvelles, l'espace agricole peut être considéré comme fini. L'économie de l'eau et des ressources est davantage à l'ordre du jour en 1990. Les progrès à attendre concernent la gestion des bassins versants et des unités de gestion des puits. Outre les outils d'une gestion durable, comme le paiement de l'eau et la mise en place de compteurs prévus par la loi, la marge d'intensification agricole en rapport avec les contraintes des producteurs existe. La recherche agronomique a un rôle à jouer avec une attention particulière aux conduites peu risquées et à l'économie d'intrants. Sur l'espace extensif, la mise au point de conduite améliorée est également possible.

La seconde composante est relative à la production paysanne. La privatisation de la terre en 1992 n'a pas éliminé le problème de ressources financières limitées. Toute amélioration du revenu sert d'abord à l'amélioration des conditions de vie et de scolarité minimale, ainsi qu'au bétail comme forme de capitalisation essentielle aux petites unités de production. Une fois ce seuil dépassé, l'investissement productif peut se réaliser si ne se présente pas une option plus intéressante et si la prise de risque est compatible avec la structure familiale. La stabilité des prix, à la condition qu'ils ne soient pas trop bas comme on l'a vu, conditionne l'innovation. Par la somme des moyens mis en jeu, l'État a réussi la modernisation sans respecter les conditions de l'innovation autonome. Le principal outil fut, avec la stabilité, la possibilité de ne pas rembourser un crédit qui a permis de faire face au risque.

La troisième composante vise l'encadrement de l'agriculture et les institutions. L'assistance technique et la recherche agronomique ne sont pas en cause, encore que leur rôle doit être précisé. Une fois ôté l'influence de l'encadrement, on peut s'interroger sur la marge de manœuvre de la paysannerie.

1. La marge de manœuvre politique

Quand l'emploi urbain fait défaut, le maintien du tissu rural est essentiel. L'objectif n'est plus de viser la survie de la famille, mais un revenu en rapport avec l'évolution du salaire urbain, ce qu'on pourrait appeler un revenu agricole paritaire. L'option de la migration a pour le moment dévié les flux vers les Etats-Unis. Mais le plus important est le revenu d'autonomie qui doit permettre un développement autonome avec un minimum d'aides et de clientélisme. Pour le revenu lui-même, il suffit de jouer sur

les prix. Pour l'aide minimale, la plus importante est le « crédit adapté », l'adaptation étant assurantielle pour permettre à la paysannerie d'affronter le risque même faible de la culture de céréales. Faute d'agrandissement foncier sur le moyen terme, impossibilité liée à la migration et à la nature paysanne de l'agriculture, le revenu agricole d'autonomie repose sur les gains de productivité. L'Etat peut bien sûr continuer à miser sur la généralisation de la migration aux Etats-Unis. Malgré les réticences épisodiques de ce pays, l'hypothèse reste plausible car la frontière est incontrôlable et les Etats-Unis profitent largement de la force de travail étrangère. Mais demeure la question d'évaluer la possibilité d'un développement agricole peu coûteux en mesure de générer autonomie économique et faculté d'adaptation.

En premier lieu, les prix doivent assurer une rentabilité qui retienne la force de travail et capte les investissements. Pour les céréales, le prix doit se situer au-dessus du cours mondial dont les cours résultent autant de l'efficacité compétitive des grandes exploitations de soja et de viande et des petits producteurs de riz en Thaïlande (voir tome 2) que des subventions des pays riches (lait, céréales). La protection douanière est un requis pour les céréales. Ce protectionnisme tempéré stabilisera les rentabilités d'autant plus facilement que les prix ne sont pas à la limite de la survie.

En deuxième lieu, le crédit public, ainsi que privé à travers des contrats de production, doit non seulement permettre d'intensifier les céréales, qui demeure une opération à risque pour les petits producteurs, mais aussi inciter à les diriger vers les productions à haute valeur ajoutée sur de petites surfaces. L'accès au marché national et international est un préalable et on oublie souvent l'importance d'une route carrossable et sécurisée toute l'année. Les filières privées de commercialisation doivent être aidées dans un premier temps pour favoriser l'interconnaissance des commerçants et des petits producteurs.

La privatisation de la terre n'est pas un problème à la condition de ne pas placer le petit paysan en situation de survie. Certaines zones seront donc aidées plus que d'autres, éventuellement par les prix si ce type d'intervention ne génère pas de contrebande. Le secteur ejidataire, stigmatisé pour son assistanat, doit faire place à un secteur contractualisé où l'égalité des parties, paysans et société, fonde le contrat productif. Le soutien au crédit et aux infrastructures peut diminuer dans une agriculture relativement rentable en mesure d'attirer les capitaux issus de la migration, de l'agriculture elle-même et d'entrepreneurs extérieurs.

Dans ce modèle revisité qui accorde plus de poids à l'économique et qui réduit les excès politiques, l'État devient le garant du revenu des agriculteurs, de leur productivité et de leur capacité d'adaptation. Prix protégés et crédit adaptés sont essentiels, en sont les « deux mamelles » si le lecteur autorise de paraphraser l'affirmation devenue virale d'un ministre à la Renaissance⁵³. La corruption et le gaspillage des fonds publics sont réduits ainsi que l'inefficience technique dont le système politique est responsable⁵⁴.

La réduction de l'écart entre les pratiques paysannes et la loi limite aussi la corruption. La loi n'avait pas empêché le regroupement de droits fonciers, mais les seuils fonciers ne devraient pas être modifiés pour éviter la monopolisation toujours possible dans une agriculture polarisée (malgré le

⁵³ « Labourage et pâturage sont les deux mamelles dont la France est alimentée et les vrais mines et trésors du Pérou ».

⁵⁴ Le succès dans les années 2000 du programme de dévolution de la gestion administrée de la grande irrigation aux associations d'usagers confirme l'intérêt de la confiance accordée aux agriculteurs avec l'avantage de diminuer fortement la corruption (Mollard, 2020).

frein de la migration), ainsi que pour préserver les investissements dans le nord du pays et dans l'économie de la vallée⁵⁵.

Le maintien de la paysannerie exige non pas une volonté politique brandie par les uns et par les autres sans souci du fonctionnement agonistique d'une société, mais un contrat transpartisan et révisable selon un agenda défini à l'avance, seul truchement pour la mobilisation durable de moyens qui n'alimente pas le clientélisme. Ce n'est pas facile, y compris chez les intellectuels qui doivent dépasser leurs limites disciplinaires et se débarrasser de toute idéologie au nom du bien commun. Les dimensions politiques et économiques doivent donc être déconnectées. Si l'ejido a été l'enfant chéri du pouvoir, l'accabler est une erreur car l'origine du problème réside dans le système politique qui s'en est nourri.

2. L'encadrement technique de l'agriculture

Les intellectuels doivent aussi revoir la narration qui traverse les âges depuis les agronomes romains déjà empêtrés dans un savoir théorique (*de gabinete*) inadapté aux économies agricoles⁵⁶. Cette narration est immémoriale car elle juge d'un point de vue citadin le conservatisme paysan sans chercher à comprendre la source des routines, lesquelles sont, comme on l'a montré dans cet ouvrage, le fruit d'une logique empirique faite d'expérimentations perpétuelles. Le paysan n'est donc pas routinier car son système est l'équilibre trouvé pour garantir sa survie et maximiser un revenu. Le point de vue citadin est donc paternaliste et il se décline principalement par la vulgarisation agricole. Cette dernière est erronée par les jugements qu'elle porte sur l'agriculture, erreur qui se manifeste dans l'importance accordée à la vulgarisation qui évite de parler de prix et d'aides. La vallée d'Ecuandureo montre que les *ejidatarios* atteignent un rendement élevé pour les cultures destinées à la vente. D'aucuns y verraient l'application des recommandations prescrites par les techniciens agricoles, alors nombreux avant le retrait de l'Etat en 1990. La vérité est que ce qui est du ressort de l'empirisme paysan, comme le choix d'une variété, d'une dose d'engrais ou d'un outil, n'est pas redevable du dispositif d'encadrement technique. A la lumière du fonctionnement de la société rurale, les objectifs et les modalités d'interventions du dispositif agronomique d'assistance et de recherche doivent être précisés pour ne pas perpétuer une narration structurellement citadine et mal informée.

La vulgarisation agricole est le révélateur de la croyance dans les bienfaits de l'éducation de gens ignorants alors que l'ignorance est bien celle des experts qui appliquent des normes sans savoir qui les a construites. Les agriculteurs apprennent l'essentiel par eux-mêmes et ils sont toujours demandeurs d'information que ce soit chez leurs voisins, auprès des commerçants ou avec les techniciens agricoles. Pour les techniques à forte maîtrise technique et à risque élevé du fait d'un matériel spécialisé, comme l'ensilage ou l'agriculture de conservation, le technicien et même une recherche d'accompagnement n'est pas inutile. Pour le reste, le technicien est superflu. Nous abordons successivement la vulgarisation agricole et la recherche agronomique même si ces deux composantes ont évolué entre 1990 et 2020.

a. L'assistance technique

Les agronomes s'étonnent que les champs de fraise reçoivent plus de fertilisants et de traitements que les recommandations alors que le maïs en obtient moins. Pour eux, les agriculteurs manquent d'information et cet argument commode justifie la vulgarisation et évite l'examen, perturbateur pour

⁵⁵ Je rappelle que cet ouvrage ne traite pas des conséquences à long terme des plans d'ajustement structurel et de la privatisation de l'ejido.

⁵⁶ Mollard 2002

le savoir officiel, des exploitations agricoles. Une illustration fut donnée avec un ingénieur agronome qui enquêtait sur les pratiques de fertilisation dans la vallée d'Ecuandureo. Il ne s'étonnait nullement que tous les agriculteurs, sans exception, suivent exactement les recommandations de 120 unités d'azote pour le sorgho. En fait, ses questions étaient posées de manière à ce que la réalité épouse ses aprioris. Un retour sur le terrain avec des instructions strictes l'a convaincu d'une gamme obligée de réponses paysannes selon le niveau d'intensification souhaité et selon les restes d'azote du précédent cultural. Les producteurs raisonnent la fertilisation de manière économique : ils en épandent moins après un précédent cultural favorable ou plus que les besoins de la culture en cas de lessivage de l'azote sous irrigation. Le calcul du producteur intègre aussi l'incertitude de la météo saisonnière et l'indisponibilité monétaire. Sa manière de calculer n'est pas formelle car elle repose sur l'expérience acquise dans chaque parcelle. Le constat de fertilisations qui ne suivent pas la norme technique a conduit l'agronome à s'interroger sur ses normes avant de le conduire à s'interroger sur les pratiques des agriculteurs.

Le développement n'a pas à se substituer aux agriculteurs. Des recommandations sous la forme de paquets techniques sont inconséquentes pour plusieurs raisons : le paquet technique reflète la méconnaissance de l'agriculture en conditions réelles, il repose sur une conception univoque des objectifs de l'agriculteur et il considère ce dernier comme un agent passif sans connaissance ni initiative.

L'encadrement local n'est pas en jugement. On l'a vu pour l'assèchement de la lagune ou le forage des puits pour lesquels les études techniques étaient de qualité avec, dans ces deux cas, l'intervention inopportune du pouvoir local. Il en va de même des techniciens agricoles qui sont des professionnels qui connaissent le terrain. Le problème vient de leur hiérarchie et des organisations internationales imprégnées du simplisme paternaliste.

Plus que les techniciens agricoles, leur hiérarchie doit être sensibilisée à la variété intentionnelle d'application des techniques. D'abord, elle ne doit pas chercher l'amélioration de détails quand les rendements sont très faibles. Cette faiblesse, à l'instar du maïs, est liée à l'exigence d'extensification avec faible usage d'intrants. Dans ce cas, les paquets techniques, toujours de conception intensive, sont aussi inadaptés. Encore faut-il que le technicien entende la notion de conduite extensive quand il est payé pour que les intrants modernes soient utilisés. Il passe d'ailleurs beaucoup de temps à justifier ses activités en produisant des statistiques. Les parcelles de validation qui sont supposées être une adaptation à une région écologique les recommandations officielles sont également insuffisantes par méconnaissance des réalités. Le paquet technique est conçu pour que la norme et sa justification expérimentale nient les réalités agricoles renvoyées, elles, à l'archaïsme, à la routine et à l'aversion au risque, autant d'arguments qui évitent de comprendre ces réalités. Le malentendu est ancien car le savoir spécialisé vise à se distinguer des savoirs paysans et à justifier une domination de classe ou citadine. Inversement, il ne s'agit pas davantage d'essentialiser des savoirs paysans peu formalisés et issus d'expériences répétées, comme le font les anthropologues mal renseignés. Là encore, le savoir scientifique spécialisé est un vrai obstacle car il cautionne des politiques qui puisent, selon l'époque, dans le réductionnisme des uns et des autres.

L'autre piège de la vulgarisation est un usage qui cautionne le clientélisme. On a vu plus haut les relations ambivalentes des techniciens agricoles avec la présidence municipale et les *ejidatarios* privilégiés pour canaliser les aides intéressantes. L'appui aux élevages hors-sol s'est soldé aussi par la consommation des poulets qui devaient initier un programme de diversification des activités rurales.

Les fonctions attribuées à la vulgarisation sont peu claires sur le terrain. Le technicien agricole peut conseiller l'emploi d'un produit ou d'une variété afin de donner un conseil plus désintéressé que celui du négociant. Il peut aussi faire remonter dans sa hiérarchie des problèmes ciblés de maladie, rien de plus. En général, l'agriculteur enseigne l'agriculture au technicien qui apprend vite à ses dépens car les agriculteurs sont habiles à le tester.

La narration paternaliste justifie le transfert du savoir depuis la recherche expérimentale à la vulgarisation qui, à son tour, transmet la connaissance aux agriculteurs. Le dispositif descendant⁵⁷, condescendant en fait, empêche l'analyse de l'agriculture. Au lieu d'être l'agent d'une science surplombante, le technicien agricole doit animer un dispositif de médiation entre agriculteurs, recherche et administration. Il doit apprendre des agriculteurs leur fonctionnement pour adapter l'information nécessaire en dehors des préjugés. L'essai-erreur continuera, mais sans paternalisme et avec davantage d'efficacité. Ainsi l'insistance apportée aux variétés améliorées issues de la Révolution Verte occulte les demandes pour contrôler les parasites du maïs ou obtenir des financements. Déjà peut-il réunir des informations comptables sur l'exploitation agricole et sur les ressources comme l'eau. Il peut aider à rechercher des débouchés et mettre en contact groupement de producteurs et acheteurs. Après le désengagement de l'Etat, les Unions d'agriculteurs ont recruté des techniciens et des ingénieurs sur ces rôles insuffisamment joués sous régime interventionniste.

b. La recherche agronomique

En 1990, la recherche agronomique chapeaute intellectuellement la vulgarisation. A son niveau également, un partenariat à double sens doit s'instaurer. Le technicien doit être en mesure, d'une part, de faire remonter les questions de terrain et, d'autre part, de comprendre et utiliser le résultat des recherches. Une nouvelle maladie virale sur la tomate fut démonstrative. Les agriculteurs accusaient alors un atelier d'amiante situé à 20 km de la vallée. Les techniciens-vulgarisateurs mal informés n'étaient pas en mesure de démentir la rumeur.

Outre l'articulation du dispositif de développement avec les recherches, l'ensemble de l'encadrement technique mérite d'être examiné dans ses principes sans oublier ses ornières chroniques. La recherche agronomique au Mexique (Inifap, Universités Agronomiques, Centres régionaux universitaires, Centres internationaux de recherche agronomique) accueille des chercheurs bien formés mais spécialisés. Leur spécialisation est bien sûr un avantage pour résoudre des problèmes spécifiques, pas pour dépasser les aprioris sur l'agriculture. De plus, l'absence d'autonomie financière de la recherche empêche l'approfondissement des connaissances et le mandarinat bloque davantage les spécialisations. Des directions éphémères avec les changements politiques privent le pays de toute cohérence. Les programmes tape-à-l'œil, comme le Programme de Maïs à Haute Technologie en dehors de toute considération économique, sont des tentatives pour cacher les insuffisances. Les rares publications

⁵⁷ Depuis les années 2000, le caractère descendant a été affublé de la participation des usagers. Différentes procédures normatives ont existé : d'abord la recherche-action où le chercheur identifie les problèmes des agriculteurs avec eux, puis simplification du diagnostic avec le *Rapid Rural Appraisal* pour privilégier l'action au diagnostic. Pour éviter davantage la réflexion, l'approche participative a été imposée par des chercheurs spécialisés (écologues, anthropologues, etc.) en lien direct avec les agriculteurs. Malheureusement encore, ce rapprochement écarte l'analyse transdisciplinaire de l'agriculture (alors qu'on a vu que les usagers difficilement justifient leurs pratiques empiriques) et renforce les préjugés en fournissant des normes d'action que les agriculteurs discutent et souvent acceptent pour les tester (on a vu que les agriculteurs sont demandeurs d'information). Aujourd'hui on parle de co-construction des savoirs dans un relativisme inédit et inapproprié.

prêtent le flanc à la critique et facilitent l'assimilation du chercheur à une bureaucratie inefficace ou au parti unique.

Dans ce contexte, la question de recherche appliquée et fondamentale n'est même pas posée. De la tension entre les deux, on sait que c'est moins la réponse que le fait de poser la question qui est importante. Car la poser entraîne la pluralité des approches et laisse libre le choix du chercheur. Faute de liberté et d'argent, la recherche mexicaine est soumise aux modes extérieures, qu'elle suit avec ténacité et qualité jusqu'à ce qu'une autre mode s'y substitue. Là encore, l'approfondissement n'est pas possible. Le transfert de connaissances ne peut se faire dans de bonnes conditions faute de bonnes questions. Les recettes d'agronomie sont privilégiées et ne correspondent pas à la demande.

L'agriculture s'est transformée moins par l'encadrement technique que par les modifications de l'environnement économique. La recherche a pourtant joué un rôle important et, paradoxalement, c'est la recherche spécialisée de laboratoire qui a fait progresser l'agriculture, c'est-à-dire en dehors des paquets techniques issus de la vulgarisation. La recherche agronomique a contribué à la productivité agricole surtout à travers les variétés nouvelles et le contrôle des ravageurs qui sont deux composantes clés de la modernisation avec les engrais et la mécanisation. Elle a joué un rôle aussi dans un changement technique radical comme l'ensilage pour les animaux et l'agriculture de conservation. Mais trop de recherches sont sans issue parce que les chercheurs ne connaissent pas l'agriculture. Alors que la recherche privée doit être sous surveillance si les firmes ne s'embarrassent pas de considérations sur la santé des travailleurs, des consommateurs et de la planète, la recherche publique doit comprendre les paysanneries afin de prodiguer des solutions adaptées.

Le thème de l'adaptabilité des agriculteurs devrait être au centre de cette recherche plus que la résilience qui est une notion passive. Comprendre les mécanismes d'adaptation et les marges de manœuvre des agriculteurs pour leur procurer des références sur les cultures et les techniques avec réalisme économique sont deux voies cruciales. Bien sûr, l'échafaudage intellectuel ne vaut que si un revenu satisfaisant est garanti aux agriculteurs⁵⁸.

3. La marge de manœuvre technique

a. Existe-t-il une marge de manœuvre technique ?

Chaque étape dans la connaissance du système rural peut donner l'impression que la marge de manœuvre des acteurs ruraux se rétrécit à mesure que s'accroît la compréhension de leurs intentions et de leur environnement. Reste-t-il de la place pour un nouveau progrès ? Cet ouvrage montre que l'environnement économique est le meilleur outil du développement sans oublier toutefois les recherches spécialisées qui s'avèrent parfois utiles pour les paysanneries.

Déjà, une conception économique à la fois holistique et mécaniste du développement laisse peu de place au changement technique, largement (mais pas complètement) induit. Si cette approche se vérifiait, il ne resterait plus à la discipline agronomique qu'à retourner aux stations expérimentales pour produire de la diversité parmi lesquelles les paysans opéreraient leur choix. Mais la réalité sociale est tout autre et les préjugés ne cessent de fleurir et de prendre la place des précédents dans l'entreprise de domination de l'agriculture. Après les administrations, ce sont les ONG ou les chercheurs spécialisés (y compris les modélisateurs) qui prétendent refaire le monde au prix d'échecs

⁵⁸ L'agronomie est une science qui depuis 1990 s'est adaptée aux enjeux environnementaux, à l'agro-écologie, aux modèles et à l'Intelligence artificielle. Au niveau mondial, elle est redevenue normative et réactive avec la participation (co-construction, coproduction des savoirs) qui font l'économie de l'analyse interdisciplinaire et favorisent les normes internationales.

récurrents. La recherche, plutôt que de s'acoquiner avec les faiseurs de normes, devraient interroger leurs préjugés et les critiquer au vu de la connaissance du terrain.

On peut croire que l'innovation est aux mains des paysans alors qu'elle est dictée par l'environnement économique, ce dernier étant déterminé par les choix politiques : ce fut le *game changer* effectif qu'a été la Réforme agraire et ce doit être les prix de garantie sur lesquels revenir. Le savoir-faire du père Vialhe et de ses collègues corréziens (*coterráneos*) raconté par le romancier Claude Michelet⁵⁹, pour lesquels il n'était pas de plus grand honneur au début du XXème siècle qu'un sillon bien tracé, n'a pas résisté à la déprise rurale depuis la Seconde Guerre mondiale. L'histoire est héroïque sous la plume des romanciers, elle est plus banale dans les faits. Le choix politique ne peut pas aller contre les tendances lourdes, mais il peut aménager des accompagnements utiles.

L'histoire de la paysannerie européenne révèle les facteurs extérieurs qui ont présidé à sa difficile adaptation. L'exode rural était la condition des gains de productivité avec, en première conséquence, l'abandon des zones non mécanisables à l'élevage qui survit aujourd'hui par les subventions et les marchés de niche liés au tourisme. La seconde condition du maintien des agriculteurs européens repose sur la parité avec le niveau de vie des villes. Ce revenu de référence explique les innovations qui améliorent la productivité, le crédit n'en étant qu'un moyen. A plus long terme, l'extension des surfaces travaillées par un producteur contribue aussi à la parité des revenus. Autrement dit, l'amélioration des performances et les revenus sont dictés par la place politique qu'une société accorde à son agriculture.

Au Mexique, l'exode rural est particulier puisqu'il s'agit de la migration aux Etats-Unis. Cette dernière ne permet pas l'extension foncière. Par ailleurs, l'élévation du niveau de vie urbain n'est pas aussi forte qu'en Europe et, faute d'extension des surfaces cultivées par famille, seules les aides financières et la protection douanière fixent le revenu et la population rurale. Les gains de productivité sont envisageables à risque peu élevé sous condition d'autonomie économique du paysan. L'intensification des cultures commerciales va de pair avec l'extensification du maïs. Quant aux ressources eau et parcours insuffisamment utilisés, j'y reviendrai.

Une comparaison avec les Etats-Unis permet d'identifier les moteurs de la productivité. La culture de la fraise d'exportation dans la vallée de Zamora permet d'imaginer une situation où l'assise foncière des producteurs, sans être considérable, atténue la contrainte financière. Or, bien que l'eau soit abondante et que le sol et le climat soient favorables, le rendement moyen en 1990 est de 20 tonnes / ha bien loin des 60 obtenues en Californie⁶⁰. L'écart révèle autant un manque de technicité que l'incertitude de l'environnement économique.

Un rendement de 60 t/ha exige la généralisation du mulching plastique, la mécanisation dans les meilleurs conditions et l'épandage de pesticides comme aux États-Unis. Mais qu'un problème survienne dans cette conduite sophistiquée et le producteur disparaît faute de pouvoir rembourser les investissements. Il faut donc des garanties d'approvisionnement en toiles plastiques, pièces de rechange, pesticides ainsi que d'écoulement du produit. Les agriculteurs californiens peuvent compter sur ces services pour compenser un problème en temps réel. L'encadrement de l'agriculture n'est pas public, mais il est plus complet qu'au Mexique. Même s'il maximise le revenu au-delà de toute espérance, le transfert brutal du modèle au Mexique est condamné à l'échec.

⁵⁹ Des grives aux loups. Robert Laffont, 1979

⁶⁰ La hausse du rendement est progressive : 33 tonnes par ha en 2018

https://www.realidadeconomica.umich.mx/index_files/importancia_de_la_produccion_de_fresa8.pdf

Une organisation qui autorise un système tendu et qui élimine l'aléa du voisinage est requise. L'aléa du voisinage, c'est par exemple l'inondation d'une parcelle par la négligence du voisin ou par celle de l'organisation en charge des vannes. Les producteurs sont des gens raisonnables qui ajustent leur investissement au risque supportable. Le producteur de fraise est donc lui aussi soumis au risque au même titre que le paysan producteur de sorgho. Et le risque dépend largement de l'organisation privée (les filières de commercialisation) et publique (crédits, assurances, eau, sanctions).

Aux Etats-Unis, les conduites *high tech* non seulement maximisent les revenus, mais aussi assurent la parité de revenu avec le mode de vie urbain. Au Mexique, l'Union des producteurs ne cesse de tester des perfectionnements dans la production et le conditionnement du produit. La dimension technique n'est pas en cause et la technologie est moins une question de transfert que d'organisation. Une telle organisation inclut l'individualisme, c'est-à-dire la capacité d'un producteur à se libérer des contraintes collectives pour « artificialiser » sa parcelle et l'extraire des contraintes d'eau ou d'accès. L'eau à Zamora est en effet soumise à la pollution et à l'inondation.

Que ce soit le sorgho, le maïs ou la fraise, les comparaisons de pays montrent que le régime sociopolitique joue un rôle dans le risque acceptable. Elles montrent aussi que les pays savent utiliser le libéralisme ou la protection douanière et les aides selon leurs intérêts. Au Mexique, le rendement du blé et du sorgho montrent de bons rendements mais aussi un écart au potentiel. Les petits producteurs doivent être aidés pour compenser une extension foncière réduite et un régime économique soumis aux incertitudes.

b. L'exemple de l'élevage extensif

La paysannerie a modernisé ses cultures commerciales mais elle utilise ses parcours bien en-deçà de ce qu'ils peuvent produire. La comparaison avec les éleveurs privés suggère que le caractère commun des parcours est en cause. Qu'en est-il ?

Il n'est pas rare que des améliorations techniques portent sur les activités annexes quand les cultures principales plafonnent. Sur plusieurs siècles en région parisienne, Jean-Marc Moriceau et Gilles Postel-Vinay (1992) ont noté le plafonnement du rendement du blé alors que les consommations internes, avoine et mouton, ont connu des progrès significatifs. Il en va de même des activités d'élevage à Ecuandureo si les fonctions qu'elles remplissent sont respectées.

Sur le plan technique, l'équation est d'équilibrer les ressources alimentaires fournies par le parcours et le fourrage de saison sèche. Ce dernier provient des « terres d'humidité » (pois-chiche), des cannes de maïs ou de l'achat de fourrage qui, avec la race des animaux, forment un système dont l'amélioration exige celle de chaque composante. Or, le parcours est le maillon faible comme le montrent les éleveurs privés. En effet, l'amélioration génétique existe déjà ainsi que le fourrage de saison sèche quand il peut être acheté. On peut d'ailleurs établir une comparaison avec l'assainissement de la vallée qui s'est étalée sur un demi-siècle faute de coordination entre le creusement des drains et l'amendement pour déplacer les sels du sol. La croyance dans l'inutilité de cette tâche a largement freiné l'entreprise collective et privée car les zones drainées, qui restaient mal utilisées, poussaient certains à croire que l'entreprise était vouée à l'échec.

De nombreux travaux ont montré les possibilités d'amélioration des parcours à faible coût (Teissier 1986). Les améliorations réalisées à Torcasas, Ecuandureo et La Nopalera sont instructives : défrichage des arbustes, semis, engrais. L'équipement de base est l'ouverture d'un chemin d'accès pour surveiller les animaux et apporter compléments alimentaires et eau. Puis on peut envisager des pâturages tournants avec des clôtures en état.

Mais même là où existent des chemins : municipaux (San Jose de Vargas), privés pour desservir une plantation d'agaves abandonnée (Ucácuaro) ou entrepris par une collectivité (ejido de Emiliano Zapata), les parcours des ejidos sont sous-exploités. Il arrive que les plus exploités soient ceux accaparés par quelques familles aisées en toute illégalité. Mais les aménagements privés sont réduits au minimum car ils sont soumis au risque juridique et social. Le sort des mares d'abreuvement, anciennes ou récemment creusées avec une pelle mécanique, est de se combler faute d'entretien avec un usage du parcours qui s'estompe soit comme cause soit comme conséquence. Les pauvres ne veulent pas participer à l'enrichissement des riches, ni ceux-ci offrir aux pauvres des aménagements que ces derniers ne vont pas payer.

La théorie des communs explicitée par Elinor Ostrom, laquelle prétend lister les principes pour qu'une communauté applique ses règlements, oublie l'importance d'une entité politique surplombante en mesure de départager les disputes locales. Au Mexique, le Secrétariat de la Réforme agraire ni une autre agence n'en a les moyens techniques et politiques. Un groupement d'intérêt agropastoral comme il en existe dans les pays occidentaux est un vœu pieux. Tant que les droits non seulement reconnus mais appliqués ne sont pas possibles, toute amélioration collective est vouée à l'échec, ceci même si les pauvres en tiraient profit, par exemple par la location à long terme des parcours. Il ne s'agit donc ni de tragédie des communs ni de théorie, mais du type de régime politique dans lequel sont plus ou moins appliqués les droits. Le droit suppose l'application de sanctions, ce qui est le cas des pays occidentaux ou bien de ressources et de communautés particulières au Mexique. Pour les parcours, la privatisation forcée (car qui voudrait perdre un accès possible à un parcours un jour ?) est la seule possibilité.

III - ÉPILOGUE

L'agriculture relève de la sphère mondiale et le petit paysan est catapulté dans l'économie planétaire. Désormais, sa survie dépend des cours qui jouent au yo-yo. Or, même avec un mode de vie sommaire, il ne peut pas concurrencer les exploitations mécanisées qui fixent les prix mondiaux. Une aide et une dose de protectionnisme sont nécessaires. Pourtant, la plupart des gouvernements ont opté en 1990 pour la rupture avec les aides, à la fois forcés par les endettements récurrents et attirés par le développement libéral et l'intérêt électoral de baisser le coût de l'alimentation de la population urbaine. Le désengagement de l'État et l'ultralibéralisation furent lancés au Mexique de manière résolue par un président encore tout puissant du fait du régime de parti unique. Il misait alors sur les retombées du Traité de Libre Commerce avec les États-Unis et le Canada.

Comme il ne pouvait abandonner l'agriculture paysanne à son sort, le discours officiel a repris la ritournelle de la recherche de productivité et le leitmotiv de l'investissement privé. C'est du moins ce que scanda alors le ministre de l'agriculture qui prétend que les contrats privés vont se substituer aux aides publiques. On peut se demander pourquoi ces capitaux n'ont pas été investis plus tôt et pourquoi ils se dirigeraient vers une paysannerie sinistrée. Quant à l'agriculture déjà rentable, les besoins en capitaux extérieurs sont limités. Les capitaux profitant aux zones les plus profitables accroîtront les déséquilibres régionaux sans aider l'agriculture paysanne.

L'alignement des prix agricoles sur les cours internationaux a dès 1989 réduit des revenus déjà affectés par la hausse du prix des intrants qui ne sont plus subventionnés. Le retrait de Banrural avait précédé cette période difficile. Les agriculteurs sont repartis en masse aux États-Unis et la déprise des terres s'amplifie. Les paysans moins lotis partiront alors que les moins défavorisés se maintiendront un peu plus longtemps. Mais le départ des premiers ne servira pas les seconds car ce sont des terres de

moindre qualité et les locations sont peu intéressantes. Le consensus national via la politique signe la mort d'un outil économique et social.

La privatisation des terres sera amortie au départ par les vieux et les femmes qui préservent le tissu social avec les mandats des migrants. Leur maintien sur place occultera les premiers temps l'ampleur des difficultés. Plus tard, le prix des terres irriguées et pluviales à la hausse permettront aux plus grands de s'étendre. La polarisation entre les producteurs riches et pauvres ne peut que s'accroître.

Dans la vallée, le peu d'intérêt à produire des céréales limitera l'innovation et surtout empêchera l'entretien des ouvrages d'irrigation et de drainage mis en place dans le développement précédent. L'histoire se répéterait : le retrait de l'État répéterait la déroute des haciendas des années 30 avec l'abandon des équipements. Si tel était le cas, alors l'histoire est un bien mauvais professeur.

Les bilans économiques et sociaux de l'option libérale ne sont pas encourageants. Contre une limitation des frais engagés par l'État, la production et les terres travaillées diminueront, les riches se feront plus riches, l'exode ne sera plus contrôlable. Tout cela à cause d'un cycle économique peut-être conjoncturel où l'approvisionnement du marché mondial se réalise à bas prix ! Le Mexique a la chance d'avoir les Etats-Unis à ses portes.

Conclusion : Le bénéfice d'une paysannerie aidée

L'étude mexicaine a porté sur la fin du modèle de paysannerie aidée et les premières années du retrait de l'Etat en 1990. L'étude n'aborde pas tous les effets de l'ultralibéralisme et de la concurrence généralisée des agricultures du monde. L'Afrique est particulièrement concernée puisque les prix bas empêchent tout décollage, d'autant plus que les prix bas favorisent la consommation citadine. S'il y avait un décollage industriel, cela compenserait un peu le sacrifice de l'agriculture, mais comme ce n'est pas le cas, la concurrence mondiale est une erreur. Il y a donc de nombreux perdants, particulièrement les paysanneries. Pourtant, le modèle mexicain montre clairement que la modernisation de la pauvreté est possible et qu'il suffirait de peu pour procurer l'autonomie d'innovation au bénéfice de tous, même sans l'alternative de la migration.

1. Un modèle original...

Chaque paysannerie a son histoire et celle du Mexique est particulière. On vient d'évoquer la migration que résume l'aphorisme aigre-doux : Si près des Etats-Unis, si loin de Dieu⁶¹. Surtout, la paysannerie mexicaine est une création de l'Etat qui s'en est servie pour se légitimer et se renforcer. Le lien filial a entretenu la politique d'aides qui traverse les gouvernements successifs du parti unique, lequel disposait des revenus du pétrole nationalisé. Ce lien n'est pas étranger avec la stabilité du parti unique et l'absence de juntas militaires.

Si les antécédents sont spécifiques, quelle leçon politique et économique peut-on tirer de l'aide à la paysannerie ? Il ne faut pas imaginer un conte de fée car les débuts ne furent pas faciles. Les abandons furent nombreux et les premiers paysans n'avaient ni irrigation ni bœufs ni même des terres cultivables avant l'assainissement des vallées. L'argent du pétrole a surtout bénéficié aux réseaux de transport, aux barrages dans le nord du pays, à l'administration et aux villes.

La Révolution verte qui a commencé au Mexique avec le blé irrigué (et pas le maïs pour lequel ce fut une série d'échecs) n'est que la traduction du retard pris par une paysannerie issue de la Réforme agraire. Elle est aussi l'effet de l'encadrement administratif de l'irrigation, des prix et des crédits. Ces

⁶¹ *Pobre México, tan lejos de Dios y tan cerca de Estados Unidos.*

facteurs furent la cause du décollage agricole et l'adoption des variétés à haut rendement et les engrais furent l'accompagnement d'une trajectoire vertueuse.

Le modèle mexicain s'est sophistiqué avec les prix de garantie, les crédits adaptés et les aides ultérieures : prix des engrais, appui à la mécanisation et aux forages, etc. Ce ne fut pas seulement le blé irrigué qui s'est développé, mais aussi les agricultures qui se spécialisaient et se modernisaient : fraise, avocat, coton ainsi que le sorgho en agriculture pluviale.

Alors que la petite paysannerie aidée se modernisait, elle était en même temps sacrifiée par les prix à la baisse, ceux-ci un peu au-dessus des prix mondiaux. Le résultat fut une paysannerie modernisée, ceci du moins pour ceux qui voulaient le voir car les éternels détracteurs s'appuyaient alors sur le mauvais rendement national du maïs dont cet ouvrage a fait un sort. En effet, le même paysan a un faible rendement en maïs et d'excellents rendements en sorgho, ce qui s'explique logiquement et met un terme à l'incapacité atavique du paysan à se moderniser et à profiter des aides de l'Etat.

Les prix stabilisés trop bas n'étaient pas une panacée car les producteurs optaient massivement pour la production la plus rentable du moment suite à un différentiel minime de prix, ce qui rendait les marchés instables. Quant aux subventions pour les engrais, elles servaient le même objectif de modernisation et de rendement, l'Etat récupérant largement le montant des subventions avec les bas prix agricoles.

Une composante essentielle de la modernisation dans une paysannerie décapitalisée est de compenser le très bas niveau de risque auquel elle peut faire face. Le crédit adapté n'est pas une nouvelle forme de crédit, mais l'adaptation de ses pratiques à la paysannerie. Officiellement, l'adaptation a pris la forme d'une assurance ; officieusement, c'est l'assurance politique –de nature clientéliste- de l'effacement de l'ardoise (*borrón y cuenta nueva*) en cas de coup dur et de problèmes de remboursement par l'ejido. L'ejido devait rembourser collectivement les prêts, mais les difficultés climatiques étaient prises en compte. L'objectif était à la fois politique et économique car il fallait que l'ejido continue à produire. Mais les instances publiques, ici bien coordonnées, lui faisait comprendre que la mesure d'effacement de la dette des crédits de campagne était exceptionnelle et c'est bien ainsi que les *ejidatarios* le comprenaient car ils avaient besoin de ces prêts pour acheter les semences améliorées et l'engrais.

Les prêts d'équipement, pour les forages par exemples, ont également été soumis à l'effacement de la dette, mais ici, le don était fréquent. Heureusement car les collectifs étaient incapables de faire face au coût et au risque d'un forage équipé.

2. ...aux dysfonctionnements politiques...

Mais l'Etat était fragile. Il était même faible face aux tensions internes au sein du parti unique, dans son contrôle des élus locaux et par sa légitimité dans la population. Privilégier trop visiblement un secteur était critiquable et fut critiqué au nom de l'égalité et de la légitimité factice apportée au parti unique. Tout récipiendaire se rend compte en effet de l'inégalité et du biais d'un privilège qu'il estime à la fois normal pour lui et exagéré quand ce sont les autres qui en bénéficient. Une politique trop clientéliste, c'est-à-dire au-delà du clientélisme accepté au Mexique, a généré des incompréhensions et finalement a sapé le peu de légitimité qui restait au parti unique. Parallèlement, les syndicats officiels, ouvriers ou agricoles, exagérément privilégiés (dont une petite nomenclatura bénéficiait) étaient également vouées aux gémonies par tous. En résumé, le parti unique avec une aura révolutionnaire érodée s'est réfugié dans la fraude, la corruption et un clientélisme débridé.

Le parti unique s'est enfoncé à s'appuyer sur la légitimité de la petite paysannerie qui lui échappait de plus en plus. La préparation clientéliste des élections et la fraude massive ont, particulièrement dans le Michoacán, mis en mouvement la grogne paysanne qui, sans aller jusqu'aux manifestations, s'est traduite par l'expulsion des agents de l'Etat très présents dans les ejidos. Ce fut par exemple les infirmières du planning familial (*Desarrollo Integral de la Familia*). Le parti unique voyait ses appuis indéfectibles vaciller. Les agents des candidats parcouraient les ejidos en leur « demandant de demander » des projets, conception curieuse de la demande sociale, en assurant que l'équipement serait terminé selon les résultats des élections. Il fallait alors voter collectivement pour le candidat du parti unique. Non seulement ce type de manœuvre agace les ejidos, mais aussi la population qui voit alors d'un mauvais œil la paysannerie.

S'appuyant sur les intellectuels, le nouveau président fustigeait à son tour les administrations précédentes et le lien consanguin avec la paysannerie. Le rejet viscéral de la corruption et du clientélisme, dans un pays qui ne peut pas s'en passer, a conduit à faire des syndicats et de la paysannerie les deux bouc-émissaires idéaux. Il n'a pas été difficile pour Carlos Salinas de Gortari de généraliser les problèmes et de substituer l'ultralibéralisme aux aides. Plutôt que de réformer une économie agricole modernisée, il l'a sacrifiée une seconde fois après le sacrifice par les prix de garantie.

3. ...mais à l'économie reproductible

Le modèle mexicain d'avant les Plans d'Ajustement structurel demeure un modèle viable économiquement. La modernisation de la paysannerie a été effective et n'a failli que pour s'être vue refuser l'autonomie pour innover et s'organiser indépendamment de l'Etat. Politiquement, le bilan est ambivalent : le politique a aidé les paysans à se moderniser, c'est aussi le politique qui, faute de régulation et de pluralité au sein du parti unique, a empêché cette autonomie, qui s'est déréglé avec la fraude et l'hyper-clientélisme et qui, pour finir, a basculé dans l'hyper-libéralisme.

Un régime politique qui garantit la stabilité des revenus et qui ne sombre pas dans la démagogie aurait été nécessaire. Dans le monde, le modèle mexicain de paysannerie aidée est reproductible sans la même histoire et sans le même régime : il suffit d'une entente politique sur le long terme avec l'appui de tous les acteurs, organisations internationales et ONG incluses.

Bibliographie citée

- Arreola Zarco J.M. 1989. Especialización del agrosistema campesino - el terruño de Colesio en el Bajío Seco. Tesis de Maestría en Estudios Rurales de El Colegio de Michoacán, Zamora, Mich.
- Ascencio Franco, Gabriel, 1986. Numaran. Lechones domésticos para engordar capitales. In: Carlos Herrejón coord.. Estudios michoacanos I. El Colegio de Michoacan
- Avila P., Barragán E., Mollard E., Seefoo J.L. 1991, Regionalización y movimientos de población en Michoacán. Coloquio regional Políticas de Población en la región Centro-Occidente. Cuernavaca
- Barragán E. 1990, Más allá de los caminos. El Colegio de Michoacán. 208 p.
- Barrega O. et al., s.f., Estudio geográfico del espacio natural y del espacio rural del municipio de Zapopan (Jal.). Instituto de Geografía y estadísticas. Un. de Guadalajara. no paginado.
- Biarnès A. 1994, Dynamique et stratégie des producteurs de pomme de terre dans la Sierra Madre orientale. Com. à la journée *Dynamiques locales et enjeux actuels des agricultures mexicaines*. 16 mars, Orstom-Lea. Montpellier.
- Bøehm de Lameiras B. 1988. Evolución cultural de las cuencas hidráulicas del centro y occidente de México., In Relaciones 35, verano de 1988. El Colegio de Michoacán : 5-29.
- Boserup E. 1970, The conditions of agricultural growth. G. Allen & Unwin Ltd. Londres.
- Bouet C. 1991, Rentabilité et passion dans le système d'élevage de combat mexicain. in Toros : 9-14
- Brading D. 1975, Estructura de la producción en el Bajío. 1700-1850. Haciendas y latifundios en América latina. Ed. Siglo XXI. México.
- Braudel F. 1979, Civilisation matérielle, économie et capitalisme. XVe-XVIIIe siècles. Paris, Armand Colin.
- Braudel F. 1986, L'identité de la France. Les hommes et les choses. Paris, Flammarion.
- Bravo G. 1992, Analyse de la diversité des exploitations agricoles de la région de Salta (Argentine) pour orienter les actions de recherche et de vulgarisation. Thèse de l'Université de Bourgogne. Inra-Sad. 327 p.
- Calva J. L. 1988, Crisis agrícola y alimentaria en México 1982-1988. Fontamara 54. 230 p.
- Cervantes Moreno E. y al. 1989. Análisis de la producción agrícola nacional. In *Ingeniería hidráulica en México* vol. IV (2) II Época, pp 46-53.
- Chauveau, Jean-Pierre (dir.) ; Cormier Salem, Marie-Christine (dir.) ; et Mollard, Éric (dir.). 1999. L'innovation en agriculture : Questions de méthodes et terrains d'observation. IRD Éditions.
- Chayanov A., 1990. L'organisation de la société paysanne. Paris, Librairie du Regard, 341 p
- Cochet H. 1990, Des barbelés dans la Sierra. Coll. A travers Champs. Orstom.
- Darré J-P. 1991, Fond commun et variantes dans un système local de connaissances techniques, Lauragais, France. in Savoirs paysans et Développement. Karthala Orstom. 333-346.
- Departamento Agrario, sd; SD. Expediente n° 1022, Las Majadas, Ejecución dotación de tierra, Archivos de la Secretaría de Reforma Agraria, Morelia, Mich. pag. mult.

- Departamento Agrario, sd; SD. Expediente n°158, Ecuandureo, Ejecución dotación de tierra, Ampliación, Etapa de ejecución de la división de ejidos de Cañada de Moreno, Archivos de la Secretaría de Reforma Agraria, Morelia, Mich. pag. mult.
- Departamento Agrario, sd; SD. Expediente n°416, San Jose de Vargas, Dotación de tierra, General ampliación, General segunda ampliación, Archivos de la Secretaría de Reforma Agraria, Morelia, Mich. pag. mult.
- Departamento Agrario, sd; SD. Expediente n°675, Quiringuicharo, General dotación de tierra, Actos de Aguas, Archivos de la Secretaría de Reforma Agraria, Morelia, Mich. pag. mult.
- Departamento Agrario, sd; SD. Expediente n°793, El Colesio, Ejecución dotación de tierra, Ampliación, Dotación de Agua, Archivos de la Secretaría de Reforma Agraria, Morelia, Mich. pag. mult.
- Distrito de Desarrollo Rural n°007, SD. Programa de Desarrollo Rural Integral 1987-1992, Diagnóstico. Zamora, Michoacán, documents divers, 9 cartes, pag. mult.
- Dubois J-P. 1994, Les enjeux de la privatisation de la terre dans l'élevage du nord du Mexique. Com. à la journée *Dynamiques locales et enjeux actuels des agricultures mexicaines*. 16 mars, Orstom-Lea. Montpellier.
- Dufumier M. 1984, Système de production et développement agricole dans le "Tiers-Monde". in Recherche-Développement. Journées d'étude des 12 et 13 septembre 1984. Iram. Paris.
- Dupré G. éd. 1991, Savoirs paysans et développement. Karthala-Orstom.
- Eldin M., Milleville P. éd. 1990, Le risque en agriculture. Coll. A Travers Champs. Orstom Paris. 620 p.
- Fao 1980 et 1992, Anuario de producción.
- Fao-Unesco 1974, Soil map of the world. 1:5 000 000. Paris
- Geertz, C. The wet and the dry: Traditional irrigation in Bali and Morocco. *Hum Ecol* 1, 23–39 (1972).
- Gladwin Ch.H. 1979, Cognitive strategies and adoption decisions : a case study of nonadoption of an agronomic recommandation. *Economic Development and cultural change*
- Gobierno del Estado de Michoacán, 1877. Memoria al Ejecutivo de la Unión, al Estado de Michoacán y a la legislatura del mismo para reorganizar política y administrativamente dicho Estado, Morelia, Mich., pag. mult.
- Gobierno del Estado de Michoacán, 1889. Memoria sobre los diversos ramos de la administración pública. Leída por el Secretario de despacho Lic. Francisco Pérez Gil ante la Diputación Permanente del Congreso del Estado de Michoacán Ocampo, Morelia, Mich., pag. mult.
- González L. 1984, Zamora. El Colegio de Michoacán-Conacyt. 254 p.
- Gueguen Katell, 2005. Organización administrativa y operativa de las unidades de pequeño riego que utilizan presas en la cuenca Lerma-Chapala. In: Vargas Velázquez S. (ed.), Mollard Eric (ed.). Los retos del agua en la cuenca Lerma-Chapala: aportes para su estudio y discusion. México IMTA ; IRD 184:204
- Hamelin P. 1992, Mutations au Brésil. *Vue d'Amazonie. Cah. Sci. Hum.* 28 (4). 729:748.
- Hernández M. J. 1990, La comunidad autoritaria. El Colegio de Michoacán-Gobierno del estado de Michoacán. 198 p.

- Hewitt de Alcantara C. 1978. La modernización de la agricultura mexicana. Siglo XXI, México D.F.
- Inegi 1993, Anuario 1992 estadístico de los Estados Unidos Mexicanos.
- Inegi, Carta estatal de suelos: Michoacán. 1:500 000.
- Inegi-Inah 1986, Estadísticas históricas de Mexico.
- Judet R. 1981, Les nouveaux pays industriels. Paris, Ed. Econ.et Hum. Col.Nord/Sud.
- Kraeger K. 1901, Agricultura y colonización en México en 1900. Trad. 1986. U.A.Chapingo-CIESAS. 350p.
- Lemoigne J-L. 1990, Intelligence artificielle et raisonnement économique. Mondes en Développement 18 (72) : 11-17.
- Léonard E. 1995, De vaches et d'hirondelles. Grands éleveurs et paysans saisonniers au Mexique. Paris, Orstom Ed., col. A travers Champs. 325 p.
- Levi Lattes E. 1988. Historia del desagüe del valle de México. In *Ingeniería hidráulica en México* vol. III, núm 3 II Epoca, pp 60-68.
- Levitsky, S., Way, L. (2010). *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes after the Cold War* (Problems of International Politics). Cambridge: Cambridge University Press.
- Ley Federal De Reforma Agraria Poder Ejecutivo 1989. Plan Nacional de Desarrollo 1989-1994. México D.F., pp 47-48.
- Leyva, S. X. (1993). Poder y desarrollo regional: Puruándiro en el contexto norte de Michoacán. Zamora, Mich., Mexico: El Colegio de Michoacán.
- Marzouk Y. 1991, Histoire des conceptions hydrauliques étatiques et paysannes en Basse Casamance. Sénégal. 1960- 1990. in Dupré éd. 1991. 61-98.
- Mendras H. 1967, La fin des paysans. Paris, Col. Actes Sud, Col. Babel
- Mollard E. 1988, *Sintesis agroclimatológica de un pequeño conjunto regional: el Bajío mexicano*. multigr. Colegio de Michoacán-Orstom.
- Mollard E. 1992, Le manioc dans les unités de production de basse Côte-d'Ivoire. Rendements, pratiques et fonctions d'une culture vivrière. Thèse de doctorat de l'Ina-PG.
- Mollard E. 1994, La renaissance d'une pratique agricole de submersion sur les Hauts Plateaux du Mexique. Cah. de la Rech.-Dévelop. 38 : 83-99
- Mollard E., Dubois J-P. 1994, Compte rendu de la journée *Dynamiques locales et enjeux actuels des agricultures mexicaines*. 16 mars 1994. Orstom Lea, Montpellier, multigr. 3 p.
- Mollard Éric, 2002. « D'un malentendu à l'autre, de la jachère à la rationalité paysanne. Pensée agronomique et représentation sociale dans l'histoire de l'agriculture », *Ruralia*, 10/11. En ligne
- Mollard E., Reyes C. 1991, El crecimiento de una ciudad agrícola. In: Gustavo López (coord.). *Urbanización y desarrollo en Michoacán*. El Colegio de Michoacán: 83-100.
- Mollard Éric, Annie Walter, 2013, *Agricultures singulières*. IRD Éditions, 343 pages

- Mollard Eric, 2020. Une autre histoire de l'environnement : pour le divorce du Nord et du Sud. Montpellier : IRD, 215 p. http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers20-12/010080709.pdf
- Moriceau J-M., Postel-Vinay G. 1992, Ferme, entreprise, famille. Grande exploitation et changements agricoles. XVII^e-XIX^e siècles. Ed. de l'Ehess. Paris. 398 p.
- Morlon P. coord. 1992, Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales. Pérou-Bolivie. Inra éditions. Paris. 522 p.
- OCDE 1992, Etudes économiques de l'OCDE : Mexique. OCDE, Paris. 298 p.
- Ochoa A. S. 1989, Los agraristas de Atacheo. El Colegio de Michoacán. 206 p.
- Orozco Linares F. 1987, Gobernantes de México. Desde la época prehispánica hasta nuestros días. México, Panorama Ed. 476 p.
- Pereira Grégory, Gérald Migeon and Dominique Michelet, 2001, « Archéologie du massif du Barajas. Premières données sur l'évolution des sociétés préhispaniques du sud-ouest du Guanajuato, Mexique », Journal de la Société des américanistes, 87. 265-281.
- Perez M. 1990, El comportamiento económico de la agricultura de riego en Zamora. Tesis de Maestria. Colegio de Michoacán.
- Plan Lerma Asistencia Técnica 1974. Programa de desarrollo económico y social de la región Lerma (1974-1983), Resumen general. Guadalajara, Jalisco, p 69.
- Reyes C. 1989, Résistance au changement technologique dans l'agriculture mexicaine : étude de cas, Zacapu 1886-1940. Innovations technologique et Civilisation. Ed. du CNRS. 371-379.
- Rionda, Luis Miguel. 1986. "Agricultura campesina y migración: El impacto de un cultivo comercial en un pueblo de migrantes" en: Relaciones, Vol. VII, No. 26, pp. 69-93
- Ruf T., Galard D. 1994, Les problèmes posés par la privatisation de l'eau. Com. à la journée *Dynamiques locales et enjeux actuels des agricultures mexicaines*. 16 mars, Orstom-Lea. Montpellier.
- Ruiz E. 1940, Historia de la guerra de intervención en Michoacán. Talleres Gráficos de la Nación. 744 p.
- Sarh 1961-1990. Datos meteorológicos Yurécuaro Mich., Dirección General Servicio Meteorología Nacional.
- Sarh 1961-1990. Datos meteorológicos Zamora Mich., Dirección General Servicio Meteorología Nacional.
- Sarh 1976- 1980. Censos de pozos, manantiales y norias. Subsecretaría de Infraestructura Hidráulica, Dirección General de Gran Irrigación, Dirección General de Geohidrología y de Zonas Áridas.
- Sarh 1979. Estudio agrológico especial de salinidad y drenaje agrícola del distrito de riego n°61, Zamora Mich. Subsecretaría de Planeación, Dirección General de Estudios, Subdirección de Agrología, Serie Informes, publicación n°17, México, p 139.
- Sarh 1992, Anuario estadístico de la producción agrícola de los Estados Unidos Mexicanos. Tomo I. Subsecretaria de planeación.

- Sarh, Análisis de suelo. Ejidos de Colesio, Majadas, Maravillas 1987-1989.
- Sarh, Ddr, Agence d'Ecuandureo : Statistiques sur la production agricole,
- Sarh, District de Développement Rural Yurecuaro : Statistiques sur la production agricole.
- Sarh, District de Développement Rural Zamora : Statistiques sur la production agricole.
- Sarh, SD. Descripción general del rea territorial n°12 - Ecuandureo, Michoacán. pag. mult.
- Sarh, SD. Rapports d'étude en hydrogéologie, sur la région du Lerma.
- Schumpeter J.A. 1912, Théorie de l'évolution économique. Dalloz, trad. 1935
- Secretaria de agricultura y recursos hidráulicos 1983. Estudio agrológico detallado de la Zona Colesio - municipios de Ecuandureo, Tanhuato y Yurécuaro, Estado de Michoacán. Subsecretaria de Planeación, Dirección General de Estudios, Subdirección de Agrología, Zamora, Mich., p 84.
- Secretaria de recursos hidráulicos 1960. Los recursos hidráulicos de México su relación con los problemas agrícolas y económicos del país - Proposición para establecer las bases de su planeación y desarrollo futuro. México D.F., 35 cartes,
- Sociedad Mexicana de Geografía y estadísticas de Jalisco 1984, Chapala, ayer y hoy. Guadalajara, 64 p.
- Srh 1966. Archivo cuenca Lerma Santiago, Plan Integral de Desarrollo 1967-1975, Tomo I, Poder Ejecutivo Federal, SAG, Comisión Lerma Chapala Santiago, Guadalajara, Jalisco, p 172
- Srh 1969. Estudio de las condiciones naturales del valle de Ecuandureo, Jefatura de Irrigación y Control de Ríos, Dirección de Agrología, 4 cartes, pag. mult.
- Srh 1970. Estudio de factibilidad técnica económica y social - Proyecto Colesio, Michoacán. México D.F., Irrigación y Control de Ríos, Dirección de Estudio, p 72.
- Srh 1973. Boletín hidrológico n° 51 Región Hidrológica n°12, Cuenca del río Lerma desde la presa Solis hasta la cortina Poncitlán y laguna de Sayula, Tomos I, III, IV, VII. pag. mult.
- Srh, SD. Censo de los pozos y manantiales - Ecuandureo n°30, pag. mult.
- Unam 1945, El Paricutín. Instituto de Geología. 166 p.
- Villalpando I., Terrones R. 1986, Elementos climatológicos en el estado de Guanajuato. Sarh-Inifap-Cifapeg. Celaya Gto.
- Warman, Arturo. 1972. Los campesinos: hijos predilectos del régimen. Editorial Nuestro Tiempo, 138p.
- Warman A. ed. 1982, El cultivo del maíz en México. Cecodes. México.
- Wionczek M. S. 1982, La aportación de la política hidráulica entre 1925 y 1970 a la actual crisis agrícola mexicana. In *Comercio Exterior* vol. 32, núm. 4. México
- Zamorano J. 1990, Le déficit alimentaire au Mexique. Analyse de la contrainte en ressources productives et des filières agro-alimentaires. Thèse de doctorat Un. de Montpellier I. 275 p.
- Zaragoza J.L.M. 1978, Análisis agropecuario y forestal del estado de Guanajuato. Econotecnia II-11.
- Zaragoza J.L.M. 1978b, Metodología para la elaboración de proposiciones de precios de garantía. El caso del maíz y del sorgo. Econotecnia II-2.

- Zendejas S. 1990. Cambio agrícola, movimiento de población y mercados de trabajo en un valle agrícola del nordeste de Michoacán 1927-1990. manuscrit, p 11.
- Zepeda J. P. 1988, Michoacán. Sociedad, economía, política y cultura. Unam Mexico. 190 p.